AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE D'URBANISME ET D'AMÉNAGEMENT DE MARTINIQUE

Commune du Vauclin

PLAN LOCAL D'URBANISME

2. Notice de présentation







Première modification du PLU approuvée le

15 juin 2026

SOMMAIRE

1. CHOIX DE LA PROCEDURE 2
1.1. Objet de la modification du plan local d'urbanisme (PLU) 2
1.2. Rappel règlementaire 2
1.3. Choix de la procédure de modification 3
1.4. Les étapes de la procédure 3

2. PRESENTATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AU PLU 5
2.1. Reclassement d'une zone UP en zones UE et U3a, secteur Bel Air 5
2.2. Reclassement d'une zone UT en zone UE et N1 , secteur Pointe faula / Pointe Théogène 7
2.3. Reclassement de la zone N2c1 en zone N1 avec EBC, secteur Morne Carrière 10
2.4. Suppression sur 3 parcelles de l'emplacement réservé n° 15, secteur Paquemar 12
2.5. Création du STECAL N2d pour l'infrastructure de stockage et de valorisation des boues issues du dragage des eaux du port territorial, secteur Château Paille 14
2.6. Modifications apportées au règlement des zones A1, A2 et N2 30

3. BILAN DES EVOLUTIONS APPORTEES AU PLU 57
ANNEXES 58

1. CHOIX DE LA PROCEDURE

1.1. Objet de la modification du plan local d'urbanisme (PLU)

Les élus de la ville ont souhaité faire évoluer le règlement écrit et/ou graphique sur plusieurs secteurs afin de permettre la concrétisation de projets portés ou soutenus par la ville, l'Espace Sud et la Collectivité territoriale de Martinique (CTM), ainsi que pour répondre aux demandes de la CTM de lever un emplacement réservé.

L'objectif de cette modification est multiple :

- reclassement d'une zone UP (équipement) en zone U3a (habitat) et UE (activités économiques) – secteur Bel Air;
- reclassement d'une zone UT (tourisme) en zone UE (activités économiques) et N1 (sur les secteurs non défrichables) – secteur Pointe Théogène ;
- reclassement de la zone N2c1 (zone de carrière en attente d'autorisation à Morne Carrière) en zone N1 avec espace boisé classé (naturelle protégée) ;
- suppression sur 3 parcelles de l'emplacement réservé n° 15 à Paquemar défini pour la création d'une retenue d'eau pour le compte de la CTM ;
- reclassement d'une partie des zones 1AUer, N1 et UP à Château Paille pour créer un secteur de taille et capacité d'accueil limitées (STECAL) N2d permettant l'installation des infrastructures de stockage et de valorisation des boues issues du dragage à venir du port territorial ;
- modification du règlement de la zone agricole A1 afin :
    - d'y autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages (conformément à l'article L 151-11 du code de l'urbanisme). Cette évolution permettra la réalisation d'un projet porté par l'Espace Sud pour améliorer l'approvisionnement en eau potable du territoire (installation d'un surpresseur).
    - Préciser la règle concernant la réhabilitation des constructions existantes (alinéas 2.2) en lien avec les règles du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN). Cette modification concerne également la zone A2.
- Modification de l'article 2.2 de la zone N2 concernant la réhabilitation des constructions existantes en lien avec les règles du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN).

En résumé, cette modification permet de soutenir le développement économique sur le territoire communal, de renforcer la protection de l'environnement ou encore de répondre aux besoins de la population.

1.2. Rappel règlementaire

Le Plan Local d'Urbanisme de la ville du Vauclin a été approuvé par délibération du conseil municipal le 29 juillet 2013. Il s'agit de la première évolution du PLU depuis son élaboration.

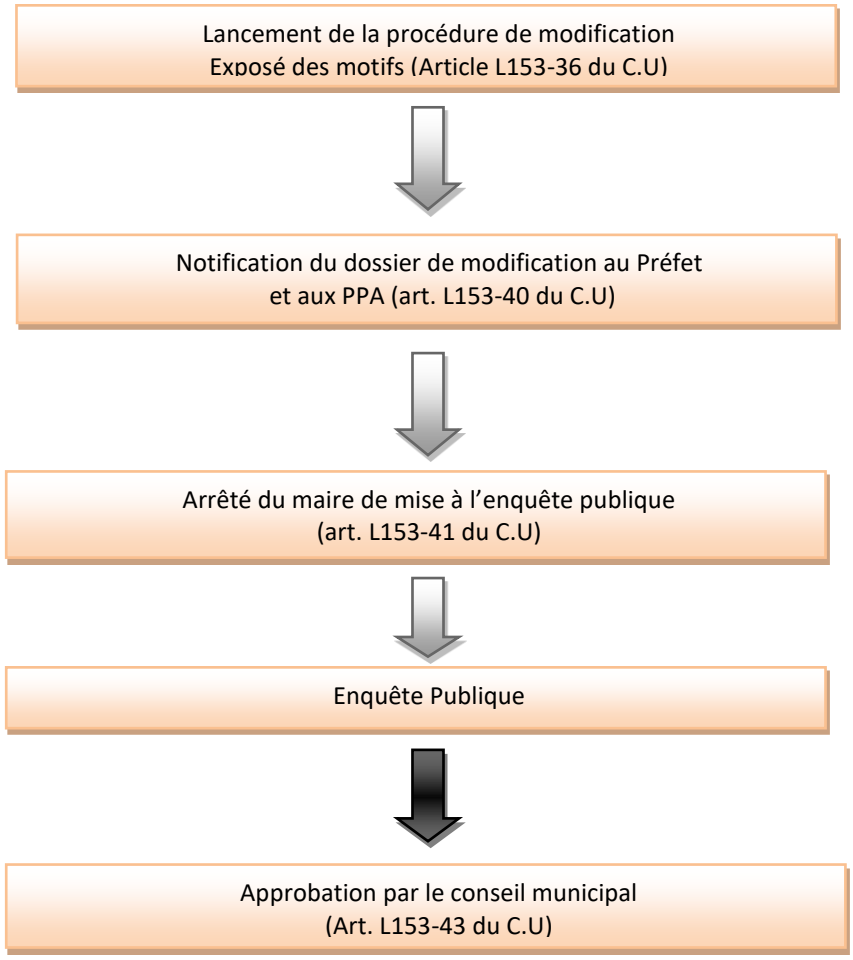
1.3. Choix de la procédure de modification

Les évolutions des règlements graphique et écrit, ainsi que la création d'un secteur particulier pour le stockage et la valorisation des eaux du port sont possibles par le biais d'une modification du PLU car les évolutions apportées au règlement :

- ne changent pas les orientations définies au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du document en vigueur et est compatible avec celles-ci ;
- ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle et forestière ;
- ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- rentrent dans les cas mentionnés à l'article L153-36 du Code de l'Urbanisme, en modifiant le règlement.

1.4. Les étapes de la procédure

Le Code de l'Urbanisme précise les différentes étapes de la procédure.



A noter :
Par une décision du 19 juillet 2017, le Conseil d'Etat a annulé 18 articles réglementaires du Code de l'urbanisme portant sur l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme. Dorénavant, la réalisation d'une évaluation environnementale peut être demandée avant toute modification ou mise en compatibilité d'un document d'urbanisme (demande au cas par cas) pouvant impacter l'environnement, aux collectivités territoriales et à leurs groupements par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 19 juillet.

Cette demande au cas par cas sera réalisée avant la notification du dossier au Préfet et aux PPA.

Notification du dossier aux Personnes Publiques Associées

Conformément aux dispositions de l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme, le dossier de modification est notifié avant le début de l'enquête publique au Préfet et aux Personnes Publiques Associées suivantes :

- ✓ L'Etat
- ✓ La Collectivité Territoriale de Martinique
- ✓ La Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique
- ✓ La Chambre de Commerce et d'Industrie de Martinique
- ✓ La Chambre des Métiers de Martinique
- ✓ La Chambre d'Agriculture de Martinique
- ✓ Le Parc Naturel de Martinique

NB : compte tenu de la nature des modifications, le projet de modification de PLU sera soumis à l'avis de la CDPENAF.

ARTICLES DE REFERENCE DU CODE DE L'URBANISME

Article L153-36
Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

Article L153-37
La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

Article L153-40
Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9.
Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

Article L153-41
Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :
1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Article L153-43
A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

2. PRESENTATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AU PLU

2.1. Reclassement d'une zone UP en zones UE et U3a, secteur Bel Air

Présentation de l'évolution :

La parcelle C0683 était l'objet d'un projet communal de création d'équipement public (cimetière), projet qui n'a finalement pas abouti. Cette parcelle a été divisée en deux :

- la parcelle C1313, d'environ 645 m^2, cédée par la commune à une famille d'administrés en dédommagement du fait que leur terrain ait été rendu inconstructible par l'installation d'une canalisation intégrée au périmètre d'irrigation Sud-Est (PISE) à morne Carrière ;
- la parcelle C1314, sur le reste de l'ancienne parcelle C0683.

Sur le périmètre de l'ancienne parcelle C0683, actuellement classée en zone UP, la mairie souhaite modifier le zonage afin de créer :

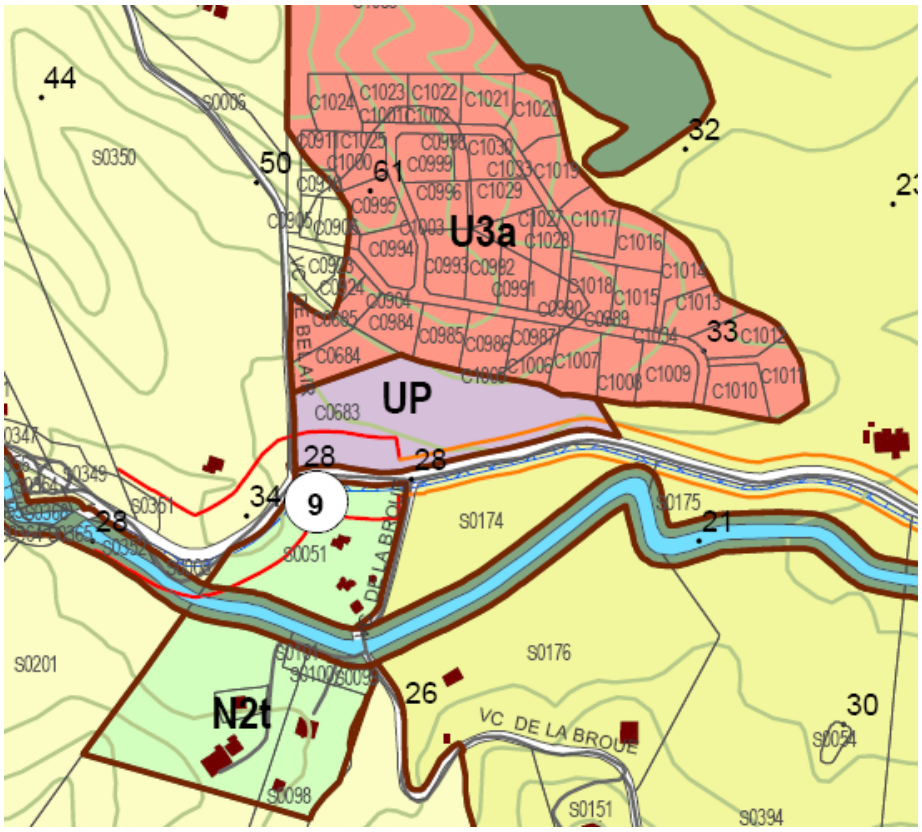
- une zone UE sur une moitié de la parcelle C1314 pour permettre l'implantation d'une usine d'assemblage et une entreprise œuvrant dans le domaine du BTP ;
- une zone U3a sur :
    - la parcelle C1313 ;
    - le reste de la parcelle C1314 non concernée par la zone UE.



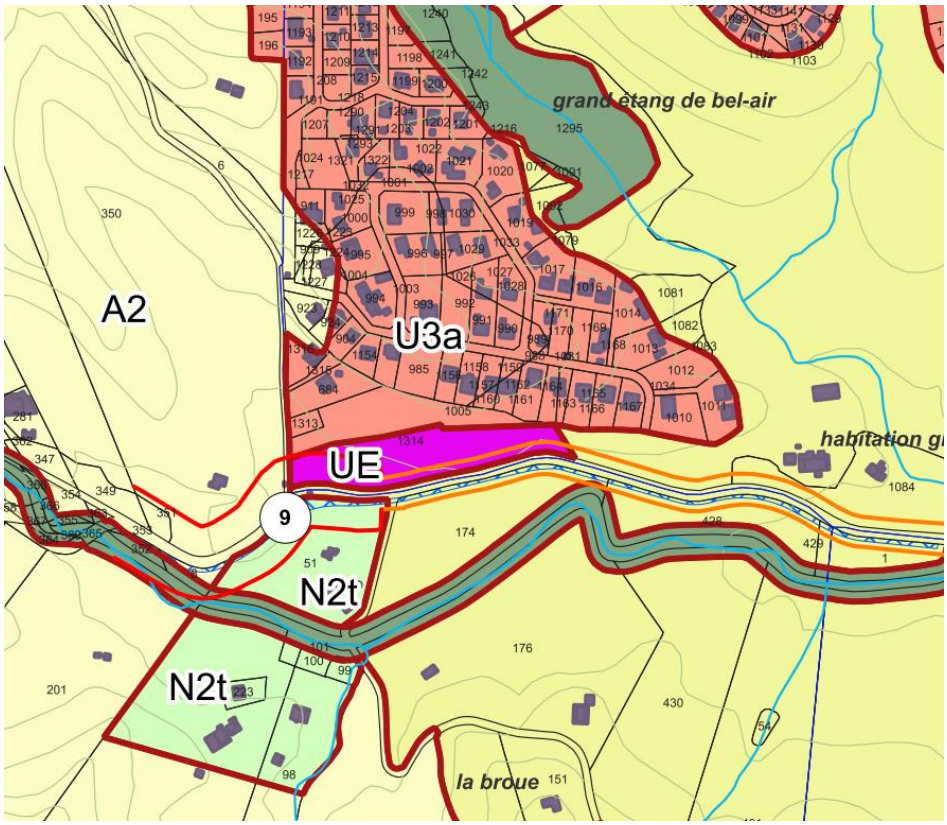
Vue sur la future emprise de l'usine d'assemblage (gauche de la photo), occupée actuellement par une petite formation végétale. Orientation : Ouest Est.

Modification du zonage :

Zonage du PLU approuvé



Zonage du projet de modification du PLU



2.2. Reclassement d'une zone UT en zone UE et N1, secteur Pointe faula / Pointe Théogène

Présentation de l'évolution :

Sur la parcelle T0155, du fait de la mise en place d'un projet touristique initial rendu impossible en raison du stockage de sargasses, la commune souhaite modifier le zonage pour :

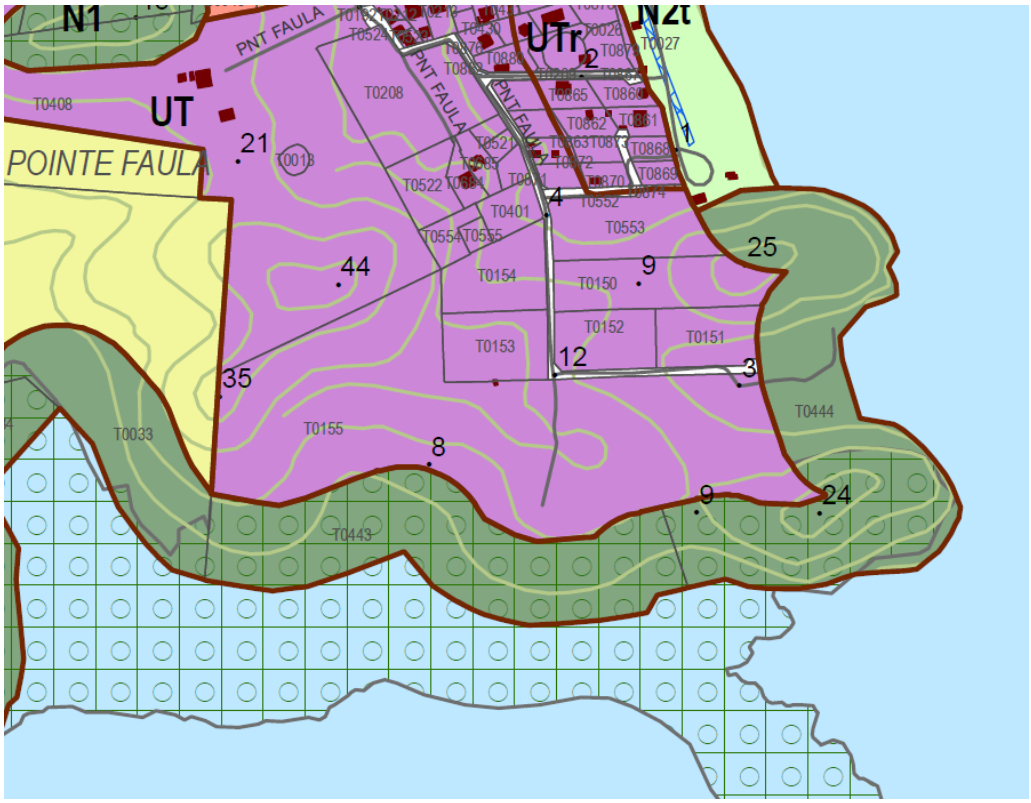
- créer une zone UE permettant l'implantation d'un projet de chantier d'insertion en aquaculture et permettant le stockage de sargasses et de boues du port non polluées ;
- classer en zone N1 l'espace sur la parcelle qui fait l'objet d'une interdiction de défrichement par l'ONF.



Perspective sur une partie de la parcelle prévue pour classement en zone UE, en lisière d'un espace boisé visible au fond, visé par l'interdiction de défrichement. Orientation : Ouest Est.

Modification du zonage :

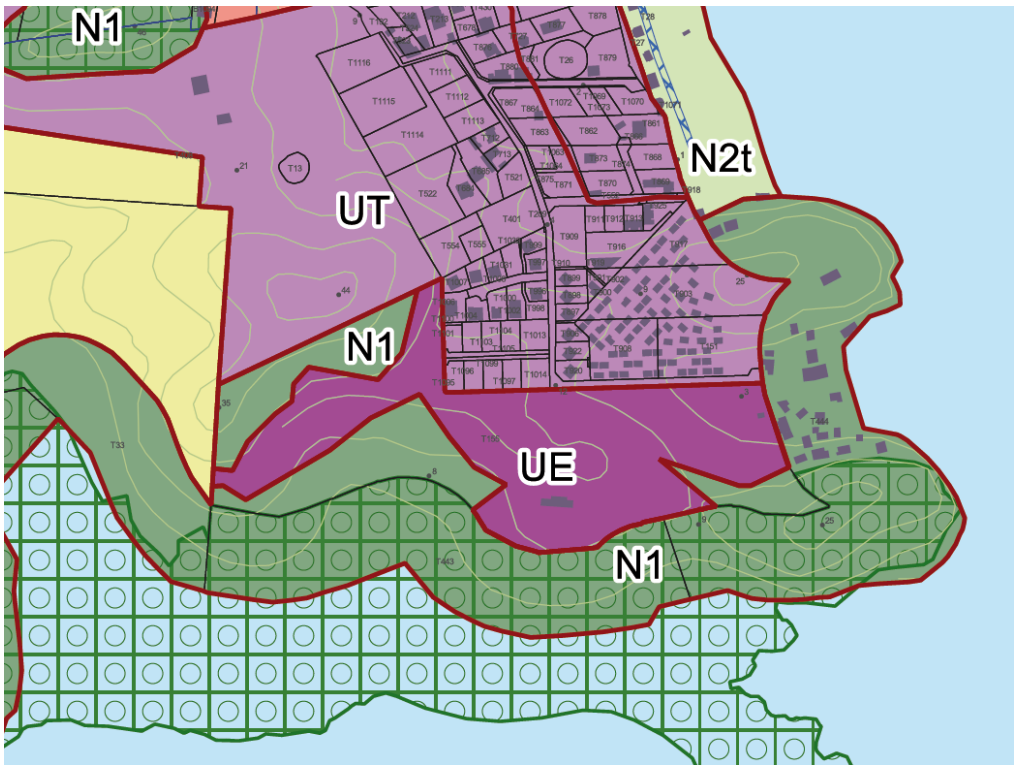
Zonage du PLU approuvé



Vue aérienne et parcelles cadastrales



Zonage du projet de modification du PLU



2.3. Reclassement de la zone N2c1 en zone N1 avec EBC, secteur Morne Carrière

Présentation de l'évolution :

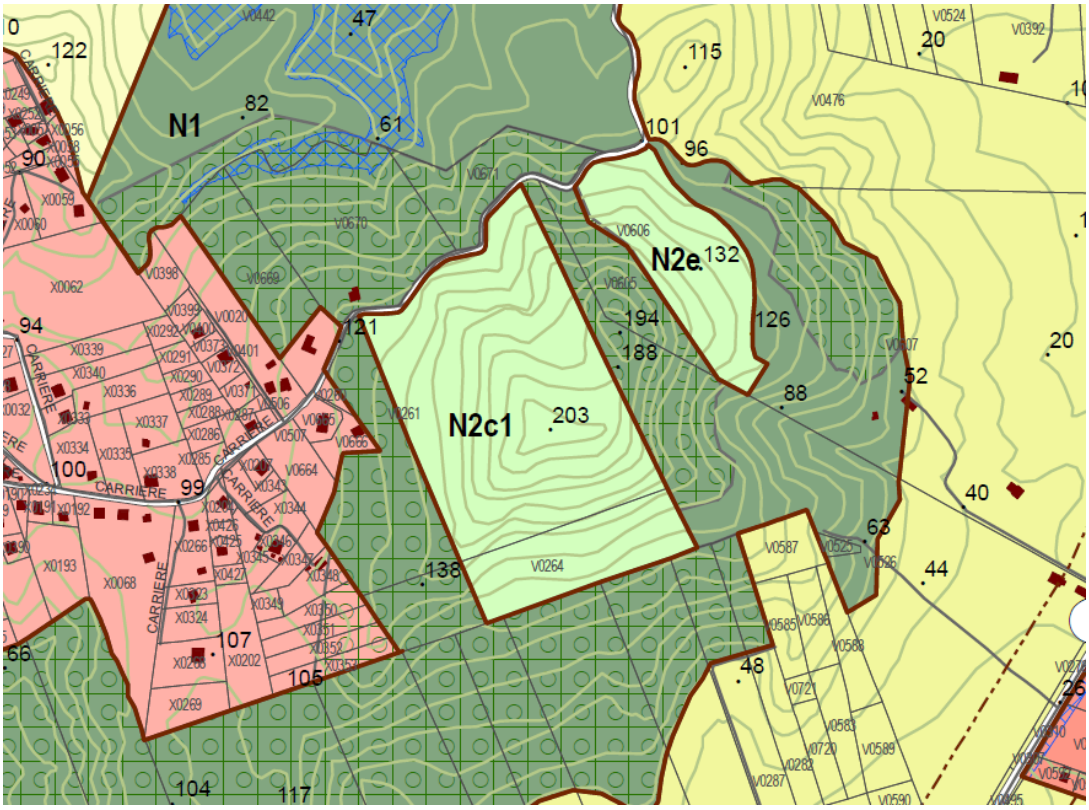
La carrière de la zone du morne Carrière, pensée sur la zone N2c1, n'est finalement plus souhaitée. Il s'agit de reclasser cette zone en zone N1 avec EBC. A l'issue de la modification, la surface des EBC passera de 670.7 ha à 681.4 ha soit une augmentation de 10.7 ha.



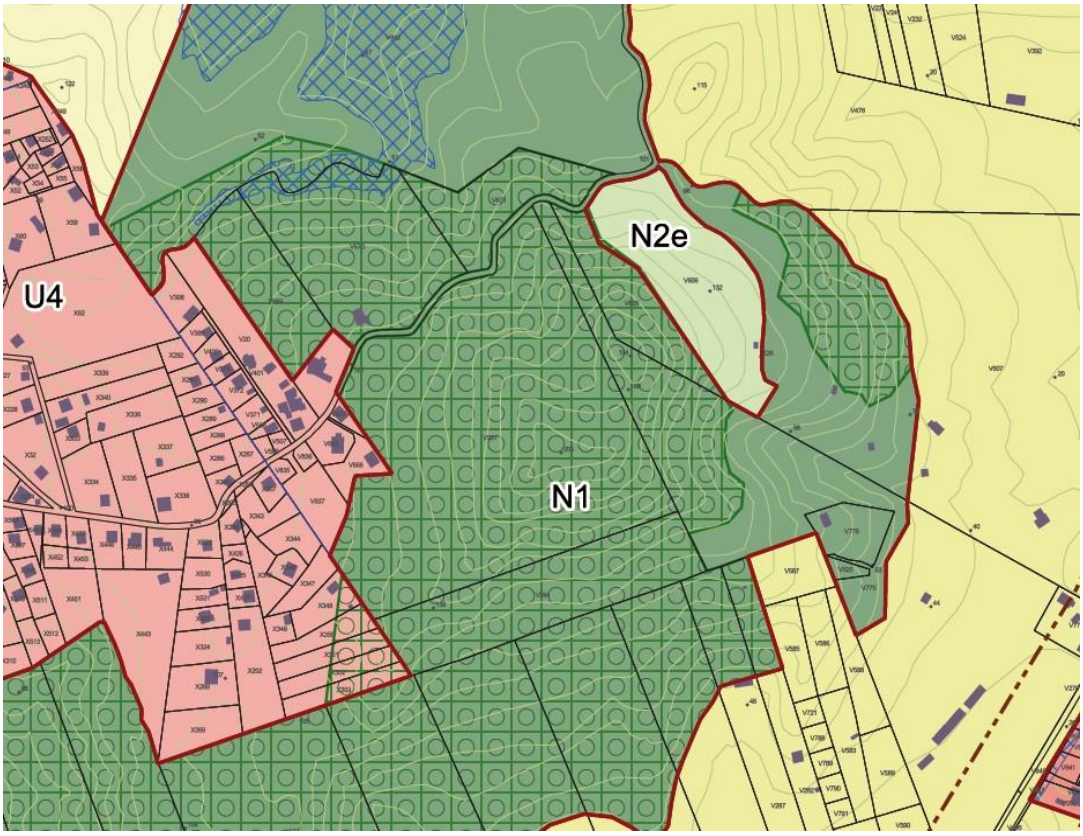
Vue sur le morne Carrière et sur l'emplacement initialement prévu pour la carrière, situés au fond à droite sur la photographie. Orientation : Nord-Ouest Sud-Est.

Modification du zonage :

Zonage du PLU approuvé



Zonage du projet de modification du PLU



2.4. Suppression sur 3 parcelles de l'emplacement réservé n° 15, secteur Paquemar

Présentation de l'évolution :

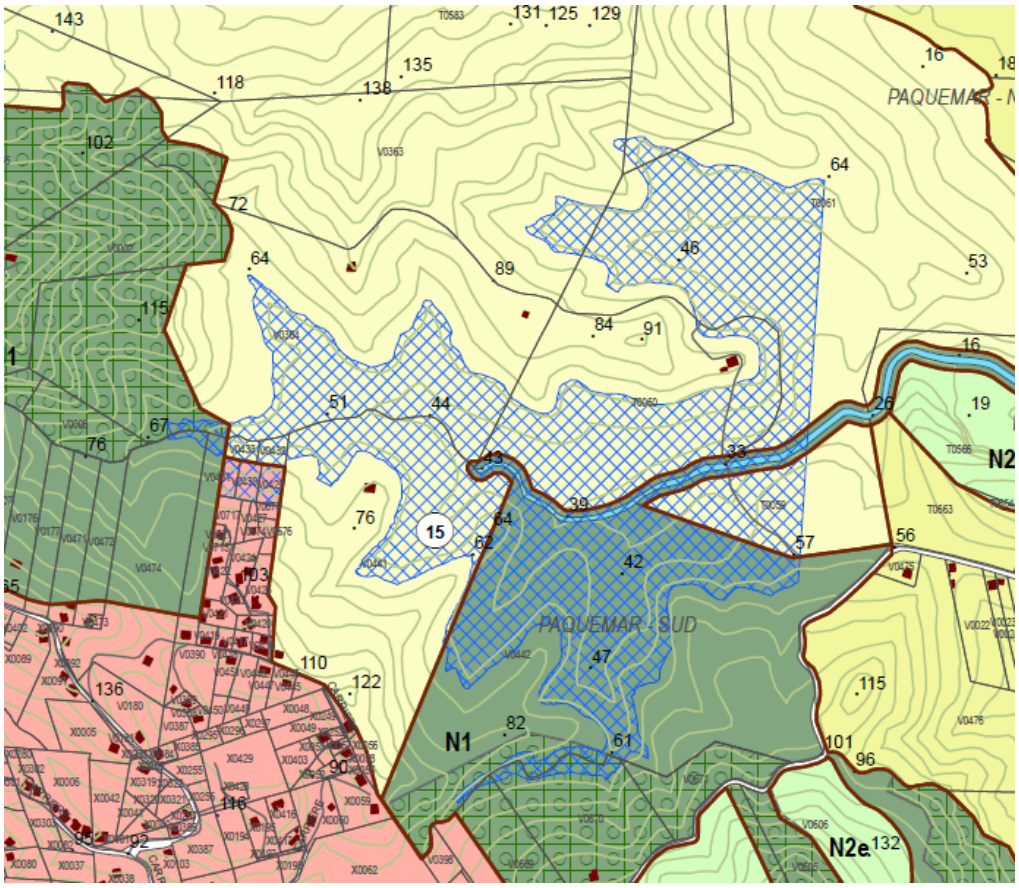
L'emplacement réservé n°15 a été défini pour la création d'une retenue d'eau au bénéfice de la CTM. Celle-ci a demandé à le supprimer sur les parcelles V0429, V0430 et V0431, n'étant plus justifié.

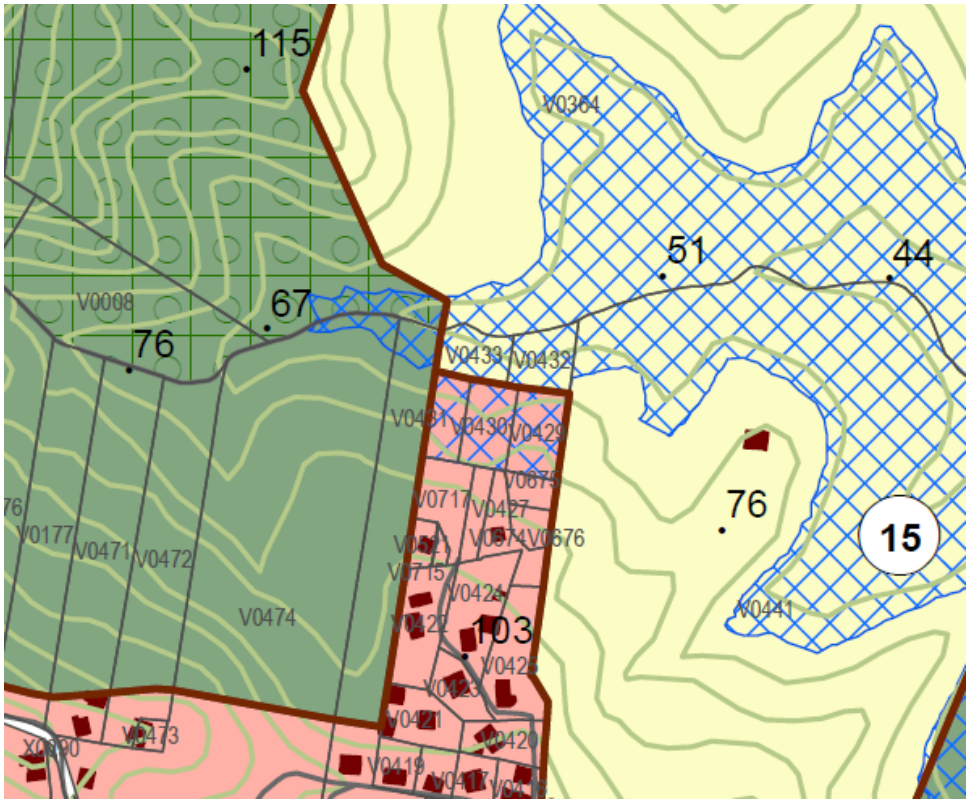


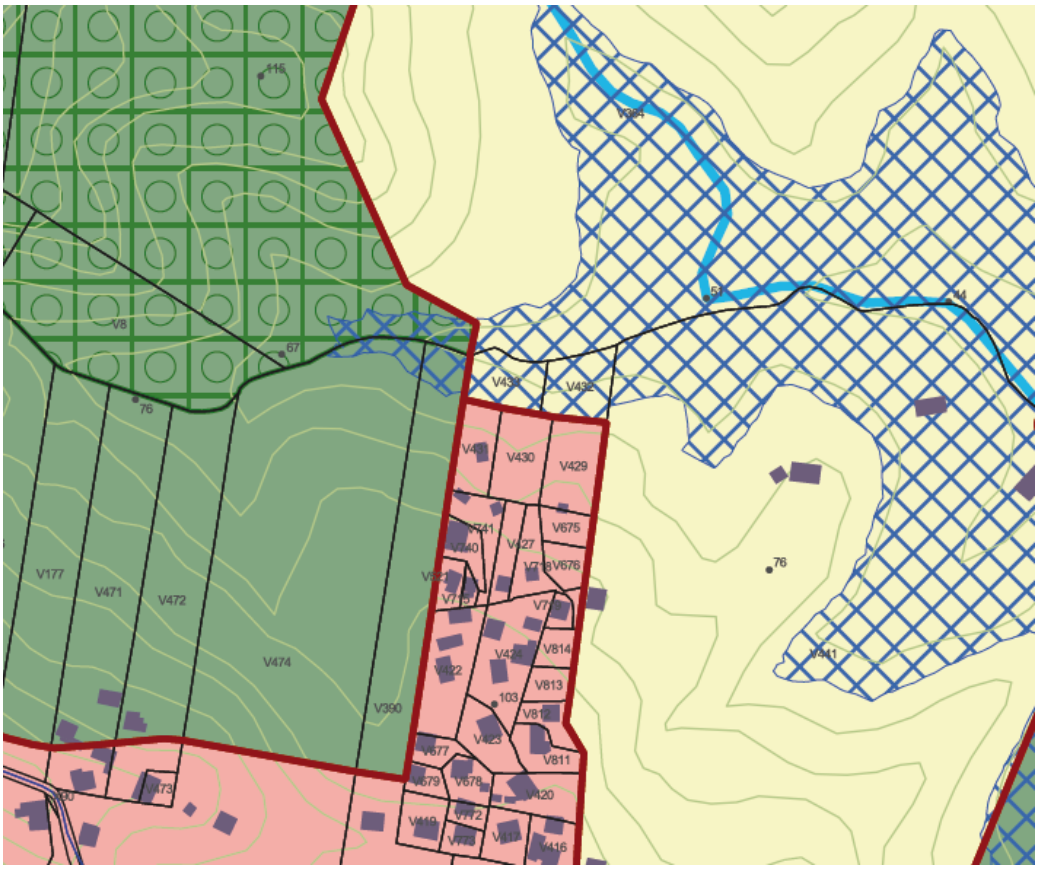
La partie à supprimer de l'emplacement réservé débute au niveau de la cabane, et se prolonge après (non visible du fait du relief encaissé). Orientation : Sud Nord.

Modification du zonage :

Zonage du PLU approuvé







2.5. Création du STECAL N2d pour l'infrastructure de stockage et de valorisation des boues issues du dragage des eaux du port territorial, secteur Château Paille

Présentation de l'évolution :

Des boues composées de sédiments et de sargasses sont présentes dans les eaux du port du Vauclin, et nuisent aux activités de celui-ci. La CTM porte un projet d'installation d'infrastructures de stockage et de valorisation des boues issues du dragage des eaux du port, afin de résoudre ce problème. Il s'agit de reclasser une partie des zones 1AUer, N1 et UP à Château Paille pour créer un STECAL N2d. Une canalisation longeant le littoral et la rivière du Vauclin va permettre de rejoindre les 2 lieux.

A noter que le Préfet de Martinique a pris un arrêté (n° R02-2020-09-03-003) portant autorisation concernant l'opération de dragage, pré-traitement et le stockage provisoire des sédiments de dragage du port de pêche du Vauclin, prévoyant une mise à jour du PLU avant création des installations. **Cette opération a par ailleurs fait l'objet d'une étude d'impact dans le cadre d'une demande d'autorisation environnementale unique (autorisation loi sur l'eau).**



Vue sur le port et les eaux boueuses. Orientation : Est Ouest.



Vue sur le port depuis la plage le bordant à l'Ouest. On observe la présence de sargasses échouées sur la plage, sources de nuisances pour les activités maritimes et pour les riverains. Orientation : Sud-Ouest Nord-Est.



Vue aérienne sur le port du Vauclin, où on observe la concentration de boues dans son enceinte. Source : Géoportail



Vue sur la plage du bourg où se trouve un dépôt de sargasses, et où passera la conduite permettant de transporter les boues issues du dragage des eaux du port. Orientation Sud-Est Nord-Ouest



Vue sur l'emprise du projet d'infrastructures de stockage et de traitement des boues du port, au niveau de la rampe d'entrée. Orientation : Nord Sud.

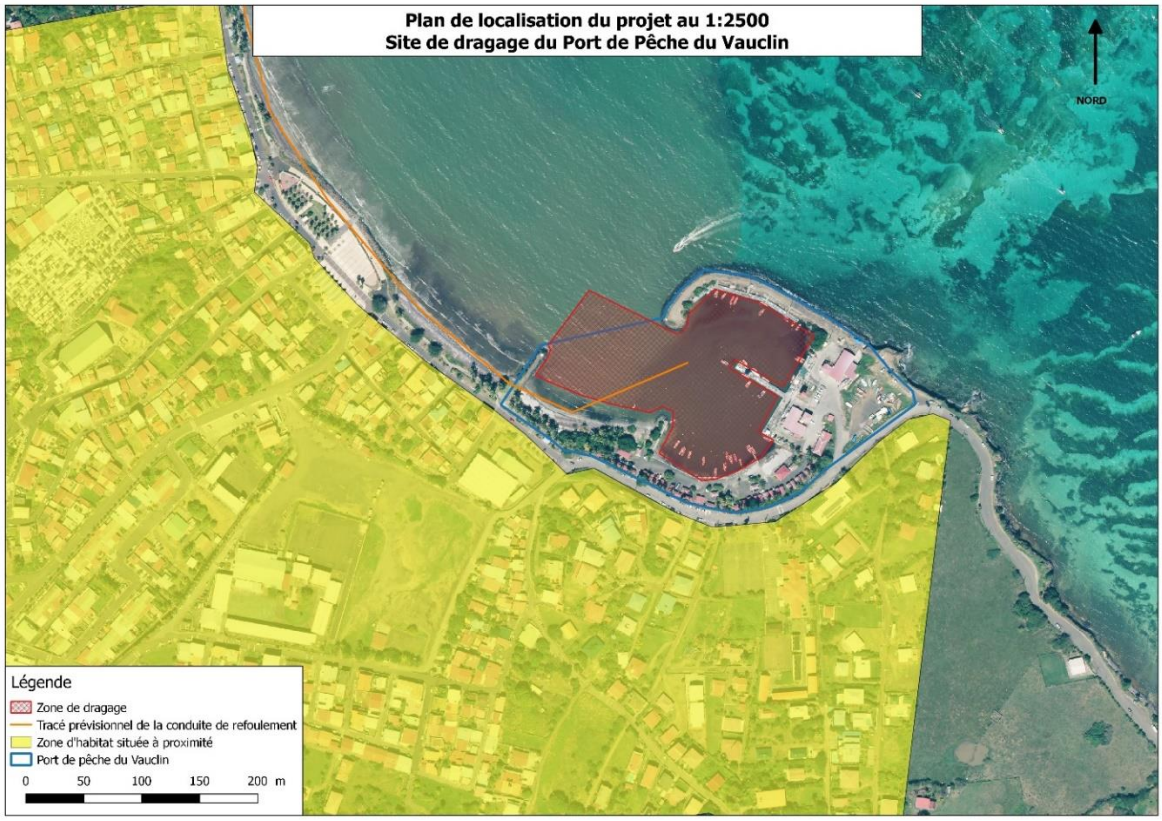


Vue sur l'emprise de la rampe de sortie du projet. Orientation : Nord-Ouest Sud-Est.

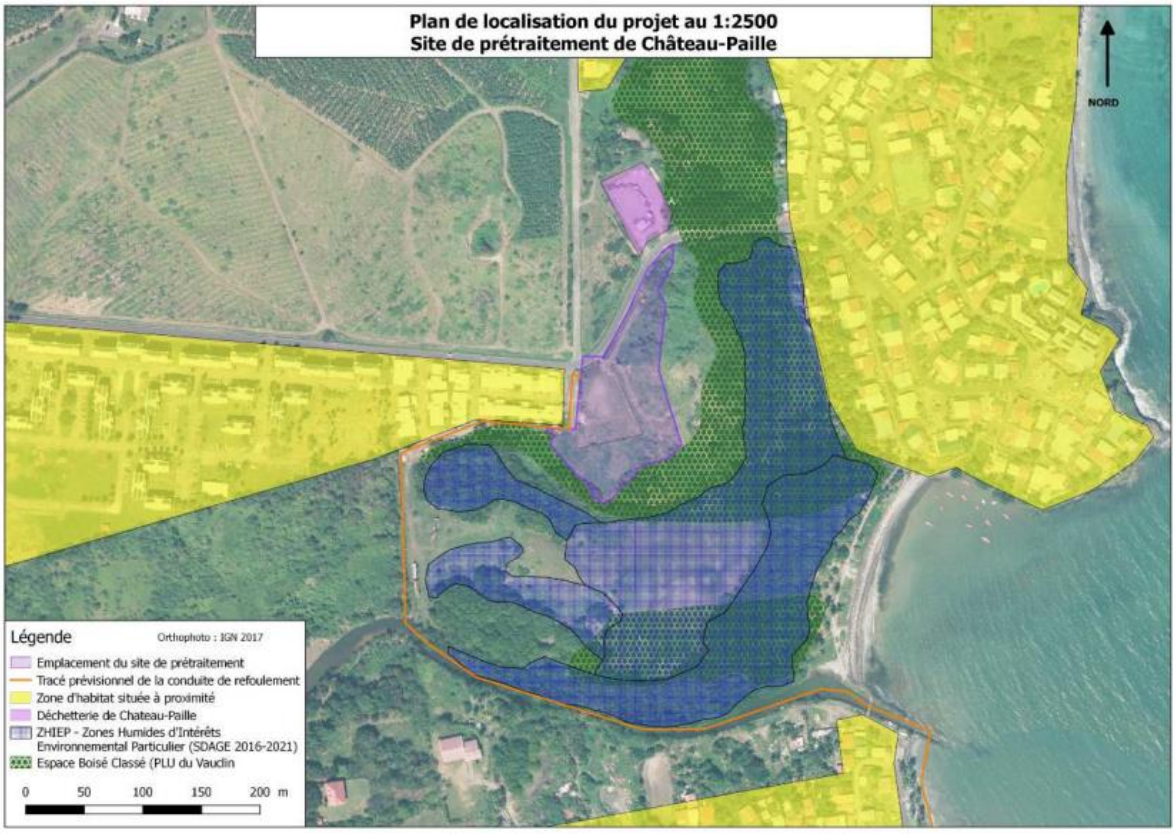


Vue sur l'emprise du projet (à l'Est de la rampe de sortie). Orientation : Nord Sud.

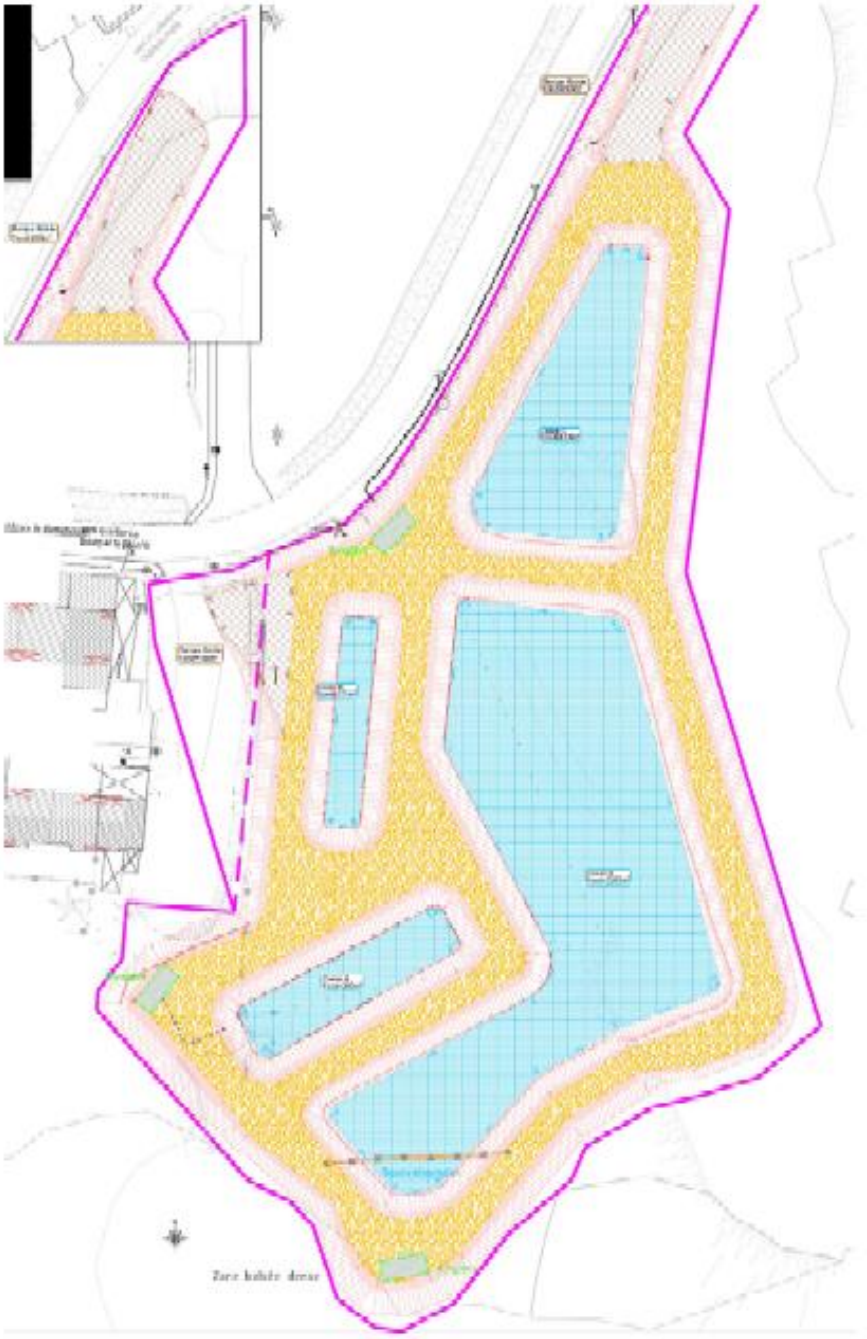
Plans du projet :



Délimitation du projet de dragage des boues du port. Source : SAFEGE 2018



Délimitation du projet de prétraitement des boues du port. Source : SAFEGE 2018



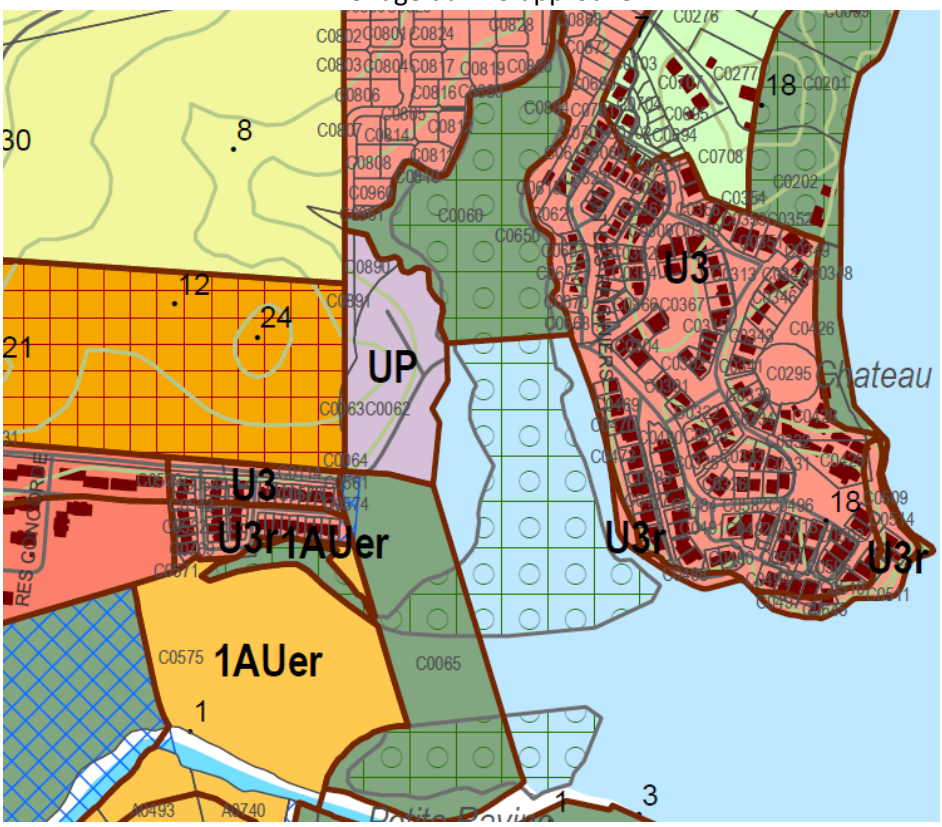
Plan de masse des casiers sur le site de Château Paille. Source : SAFEGE 2018

Le projet en quelques chiffres :

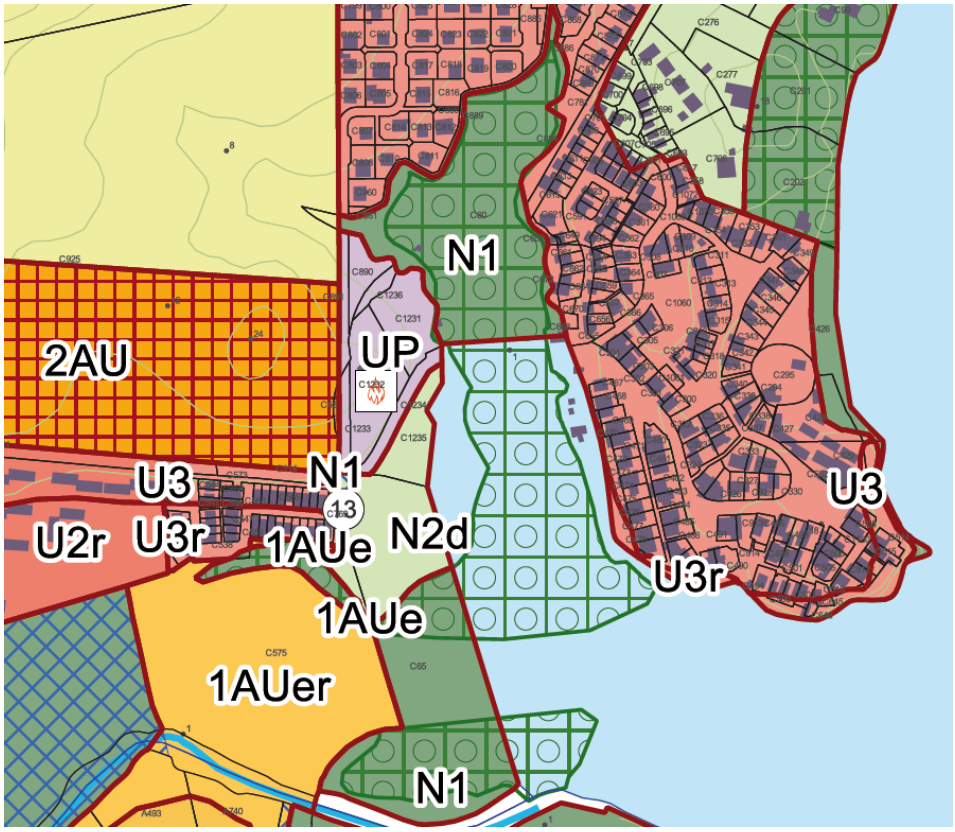
- emprise du port : 24 100 m² ;
- volume de sédiments à draguer : 33 164 m3 ;
- longueur de la canalisation de transport : 1.5 km ;
- emprise du site de prétraitement et de stockage provisoire à Château Paille : 11 000 m² environ
- longueur de la canalisation de rejet : 750 m.

Modification du zonage :

Zonage du PLU approuvé



Zonage du projet de modification du PLU



Les modifications qui ont été apportées au règlement sont les suivantes :

Parties modifiées / ajoutées : en orange

Parties supprimées : ~~barrées~~

Règlement de la zone N2

Règlement :

Ce sont les zones naturelles protégées, soit pour des raisons de risques, soit pour des raisons de site ou de paysage.

Les secteurs N2b et N2m autorisent de légères extensions de l'existant.

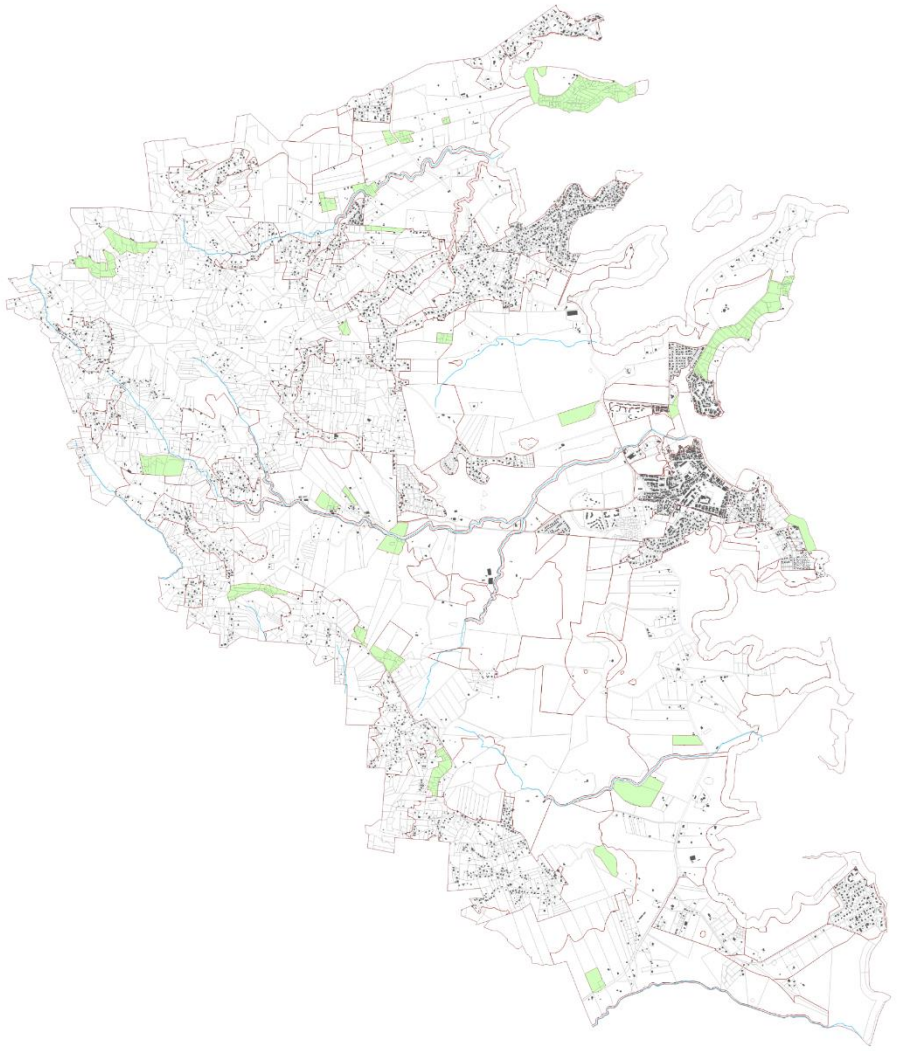
Le secteur N2c autorise les installations à condition d'être nécessaires à l'exploitation des carrières.

Le secteur N2d autorise l'installation des infrastructures de stockage et de valorisation des boues issues du dragage du port territorial.

Le secteur N2e autorise les constructions et installations à condition d'être nécessaires aux installations et fonctionnement des éoliennes.

Le secteur N2t permet la réalisation de bâtiments à vocation d'accueil touristique.

Le secteur N2f permet les constructions et installations nécessaires aux services publics identifiés par l'emplacement réservé : cimetière paysager.



ARTICLE N2 1 :

Les occupations et utilisations du sol interdites

- Les constructions à destination d'industrie, d'entrepôt, d'artisanat, de commerces, de bureaux,
- Les *installations et constructions nécessaires aux services publics* ou d'intérêt collectif à l'exception de celles visées à l'article 2,
- Les constructions à destination d'habitation et d'hébergement hôtelier, à l'exception de celles visées à l'article 2.
- Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation préalable ou à déclaration,
- Les affouillements et exhaussements des sols non nécessaires à l'acte de construire,
- Les dépôts à ciel ouvert de ferrailles, de matériaux, de déchets ainsi que des véhicules épaves,
- Les constructions de toutes natures à moins de 10 mètres de la crête des berges des rivières.

ARTICLE N2 2 :

Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont autorisées sous condition :

Dans le secteur N2 :

Les constructions à destination d'habitation à condition de concerner la prise en compte des constructions existantes, y compris la rénovation, la démolition reconstruction à l'exception des bâtiments en ruine dans la limite de l'emprise actuelle.

Une extension est admise dans la limite maximale de 40% de l'emprise existante à date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~. Un minimum de 50 m² d'extension est autorisé dans tous les cas de figure.

Les constructions nouvelles à destination d'habitation à condition que leur *surface de plancher* soit inférieure ou égale à 60m² par bâtiment et que *l'emprise au sol* n'excède pas 100m² par bâtiment.

Dans le secteur N2b : Les constructions à destination d'habitation à condition de concerner la prise en compte des constructions existantes, y compris la rénovation, la démolition reconstruction dans la limite de l'emprise actuelle.

Une extension est admise dans la limite maximale de 20% de l'emprise existante à date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~. Un minimum de 50 m² d'extension est autorisé dans tous les cas de figure.

Dans le secteur N2c : Les installations à condition d'être nécessaires à l'exploitation des carrières.

~~**A l'intérieur du secteur N2c1,** les installations à condition d'être nécessaires à l'exploitation des carrières dès lors qu'une autorisation préalable d'exploitation aura été délivrée.~~

Dans le secteur N2d : Les installations et constructions à condition d'être nécessaires au stockage et à la valorisation des boues issues du dragage du port territorial.

Dans le secteur N2e : Les constructions et installations à condition d'être nécessaires aux installations et fonctionnement des éoliennes,

Dans le secteur N2f : Les *constructions et installations nécessaires aux services publics* identifiés par *l'emplacement réservé* : cimetière paysager.

Dans le secteur N2m : Les constructions à destination d'habitation à condition de concerner la prise en compte des constructions existantes, y compris la rénovation, la démolition reconstruction dans la limite de l'emprise actuelle.

Une extension est admise dans la limite maximale de 40% de l'emprise existante à date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~. Un minimum de 50 m² d'extension est autorisé dans tous les cas de figure.

Les constructions nouvelles à destination d'habitation à condition qu'elles soient exclusivement liées au relogement des habitants du secteur des 50 pas géométriques de l'anse Maroquet.

Dans le secteur N2t : Les constructions à destination d'hébergement hôtelier de type agritourisme. Les constructions et installations à condition d'être nécessaires à l'accueil des visiteurs et aux activités de loisirs en lien avec l'environnement et la nature. Les *constructions et installations nécessaires aux services publics* ou d'intérêt collectif en lien avec un projet orienté vers la nature et l'environnement notamment une crèche en milieu rural, une structure d'accueil de public autiste etc…..

Les constructions à destination d'habitation à condition de concerner la prise en compte des constructions existantes, y compris la rénovation, la démolition reconstruction dans la limite de l'emprise actuelle.

Une extension est admise dans la limite maximale de 40% de l'emprise existante à date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~. Un minimum de 50 m² d'extension est autorisé dans tous les cas de figure.

Les constructions nouvelles à destination d'habitation à condition que leur surface de plancher soit inférieure ou égale à 60m² par bâtiment et que *l'emprise au sol* n'excède pas 100m² par bâtiment.

Une partie de la zone est concernée par le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé par arrêté préfectoral le 22 novembre 2004. Il pourra être en outre fait utilisation de l'article R. 111-2 du Code de l'urbanisme modifié suite au décret 2007-18 du 05 janvier 2007 après examen spécifique de chaque demande (principe dit de précaution). Certains secteurs sont donc repérés avec l'indice « r » pour risque informant de la présence de zones orange du PPRN dans les secteurs d'urbanisation du PLU.

Article N2 3 :

Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

3-1 Les accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne justifie d'une servitude de passage suffisante, aménagée sur les fonds de ses voisins et instituée par un acte authentique ou par voie judiciaire, en application des articles 682 et 685-1 du Code Civil.

Toute construction ou autre mode d'occupation du sol peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par une voie (publique ou privée) ou une servitude de passage en bon état de viabilité

permettant la circulation des services de lutte contre l'incendie et de secours et de ramassage des ordures ménagères.

Il peut également être refusé si les accès sont insuffisamment dimensionnés compte tenu du nombre de logements ou du nombre de m² de *surface de plancher* projetés ou si les accès présentent un risque pour la sécurité des personnes. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la disposition des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Les accès sur la voie publique doivent être aménagés de façon à éviter toute perturbation et tout danger pour la circulation générale. Il est rappelé que ce ou ces accès doivent faire l'objet d'une autorisation spécifique du gestionnaire de voirie.

3-2 Les voies nouvelles :

L'emprise des voies nouvellement créées et des servitudes de passage doit avoir une largeur de **8 mètres,** avec une chaussée aménagée pour permettre le croisement des voitures. Toutefois, la largeur minimale de l'emprise peut être réduite sans être inférieure à **5 mètres** lorsque la voie nouvelle est à sens unique.

Les voies doivent être conçues et aménagées de manière à garantir la sécurité des piétons et des cycles.

Si elles se terminent en impasse, les voies de desserte et les servitudes de passage doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent tourner, notamment les véhicules d'enlèvement des ordures ménagères.

ARTICLE N2 4 :

Les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité, d'assainissement, de télécommunications

4-1 Eau potable :

L'alimentation en eau potable doit être assurée par un branchement sur le réseau public.

4-2 Assainissement :

4.2.1 *Eaux usées*

Obligation de raccordement

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire pour toute nouvelle construction ou modification.

Cas particulier de l'assainissement non collectif

En cas d'absence de possibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les immeubles soient dotés d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement, et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire. Une surface adaptée au système d'infiltration (obligatoire en aval des dispositifs de traitement) doit être laissée libre de toute construction ou revêtement imperméabilisant.

4.2.2. *Eaux pluviales*

Conditions de raccordement

Les *eaux pluviales* collectées à l'échelle des parcelles privées ne sont pas admises directement dans le réseau d'assainissement et en aucun cas dans le réseau d'assainissement des *eaux usées.*

Elles seront infiltrées, régulées ou traitées selon les cas.

Les eaux de toitures seront infiltrées directement dans les terrains, par tous dispositifs appropriés : puits d'infiltration, drains, fossés ou noues, récupérées ou stockées selon les cas

Les eaux de drainage agricole ou de *terrains construits* objets d'une demande d'occupation des sols autorisée, sont, dans la mesure du possible, infiltrées directement dans les terrains comme les eaux de toiture. Les services assainissement des collectivités (Syndicat, Communauté, Commune) pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

Les eaux issues des surfaces imperméabilisées des parkings et des voiries privées sont traitées avant infiltration dans le milieu naturel.

Toute disposition permettant la non imperméabilisation du sol de ces emplacements de stationnement sera privilégiée.

Les *eaux pluviales* de toute installation industrielle, artisanale ou commerciale non soumise à autorisation ou déclaration au titre de la législation sur les installations classées et de la loi sur l'eau, doivent être traitées par un dispositif adapté à l'importance et à la nature de l'activité en assurant une protection efficace du milieu naturel.

Si l'infiltration n'est pas possible, les *eaux pluviales* sont stockées avant rejet à débit régulé, dans le réseau des *eaux pluviales*.

4-3 Autres réseaux (distribution électrique, câble, etc.) :

Quel que soit le réseau considéré, il doit être le moins visible possible et de préférence réalisé en souterrain.

4-4. Déchets ménagers et assimilés :

A l'occasion de toute nouvelle construction est mis en place un dispositif de rangement des containers à ordures adapté au système de collecte en vigueur dans la commune.
Quand la construction comprend des locaux à usage commercial, il est créé au sein de chaque local commercial un espace de stockage des ordures ménagères spécifique.

Article N2 5 :
Les superficies minimales des terrains constructibles

Non réglementé.

ARTICLE N2 6 :
L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

Pour les secteurs N2, N2b, N2c, N2f et N2t, les constructions s'implantent en retrait à une distance minimale de **6 mètres** par rapport à l'*alignement*.

Dans le cas d'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 28/01/13)~~ ne respectant pas les dispositions ci-dessus, son extension horizontale et sa surélévation dans le prolongement de l'existant sont admises

Pour les secteurs N2m et N2e, les constructions s'implantent à l'*alignement* ou en retrait à une distance minimale de **2 mètres** par rapport à l'*alignement*.

Pour le secteur N2d, les constructions et installations s'implantent à l'*alignement* ou en retrait à une distance minimale de **2 mètres** par rapport à l'*alignement*.

ARTICLE N2 7 :

L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

7-1 Règle générale :

Pour les secteurs N2, N2b, N2c, N2f et N2t, les constructions s'implantent en retrait des limites séparatives à une distance minimale de **4 mètres**.

Dans le cas d'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~ ne respectant pas les dispositions ci-dessus, son extension horizontale et sa surélévation dans le prolongement de l'existant sont admises.

Pour les secteurs N2m et N2e, les constructions s'implantent sur les limites séparatives ou en retrait à une distance minimale de **2 mètres**.

Pour le secteur N2d, les constructions et installations s'implantent sur les limites séparatives ou en retrait à une distance minimale de **2 mètres**.

ARTICLE N2 8 :

L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété.

Pour les secteurs N2, N2m et N2t, lorsque deux constructions implantées sur la même unité foncière ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions principales est fixée à **6 mètres** en tout point débord de toiture compris.

ARTICLE N2 9 :

L'emprise au sol des constructions

L'emprise au sol maximale des constructions est réglementée de la manière suivante :

- N2 : *L'emprise au sol* maximale des constructions **est fixée à l'existant** à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~ augmentée de **40%** avec un minimum d'extension autorisée de 50 m². L'emprise des constructions nouvelles est limitée à 15 % de la superficie du terrain et à 100 m² par bâtiment. Cette emprise est portée à 20% pour les terrains ayant une superficie inférieure à 400m².

- N2b : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à l'existant à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~ augmentée de **20%** avec un minimum d'extension autorisée de 50 m²

- N2c : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **10%**.

- N2d : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **10%.**

- N2e : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **10%**.
- N2f : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **50%**.
- N2m : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **40%**.
- N2t : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **15%**.

ARTICLE N2 10 :

La hauteur maximale des constructions

- Pour les secteurs N2, N2b, N2c, N2d, N2f, N2m, N2t, la hauteur maximale des constructions est fixée à **6,5 mètres** au faîtage.

Lorsqu'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 28/01/13)~~ ne respecte pas les dispositions fixées ci-dessus**,** les travaux de rénovation, réhabilitation et extension sont autorisés à condition que les hauteurs de la construction après travaux ne dépassent pas la hauteur maximale de la construction à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13).~~

- Pour le secteur N2e, la hauteur maximale des constructions est fixée à **55 mètres**.

ARTICLE N2 11 :

L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

Rappel : En application de l'article R 111-21 du Code de l'Urbanisme.

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales**.**

Dispositions générales à prendre en compte :

11-1 Composition générale et volumétrie des constructions :

- **Les toitures**

Les combles et toitures doivent présenter une simplicité de volume.

La pente minimale est de 15°. L'utilisation de matériaux réfléchissants est proscrite.

Les toitures terrasse sont interdites.

- **Les *façades***

Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec les constructions avoisinantes.

Les *façades* latérales et postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les *façades* principales.

Les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit, ne peuvent être laissés apparents sur les *façades* des constructions.

Les caissons de volets roulants doivent être installés à l'intérieur des constructions.

11-2 Les éléments techniques :

- **Les descentes *d'eaux pluviales***

Les descentes *d'eaux pluviales* devront être intégrées dans la composition architecturale de la *façade*.

- **Les rampes de parking**

Les rampes de parking destinées à desservir les parcs de stationnement doivent être intégrées dans la construction. Dans le cas où la configuration du terrain ou des contraintes techniques ne le permettraient pas, elles devront être traitées de manière à s'harmoniser avec la construction et les espaces extérieurs.

- **Les édicules et gaines techniques**

Les édicules techniques en toiture doivent, par le choix des matériaux et des couleurs, être intégrés aux *façades* et aux toitures où ils se trouvent.

Les réseaux techniques en toiture ou en terrasse, tels que les ventilations, climatiseurs, sont, sauf impossibilité technique avérée, camouflés par un revêtement identique à la *façade* ou s'harmonisant avec elle.

- **Les antennes**

Les antennes d'émission ou de réception de signaux radioélectriques (antennes, paraboles, etc.) installées en toiture doivent l'être de la façon la moins visible possible depuis l'espace public.

- **Les installations d'énergies alternatives**

Les surfaces destinées à la captation d'énergie solaire doivent être intégrés dans la composition architecturale d'ensemble de la construction et notamment la pente de la toiture dans le cas où ils sont posés en toiture, elles peuvent être réalisées :

- en toiture, dès lors qu'elles sont intégrées à la volumétrie de la construction et qu'elles ne réfléchissent pas la lumière ;
- en *façade*, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le dessin général de la *façade* ou des éléments qui la composent.

L'implantation de surfaces destinées à la captation d'énergie solaire posées sur sol, de type ferme photovoltaïque, est interdite.

De la même façon, les chauffe-eaux solaires doivent être implantés de façon la plus discrète possible dans le volume de la construction et leur impact visuel doit être limité depuis l'espace public.

11-3 Les clôtures :

La hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser **2 mètres**.

Les clôtures doivent être très largement ajourées et ne doivent pas comprendre de partie pleine afin notamment de ne pas empêcher la circulation des animaux et participer ainsi à la préservation des corridors écologiques.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts ou destinés à un autre usage est interdit.

Les dispositions ci avant ne s'imposent pas aux *clôtures* des terrains occupés par des *constructions et installations nécessaires aux services publics* lorsque les modalités de fonctionnement l'imposent.

ARTICLE N2 12 :

Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

Lors de toute opération de construction, d'extension, de surélévation ou de changement de destination de locaux, des aires de stationnement doivent être réalisées afin d'assurer en dehors des voies publiques le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions. Les normes doivent être définies en fonction de la nature de la construction.

Pour les constructions à destination d'habitation :

- 1 place de stationnement par logement

Pour les constructions à destination d'hébergement hôtelier :

- 1 place de stationnement par chambre ou studios
- 2 places pour les villas en location saisonnière et les bungalows de plus de 30m² de *surface de plancher*

Pour les constructions et installation nécessaires aux équipements publics ou d'intérêt collectif :

- Le nombre de places de stationnement à réaliser doit être adapté à la nature de l'équipement, à son mode de fonctionnement, à sa localisation sur le territoire communal (proximité des transports en commun, existence de parcs publics de stationnement à proximité, etc.) et au nombre et au type d'utilisateurs concernés.

ARTICLE N2 13 :

Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations

Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

Pour les secteurs N2, N2b, N2m et N2t :

- **60 %** au moins des espaces libres de toute construction en élévation doivent être traités en espaces de pleine terre. Ces espaces ne peuvent être affectés au stationnement.

ARTICLE N2 14 :

Le coefficient d'occupation du sol

Non réglementé.

2.6. Modifications apportées au règlement des zones A1, A2 et N2

Présentation des évolutions :

- L'Espace Sud souhaite installer un surpresseur sur une parcelle classée en zone A1 (S0036) afin d'améliorer l'approvisionnement en eau potable du territoire. Il s'agit de modifier le règlement de cette zone afin de permettre les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs de manière globale, conformément aux possibilités offertes par le code de l'urbanisme dans les zones agricoles (ajout d'un alinéa 2.5 dans le règlement de la zone A1)
- La ville souhaite préciser l'alinéa 2.2 dans les zones A1, A2 et N2 concernant la réhabilitation de construction existante. En effet, selon l'aléa dans lequel les constructions concernées se situent, les prescriptions du PPRN concernant la réhabilitation des constructions diffèrent. Il s'agit, dans cette modification, de faire référence aux prescriptions et recommandations du PPRN.
  NB : Concernant le règlement de la zone N2, cette modification vient compléter le règlement de la zone déjà amendé précédemment dans le cadre de cette modification de PLU.

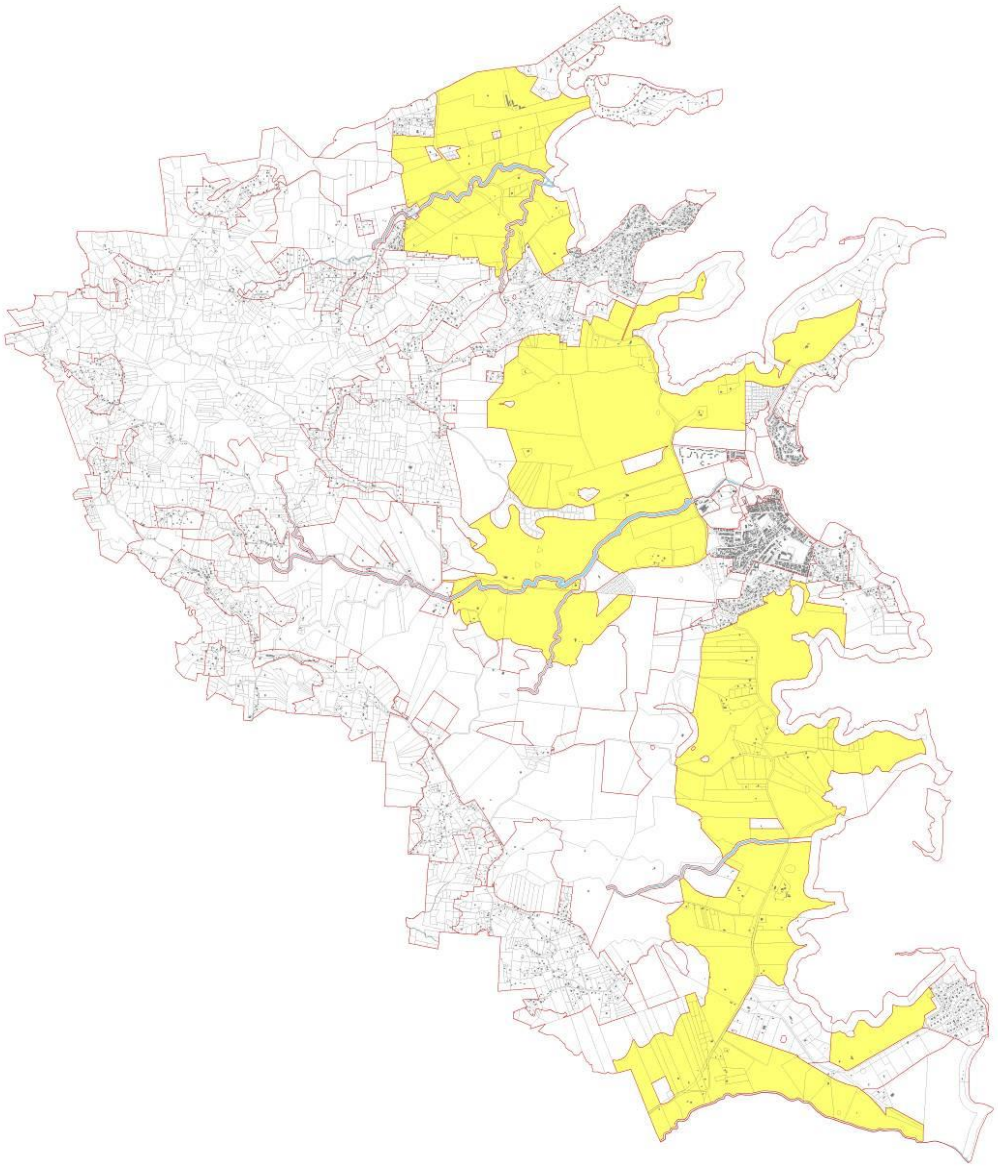
Les modifications qui ont été apportées au règlement sont les suivantes :

(Parties modifiées / ajoutées en orange).

Parties supprimées ~~barrées~~

Règlement de la zone A1

La zone A1 correspond aux parties de territoire affectées à l'activité agricole qui doivent, au regard de la protection des paysages agricoles, bénéficier d'une très forte protection.



ARTICLE A1 1 :

Les occupations et utilisations du sol interdites

- Les constructions destinées à l'artisanat, aux commerces, aux bureaux,
- Les constructions destinées d'industrie, à l'entrepôt,
- Les constructions destinées d'habitation, à l'hébergement hôtelier,
- ~~les constructions à destination d'équipement public ou d'intérêt collectif~~
- Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation préalable ou à déclaration,
- Les affouillements et exhaussements des sols non nécessaires à l'acte de construire,
- Les dépôts à ciel ouvert de ferrailles, de matériaux, de déchets ainsi que des véhicules épaves,
- Les constructions de toutes natures à moins de 10 mètres de la crête des berges des rivières.
- L'installation des caravanes, conformément aux dispositions des articles R.111-39 et R.111-43 du Code de l'Urbanisme.
- La création de terrain de camping ou de parc résidentiel de loisirs
- La création d'aire de dépôt de véhicules, garage collectif de caravanes ou résidences mobiles de loisirs

ARTICLE A1 2 :

Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

2-1 Les constructions et installations à condition d'être strictement destinées au fonctionnement des activités agricoles y compris les lieux de stockage ;

2-2 La réhabilitation sans création de *surface de plancher* des constructions à destination d'habitation existantes à la date d'approbation du présent ~~règlement (le 29/01/13),~~ sous réserve de prise en compte des prescriptions et recommandations du règlement du PPRN en cas d'aléa fort et majeur et selon le type d'aléa.

2-3 Les affouillements, exhaussements de sol, directement nécessaires aux travaux de construction et aménagements autorisés.

2-4 Les aménagements, ouvrages et installations directement liés à la gestion de la fréquentation du public tels que aires de stationnement, dès lors qu'ils font l'objet d'un traitement paysager de qualité sans imperméabilisation des sols et qu'ils ne remettent pas en cause l'exploitation agricole.

2-5 Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Article A1 3 :

Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

3-1 Les accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne justifie d'une servitude de passage suffisante, aménagée sur les fonds de ses voisins et instituée par un acte authentique ou par voie judiciaire, en application des articles 682 et 685-1 du Code Civil.

Toute construction ou autre mode d'occupation du sol peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par une voie (publique ou privée) ou une servitude de passage en bon état de viabilité permettant la circulation des services de lutte contre l'incendie et de secours et de ramassage des ordures ménagères.

Il peut également être refusé si les accès sont insuffisamment dimensionnés compte tenu du nombre de logements ou du nombre de m² de *surface de plancher* projetés ou si les accès présentent un risque pour la sécurité des personnes. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la disposition des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Les accès sur la voie publique doivent être aménagés de façon à éviter toute perturbation et tout danger pour la circulation générale. Il est rappelé que ce ou ces accès doivent faire l'objet d'une autorisation spécifique du gestionnaire de voirie.

3-2 Les voies nouvelles :

L'emprise des voies nouvellement créées et des servitudes de passage doit avoir une largeur de **8 mètres,** avec une chaussée aménagée pour permettre le croisement des voitures. Toutefois, la largeur minimale de l'emprise peut être réduite sans être inférieure à **5 mètres** lorsque la voie nouvelle est à sens unique.

Les voies doivent être conçues et aménagées de manière à garantir la sécurité des piétons et des cycles.

Si elles se terminent en impasse, les voies de desserte et les servitudes de passage doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent tourner, notamment les véhicules d'enlèvement des ordures ménagères.

ARTICLE A1 4 :

Les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité, d'assainissement, de télécommunications

4-1 Eau potable :

L'alimentation en eau potable doit être assurée par un branchement sur le réseau public.

4-2 Assainissement :

4.2.1 *Eaux usées*

Obligation de raccordement

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire pour toute nouvelle construction ou modification.

Cas particulier de l'assainissement non collectif

En cas d'absence de possibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les immeubles soient dotés d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement, et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire. Une surface adaptée au système d'infiltration (obligatoire en aval des dispositifs de traitement) doit être laissée libre de toute construction ou revêtement imperméabilisant.

4.2.2. *Eaux pluviales*

Conditions de raccordement

Les *eaux pluviales* collectées à l'échelle des parcelles privées ne sont pas admises directement dans le réseau d'assainissement et en aucun cas dans le réseau d'assainissement des *eaux usées.*

Elles seront infiltrées, régulées ou traitées selon les cas.

Les eaux de toitures seront infiltrées directement dans les terrains, par tous dispositifs appropriés : puits d'infiltration, drains, fossés ou noues, récupérées ou stockées selon les cas

Les eaux de drainage agricole ou de *terrains construits* objets d'une demande d'occupation des sols autorisée, sont, dans la mesure du possible, infiltrées directement dans les terrains comme les eaux de

toiture. Les services assainissement des collectivités (Syndicat, Communauté, Commune) pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

Les eaux issues des surfaces imperméabilisées des parkings et des voiries privées sont traitées avant infiltration dans le milieu naturel.

Toute disposition permettant la non imperméabilisation du sol de ces emplacements de stationnement sera privilégiée.

Les *eaux pluviales* de toute installation industrielle, artisanale ou commerciale non soumise à autorisation ou déclaration au titre de la législation sur les installations classées et de la loi sur l'eau, doivent être traitées par un dispositif adapté à l'importance et à la nature de l'activité en assurant une protection efficace du milieu naturel.

Si l'infiltration n'est pas possible, les *eaux pluviales* sont stockées avant rejet à débit régulé, dans le réseau des *eaux pluviales.*

4-3 Autres réseaux (distribution électrique, câble, etc.) :

Quel que soit le réseau considéré, il doit être le moins visible possible et de préférence réalisé en souterrain.

4-4. Déchets ménagers et assimilés :

A l'occasion de toute nouvelle construction est mis en place un dispositif de rangement des containers à ordures adapté au système de collecte en vigueur dans la commune.
Quand la construction comprend des locaux à usage commercial, il est créé au sein de chaque local commercial un espace de stockage des ordures ménagères spécifique.

Article A1 5 :

Les superficies minimales des terrains constructibles

Non réglementé.

ARTICLE A1 6 :

L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

6-1 Règle générale :

Les constructions nouvelles s'implantent en retrait à une distance minimale de **5 mètres** par rapport à l'*alignement*.

6-2 Règles particulières :

Dans le cas d'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 28/01/13)~~ ne respectant pas les dispositions figurant au 6.1, son extension horizontale et sa surélévation dans le prolongement de l'existant sont admises.

ARTICLE A1 7 :

L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

7-1 Règle générale :

Les constructions nouvelles doivent s'implanter en retrait des limites séparatives.

Les marges minimums de retrait des limites séparatives sont égales à **3,5 mètres** minimum.

7-2 Règles particulières :

Lorsque la limite séparative correspond à la limite d'emprise d'une voie privée les dispositions applicables sont celles de l'article 6.

ARTICLE A1 8 :

L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété.

8-1 Règles générales :

La construction de plusieurs bâtiments sur une même *unité foncière* est autorisée.

Lorsque deux constructions implantées sur la même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions est fixée à **4 mètres** en tout point débord de toiture compris.

8-2 Règles particulières :

Il n'est pas fixé de règle pour les travaux (réhabilitation, rénovation, etc …) réalisés sur les *façades* de constructions existantes.

ARTICLE A1 9 :

L'emprise au sol des constructions

L'emprise au sol maximale des constructions est limitée à **2 %** de la superficie de *l'unité foncière.*

ARTICLE A1 10 :

La hauteur maximale des constructions

10-1 Définition :

La hauteur des constructions est mesurée à partir du *terrain naturel* jusqu' au faîtage.

10-2 Règles générales :

La hauteur des constructions ne peut excéder **8,5 mètres** au faîtage.

10-3 Règles particulières :

Lorsqu'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~ ne respecte pas les dispositions fixées au **10-2,** les travaux de rénovation, réhabilitation et extension sont autorisés à condition que les hauteurs de la construction après travaux ne dépassent pas la hauteur maximale de la construction à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~.

ARTICLE A1 11 :

L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

Rappel : En application de l'article R 111-21 du Code de l'Urbanisme.

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales**.**

Dispositions générales à prendre en compte :

11-1 Composition générale et volumétrie des constructions :

- **Les toitures**

Les combles et toitures doivent présenter une simplicité de volume.

La pente minimale est de 15°. L'utilisation de matériaux réfléchissants est proscrite.

Les toitures terrasse sont interdites.

- **Les *façades***

Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec les constructions avoisinantes.

Les *façades* latérales et postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les *façades* principales.

Les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit, ne peuvent être laissés apparents sur les *façades* des constructions (carreaux de plâtre, parpaings, briques creuses …).

Les pignons aveugles doivent faire l'objet d'un traitement de modénature (corniches, bandeaux etc…) et/ou d'enduits.

11-2 Les éléments techniques :

- **Les descentes d'eaux pluviales**

Les descentes *d'eaux pluviales* devront être intégrées dans la composition architecturale de la *façade.*

- **Les édicules et gaines techniques**

Les édicules techniques en toiture doivent, par le choix des matériaux et des couleurs, être intégrés aux *façades* et aux toitures où ils se trouvent.

Les réseaux techniques en toiture ou en terrasse, tels que les ventilations, climatiseurs, sont, sauf impossibilité technique avérée, camouflés par un revêtement identique à la *façade* ou s'harmonisant avec elle.

- **Les antennes**

Les antennes d'émission ou de réception de signaux radioélectriques (antennes, paraboles, etc.) installées en toiture doivent l'être de la façon la moins visible possible depuis l'espace public.

- **Les installations d'énergies alternatives**

Les surfaces destinées à la captation d'énergie solaire doivent être intégrés dans la composition architecturale d'ensemble de la construction et notamment la pente de la toiture dans le cas où ils sont posés en toiture, elles peuvent être réalisées :

- en toiture, dès lors qu'elles sont intégrées à la volumétrie de la construction et qu'elles ne réfléchissent pas la lumière ;
- en *façade,* dès lors qu'elles s'inscrivent dans le dessin général de la *façade* ou des éléments qui la composent.

L'implantation de surfaces destinées à la captation d'énergie solaire posées sur sol, de type ferme photovoltaïque, est interdite.

De la même façon, les chauffe-eaux solaires doivent être implantés de façon la plus discrète possible dans le volume de la construction et leur impact visuel doit être limité depuis l'espace public.

11-3 Les clôtures :

La hauteur totale de la *clôture* ne doit pas dépasser **2 mètres**.

Les *clôtures* doivent être très largement ajourées et ne doivent pas comprendre de partie pleine afin notamment de ne pas empêcher la circulation des animaux et participer ainsi à la préservation des corridors écologiques.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts ou destinés à un autre usage est interdit.

Les dispositions ci avant ne s'imposent pas aux *clôtures* des terrains occupés par des *constructions et installations nécessaires aux services publics* lorsque les modalités de fonctionnement l'imposent.

ARTICLE A 1 12 :

Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

Non réglementé

ARTICLE A1 13 :

Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations

Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

ARTICLE A 1 14 :

Le coefficient d'occupation du sol

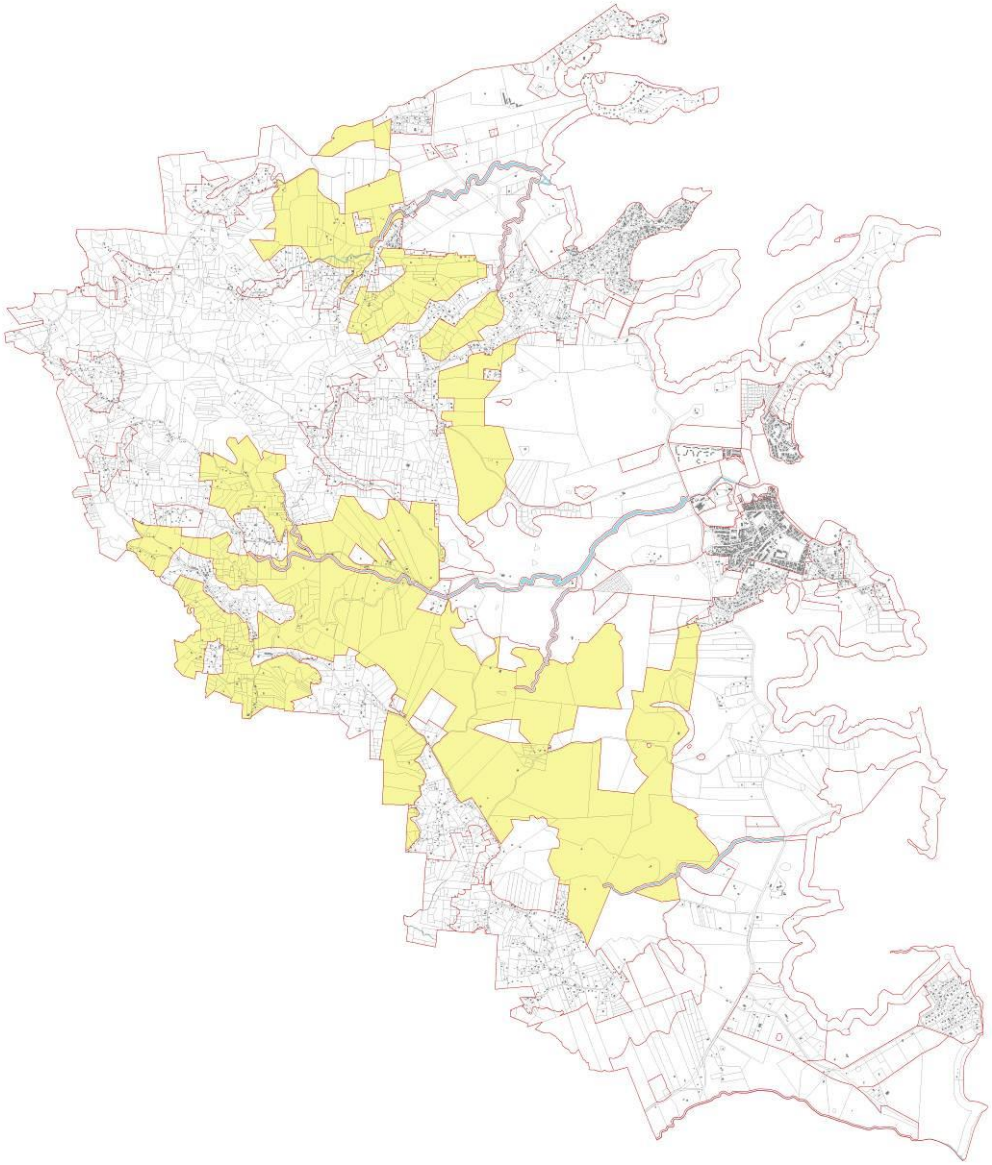
Non réglementé

Règlement de la zone A2

La zone A2 correspond aux parties de territoire affectées à l'activité agricole.

Cette zone comme la zone A1 est dédiée à l'activité agricole. Toutefois, s'agissant de secteurs moins sensibles au regard des paysages agricoles, les possibilités de construction y sont plus souples pour les installations agricoles.

Par ailleurs, afin de permettre, conformément aux orientations du PADD, le développement touristique, des dispositions autorisant de manière très encadrée la création de gîtes et les aménagements légers liés à la fréquentation et à l'accueil du public, sont autorisées.



Article A2 1 :

Les occupations et utilisations du sol interdites

- Les constructions destinées à l'artisanat, aux commerces, aux bureaux,
- Les constructions destinées d'industrie, à l'entrepôt à l'exception des dispositions figurant à l'article 2,
- Les constructions destinées d'habitation, à l'hébergement hôtelier à l'exception des dispositions figurant à l'article 2,
- les constructions à destination d'équipement public ou d'intérêt collectif à l'exception des dispositions figurant à l'article 2,
- Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation préalable ou à déclaration,
- Les affouillements et exhaussements des sols non nécessaires à l'acte de construire,
- Les dépôts à ciel ouvert de ferrailles, de matériaux, de déchets ainsi que des véhicules épaves,
- Les constructions de toutes natures à moins de 10 mètres de la crête des berges des rivières.

Article A2 2 :

Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

2-1 Les constructions et installations à condition d'être strictement destinées au fonctionnement des exploitations agricoles y compris les lieux de stockage ;

2-2 Les constructions nouvelles destinées à l'habitation à condition d'être strictement lié au fonctionnement des activités agricoles si la présence de l'exploitant est nécessaire et dans la limite de 150 m² *d'emprise au sol.*

2-3 La réhabilitation des constructions à destination d'habitat existantes à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~ sous réserve de prise en compte des prescriptions et recommandations du règlement du PPRN en cas d'aléa fort et majeur et selon le type d'aléa. Une augmentation de *surface de plancher* limitée à 30m² est admise, dans la limite de 150 m² d'emprise au sol,

2-4 Les constructions destinées à l'hébergement hôtelier (exclusivement des gites ruraux, constructions à caractère agritouristique) à condition :

- d'être réalisées sur le site d'une exploitation agricole dument recensée et présentant une antériorité de trois ans au minimum
- d'être situées dans un rayon de 100 mètres maximum des bâtiments d'exploitation
- d'être exclusivement destinées à des gîtes.

2-5 Les affouillements, exhaussements de sol, directement nécessaires aux travaux de construction et aménagements autorisés.

2-6 Les aménagements, ouvrages, installations et constructions à condition d'être nécessaires à l'aménagement de points de vue dans le respect des orientations du PADD. Il s'agit des aménagements d'aires de stationnement, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces sites ou milieux, dès lors qu'ils font l'objet d'un traitement paysager de qualité sans imperméabilisation des sols qu'ils ne remettent pas en cause l'exploitation agricole et dans le respect du couvert végétal initial.

Les aménagements légers liés à la fréquentation et à l'accueil du public, tels que les cheminements piétonniers et cyclables, les objets mobiliers destinés à l'accueil ou l'information du public, les bâtiments

légers pour abriter, accueillir et informer le public, les postes d'observation. Leur *emprise au sol* ne peut excéder 20m².

Article A2 3 :

Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

3-1 Les accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne justifie d'une servitude de passage suffisante, aménagée sur les fonds de ses voisins et instituée par un acte authentique ou par voie judiciaire, en application des articles 682 et 685-1 du Code Civil.

Toute construction ou autre mode d'occupation du sol peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par une voie (publique ou privée) ou une servitude de passage en bon état de viabilité permettant la circulation des services de lutte contre l'incendie et de secours et de ramassage des ordures ménagères.

Il peut également être refusé si les accès sont insuffisamment dimensionnés compte tenu du nombre de logements ou du nombre de m² de *surface de plancher* projetés ou si les accès présentent un risque pour la sécurité des personnes. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la disposition des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Les accès sur la voie publique doivent être aménagés de façon à éviter toute perturbation et tout danger pour la circulation générale. Il est rappelé que ce ou ces accès doivent faire l'objet d'une autorisation spécifique du gestionnaire de voirie.

3-2 Les voies nouvelles :

L'emprise des voies nouvellement créées et des servitudes de passage doit avoir une largeur de **8 mètres,** avec une chaussée aménagée pour permettre le croisement des voitures. Toutefois, la largeur minimale de l'emprise peut être réduite sans être inférieure à **5 mètres** lorsque la voie nouvelle est à sens unique

Les voies doivent être conçues et aménagées de manière à garantir la sécurité des piétons et des cycles.

Si elles se terminent en impasse, les voies de desserte et les servitudes de passage doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent tourner, notamment les véhicules d'enlèvement des ordures ménagères.

Article A2 4 :

Les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité, d'assainissement, de télécommunications

4-1 Eau potable :

L'alimentation en eau potable doit être assurée par un branchement sur le réseau public.

4-2 Assainissement :

4.2.1 *Eaux usées*

Obligation de raccordement

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire pour toute nouvelle construction ou modification.

Cas particulier de l'assainissement non collectif

En cas d'absence de possibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les immeubles soient dotés d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement, et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire. Une surface adaptée au système d'infiltration (obligatoire en aval des dispositifs de traitement) doit être laissée libre de toute construction ou revêtement imperméabilisant.

4.2.2. *Eaux pluviales*

Conditions de raccordement

Les *eaux pluviales* collectées à l'échelle des parcelles privées ne sont pas admises directement dans le réseau d'assainissement et en aucun cas dans le réseau d'assainissement des *eaux usées.*

Elles seront infiltrées, régulées ou traitées selon les cas.

Les eaux de toitures seront infiltrées directement dans les terrains, par tous dispositifs appropriés : puits d'infiltration, drains, fossés ou noues, récupérées ou stockées selon les cas

Les eaux de drainage agricole ou de terrains construits objets d'une demande d'occupation des sols autorisée, sont, dans la mesure du possible, infiltrées directement dans les terrains comme les eaux de toiture. Les services assainissement des collectivités (Syndicat, Communauté, Commune) pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

Les eaux issues des surfaces imperméabilisées des parkings et des voiries privées sont traitées avant infiltration dans le milieu naturel.

Toute disposition permettant la non imperméabilisation du sol de ces emplacements de stationnement sera privilégiée.

Les *eaux pluviales* de toute installation industrielle, artisanale ou commerciale non soumise à autorisation ou déclaration au titre de la législation sur les installations classées et de la loi sur l'eau, doivent être traitées par un dispositif adapté à l'importance et à la nature de l'activité en assurant une protection efficace du milieu naturel.

Si l'infiltration n'est pas possible, les *eaux pluviales* sont stockées avant rejet à débit régulé, dans le réseau des *eaux pluviales*.

4-3 Autres réseaux (distribution électrique, câble, etc.) :

Quel que soit le réseau considéré, il doit être le moins visible possible et de préférence réalisé en souterrain.

4-4. Déchets ménagers et assimilés :

A l'occasion de toute nouvelle construction est mis en place un dispositif de rangement des containers à ordures adapté au système de collecte en vigueur dans la commune.

Quand la construction comprend des locaux à usage commercial, il est créé au sein de chaque local commercial un espace de stockage des ordures ménagères spécifique.

Article A2 5 :

Les superficies minimales des terrains constructibles

Non réglementé.

Article A2 6 :

L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

6-1 Règle générale :

Les constructions nouvelles s'implantent en retrait à une distance minimale de **5 mètres** par rapport à l'*alignement*.

6-2 Règles particulières :

Dans le cas d'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement (le 29/01/13) ne respectant pas les dispositions figurant au 6.1, son extension horizontale et sa surélévation dans le prolongement de l'existant sont admises.

Article A2 7 :

L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

7-1 Règle générale :

Les constructions nouvelles doivent s'implanter en retrait des limites séparatives.

Les marges minimum de retrait des limites séparatives sont égales à 3**,5 mètres** minimum.

7-2 Règles particulières :

7-2-1 Exception pour les extensions de **constructions existantes** :

Si une construction existante à la date d'approbation du présent règlement (le 29/01/13) est implantée à moins de 3,5 mètres de la limite séparative, les extensions peuvent s'implanter dans le prolongement de la construction existante en longueur et/ou en hauteur à condition que la longueur totale de la *façade* mesurée parallèlement à la limite séparative (y compris l'extension) ne dépasse pas 10 mètres.

Aucune ouverture créant des *vues directes* ne peut être créée sauf si elle respecte les dispositions du 7-1. La notion de vues directes est précisée en annexe du règlement.

7-2-2 Lorsque la limite séparative correspond à la limite d'emprise d'une voie privée les dispositions applicables sont celles de l'article 6.

Article A2 8 :

L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété.

8-1 Règles générales :

La construction de plusieurs bâtiments sur une même *unité foncière* est autorisée.

Lorsque deux constructions implantées sur la même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions est fixée à **4 mètres** en tout point débord de toiture compris.

8-2 Règles particulières :

Il n'est pas fixé de règle pour les travaux (réhabilitation, rénovation, etc …) réalisés sur les *façades* de constructions existantes.

Article A2 9 :

L'emprise au sol des constructions

9-1 Il n'est pas fixé de règle pour les constructions à destination agricole sous réserves des dispositions particulières fixées au 9-2.

9-2 *L'emprise au sol* maximale des constructions est limitée à **150 m²** pour les constructions à destination d'habitation et d'hébergement hôtelier (y compris les gîtes) autorisées à l'article A2 2.

Article A2 10 :

La hauteur maximale des constructions

10-1 Définition :

La hauteur des constructions est mesurée à partir du *terrain naturel* jusqu' au faîtage.

10-2 Règles générales :

La hauteur des constructions ne peut excéder **8,5 mètres** au faîtage.

10-3 Règles particulières :

Lorsqu'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement (le 28/01/13) ne respecte pas les dispositions fixées au **10-2,** les travaux de rénovation, réhabilitation et extension sont autorisés à condition que les hauteurs de la construction après travaux ne dépassent pas la hauteur maximale de la construction à la date d'approbation du présent règlement (le 29/01/13).

Article A2 11 :

L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

Rappel : En application de l'article R 111-21 du Code de l'Urbanisme.

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales**.**

Dispositions générales à prendre en compte :

11-1 Composition générale et volumétrie des constructions :

- **Les toitures**

Les combles et toitures doivent présenter une simplicité de volume.

La pente minimale est de 15°. L'utilisation de matériaux réfléchissants est proscrite.

Les toitures terrasse sont interdites.

- **Les *façades***

Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec les constructions avoisinantes.

Les *façades* latérales et postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les *façades* principales.

Les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit, ne peuvent être laissés apparents sur les *façades* des constructions (carreaux de plâtre, parpaings, briques creuses …).

Les pignons aveugles doivent faire l'objet d'un traitement de modénature (corniches, bandeaux etc…) et/ou d'enduits.

11-2 Les éléments techniques :

- Les descentes *d'eaux pluviales*

Les descentes *d'eaux pluviales* devront être intégrées dans la composition architecturale de la *façade.*

- **Les édicules et gaines techniques**

Les édicules techniques en toiture doivent, par le choix des matériaux et des couleurs, être intégrés aux *façades* et aux toitures où ils se trouvent.

Les réseaux techniques en toiture ou en terrasse, tels que les ventilations, climatiseurs, sont, sauf impossibilité technique avérée, camouflés par un revêtement identique à la *façade* ou s'harmonisant avec elle.

- **Les antennes**

Les antennes d'émission ou de réception de signaux radioélectriques (antennes, paraboles, etc.) installées en toiture doivent l'être de la façon la moins visible possible depuis l'espace public.

- **Les installations d'énergies alternatives**

Les surfaces destinées à la captation d'énergie solaire doivent être intégrés dans la composition architecturale d'ensemble de la construction et notamment la pente de la toiture dans le cas où ils sont posés en toiture, elles peuvent être réalisées :

- en toiture, dès lors qu'elles sont intégrées à la volumétrie de la construction et qu'elles ne réfléchissent pas la lumière ;
- en *façade*, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le dessin général de la *façade* ou des éléments qui la composent.

L'implantation de surfaces destinées à la captation d'énergie solaire posées sur sol, de type ferme photovoltaïque, est interdite.

De la même façon, les chauffe-eau solaires doivent être implantés de façon la plus discrète possible dans le volume de la construction et leur impact visuel doit être limité depuis l'espace public.

11-3 Les clôtures :

La hauteur totale de la *clôture* ne doit pas dépasser **2 mètres**.

Les *clôtures* doivent être très largement ajourées et ne doivent pas comprendre de partie pleine afin notamment de ne pas empêcher la circulation des animaux et participer ainsi à la préservation des corridors écologiques.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts ou destinés à un autre usage est interdit.

Les dispositions ci avant ne s'imposent pas aux *clôtures* des terrains occupés par des *constructions et installations nécessaires aux services publics* lorsque les modalités de fonctionnement l'imposent.

Article A2 12 :

Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

Lors de toute opération de construction, d'extension, de surélévation ou de changement de destination de locaux, des aires de stationnement doivent être réalisées afin d'assurer en dehors des voies publiques le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions.

Il est exigé au moins :

Pour les constructions à destination d'habitation :

- 1 place par logement

Pour les constructions à destination d'hébergement hôtelier :

- 1 place de stationnement par chambre ou studios
- 2 places pour les villas en location saisonnière et les bungalows de plus de 30m² de *surface de plancher*

Pour les constructions et installation nécessaires aux équipements publics ou d'intérêt collectif :

- Le nombre de places de stationnement à réaliser doit être adapté à la nature de l'équipement, à son mode de fonctionnement, à sa localisation sur le territoire communal (proximité des transports en commun, existence de parcs publics de stationnement à proximité, etc.) et au nombre et au type d'utilisateurs concernés.

12-2 Normes techniques

Les rampes d'accès au *sous-sol* ne doivent pas entraîner de modification du niveau du trottoir et leur pente dans les 5 premiers mètres à partir de l'*alignement* ne doit pas excéder 4 % sauf en cas d'impossibilité technique.
Les rampes d'accès ne doivent pas avoir une pente supérieure à 18%.

Article A2 13 :

Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations

Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

Article A2 14 :

Le coefficient d'occupation du sol

Non réglementé.

Règlement de la zone N2

Règlement :

Ce sont les zones naturelles protégées, soit pour des raisons de risques, soit pour des raisons de site ou de paysage.

Les secteurs N2b et N2m autorisent de légères extensions de l'existant.

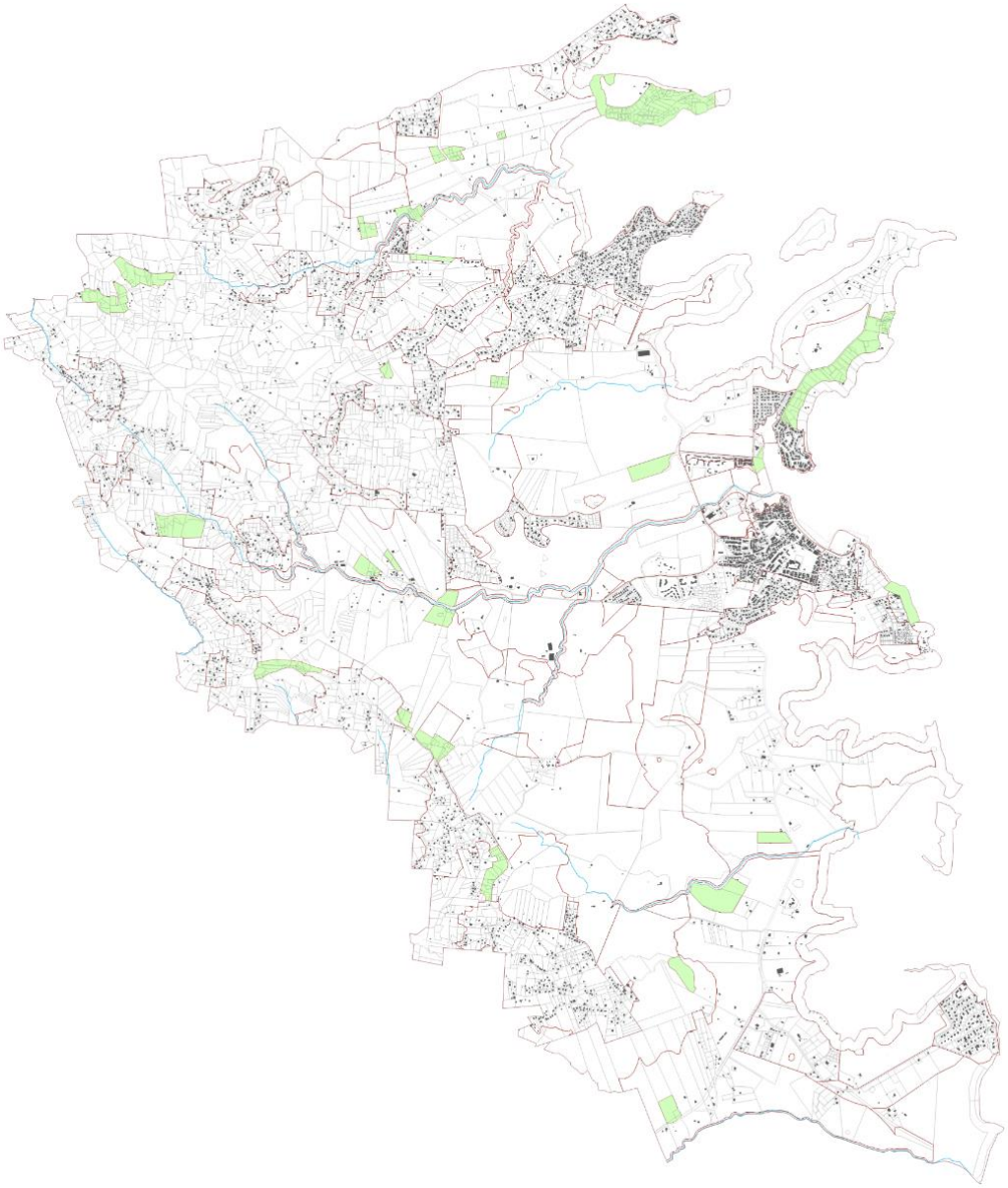
Le secteur N2c autorise les installations à condition d'être nécessaires à l'exploitation des carrières.

Le secteur N2d autorise l'installation des infrastructures de stockage et de valorisation des boues issues du dragage du port territorial.

Le secteur N2e autorise les constructions et installations à condition d'être nécessaires aux installations et fonctionnement des éoliennes.

Le secteur N2t permet la réalisation de bâtiments à vocation d'accueil touristique.

Le secteur N2f permet les constructions et installations nécessaires aux services publics identifiés par l'emplacement réservé : cimetière paysager.



ARTICLE N2 1 :

Les occupations et utilisations du sol interdites

- Les constructions à destination d'industrie, d'entrepôt, d'artisanat, de commerces, de bureaux,
- Les *installations et constructions nécessaires aux services publics* ou d'intérêt collectif à l'exception de celles visées à l'article 2,
- Les constructions à destination d'habitation et d'hébergement hôtelier, à l'exception de celles visées à l'article 2.
- Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation préalable ou à déclaration,
- Les affouillements et exhaussements des sols non nécessaires à l'acte de construire,
- Les dépôts à ciel ouvert de ferrailles, de matériaux, de déchets ainsi que des véhicules épaves,
- Les constructions de toutes natures à moins de 10 mètres de la crête des berges des rivières.

ARTICLE N2 2 :

Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont autorisées sous condition :

Dans le secteur N2 :

Les constructions à destination d'habitation à condition de concerner la prise en compte des constructions existantes, y compris la rénovation (sous réserve de prise en compte des prescriptions et recommandations du règlement du PPRN en cas d'aléa fort et majeur et selon le type d'aléa), la démolition reconstruction à l'exception des bâtiments en ruine dans la limite de l'emprise actuelle.

Une extension est admise dans la limite maximale de 40% de l'emprise existante à date d'approbation du présent règlement (le 29/01/13). Un minimum de 50 m² d'extension est autorisé dans tous les cas de figure.

Les constructions nouvelles à destination d'habitation à condition que leur *surface de plancher* soit inférieure ou égale à 60m² par bâtiment et que *l'emprise au sol* n'excède pas 100m² par bâtiment.

Dans le secteur N2b : Les constructions à destination d'habitation à condition de concerner la prise en compte des constructions existantes, y compris la rénovation sous réserve de prise en compte des prescriptions et recommandations du règlement du PPRN en cas d'aléa fort et majeur et selon le type d'aléa, la démolition reconstruction dans la limite de l'emprise actuelle.

Une extension est admise dans la limite maximale de 20% de l'emprise existante à date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~. Un minimum de 50 m² d'extension est autorisé dans tous les cas de figure.

Dans le secteur N2c : Les installations à condition d'être nécessaires à l'exploitation des carrières.

~~**A l'intérieur du secteur N2c1,** les installations à condition d'être nécessaires à l'exploitation des carrières dès lors qu'une autorisation préalable d'exploitation aura été délivrée.~~

Dans le secteur N2d : Les installations et constructions à condition d'être nécessaires au stockage et à la valorisation des boues issues du dragage du port territorial.

Dans le secteur N2e : Les constructions et installations à condition d'être nécessaires aux installations et fonctionnement des éoliennes,

Dans le secteur N2f : Les *constructions et installations nécessaires aux services publics* identifiés par *l'emplacement réservé* : cimetière paysager.

Dans le secteur N2m : Les constructions à destination d'habitation à condition de concerner la prise en compte des constructions existantes, y compris la rénovation sous réserve de prise en compte des prescriptions et recommandations du règlement du PPRN en cas d'aléa fort et majeur et selon le type d'aléa, la démolition reconstruction dans la limite de l'emprise actuelle.

Une extension est admise dans la limite maximale de 40% de l'emprise existante à date d'approbation du présent règlement (le 29/01/13) . Un minimum de 50 m² d'extension est autorisé dans tous les cas de figure.

Les constructions nouvelles à destination d'habitation à condition qu'elles soient exclusivement liées au relogement des habitants du secteur des 50 pas géométriques de l'anse Maroquet.

Dans le secteur N2t : Les constructions à destination d'hébergement hôtelier de type agritourisme. Les constructions et installations à condition d'être nécessaires à l'accueil des visiteurs et aux activités de loisirs en lien avec l'environnement et la nature. Les *constructions et installations nécessaires aux services publics* ou d'intérêt collectif en lien avec un projet orienté vers la nature et l'environnement notamment une crèche en milieu rural, une structure d'accueil de public autiste etc…..

Les constructions à destination d'habitation à condition de concerner la prise en compte des constructions existantes, y compris la rénovation sous réserve de prise en compte des prescriptions et recommandations du règlement du PPRN en cas d'aléa fort et majeur et selon le type d'aléa, la démolition reconstruction dans la limite de l'emprise actuelle.

Une extension est admise dans la limite maximale de 40% de l'emprise existante à date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~. Un minimum de 50 m² d'extension est autorisé dans tous les cas de figure.

Les constructions nouvelles à destination d'habitation à condition que leur surface de plancher soit inférieure ou égale à 60m² par bâtiment et que *l'emprise au sol* n'excède pas 100m² par bâtiment.

Une partie de la zone est concernée par le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé par arrêté préfectoral le 22 novembre 2004. Il pourra être en outre fait utilisation de l'article R. 111-2 du Code de l'urbanisme modifié suite au décret 2007-18 du 05 janvier 2007 après examen spécifique de chaque demande (principe dit de précaution). Certains secteurs sont donc repérés avec l'indice « r » pour risque informant de la présence de zones orange du PPRN dans les secteurs d'urbanisation du PLU.

Article N2 3 :

Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

3-1 Les accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne justifie d'une servitude de passage suffisante, aménagée sur les fonds de ses voisins et instituée par un acte authentique ou par voie judiciaire, en application des articles 682 et 685-1 du Code Civil.

Toute construction ou autre mode d'occupation du sol peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par une voie (publique ou privée) ou une servitude de passage en bon état de viabilité permettant la circulation des services de lutte contre l'incendie et de secours et de ramassage des ordures ménagères.

Il peut également être refusé si les accès sont insuffisamment dimensionnés compte tenu du nombre de logements ou du nombre de m² de *surface de plancher* projetés ou si les accès présentent un risque pour la sécurité des personnes. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la disposition des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Les accès sur la voie publique doivent être aménagés de façon à éviter toute perturbation et tout danger pour la circulation générale. Il est rappelé que ce ou ces accès doivent faire l'objet d'une autorisation spécifique du gestionnaire de voirie.

3-2 Les voies nouvelles :

L'emprise des voies nouvellement créées et des servitudes de passage doit avoir une largeur de **8 mètres,** avec une chaussée aménagée pour permettre le croisement des voitures. Toutefois, la largeur minimale de l'emprise peut être réduite sans être inférieure à **5 mètres** lorsque la voie nouvelle est à sens unique.

Les voies doivent être conçues et aménagées de manière à garantir la sécurité des piétons et des cycles.

Si elles se terminent en impasse, les voies de desserte et les servitudes de passage doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent tourner, notamment les véhicules d'enlèvement des ordures ménagères.

ARTICLE N2 4 :

Les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité, d'assainissement, de télécommunications

4-1 Eau potable :

L'alimentation en eau potable doit être assurée par un branchement sur le réseau public.

4-2 Assainissement :

4.2.1 *Eaux usées*

Obligation de raccordement

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire pour toute nouvelle construction ou modification.

Cas particulier de l'assainissement non collectif

En cas d'absence de possibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les immeubles soient dotés d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement, et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire. Une surface adaptée au système d'infiltration (obligatoire en aval des dispositifs de traitement) doit être laissée libre de toute construction ou revêtement imperméabilisant.

4.2.2. *Eaux pluviales*

Conditions de raccordement

Les *eaux pluviales* collectées à l'échelle des parcelles privées ne sont pas admises directement dans le réseau d'assainissement et en aucun cas dans le réseau d'assainissement des *eaux usées.*

Elles seront infiltrées, régulées ou traitées selon les cas.

Les eaux de toitures seront infiltrées directement dans les terrains, par tous dispositifs appropriés : puits d'infiltration, drains, fossés ou noues, récupérées ou stockées selon les cas

Les eaux de drainage agricole ou de *terrains construits* objets d'une demande d'occupation des sols autorisée, sont, dans la mesure du possible, infiltrées directement dans les terrains comme les eaux de toiture. Les services assainissement des collectivités (Syndicat, Communauté, Commune) pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

Les eaux issues des surfaces imperméabilisées des parkings et des voiries privées sont traitées avant infiltration dans le milieu naturel.

Toute disposition permettant la non imperméabilisation du sol de ces emplacements de stationnement sera privilégiée.

Les *eaux pluviales* de toute installation industrielle, artisanale ou commerciale non soumise à autorisation ou déclaration au titre de la législation sur les installations classées et de la loi sur l'eau, doivent être traitées par un dispositif adapté à l'importance et à la nature de l'activité en assurant une protection efficace du milieu naturel.

Si l'infiltration n'est pas possible, les *eaux pluviales* sont stockées avant rejet à débit régulé, dans le réseau des *eaux pluviales*.

4-3 Autres réseaux (distribution électrique, câble, etc.) :

Quel que soit le réseau considéré, il doit être le moins visible possible et de préférence réalisé en souterrain.

4-4. Déchets ménagers et assimilés :

A l'occasion de toute nouvelle construction est mis en place un dispositif de rangement des containers à ordures adapté au système de collecte en vigueur dans la commune.
Quand la construction comprend des locaux à usage commercial, il est créé au sein de chaque local commercial un espace de stockage des ordures ménagères spécifique.

Article N2 5 :
Les superficies minimales des terrains constructibles

Non réglementé.

ARTICLE N2 6 :
L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

Pour les secteurs N2, N2b, N2c, N2f et N2t, les constructions s'implantent en retrait à une distance minimale de **6 mètres** par rapport à l'*alignement*.

Dans le cas d'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 28/01/13)~~ ne respectant pas les dispositions ci-dessus, son extension horizontale et sa surélévation dans le prolongement de l'existant sont admises

Pour les secteurs N2m et N2e, les constructions s'implantent à l'*alignement* ou en retrait à une distance minimale de **2 mètres** par rapport à l'*alignement*.

Pour le secteur N2d, les constructions et installations s'implantent à l'*alignement* ou en retrait à une distance minimale de **2 mètres** par rapport à l'*alignement*.

ARTICLE N2 7 :

L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

7-1 Règle générale :

Pour les secteurs N2, N2b, N2c, N2f et N2t, les constructions s'implantent en retrait des limites séparatives à une distance minimale de **4 mètres**.

Dans le cas d'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~ ne respectant pas les dispositions ci-dessus, son extension horizontale et sa surélévation dans le prolongement de l'existant sont admises.

Pour les secteurs N2m et N2e, les constructions s'implantent sur les limites séparatives ou en retrait à une distance minimale de **2 mètres**.

Pour le secteur N2d, les constructions et installations s'implantent sur les limites séparatives ou en retrait à une distance minimale de **2 mètres**.

ARTICLE N2 8 :

L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété.

Pour les secteurs N2, N2m et N2t, lorsque deux constructions implantées sur la même unité foncière ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions principales est fixée à **6 mètres** en tout point débord de toiture compris.

ARTICLE N2 9 :

L'emprise au sol des constructions

L'emprise au sol maximale des constructions est réglementée de la manière suivante :

- N2 : *L'emprise au sol* maximale des constructions **est fixée à l'existant** à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~ augmentée de **40%** avec un minimum d'extension autorisée de 50 m². L'emprise des constructions nouvelles est limitée à 15 % de la superficie du terrain et à 100 m² par bâtiment. Cette emprise est portée à 20% pour les terrains ayant une superficie inférieure à 400m².

- N2b : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à l'existant à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13)~~ augmentée de **20%** avec un minimum d'extension autorisée de 50 m²

- N2c : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **10%**.
- N2d : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **10%.**
- N2e : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **10%**.
- N2f : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **50%**.
- N2m : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **40%**.
- N2t : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **15%**.

ARTICLE N2 10 :

La hauteur maximale des constructions

- Pour les secteurs N2, N2b, N2c, N2d, N2f, N2m, N2t, la hauteur maximale des constructions est fixée à **6,5 mètres** au faîtage.

Lorsqu'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 28/01/13)~~ ne respecte pas les dispositions fixées ci-dessus**,** les travaux de rénovation, réhabilitation et extension sont autorisés à condition que les hauteurs de la construction après travaux ne dépassent pas la hauteur maximale de la construction à la date d'approbation du présent règlement ~~(le 29/01/13).~~

- Pour le secteur N2e, la hauteur maximale des constructions est fixée à **55 mètres**.

ARTICLE N2 11 :

L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

Rappel : En application de l'article R 111-21 du Code de l'Urbanisme.

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales**.**

Dispositions générales à prendre en compte :

11-1 Composition générale et volumétrie des constructions :

- **Les toitures**

Les combles et toitures doivent présenter une simplicité de volume.

La pente minimale est de 15°. L'utilisation de matériaux réfléchissants est proscrite.

Les toitures terrasse sont interdites.

- **Les *façades***

Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec les constructions avoisinantes.

Les *façades* latérales et postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les *façades* principales.

Les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit, ne peuvent être laissés apparents sur les *façades* des constructions.

Les caissons de volets roulants doivent être installés à l'intérieur des constructions.

11-2 Les éléments techniques :

- **Les descentes *d'eaux pluviales***

Les descentes *d'eaux pluviales* devront être intégrées dans la composition architecturale de la *façade*.

- **Les rampes de parking**

Les rampes de parking destinées à desservir les parcs de stationnement doivent être intégrées dans la construction. Dans le cas où la configuration du terrain ou des contraintes techniques ne le permettraient pas, elles devront être traitées de manière à s'harmoniser avec la construction et les espaces extérieurs.

- **Les édicules et gaines techniques**

Les édicules techniques en toiture doivent, par le choix des matériaux et des couleurs, être intégrés aux *façades* et aux toitures où ils se trouvent.

Les réseaux techniques en toiture ou en terrasse, tels que les ventilations, climatiseurs, sont, sauf impossibilité technique avérée, camouflés par un revêtement identique à la *façade* ou s'harmonisant avec elle.

- **Les antennes**

Les antennes d'émission ou de réception de signaux radioélectriques (antennes, paraboles, etc.) installées en toiture doivent l'être de la façon la moins visible possible depuis l'espace public.

- **Les installations d'énergies alternatives**

Les surfaces destinées à la captation d'énergie solaire doivent être intégrés dans la composition architecturale d'ensemble de la construction et notamment la pente de la toiture dans le cas où ils sont posés en toiture, elles peuvent être réalisées :

- en toiture, dès lors qu'elles sont intégrées à la volumétrie de la construction et qu'elles ne réfléchissent pas la lumière ;
- en *façade*, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le dessin général de la *façade* ou des éléments qui la composent.

L'implantation de surfaces destinées à la captation d'énergie solaire posées sur sol, de type ferme photovoltaïque, est interdite.

De la même façon, les chauffe-eaux solaires doivent être implantés de façon la plus discrète possible dans le volume de la construction et leur impact visuel doit être limité depuis l'espace public.

11-3 Les clôtures :

La hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser **2 mètres**.

Les clôtures doivent être très largement ajourées et ne doivent pas comprendre de partie pleine afin notamment de ne pas empêcher la circulation des animaux et participer ainsi à la préservation des corridors écologiques.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts ou destinés à un autre usage est interdit.

Les dispositions ci avant ne s'imposent pas aux *clôtures* des terrains occupés par des *constructions et installations nécessaires aux services publics* lorsque les modalités de fonctionnement l'imposent.

ARTICLE N2 12 :

Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

Lors de toute opération de construction, d'extension, de surélévation ou de changement de destination de locaux, des aires de stationnement doivent être réalisées afin d'assurer en dehors des voies publiques le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions. Les normes doivent être définies en fonction de la nature de la construction.

Pour les constructions à destination d'habitation :

- 1 place de stationnement par logement

Pour les constructions à destination d'hébergement hôtelier :

- 1 place de stationnement par chambre ou studios
- 2 places pour les villas en location saisonnière et les bungalows de plus de 30m² de *surface de plancher*

Pour les constructions et installation nécessaires aux équipements publics ou d'intérêt collectif :

- Le nombre de places de stationnement à réaliser doit être adapté à la nature de l'équipement, à son mode de fonctionnement, à sa localisation sur le territoire communal (proximité des transports en commun, existence de parcs publics de stationnement à proximité, etc.) et au nombre et au type d'utilisateurs concernés.

ARTICLE N2 13 :

Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations

Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

Pour les secteurs N2, N2b, N2m et N2t :

- **60 %** au moins des espaces libres de toute construction en élévation doivent être traités en espaces de pleine terre. Ces espaces ne peuvent être affectés au stationnement.

ARTICLE N2 14 :

Le coefficient d'occupation du sol

Non réglementé.

3. BILAN DES EVOLUTIONS APPORTEES AU PLU

Evolution des surfaces des zones en hectare entre le PLU approuvé et le projet de PLU modifié :

Zonage	PLU approuvé 2013	PLU modifié 2024	Evolution
1AUe	6,90	6,82	-0,08 ha
1AUer	5,46	5,46	/
2AU	24,12	24,12	/
A1	995,62	995,62	/
A2	813,09	813,11	/
N1	**1258,24**	**1270,85**	**+12,61 ha**
N1a	1,42	1,42	/
N2	58,65	58,65	/
N2b	14,85	14,85	/
N2c	7,72	7,72	/
N2c1	**10,74**	**0,00**	**-10,74 ha**
N2d	**0,00**	**1,22**	**+1,22 ha**
N2e	2,96	2,95	/
N2f	3,93	3,93	/
N2m	1,48	1,48	/
N2r	0,58	0,58	/
N2t	15,07	15,09	/
U1	34,38	34,38	/
U1r	1,94	1,94	/
U2	33,60	33,61	/
U2r	4,62	4,62	/
U3	80,00	80,00	/
U3a	**88,76**	**89.54**	**+0.78 ha**
U3r	2,77	2,78	/
U4	155,08	155,08	/
U4a	194,84	194,85	/
U4r	0,84	0,83	/
UE	**3,48**	**9.82**	**+6.34 ha**
UEr	2,22	2,22	/
UP	**3,79**	**1,61**	**-2,18 ha**
UPr	3,86	3,86	/
UT	**54,75**	**46.96**	**-7,78 ha**
UTr	3,11	3,12	/
	3888,87	3889.14	

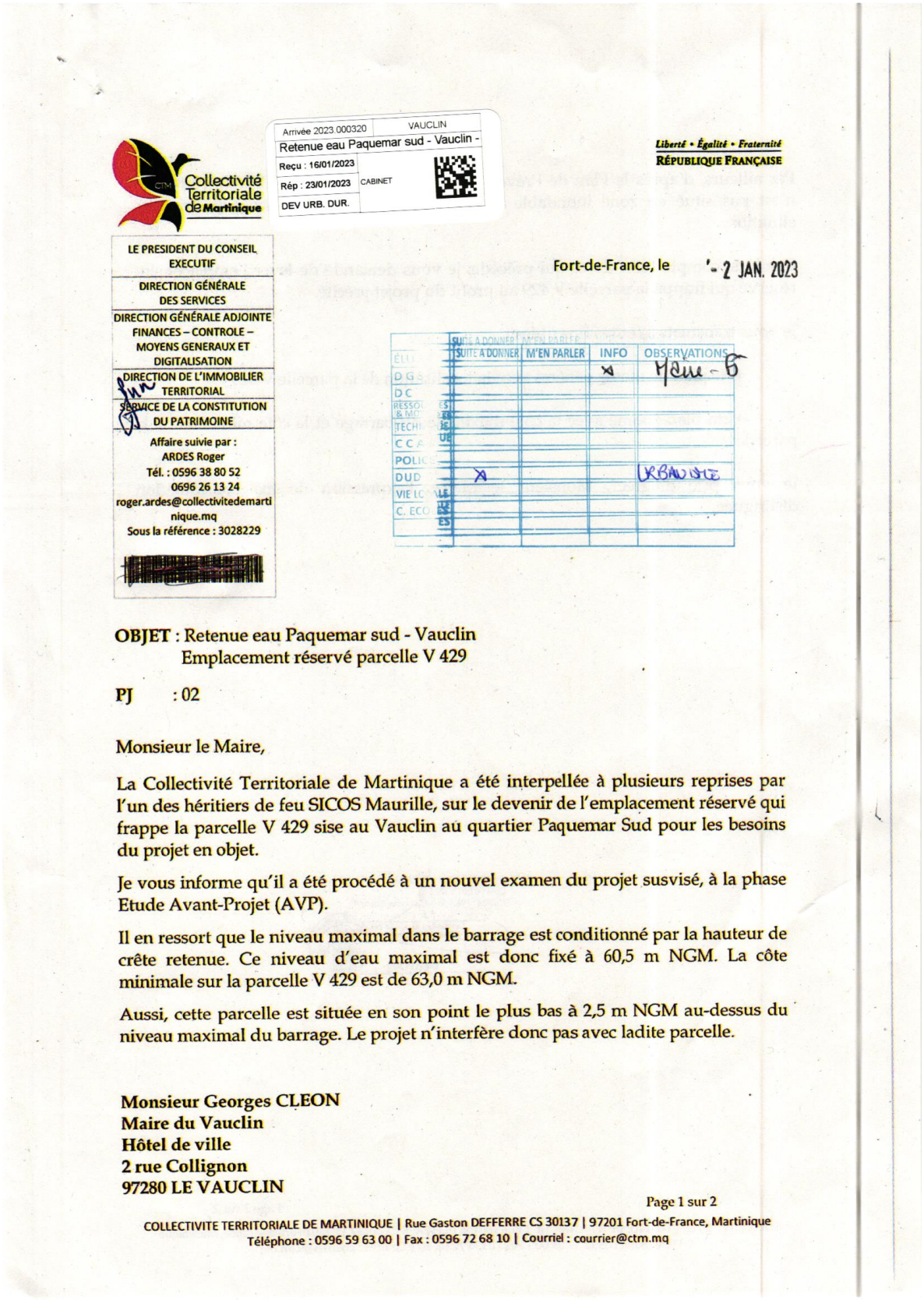
A noter :

Les zones naturelles augmentent par la création du STECAL défini pour les boues de dragage des eaux du port, et par le classement en zone naturelle d'espaces boisés à Pointe Faula. Le reclassement du projet de carrière à morne Carrière de la zone N2c1 à N1 n'entraîne pas d'évolution pour la surface des zones N.

La surface des zones U diminue légèrement du fait du reclassement de certains espaces à Pointe Faula en zone UT vers des zones N1, et qu'une partie de la zone UP à Château Paille est mobilisée pour le STECAL N2d. Le reste des évolutions correspondent à un reclassement de zones UT et UP vers UE

ANNEXES

Suppression sur 3 parcelles de l'emplacement réservé destiné à créer une retenue d'eau



Collectivité Territoriale de Martinique

Arrivée 2023.000320 VAUCLIN
Retenue eau Paquemar sud - Vauclin -
Reçu : 16/01/2023
Rép : 23/01/2023 CABINET
DEV URB. DUR.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE FINANCES – CONTROLE – MOYENS GENERAUX ET DIGITALISATION
DIRECTION DE L'IMMOBILIER TERRITORIAL
SERVICE DE LA CONSTITUTION DU PATRIMOINE

Affaire suivie par :
ARDES Roger
Tél. : 0596 38 80 52
0696 26 13 24
roger.ardes@collectivitedemartinique.mq
Sous la référence : 3028229

Fort-de-France, le - 2 JAN. 2023

	SUITE A DONNER	M'EN PARLER	INFO	OBSERVATIONS
ELU			X	Mme - B
DG				
DC				
RESSOURCES & MOYENS				
TECHNIQUE				
CCA				
POLITIQUE				
DUD	X			URBANISME
VIE LOCALE				
C. ECO				

OBJET : Retenue eau Paquemar sud - Vauclin
Emplacement réservé parcelle V 429

PJ : 02

Monsieur le Maire,

La Collectivité Territoriale de Martinique a été interpellée à plusieurs reprises par l'un des héritiers de feu SICOS Maurille, sur le devenir de l'emplacement réservé qui frappe la parcelle V 429 sise au Vauclin au quartier Paquemar Sud pour les besoins du projet en objet.

Je vous informe qu'il a été procédé à un nouvel examen du projet susvisé, à la phase Etude Avant-Projet (AVP).

Il en ressort que le niveau maximal dans le barrage est conditionné par la hauteur de crête retenue. Ce niveau d'eau maximal est donc fixé à 60,5 m NGM. La côte minimale sur la parcelle V 429 est de 63,0 m NGM.

Aussi, cette parcelle est située en son point le plus bas à 2,5 m NGM au-dessus du niveau maximal du barrage. Le projet n'interfère donc pas avec ladite parcelle.

Monsieur Georges CLEON
Maire du Vauclin
Hôtel de ville
2 rue Collignon
97280 LE VAUCLIN

Page 1 sur 2

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston DEFFERRE CS 30137 | 97201 Fort-de-France, Martinique
Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10 | Courriel : courrier@ctm.mq

Par ailleurs, d'après le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), ce terrain n'est pas situé en zone inondable et le barrage ne modifiera pas à priori cette situation.

Dès lors, compte tenu de ce qui précède, je vous demande de lever l'emplacement réservé qui frappe la parcelle V 429 au profit du projet précité.

Je vous transmets à toutes fins utiles :

+ le plan de masse général avec la localisation de la parcelle V 429 ;

+ un plan zoomé avec la côte maximale du barrage et la côte minimale de la parcelle.

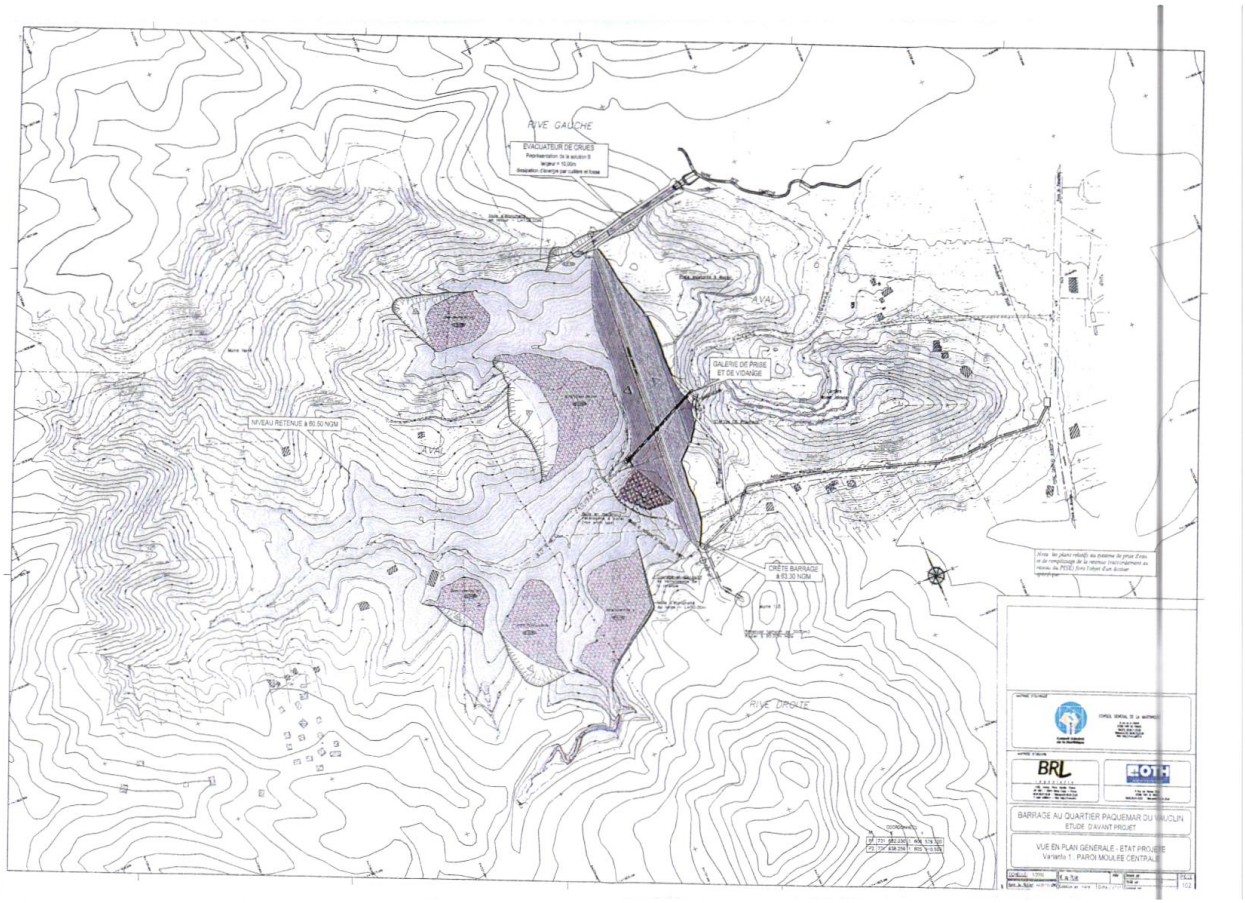
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

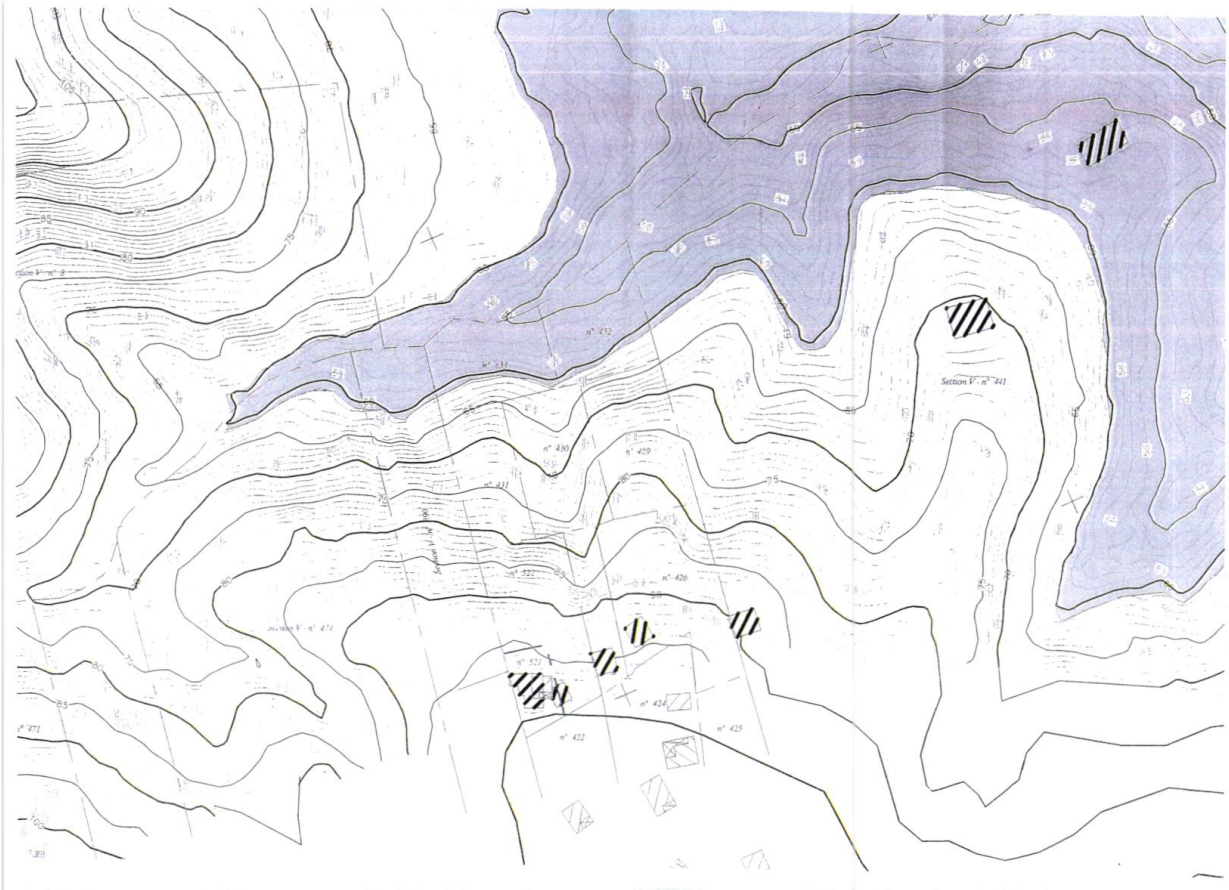
Signé par : Serge LETCHIMY
Date : 02/01/2023
Qualité : Président du Conseil Exécutif

Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique

Serge LETCHIMY

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston DEFFERRE CS 30137 | 97201 Fort-de-France, Martinique
Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10 | Courriel : courrier@ctm.mq


RIVE GAUCHE
EVACUATEUR DE CRUES
AVAL
GALERIE DE PRISE ET DE VIDANGE
NIVEAU RETENUE à 80.50 NGM
CRÊTE BARRAGE à 83.30 NGM
RIVE DROITE
BRL
BARRAGE AU QUARTIER PAQUEMAR DU VAUCLIN
ETUDE D'AVANT PROJET
VUE EN PLAN GENERALE - ETAT PROJETE
Variante 1 : PAROI MOULEE CENTRALE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

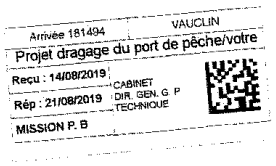
MINISTÈRE DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Martinique

Service de Connaissance Prospective
Développement Territorial

Unité Urbanisme
Affaire suivie par Paul-Henry Bernard
*E-mail : **urbanisme.deal-martinique@developpement-durable.gouv.fr***
Tel : 0596 59 58 79

Schoelcher le - 6 AOUT 2019



Objet : Projet de dragage du port de pêche
Votre demande d'accompagnement technique

Monsieur le Maire,

Par courrier DGS/PB/19-180300 du 03/07/2019 vous sollicitez l'assistance de mes services afin de permettre la réalisation du projet de prétraitement et le stockage provisoire des sédiments de dragage du port de pêche du Vauclin.

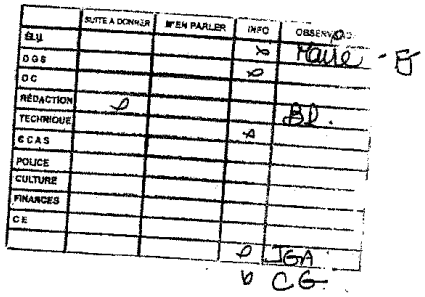
Ce projet, conduit par la Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM), comporte un volet propre à l'enlèvement et au prétraitement des déchets (nature, volume, impact sur les fonds marins, pollution éventuelle générée, ...) et un volet lié à la recherche des procédures d'urbanisme les mieux adaptées pour rendre possible le projet.

Concernant l'implantation du projet sur les parcelles C1265 (provenant de la division de la C62) et C65, qui relèvent du domaine public maritime de l'Etat, je vous confirme que la DEAL émet un accord de principe au positionnement du site de pré-traitement et de stockage **temporaire** des sédiments sur ces dernières. Au plan formel, une demande d'AOT a été sollicitée par la CTM, sur laquelle il sera statué à l'issue de la procédure d'autorisation environnementale qui est en cours.

En termes de calendrier, l'enquête publique relative à cette dernière s'est achevée le 26 juillet. Elle sera suivie de la remise des conclusions du commissaire enquêteur à l'horizon fin août. Le projet d'arrêté d'autorisation devra ensuite faire l'objet d'un avis du CODERST, ce qui laisse envisager une signature dans la deuxième quinzaine d'octobre. L'AOT serait délivrée concomitamment.

Concernant l'aspect urbanisme, les espaces retenus au quartier Château-Paille pour l'implantation des installations de prétraitement sont situés sur des parcelles contiguës cadastrées C 65, C 1265 et C 575.

Monsieur Raymond OCCOLIER
Maire du Vauclin
Hôtel de Ville
2 rue Coligrion
97280 Vauclin



Il s'avère que les dispositions réglementaires applicables aux zones **UP**, en ce qui concerne la parcelle C 1265 (extraite de la C 62), et **1AUer**, en ce qui concerne la parcelle C575, ne sont pas compatibles avec ce type d'installation et les dépôts de déchets en général.

Une mise en cohérence du document d'urbanisme s'impose donc de sorte à permettre la réalisation de l'activité projetée.

En ce qui concerne la zone UP / parcelle C 1265, pour autoriser le dépôt de déchets, et en particulier ceux résultant du dragage du port, il faudrait amender les articles UP1 et UP2 en supprimant le 4° alinéa de l'article UP1 et en ajoutant à l'article UP2 une possibilité de dépôts de déchets sous conditions.

Cette opération relève d'une procédure de **modification simplifiée** du PLU en application des dispositions de l'article L.153-45 du code de l'urbanisme.

S'agissant de la zone N1 / parcelle C 65, celle-ci ne justifie en l'état aucune procédure de modification ou révision. La zone naturelle N1 dans laquelle celle-ci s'insère autorisant les « *constructions, ouvrages ou travaux liés aux équipements techniques de fonctionnement des services publics et d'intérêt collectif … ne pouvant être implantés dans d'autres lieux.* » (article N1-2.1 du règlement de zonage).

En ce qui concerne la zone 1AUer / parcelle C 575, s'agissant d'une enclave ouverte à l'urbanisation, d'une superficie de 970 m² et cernée par un espace naturel recouvrant un Espace Boisé Classé, il conviendrait de l'intégrer directement à la zone N1, sa viabilisation en zone urbaine étant inenvisageable en l'état et la parcelle concernée s'avérant insuffisamment attractive pour tout projet immobilier.

Le reclassement de cette enclave en zone N1 aura également pour effet de lever les restrictions imposées au projet de la CTM s'agissant d'installations techniques d'intérêt collectif et de dépôt temporaire de déchets.

Cette opération de reclassement relève d'une procédure de modification de droit commun soumise à enquête publique en application des dispositions des articles L.153-41 et suivants du code de l'urbanisme du fait de son incidence relative à la « *réduction de la surface d'une zone urbaine (U) ou à urbaniser (AU)* ».

En conclusion, bien que la révision générale du PLU du Vauclin ait été prescrite le 08 décembre 2015, l'échéance de cette procédure ne répondra pas aux délais de réalisation du projet de la Collectivité Territoriale de Martinique.

De ce fait, la procédure d'urbanisme la plus adaptée au cas posé est la modification de droit commun englobant la modification du règlement de la zone UP (réécriture des articles UP1 et UP2) et le classement d'une partie de la parcelle C575 en zone N1.

Le délai de mise en œuvre de la procédure proposée est estimé à cinq mois à condition que le dossier administratif soit constitué rapidement, que les réunions du conseil municipal soient planifiées et qu'il n'y ait pas d'aléas associés à la disponibilité des commissaires enquêteurs ou d'incidents susceptibles d'entraver ou retarder le bon déroulement de la procédure.

L'unité Urbanisme se tient à votre disposition pour vous accompagner dans vos démarches.

Espérant avoir répondu à votre attente, je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Patrick BOURVEN

www.xxx.developpement-durable.gouv.fr

PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

NOTICE DE PRÉSENTATION

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune du Vauclin au regard du projet d'extension de la carrière PAQUEMAR (SECPA)

Juillet 2025

Table des matières

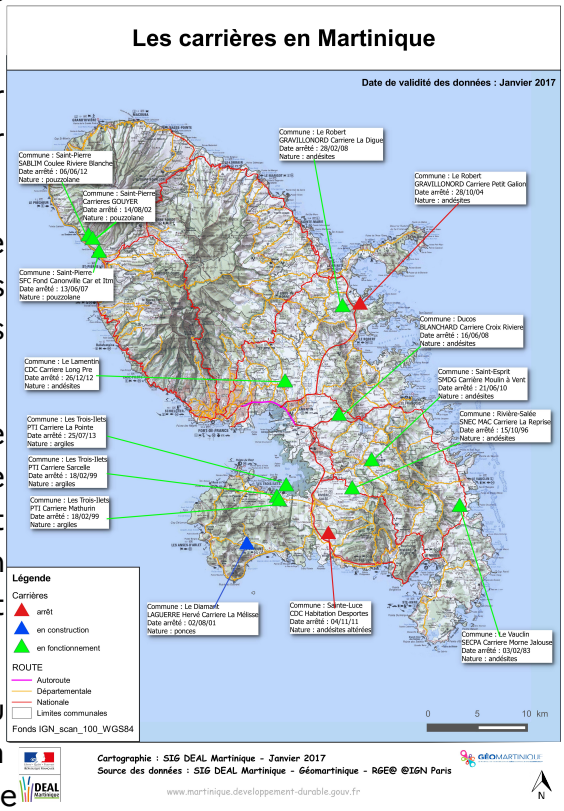
Préambule....4
1. Le document d'urbanisme objet de la mise en compatibilité, le PLU du Vauclin....5
1-1 Présentation du plan local d'urbanisme du Vauclin....5
1-2 Les documents constitutifs du PLU du Vauclin....6
1-2-1 Le rapport de présentation....6
1-2-2 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)....6
1-2-3 Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)....7
1-2-4 Le règlement écrit....7
1-2-4 Le règlement graphique....9
1-3 Procédures d'évolution du PLU du Vauclin....9
1-4 Motifs d'engagement de la procédure de mise en compatibilité du PLU du Vauclin par déclaration de projet....9
2. La procédure de mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet....12
2-1 Cadre réglementaire....12
2-2 Déroulement de la procédure....14
3. Présentation du projet....16
3-1. Personne publique compétente....16
3-2. Situation géographique du projet....16
3-3. Le porteur de projet....17
3-3-1 Moyens humains mis en œuvre sur le site....18
3-3-2 Moyens techniques déployés sur le site....18
3-3-3 Investissement financier sur le site....18
3-4. Les principales caractéristiques du projet d'extension de carrière....18
3-5. Intérêt général de l'opération d'extension de carrière....18
3-5-1 Une ressource nécessaire au maintien de l'indépendance en matières premières de la Martinique....19
3-5-2 Un gisement de qualité, atout permettant de valoriser le territoire....20
3-5-3 La prévention du développement aux prélèvements illégaux....21
3-5-4 Une répartition équilibrée des exploitations....22
3-5-5 Une bonne prise en compte des potentiels de développement agricole 22
La nature des sols concernés par l'extension de la carrière....23
L'adaptation du projet d'extension à l'exploitation agricole....24
Une compensation agricole co-construite....25
La remise en état du site après exploitation....28
3-5-4 Synthèse....29
4. De la bonne intégration du projet dans son environnement....30
4-1. Présentation de la commune du Vauclin....30
4-2. Prise en compte des enjeux du territoire....31
4-2-1 Sols et eaux souterraines....31
4-2-2 Eaux superficielles....31
4-2-3 Air et climat....32
4-2-4 Émissions sonores....33
4-2-5 Vibrations....33
4-2-6 Odeurs....34
4-2-7 Paysages et impact visuel....34
4-2-8 Milieux naturels, faune et flore....35
4-2-9 Activités et environnement humains....35
4-2-10 Transports et trafic....36

4-2-11 Nuisances lumineuses....36
4-2-12 Gestion des déchets....36
4-2-13 Un impact très modéré du projet d'extension de carrière envisagé....37
5. Proposition de mise en compatibilité du PLU....38
5-1 Rappel du projet....38
5-2 Modifications du PLU envisagées....39
6. Principales étapes de la procédure de DPMEC....41
La concertation publique préalable....41
La CDPENAF....41
L'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA)....41
L'enquête publique....42
L'approbation de la DPMEC....42
***7.* Le dossier de mise en compatibilité du PLU....43**

Préambule

Le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune du Vauclin a été approuvé par délibération du conseil municipal du 29 janvier 2013.

Par arrêté préfectoral n°2023-12-01-00004 du 1er décembre 2023, le préfet de Martinique a engagé la procédure de mise en compatibilité du PLU du Vauclin par déclaration de projet portant sur le projet d'extension de la carrière Paquemar située au sud-est de la commune, au lieu-dit Morne Jalouse.



Ce projet d'extension de carrière est porté par la société d'exploitation de carrière Paquemar (SECPA).

Les parcelles actuelles supportant la carrière Paquemar sont classées en zone N2c, zones naturelles autorisant les installations nécessaires à l'exploitation de carrière.

En revanche, le projet d'extension de la carrière est envisagé sur le foncier riverain de l'actuelle exploitation, parcelles T663 et T666 qui sont classées en zones agricoles (A1) du PLU en vigueur. Ce classement ne permet pas ce projet d'extension de la carrière.

L'extension de cette carrière répond à un enjeu d'intérêt général considérant le fait que la prolongation de l'activité de cette carrière participe au maintien d'une autosuffisance de la Martinique en matières premières nécessaires à l'approvisionnement en matériaux de construction et à une certaine stabilité économique dans ce secteur d'activité.

Le projet d'extension de la carrière Paquemar fait actuellement l'objet d'une instruction suite à une demande d'une autorisation environnementale unique (DAEU).

La déclaration de projet « au titre du code de l'urbanisme » est une procédure permettant de mettre en compatibilité de manière simple et accélérée les documents d'urbanisme locaux (voire aussi d'autres documents) avec un projet d'aménagement d'intérêt général.

Compte tenu des caractéristiques du projet d'extension de la carrière SECPA, des besoins régionaux auxquels il répond et des impacts socio-économiques de cette activité, la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU constitue la procédure adéquate pour une mise en compatibilité du PLU du Vauclin, permettant la réalisation de cette extension de la carrière.

Ce rapport détaille les éléments d'analyse environnementale préalable relatifs à l'évolution du PLU induite par la mise en œuvre du projet d'extension de la carrière Paquemar :

- Caractéristiques du PLU du Vauclin en vigueur
- Démonstration de l'intérêt général du projet
- Présentation de la procédure de mise en compatibilité par déclaration de projet
- Sensibilité de la zone susceptible d'être touchée par l'évolution du PLU
- Motivations pour le choix du projet retenu

Ce rapport de présentation a été mis à disposition du public lors d'une concertation préalable qui s'est déroulée du 15 janvier au 15 février 2024 (modalités définies dans l'arrêté préfectoral n°2023-12-28-00003 du 28 décembre 2023).

1. Le document d'urbanisme objet de la mise en compatibilité, le PLU du Vauclin

1-1 Présentation du plan local d'urbanisme du Vauclin

Le PLU (ou plan local d'urbanisme) est le document qui précise les règles d'urbanisme applicables sur le territoire communal. Il doit régulièrement évoluer pour s'adapter aux besoins de la commune et de ses composantes (habitants, activités, etc) ainsi qu'aux nouvelles obligations législatives ou réglementaires. Ces évolutions sont encadrées par des procédures définies par le code de l'urbanisme : la procédure de mise en compatibilité par déclaration de projet, la procédure de révision ou de modification en fonction de l'ampleur et de la nature de l'évolution à apporter au PLU.

Le PLU du Vauclin a été approuvé le 29/01/2013.

La commune du Vauclin a prescrit la révision générale de son PLU le 8 décembre 2015. Cette révision est essentiellement motivée par la nécessité d'intégrer les évolutions réglementaires introduites par les lois Grenelle 2 et ALUR[1], et notamment la prise en compte des besoins en mobilité, les impératifs en matière de sobriété énergétique et de développement durable, la lutte contre l'étalement urbain, ...

Cette procédure de révision n'a pour l'instant pas abouti.

L'arrêté préfectoral n° 2023-12-01-00004 du 1er décembre 2023 prescrit la mise en compatibilité du PLU, par déclaration de projet, pour l'extension de la carrière de Morne Jalouse au Vauclin.

Si la procédure de déclaration de projet aboutit, le PLU du Vauclin fera ainsi l'objet d'une mise en compatibilité exécutoire permettant la réalisation du projet.

1 Loi ALUR : Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové

1-2 Les documents constitutifs du PLU du Vauclin

Le PLU du Vauclin comporte :
- Un rapport de présentation
- le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)
- Des Orientations d'Aménagement et de Programmation
- Le règlement écrit et graphique
- Des annexes

1-2-1 Le rapport de présentation

A partir du diagnostic territorial et socio-économique dressé, de l'état initial de l'environnement du territoire concerné et des enjeux supra communaux, le rapport de présentation relève les besoins du territoire et synthétise les objectifs territoriaux envisagés. Il définit et justifie les choix effectués pour établir le PADD ou Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Il intègre l'évaluation environnementale stratégique du PLU qui détaille de la bonne prise en compte des objectifs supra en matière de protection de l'environnement et analyse les effets notables prévisibles sur l'environnement de la mise en œuvre du plan local d'urbanisme.

Le rapport de présentation du PLU du Vauclin se décline en 3 grandes parties :
- Le diagnostic et l'état initial de l'environnement
- Les justifications des choix effectués
- L'évaluation environnementale du PLU

1-2-2 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Le PADD est la réponse aux enjeux recensés dans le diagnostic et l'état initial de l'environnement. Il définit les orientations d'aménagement et d'urbanisme retenues pour toute la commune. Il définit les orientations générales des politiques

- d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme,
- de protection des espaces naturels ; agricoles et forestiers,
- de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques, au regard d'objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il arrête les orientations générales retenues pour l'ensemble de la commune concernant :

- l'habitat
- les transports
- les déplacements
- le développement des communications numériques
- l'équipement commercial
- le développement économique
- les loisirs.

Depuis l'approbation du PLU du Vauclin en 2013, le contenu réglementaire du PADD a été modifié en 2015 et doit désormais fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le PADD du PLU du Vauclin s'organise autour de trois axes :
1. Favoriser un développement durable qui préserve les richesses naturelles du territoire
2. Répondre aux besoins de tous et améliorer la qualité de vie des Vauclinois
3. Soutenir le développement économique du Vauclin en se basant sur les atouts du territoire et le savoir-faire de ses habitants.

1-2-3 Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Les orientations d'aménagement et de programmation sont des zooms sur certains secteurs du territoire ; Elles constituent la dimension opérationnelle des orientations générales du PADD.
Les travaux et aménagements réalisés dans les secteurs faisant l'objet d'une orientation ne peuvent être contraires à celle-ci.
Le PLU du Vauclin présente 2 OAP :
- OAP n°1 : le cœur du bourg
- OAP n°2 : le secteur nord du bourg

1-2-4 Le règlement écrit

Le règlement écrit s'applique à l'ensemble du territoire communal du Vauclin. Il se décline en dispositions générales communes et en dispositions spécifiques applicables à chaque zone définie suivant une typologie donnée :

ZONES URBAINES

- La zone **U1 correspond au coeur de bourg historique**. Elle se caractérise par la mixité des fonctions présentes, les logements, les commerces, les équipements.

Le parcellaire est très découpé et de taille réduite. Le bâti se compose à la fois de constructions anciennes et de constructions plus récentes accolées les unes aux autres. La reconquête des terrains en friches et du bâti dégradé constitue un enjeu important dans l'avenir.
Deux secteurs sont identifiés en zone **U1r** afin de rappeler l'existence de risques particuliers au titre du Plan de Prévention des Risques Naturels.

- La zone **U2 correspond aux quartiers de Sigy et Château Paille.**

Le quartier de Château Paille délimité par la zone U2 correspond à un ensemble de logements collectifs ; le quartier de Sigy se situe en prolongement du bourg en majeure partie au-delà de la RN6 ; il s'agit d'un quartier récent qui demeure encore en construction. Il accueille majoritairement des logements collectifs.

- La zone **U3 regroupe les secteurs dédiés** tout particulièrement à l'**habitat de forme individuelle assez dense**.

La zone U3 comprend la partie Sud du bourg, le secteur de Château Paille occupé par de l'habitat individuel, la partie urbanisée de Baie des Mulets.

À l'intérieur de la zone U3, un **secteur U3a** délimite les sites de Mallevaut, de Macabou en dehors du périmètre de l'EAT[2] ainsi qu'une petite zone en limite de la commune du François.

- La zone **U4 regroupe les quartiers** composés principalement **d'habitat individuel peu dense**. Il s'agit tout à la fois des quartiers situés dans les mornes, (Bellevue, la Montagne….) mais aussi du quartier de Ravine Plate ou du secteur en limite et en continuité avec le quartier Dostaly sur la commune du François.

À l'exception du quartier de Boë, les secteurs des mornes sont délimités en **U4a**, secteurs dans lesquels l'emprise au sol est plus faible (20%) afin de préserver le caractère paysager et de rendre l'urbanisation cohérente avec le caractère le plus souvent très pentu des terrains.

- La zone **UE** correspond aux **secteurs dédiés aux activités**. La zone comprend deux sites, l'un en entrée de bourg aux abords de la RN6, le second qui correspond aux installations du port de pêche.

- La zone **UP** correspond aux **secteurs dédiés spécifiquement aux équipements**.

- La zone **UT** correspond aux secteurs plus particulièrement **dédiés aux activités touristiques** EAT de la pointe Faula et de Macabou. Le règlement favorise le développement des activités touristiques et notamment les constructions dédiées à l'hébergement.

À la pointe Faula, un secteur est identifié en zone **UTr** afin de rappeler l'existence de risques particuliers au titre du PPRN.

ZONES D'URBANISATION FUTURES

- La zone **1AUe correspond au secteur de projet en entrée de bourg**. Ce secteur dispose d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) qui fixe les objectifs urbains pour ce site, à savoir la réalisation d'un centre commercial, d'un port à sec et d'un programme de logements.

- Les zones **2AU,** peu ou non équipées, ont pour vocation d'accueillir à moyen terme l'urbanisation future de la commune sous forme d'opérations mixtes. Ces secteurs seront urbanisés dans le cadre d'un projet urbain d'ensemble qui sera traduit dans le PLU sous forme d'orientations d'aménagement et de programmation.

Ces zones seront ouvertes à l'urbanisation à l'occasion d'une procédure de modification du PLU.

ZONES AGRICOLES

- La zone **A1** correspond aux parties de territoire affectées **à l'activité agricole** qui doivent, au regard de la protection des paysages agricoles, bénéficier **d'une très forte protection**.

- La zone **A2,** tout comme la zone A1, correspond aux parties de territoire affectées **à l'activité agricole.** Toutefois, s'agissant de secteurs moins sensibles au regard des

2 **EAT** : Espaces d'Aménagement touristique – 4 sont définis au Schéma de mise en valeur de la mer de la Martinique, dont celui de la Pointe Faula au Vauclin. Ces espaces d'aménagement touristiques en nombre limité, sont conçus au sein du SAR/SMVM comme de véritables pôles touristiques développés autour, ou à partir d'un équipement hôtelier structurant et correspondent au concept de station touristique exprimé dans le schéma départemental d'aménagement touristique·

paysages agricoles, les possibilités de construction y sont plus souples pour les installations agricoles.

Par ailleurs, afin de permettre, conformément aux orientations du PADD, le développement touristique, des dispositions autorisent de manière très encadrée la création de gîtes et les aménagements légers liés à la fréquentation et à l'accueil du public, sont autorisées.

ZONES NATURELLES

- **La zone N1 est consacrée aux parties du territoire communal préservées de** l'urbanisation. Elle comprend les grands espaces boisés, les espaces boisés en espace agricole et les zones littorales (notamment les mangroves).

Le secteur **N1a** permet l'aménagement de points de vue.

- La zone **N2 correspond à des zones naturelles protégées,** soit pour des raisons de risques, soit pour des raisons de site ou de paysage.

Les secteurs **N2b** et **N2m** autorisent de légères extensions de l'existant.
Le secteur **N2c** autorise les installations à condition d'être nécessaires à **l'exploitation des carrières**.
Le secteur **N2e** autorise les constructions et installations à condition d'être nécessaires aux installations et **fonctionnement des éoliennes**.
Le secteur **N2t** permet la réalisation de **bâtiments à vocation d'accueil touristique**.
Le secteur **N2f** permet les constructions et installations nécessaires aux services publics identifiés par l'emplacement réservé : **cimetière paysager**.

1-2-4 Le règlement graphique

Le règlement graphique comporte le plan de zonage global de la commune du Vauclin (Plan 1) et un plan de zonage zoomé sur le bourg (Plan 2). Ces plans localisent les différents zonages, les espaces boisés classés, les emplacements réservés repérés et listés, les secteurs de mixité sociale, les zones de bruit et les équipements publics principaux.

Différente annexes complètent le PLU : servitudes d'utilité publique, zonages d'assainissement, ...

1-3 Procédures d'évolution du PLU du Vauclin

Depuis son approbation, le PLU du Vauclin n'a pas fait l'objet d'évolution. La commune a prescrit la révision générale de son document le 8 décembre 2015.

1-4 Motifs d'engagement de la procédure de mise en compatibilité du PLU du Vauclin par déclaration de projet

L'engagement de la procédure de mise en compatibilité du PLU du Vauclin est motivé par plusieurs critères :

- Le projet à l'origine de la procédure revêt un caractère d'intérêt général : Le projet d'extension de la carrière Paquemar vise à maintenir l'auto-suffisance de la Martinique en matériaux de construction de type andésite. Ce matériau est le seul permettant de fabriquer des bétons conformes aux normes de construction en zone sismique et cyclonique.

La présence de carrières locales constitue un avantage pour la filière construction. Le risque de rupture d'un approvisionnement régulier du marché en matériaux de construction aurait pour conséquence la déstabilisation durable de l'activité économique de la Martinique. C'est pourquoi, en parallèle de la procédure de révision générale portant sur des différents enjeux communaux lancée par la commune depuis 9 ans, cette procédure s'avère nécessaire pour respecter les contraintes de phasage des différentes autorisations liées à l'extension de l'activité et pour la pérennisation de celle-ci.

Les éléments d'analyse plus complets sont développés au chapitre ***3.5 Intérêt général de l'opération***.

- Le projet concourt à maintenir l'activité de carrière en un seul site. Le maintien en un seul site de l'activité permet à l'exploitant de la carrière de renforcer, rationaliser et pérenniser l'outil industriel sur le territoire.

- Un tel renforcement de la carrière permettra aussi de conforter les emplois existants tout en maîtrisant le process industriel. Le maintien des emplois sera d'autant plus aisé que la poursuite de la production sera maintenue. Pour rappel, le site génère 12 emplois directs (12 employés sur site) et une cinquantaine d'emplois indirects (sous-traitants).

- Le projet à l'origine de la procédure n'est pas de nature à porter atteinte à l'économie générale du PADD du SCOT de l'Espace Sud. Bien au contraire, le projet contribue parfaitement à répondre à l'objectif 4 – Gérer les ressources naturelles en « bon père de famille ». Le PADD du SCOT relève que si le sud de la Martinique est plutôt dépourvu en matière d'eau et d'énergie, il n'en est pas de même des matériaux de carrière. À cet égard l'autonomie du Sud est assurée. Qui plus est, leur dispersion géographique (Le Vauclin, Rivière Salée, Le Diamant, Trois Ilets, Ducos) permet de minimiser les déplacements entre lieux de production et lieux de consommation.

- Le PADD du SCOT recommande par ailleurs de « *pérenniser, éventuellement en l'actualisant, l'heureuse situation actuelle et donc la localisation des carrières, en plusieurs sites du Sud, sans que l'urbanisation à venir ne représente, à cet égard, un risque de conflit d'usage. A ce titre, il est recommandé* aux documents d'urbanisme d'échelle locale d'identifier des « espaces-carrières ».

Les consommations cependant nécessaires sont réalisées dans des conditions qui permettent une restitution de bonne qualité vers les milieux naturels.

- La possibilité, en fin d'exploitation de la carrière, de restituer le site pour une exploitation agricole permet de ne pas compromettre les potentialités agricoles du

territoire et de participer à l'atteinte de l'objectif 7.2 du PADD du SCOT à savoir le développement de l'économie agricole.

- Ce projet répond aux objectifs économiques et sociaux du projet d'aménagement de la commune : *Favoriser un développement durable qui préserve les richesses naturelles du territoire / Répondre aux besoins de tous et améliorer la qualité de vie des Vauclinois / Soutenir le développement économique du Vauclin en se basant sur les atouts du territoire et le savoir-faire de ses habitants*

Le projet d'extension de la carrière participe à la valorisation des ressources naturelles de la commune, en favorisant la diversification et la pérennisation de l'activité agricole ;

Les 2 parcelles T663 et T666 sur lesquelles est envisagé le projet d'extension de la carrière présente un gisement disponible, en continuité avec la carrière existante.
Bien que classées en zone agricole, ces parcelles présentent une potentialité agricole faible du fait des contraintes liées notamment aux pentes excessives.

- Ce projet d'extension de la carrière Paquemar est parfaitement en phase avec les orientations du schéma des carrières en cours d'élaboration et notamment du scénario retenu et validé. Le schéma des carrières prévoit un scénario dit « bas » imposant le maintien d'une autosuffisance du territoire en approvisionnement de matériaux de carrières avec une localisation identique des carrières, l'optimisation des flux de transport avec le développement du maritime, ...

La DPMEC n'exempte pas l'exploitant de la présentation d'un dossier d'autorisation d'exploiter au titre des Installations Classée Pour la Protection de l'Environnement (mise à jour de son étude d'impact et présentation d'un projet de remise en état).

2. La procédure de mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet

2-1 Cadre réglementaire

Le présent dossier s'inscrit dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité par déclaration de projet établie par le code de l'urbanisme aux articles L.153-54 et suivants.

Par son article L.300-6, le code de l'urbanisme confère à l'État et ses établissements publics ainsi qu'aux collectivités territoriales et leurs groupements la capacité de se prononcer après enquête publique sur l'intérêt général d'une action ou opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Références réglementaires du code de l'urbanisme	
Art. L300-1	Les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le recyclage foncier ou le renouvellement urbain, de sauvegarder, de restaurer ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, de renaturer ou de désartificialiser des sols, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.
Art. L300-6 (Intérêt général)	L'Etat, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après une enquête publique réalisée en application du chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer par une déclaration de projet sur l'intérêt général : 1° D'une action ou d'une opération d'aménagement, au sens du présent livre ; 2° De la réalisation d'un programme de construction ; 3° De l'implantation d'une installation de production d'énergies renouvelables, au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie, d'une installation de stockage d'électricité, d'une installation de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone, au sens de l'article L. 811-1 du même code, y compris leurs ouvrages de raccordement, ou d'un ouvrage du réseau public de transport ou de distribution d'électricité ; 4° De l'implantation d'une installation industrielle de fabrication, d'assemblage ou de recyclage des produits ou des équipements, y compris de petites et moyennes entreprises, qui participent aux chaînes de valeur des activités dans les secteurs des technologies favorables au développement durable, définis par le décret en Conseil d'État prévu au dernier alinéa du présent article, y compris des entrepôts de logistique situés sur le site et nécessaires au fonctionnement de cette installation ; 5° De l'implantation d'une installation de recherche et développement ou d'expérimentation de nouveaux produits ou procédés qui participent directement aux chaînes de valeurs des activités dans les secteurs des technologies favorables au développement durable mentionnées au 4°. Les articles L. 143-44 à L. 143-50 et L. 153-54 à L. 153-59 sont applicables, sauf si la déclaration de projet adoptée par l'État, un de ses établissements publics, un

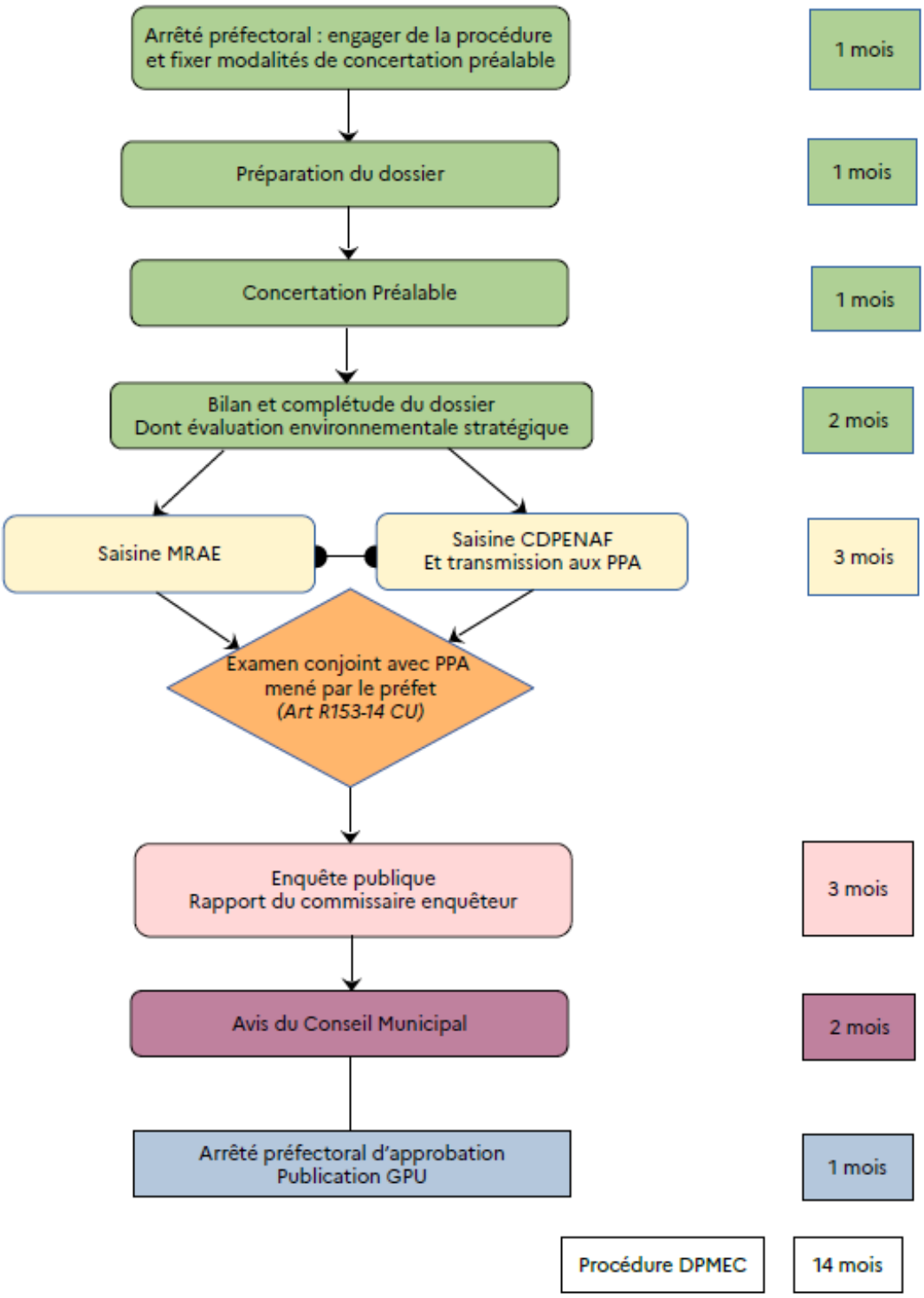
	département ou une région a pour effet de porter atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, du plan local d'urbanisme.
Art. L300-6 (Déclaration de projet adoptée par l'État)	Lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'État, elle peut procéder aux adaptations nécessaires du schéma directeur de la région d'Ile-de-France, d'un schéma d'aménagement régional des collectivités de l'article 73 de la Constitution, du plan d'aménagement et de développement durables de Corse schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, d'une charte de parc naturel régional ou de parc national, du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, du schéma régional de cohérence écologique ou du plan climat-air-énergie territorial. Ces adaptations sont effectuées dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au contenu de ces règlements ou de ces servitudes. Les adaptations proposées sont présentées dans le cadre des procédures prévues par les articles L. 143-44 à L. 143-50 et L. 153-54 à L. 153-59, auxquelles les autorités ou services compétents pour élaborer les documents mentionnés à l'alinéa précédent sont invités à participer. Lorsque les adaptations proposées portent sur le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, un schéma d'aménagement régional des collectivités de l'article 73 de la Constitution ou le plan d'aménagement et de développement durables de Corse, elles sont soumises pour avis, avant l'enquête publique, à l'assemblée délibérante de la collectivité concernée. Leur avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de trois mois. Cet avis est joint au dossier soumis à enquête publique. En cas d'avis défavorable, la déclaration de projet ne peut être prise que par décret en Conseil d'Etat.
Art. L153-54	Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si : 1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ; 2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'État, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.
Art. L153-55	Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement : 1° Par l'autorité administrative compétente de l'État : a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ; b) **Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'État** ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ; c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'État ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ; 2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale

	compétent ou le maire dans les autres cas. Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.
Art. L153-57	A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune : 1° Émet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'État ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'État. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ; 2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.
Art. L153-58	La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée : 1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ; 2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'Etat ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ; 3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'État ; 4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.
Art. L153-59	L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26. Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage. Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma.

2-2 Déroulement de la procédure

De manière générale, 9 grandes étapes jalonnent la procédure de déclaration de projet. Le synoptique de la procédure est présenté ci-après. Les étapes principales sont détaillées en annexe :

PROCÉDURE DPMEC ETAT



3. Présentation du projet

3-1. Personne publique compétente

Dans le cadre du projet d'extension de la carrière Paquemar, la personne publique compétente pour la mise en œuvre de la déclaration de projet est le **préfet de Martinique**.

L'arrêté préfectoral n° 2023-12-01-00004 du 1er décembre 2023 prescrit la mise en compatibilité du PLU, par déclaration de projet, pour l'extension de carrière de Morne Jalouse au Vauclin.

3-2. Situation géographique du projet

Le projet d'extension de la carrière Paquemar se situe sur la commune du Vauclin au lieu-dit Morne Jalouse. C'est une carrière dite de basalte porphyrique, qui fait l'objet d'une autorisation d'exploitation n° 2014205-0030 du 24 juillet 2014. Cette autorisation d'exploitation a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2024 portant prolongation de la durée d'exploitation et de prescriptions complémentaires.

Elle se situe sur les parcelles 296, 297, 566, 567, 664 et 665 de la section T du cadastre.

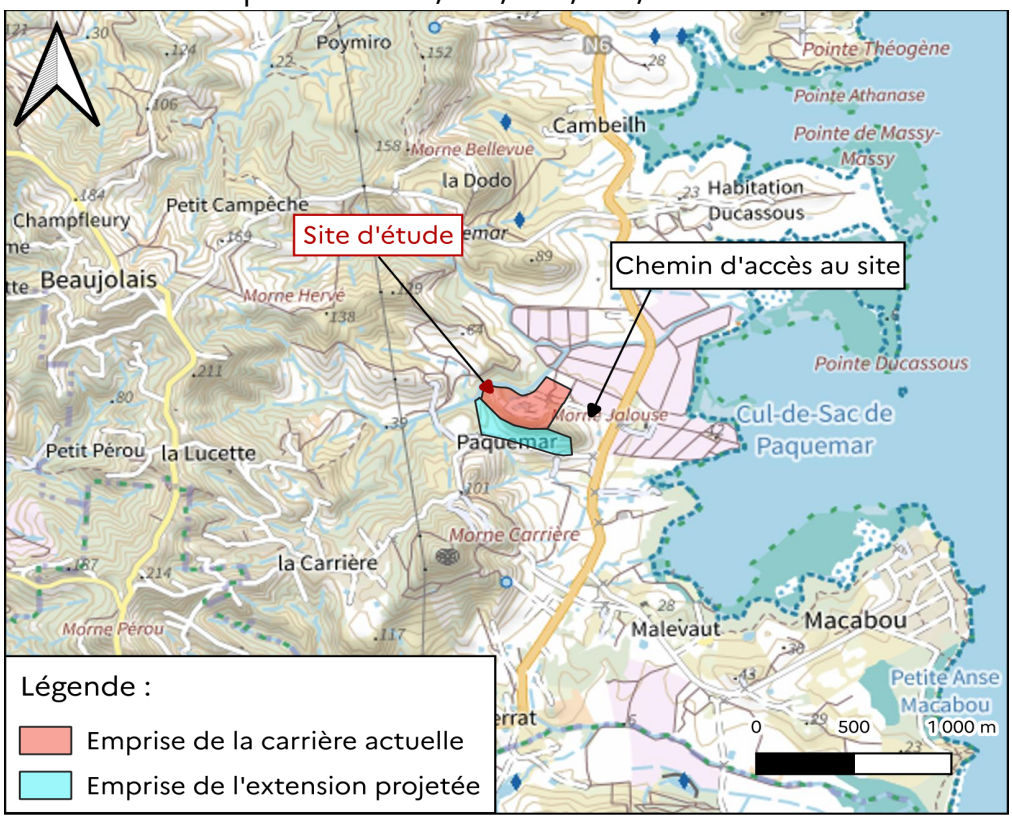


Figure 1 : Localisation du projet d'extension de la carrière Paquemar (source SECPA)

Le projet d'extension de la carrière est envisagé sur les parcelles voisines T663 et T666, compte tenu de la qualité du gisement sur ces parcelles et de leur disponibilité.

Le choix de ces terrains apparaît comme propice et optimal car il permet :

- de maintenir la continuité de l'exploitation actuelle (limitation des distances de trajet des engins) ;
- de limiter l'impact paysager compte-tenu de la proximité avec l'exploitation déjà en cours.

Les superficies concernées par le projet d'extension de carrière représentent **2,86 ha** répartis sur les parcelles cadastrées T663 et T666.

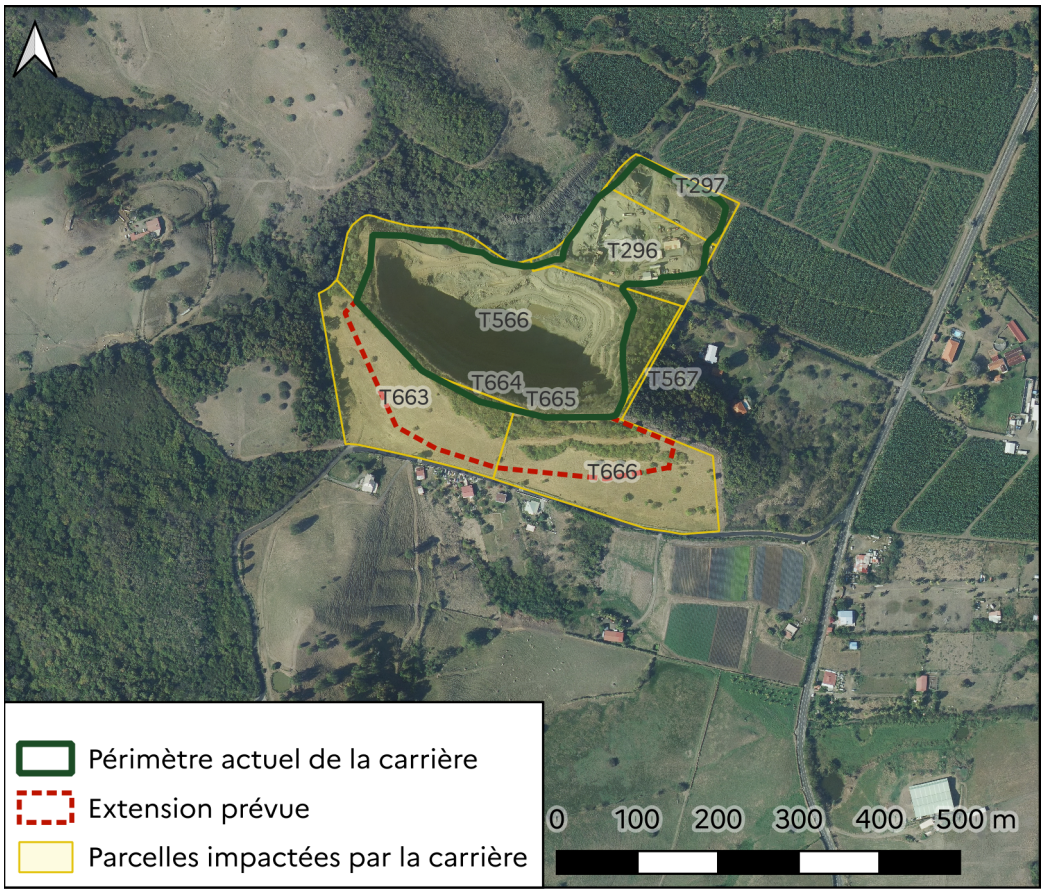


Figure 2: Localisation de la carrière et de son projet d'extension

Le projet d'extension se situe sur une partie des parcelles cadastrées T666 et T663.

Parcelles cadastrales	Superficie de la parcelle
T663	2,8131 ha
T666	2,8796 ha
Total	5,6927 ha

Il occupe une superficie totale de 2,86 ha.

3-3. Le porteur de projet

La société d'exploitation de la carrière Paquemar (SECPA) exploite la carrière située au lieu-dit Morne Jalouse depuis 1983. Elle possède ainsi une forte expérience liée à son activité.

3-3-1 Moyens humains mis en œuvre sur le site

La société SECPA emploie du personnel qualifié pour la gestion, le fonctionnement et la maintenance des différents équipements afin de répondre aux exigences techniques des missions qu'elle réalise. Elle emploie aujourd'hui 12 personnes dont des personnels habilités à la manipulation d'explosifs et à l'utilisation du matériel de foration.

3-3-2 Moyens techniques déployés sur le site

Le parc technique de l'entreprise regroupe le matériel suivant :

- Matériel de foration (3 foreuses et 1 compresseur) ;
- Matériel d'extraction (5 pelles et 4 dumpers) ;
- Matériel de chargement (4 pelles, 2 mini pelles et 1 chariot télescopique) ;
- Unité de traitement des matériaux (puissance totale installée : 464,4 kW) ;
- Véhicules légers (4_x4 de l'atelier de dépannage et véhicule de la direction).

3-3-3 Investissement financier sur le site

En 2022, le chiffre d'affaires net de SECPA était d'environ 3,3 millions d'euros.

La situation financière de la société SECPA permet à l'entreprise d'exploiter la carrière conformément aux exigences applicables et aux conditions d'exploitation prescrites par la réglementation en vigueur, notamment en matière d'environnement.

3-4. Les principales caractéristiques du projet d'extension de carrière

La carrière Paquemar est une carrière à ciel ouvert de roches massives (carrière de basalte porphyrique).

Elle est autorisée à produire au maximum 140 000 t/an.

Les roches extraites sont concassées en graviers de différentes granulométries (sable 0/4, gravier 4/66/14, 5/15 et 15/25), qui sont utilisés pour :

- La fabrication de béton ;
- La composition des enrobés et des graves bitumineux ;
- La réalisation d'enrochement ;
- Le remblaiement de fouille pour protéger les canalisations et réseaux divers.

La carrière bénéficie d'une autorisation d'exploitation (n° 2014205-0030 du 24 juillet 2014) sur les parcelles 296, 297, 556, 567, 664 et 665 de la section T du cadastre.

L'extension projetée est essentiellement au sud de l'actuelle carrière. **La production maximale envisagée dans le cadre de cette extension est la même que la production actuelle.**

3-5. Intérêt général de l'opération d'extension de carrière

La carrière Paquemar ne présente aujourd'hui que quelques années de réserves sur son emprise actuelle. L'extension de la carrière doit donc être envisagée.

L'élaboration du projet d'extension de la carrière s'est effectuée au regard du gisement proche révélé et de la disponibilité des parcelles concernées.

3-5-1 Une ressource nécessaire au maintien de l'indépendance en matières premières de la Martinique

Il est primordial que la Martinique puisse demeurer auto-suffisante en matières premières pour le maintien voire le développement de son économie. La construction des infrastructures en Martinique dépend de la présence des carrières locales, comme indiqué dans le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de Martinique.

Le schéma régional des carrières (SRC) en cours d'élaboration a estimé le besoin à venir en matériaux de construction. Il retient un scénario bas qui correspond au ralentissement de l'activité de la filière du BTP. Le SRC prévoit ainsi que le besoin en matériaux de primaires sera supérieur aux capacités de production locale à court terme.

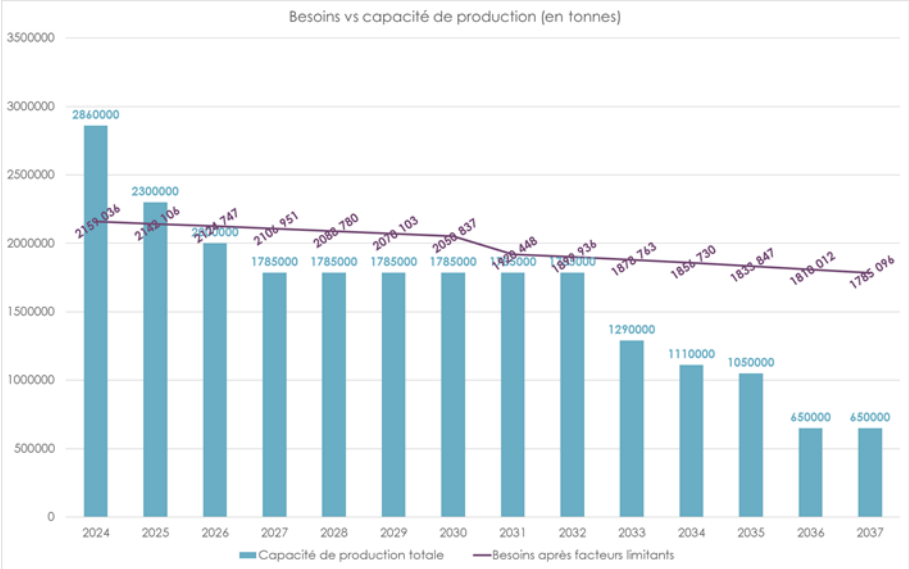


Figure 4: Comparaison des besoins et capacité de production (copil du du 29/04/2024- SRC)

Fort de ce constat, le SRC retient comme principe de conserver les carrières actuelles pour assurer l'autosuffisance en matériaux pour la filière construction. L'extension de la carrière Paquemar s'inscrit dans cette stratégie.

La carrière Paquemar a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2014 pour une durée de 10 ans. De plus, le tonnage de matériaux à extraire était estimé à 140 000 000 tonnes et arrive à épuisement. Si l'activité de la carrière Paquemar s'arrête, son volume de production ne sera pas produit par les autres carrières de l'île qui sont saturées. La fin d'exploitation de la carrière Paquemar conduira à la disparition d'une source d'approvisionnement de matériaux du BTP.

Les carrières actuelles ne pouvant plus exploiter sur leur périmètre dédié, il est important de maintenir l'activité d'extraction sur le territoire d'étude au Vauclin, à proximité de la carrière de Paquemar renfermant les plateformes de traitement. La société SECPA, présente dans le secteur du Morne Jalouse depuis plusieurs décennies, souhaite y poursuivre ses activités.

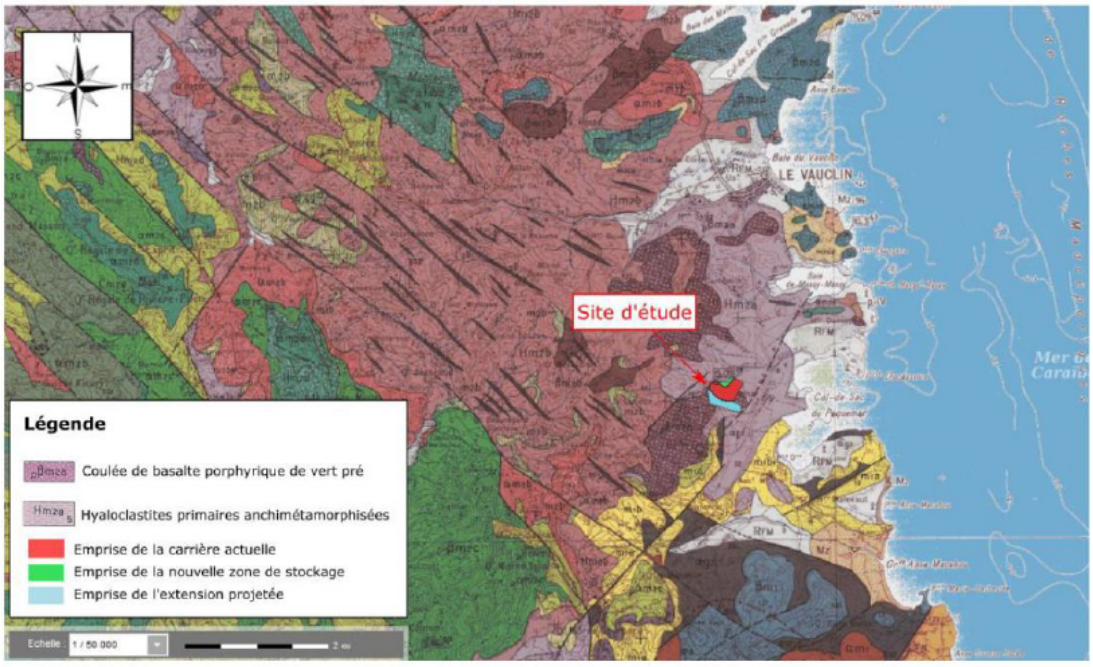
De plus, la pétrographie des matériaux extraits par la carrière SECPA (andésite) est essentielle dans la construction. En effet, seul ce type de roche permet de fabriquer des bétons conformes aux normes de construction en zone sismique et cyclonique.

3-5-2 Un gisement de qualité, atout permettant de valoriser le territoire

Compte tenu de la présence du gisement au niveau du secteur attenant au sud de la carrière et de la disponibilité des parcelles concernées pour une exploitation, le projet s'est naturellement porté sur ces terrains.

D'après les sondages réalisés en 2010 par la société Géode, les études faites par ANTEA en 2013 et la carte au 1/25 000e du BRGM, il apparaît que le gisement de la carrière SECPA est homogène et de très bonne qualité. Les investigations réalisées jusqu'à une profondeur de - 30 m NGM par rapport au carreau actuel montrent que la coulée d'andésite, objet du présent projet d'extension, possède les mêmes qualités que la carrière actuelle. Ce constat promet la future production d'un matériau commercial de premier choix. En effet, cette formation lavique est en général, profondément altérée sur l'île, ce qui n'est pas le cas du gisement à exploiter dans le cadre de ce projet d'extension. Cela a conduit le BRGM à qualifier cette coulée de gisement d'intérêt régional (GIR).

L'extension de la carrière Paquemar permettra le maintien de la capacité de production en termes de qualité et de quantité au vu de l'imminence de la fin d'exploitation.



Carte géologique du secteur élargi

Figure 5: Analyse géologique du site

3-5-3 La prévention du développement aux prélèvements illégaux

Malgré le contexte de faible activité, l'offre de matériaux issus des carrières légales est insuffisante pour couvrir les besoins du marché. Cela laisse une place importante aux filières illicites. Par exemple, suite à la fermeture de la carrière Blanchard, une prolifération de prélèvements illicites a été observée au Vauclin, à Rivière-Salée et dans les zones environnantes.

Les exploitants légaux sont soumis à des procédures administratives longues et complexes pour obtenir ou renouveler leur autorisation d'exploitation. Ils doivent respecter des prescriptions environnementales fortes. Dans le même temps, elles sont soumises à des difficultés économiques croissantes et peinent à maintenir leur activité. Cette fragilisation compromet leur capacité à répondre à une reprise éventuelle de la demande, ce qui aggrave le recours aux pratiques informelles.

Face à cette raréfaction de l'offre légale, les acteurs du BTP se tournent inévitablement vers d'autres sources d'approvisionnement, ce qui conduit à une prolifération des prélèvements illicites. Ces carrières sauvages emportent des conséquences économiques, sociales et environnementales.

Les conséquences économiques sont multiples. En effet, les carrières illicites opèrent en dehors de tout cadre légal, échappant aux taxes et charges obligatoires. Cela crée une concurrence déloyale pour les exploitants légaux, fragilisant leur viabilité économique. De plus, l'absence de régulation prive les collectivités locales et l'État des recettes fiscales issues des droits d'exploitation, des taxes foncières et des cotisations sociales. Ce manque à gagner pour la puissance publique freine ainsi les capacités d'investissement public. Enfin, l'approvisionnement en matériaux issus des carrières informelles compromet la structuration du secteur BTP en favorisant des pratiques à court terme au détriment d'une gestion durable et contribue à la désorganisation des filières locales

Les carrières illicites ont des conséquences sociales vis-à-vis du travail informel. Ces activités non réglementées exploitent souvent une main-d'œuvre vulnérable, travaillant dans des conditions précaires et sans protection sociale. Elles ont également des conséquences sur les tensions locales car elles suscitent des conflits avec les communautés riveraines, en raison des nuisances générées (pollution sonore, dégradation des routes, insécurité).

Enfin, ces emprunts sauvages ont des conséquences environnementales. Les carrières illicites opèrent sans étude d'impact ni respect des normes environnementales, entraînant une destruction irréversible des paysages, des écosystèmes et de la biodiversité. Outre la dégradation des paysages et des sols, ces carrières sont source de pollution des eaux. Ces exploitations anarchiques perturbent les cours d'eau, favorisent l'érosion et la pollution, et nuisent à la qualité des ressources hydriques indispensables à l'agriculture et à la population. Enfin, l'exploitation incontrôlée des sols accentue les risques d'effondrements, de glissements de terrain, et d'inondations, particulièrement préoccupants dans une région vulnérable comme la Martinique.

Maintenir les carrières actuelles dont la carrière Paquemar au Vauclin contribue donc à réduire la dépendance aux prélèvements illégaux, en offrant une alternative réglementée et respectueuse des normes environnementales et sociales.

3-5-4 Une répartition équilibrée des exploitations

Le SRC prévoit l'optimisation des flux de transport. La répartition des carrières actuelles est équilibrée sur le territoire entre le nord et le sud. Le schéma a pour principe de maintenir cette répartition pour favoriser le rapprochement entre les carrières et les chantiers. Le but est de limiter la dépendance des opérations de construction au trafic automobile, de minimiser les temps et coûts de transport, de limiter les nuisances sur le réseau routier et de permettre l'optimisation des rotations de transport. L'extension de la carrière Paquemar répond à cette répartition. Elle a d'ailleurs plusieurs d'infrastructures dans le sud de la Martinique : travaux hydrauliques de Rivière Pilote et Sainte-Luce, les constructions pour les collectivités (écoles, …) et pour les entreprises du bâtiment.

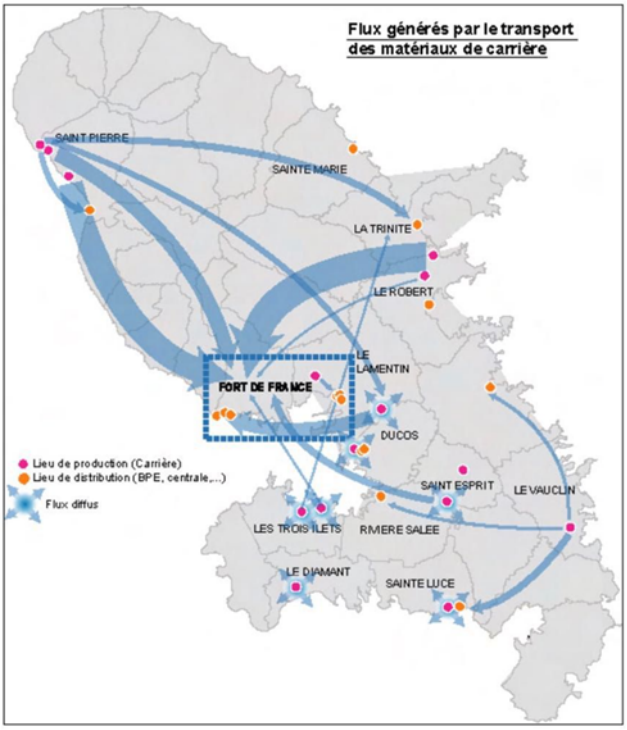


Figure 6: Statistiques sur les carrières en Martinique

3-5-5 Une bonne prise en compte des potentiels de développement agricole

Le projet d'extension de la carrière aura à long terme une incidence neutre sur le potentiel agricole des emprises concernées.

Afin de bien intégrer le projet d'extension dans son environnement, une étude a été diligentée auprès de la SAFER afin d'accompagner au mieux la préservation des terres agricoles vauclinoises et participer à co-construire une activité économique industrielle d'exploitation de carrière profitant durablement à l'agriculture locale.

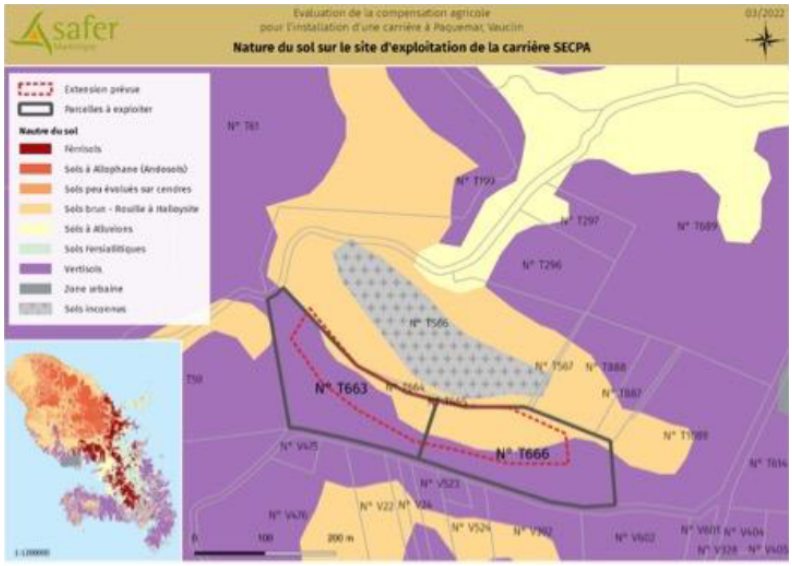
Afin de proposer des solutions efficaces, de limiter les possibles conflits d'usage et d'éviter l'immobilisation de terres nourricières, plusieurs axes de mesures pour l'agriculture ont été définies :

- Donner priorité à une implantation sur des espaces moins productifs, et qui n'ont pas ou peu de valeur agronomique notable plutôt que sur des terres à forte potentialité ;
- « Coconstruire un projet global » permettant l'exploitation de carrière sans compromettre le développement d'une activité agricole en parallèle avec les acteurs locaux et la profession ;
- Mettre en œuvre des mesures dimensionnées aux enjeux locaux.

Dans le cadre d'une démarche concertée, des mesures ont pu être dimensionnées sur la base de l'étude réalisée par la SAFER pour le compte de la SECPA.

a) La nature des sols concernés par l'extension de la carrière

Le projet d'extension de la carrière Paquemar est prévu sur des terres appartenant à un propriétaire privé qui sont classées en secteur agricole et sur lesquelles l'exploitant fait pâturer son élevage bovin.



Nature des sols (Safer, juin 2022)

Figure 7: Carte de la nature des sols sur le périmètre du projet (SAFER - Juin 2022)

D'une manière générale, sur la commune du Vauclin, les terres ont dans l'ensemble, un potentiel agronomique moyen. D'après l'analyse de sol réalisée en février 2022 sur les parcelles T663 et T666 et selon le diagnostic pédologique réalisé par le bureau d'études PRESTA SCIC, les sols de type alluvion argileuse/vertisol ont un potentiel agricole moyen. La matière organique labile se dégrade mal à cause de la masse carbonique sur azote très élevé. Ils nécessitent un apport de produits organiques à dominante animale (engrais organiques) pour que les parcelles expriment tout leur potentiel.

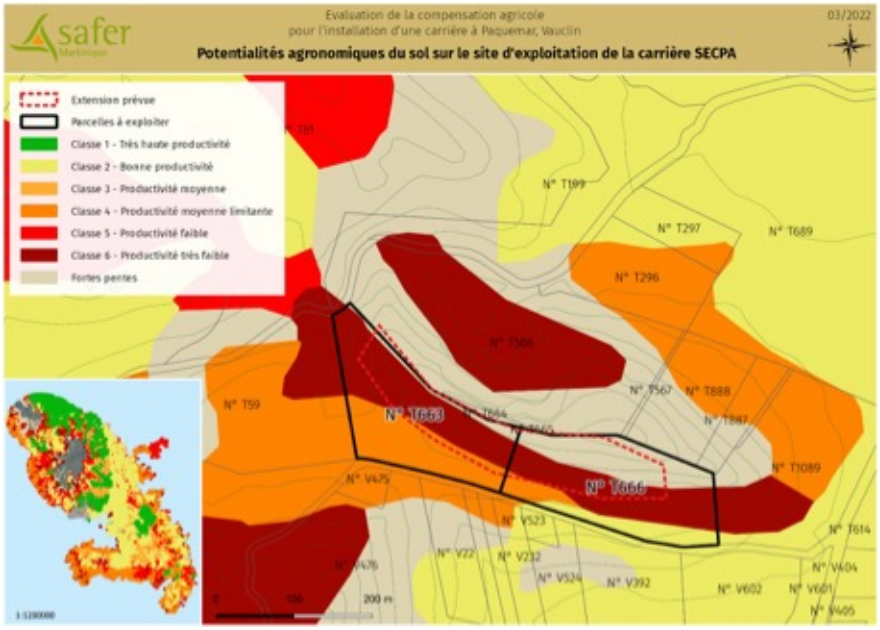


Figure 8: Carte des potentialités agronomiques des sols sur le périmètre concerné

L'occupation actuelle du sol est détaillée dans la carte ci-dessous :



Figure 9: Carte des usages des sols sur le périmètre concerné (SAFER , Juin 2022

b) L'adaptation du projet d'extension à l'exploitation agricole

Dans une logique de minimiser au mieux l'impact industriel sur les terres agricoles, le porteur du projet a défini au plus juste la surface qui lui sera nécessaire pour son activité.

En conformité avec les recommandations de l'étude SAFER, les emprises retenues pour le projet d'extension ont été pensés de façon à faciliter l'exploitation agricole sur les terres restantes des parcelles. L'agriculteur pourra utiliser les surfaces restantes pour son cheptel.

En résumé, ces aménagements adaptés à chacune des zones conduisent à :

Tableau des répercussions (Safer juin 2022)

Surface clôturée	5,63
Surface d'excavation	2.86
Ratio surface excavation/surface agricole	1.96
Surface productive agricole	5.63

Les superficies concernées par le projet d'extension de carrière représentent **2,86 ha** répartis sur les parcelles cadastrées T663 et T666.

L'exploitant utilise l'ensemble des parcelles qui constituent les 46,65 hectares de son exploitation pour opérer une rotation hebdomadaire de son cheptel. Lors de l'extension de la carrière, l'exploitant perdra une partie de l'îlot 3 dans sa rotation. Le cheptel effectue toutes les 4/5 semaines une rotation sur l'ensemble des parcelles avec une moyenne d'une semaine par parcelle. Son cheptel de 60 vaches perdra 10 animaux ce qui conduira à une perte de 10 veaux par an.

Les discussions entre l'exploitant agricole et l'exploitant industriel se feront par ailleurs pour la prise en compte du préjudice économique.

c) Une compensation agricole co-construite

Sur les parcelles visées par la mise en compatibilité, le projet d'extension de carrière n'est pas de nature à remettre en cause la préservation de terres agricoles (absence d'artificialisation significative des sols, possibilité de régénération de la végétation, absence de produits phytosanitaires…).

La limitation de la consommation d'espaces est un enjeu majeur, en particulier sur les terres à valeur agricole présentes sur le site. Il a donc été décidé de revoir à la baisse la surface du projet initial.

Un périmètre de 10 m est laissé en limite de l'exploitation. Ce périmètre sera clôturé afin d'interdire l'accès à la zone d'exploitation.

Seuls 2,86 ha seront exploitées dans le cadre du projet d'extension de la carrière ; Ces secteurs présentent des pentes importantes et un potentiel agricole très faible, peu favorable à l'agriculture. Les 2 parcelles concernées présentent 0,5 ha de forêt non exploités par l'éleveur et son élevage, au Nord du site. Ces 0,5 ha ne représentent pas des surfaces agricoles utilisées, mais des bois non pâturés.

Les périmètres non exploités, garderont leur vocation agricole et serviront de stockage de la terre arable.

La carte ci-après présente les limites des parcelles concernées par le projet (en rouge) ainsi que le périmètre d'extension d'exploitation retenu (en gris) permettant la limitation de la consommation d'espaces.

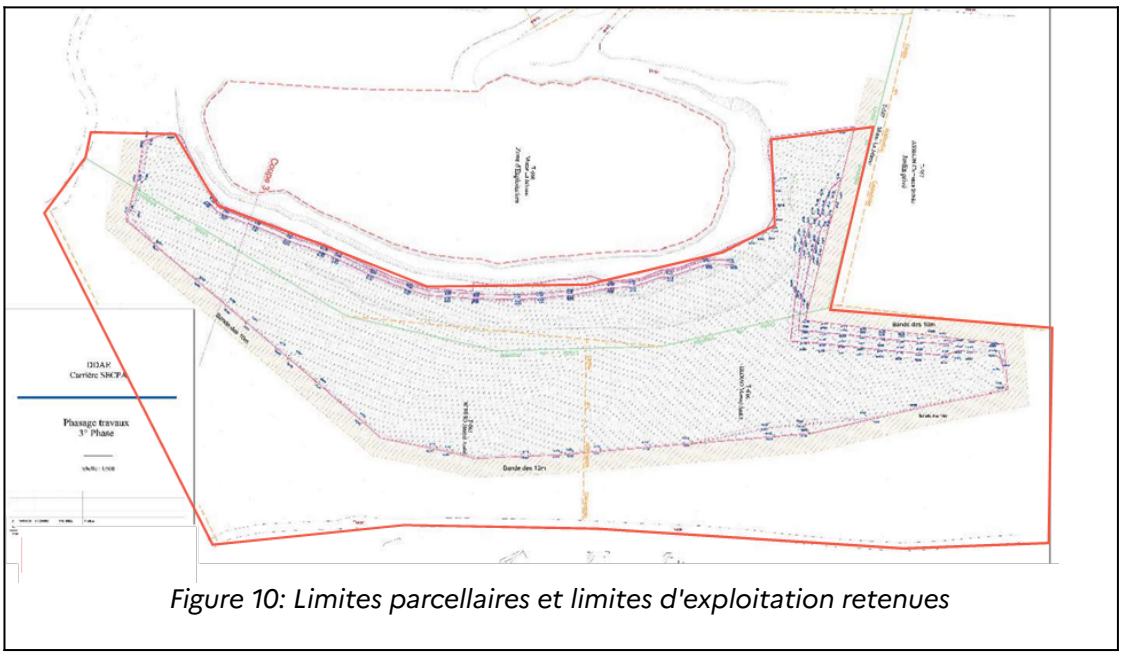


Figure 10: Limites parcellaires et limites d'exploitation retenues

Les terres arables extraites des zones d'excavation seront donc stockées à l'interface entre l'extension de la carrière et la surface agricole restante qui pourra selon le bon vouloir de l'exploitant être utilisée.

En plus de cela, le porteur de projet met à disposition de l'agriculture une partie de la parcelle A 731 classée « AU » au cadastre et d'une superficie de 2,9 hectares. Cette parcelle est plane et l'analyse du sol révèle une qualité agronomique moyenne élevée. Ce terrain est concédé à l'exploitant par la société des carrières durant toute la durée de l'exploitation, soit 12 ans.

Figure 11: Carte de localisation de la parcelle dite de compensation A731



La parcelle concernée est actuellement une prairie et son potentiel agronomique est similaire à celui des parcelles T663 et T666 sur lesquelles devrait se faire l'extension de la carrière. Ce terrain ne présente pas non plus de pollution à la chlordécone.

Carte 1: Type de couverture de sol de la parcelle de compensation



Figure 12: Carte du potentiel agronomique de la parcelle de compensation A 731

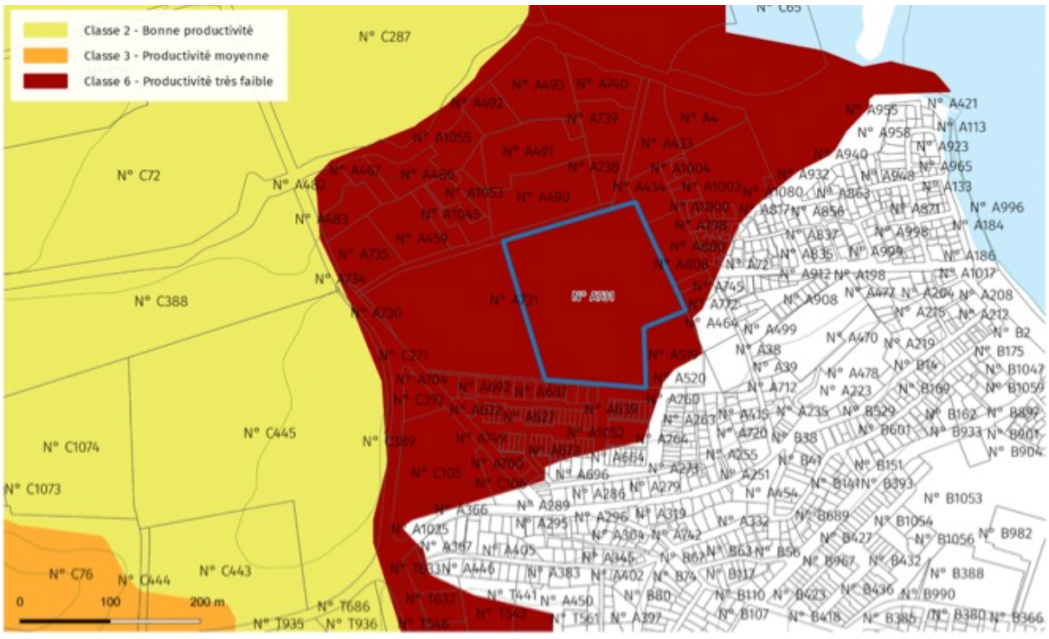
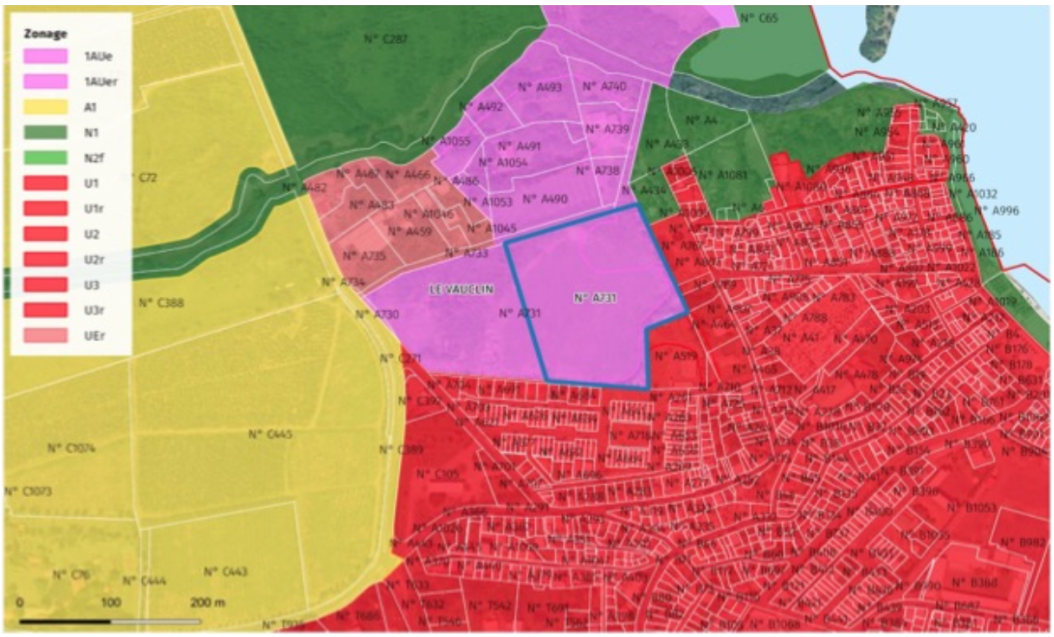


Figure 13: Zonage du PLU pour la parcelle dite de compensation



La vocation principale actuellement retenue pour ce terrain de compensation est le pâturage et plus précisément l'approvisionnement en fourrage pour l'exploitant agricole.

d) La remise en état du site après exploitation

À l'issue de l'exploitation, le site sera remis en état comme prévu dans l'autorisation d'exploitation qui sera accordée. Deux hypothèses sont à l'étude avec l'exploitant agricole propriétaire du terrain.

- La première hypothèse est la mise en place d'une retenue collinaire à aménager sur le site. Elle permettra aux exploitations agricoles de disposer d'une réserve en cas de sécheresse. Il est à noter qu'un projet de retenue collinaire est situé en amont vers l'ouest dans le plan local d'urbanisme, mais n'est pas réalisé à ce jour.

- La seconde hypothèse est de stocker les terres d'excavation recréant un terrain agricole. Le remblaiement serait alors recouvert d'une couche de terres végétales d'1m d'épaisseur. Le terrain serait alors enherbé pour permettre le pâturage correspondant à l'exploitation agricole actuelle.

Dans tous les cas, **le projet d'extension ne porte aucune atteinte à la nature agricole des parcelles** puisque celle-ci sera compensée le temps de l'exploitation de la carrière et permettra même d'augmenter la surface agricole après la fin d'exploitation et la restitution du site à l'agriculteur, propriétaire.

A terme, la surface agricole concernée sera doublée.

3-5-4 Synthèse

Le projet d'extension de la carrière Paquemar répond parfaitement aux critères d'intérêt général comme résumé dans le tableau suivant :

OBJECTIF	INTÉRÊT GÉNÉRAL
Fonctionnel	• Économie de fonctionnement • Fonctionnalité améliorée tant pour les agents que pour les professionnels • Maintien du volume et de la qualité du matériau produit • Pérennité d'une répartition équilibrée de l'approvisionnement sur le territoire • Compensation de terrain pour maintenir l'activité agricole • Remise en état bénéfique à l'activité agricole
Économique	• Rationalisation du site industriel actuel • Auto-suffisance de la Martinique en matériaux • Maintien des coûts de la matière première pour le milieu professionnel du BTP • Prévention du déséquilibre entre demande et offre licite • Préservation de l'emploi local
Social/ professionnel	• Réponse de manière ad hoc aux besoins du BTP • Matériau essentiel¨entrant dans les bétons répondant aux normes para-sismiques et para-cycloniques • Confortement de la ressource locale pour des années supplémentaires • Évitement des conflits de voisinage liés à l'ouverture d'une nouvelle carrière
Environnemental	• Participation au développement durable (réduction des coûts liés aux émissions de carbone, pas d'augmentation des temps de parcours pour les camions...) puisqu'il s'agit d'une extension et non d'un nouveau site d'extraction • Participation à une gestion durable et raisonnée des ressources • Augmentation de la superficie des espaces agricoles • Mesures mises en place pour limiter la pollution (qualité de l'eau, de l'air) et la dégradation des sols et paysages • Prise en compte des risques naturels pour ne pas les accroître

Tableau 1: Synthèse des critères justificatifs de l'intérêt général du projet

4. De la bonne intégration du projet dans son environnement

Ce chapitre présente sous forme synthétique la description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné par la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Pierre et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre.

4-1. Présentation de la commune du Vauclin

Le Vauclin se situe sur la côte Atlantique, à 34 km de Fort-de-France. La commune est desservie par la RN 6.

Elle fait partie de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) créée en 2005 qui regroupe les 12 communes du Sud martiniquais.

Elle est bordée au Nord par la commune du François, à l'Ouest par celles de Saint-Esprit et Rivière-Pilote, au Sud par le Marin et à l'Est par l'océan Atlantique.

La commune a une superficie de 39,06 km^2 pour une population de 8 552 habitants en 2020.

Figure 14: Carte de situation



Comme indiqué dans le cadre du plan local d'urbanisme, le Vauclin peut être considéré comme la porte d'entrée Atlantique du Sud touristique et balnéaire de la Martinique. Si ses activités historiques, pêche et agriculture, occupent une place toujours prédominante dans l'économie communale, le tourisme se développe et le Vauclin tend à devenir une destination à part entière, notamment pour le tourisme sportif et balnéaire.

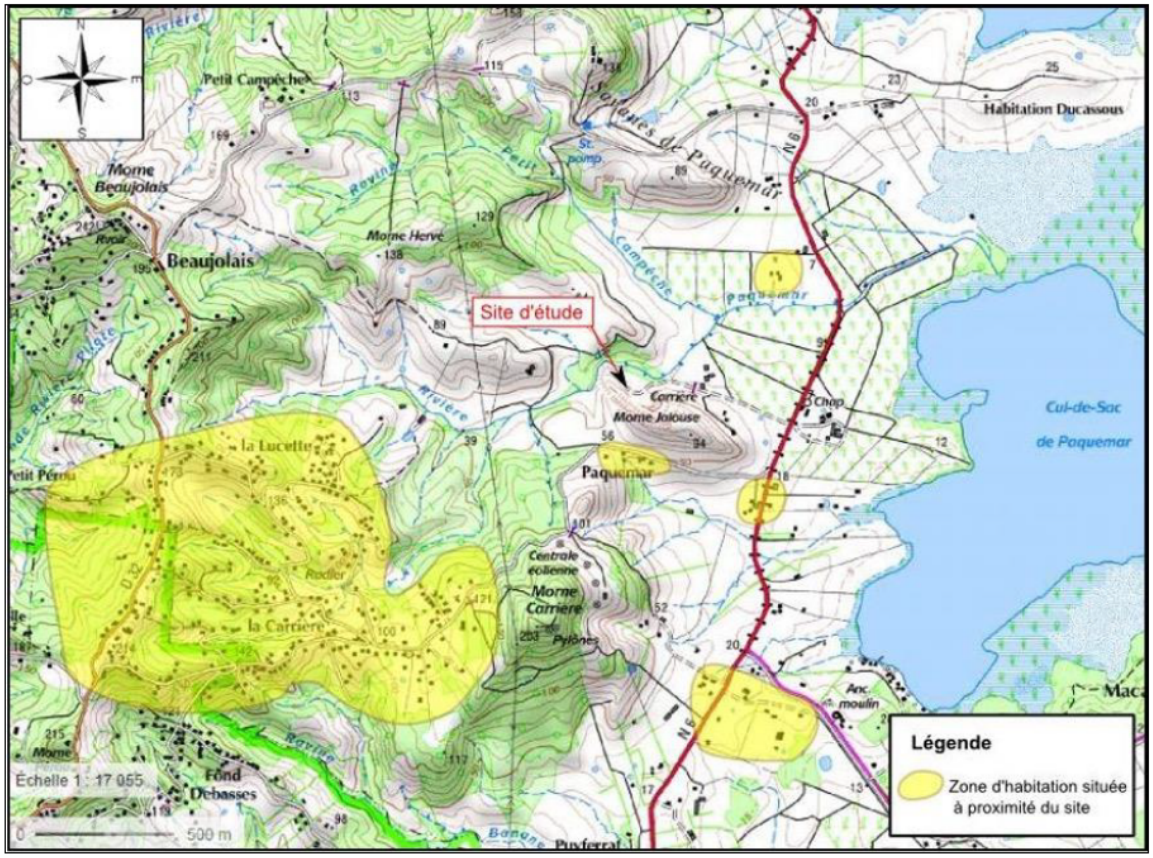


Figure 15: Principales zones d'habitat autour du site

4-2. Prise en compte des enjeux du territoire

L'état initial de l'environnement sera défini plus précisément dans l'évaluation environnementale stratégique de la déclaration de projet qui accompagnera le projet de modification du PLU du Vauclin.

4-2-1 Sols et eaux souterraines

L'impact de la carrière sur la qualité des sols et des eaux souterraines est estimée faible compte tenu des mesures en place. Le projet d'extension ne modifie pas cet impact.

4-2-2 Eaux superficielles

L'exploitation de la carrière n'a pas d'incidence notable sur la ressource en eau. Aucune modification notable ne sera engendrée par le projet d'extension car le mode de fonctionnement du site ne sera pas modifié, à savoir :

→ Les seules consommations d'eau sont destinées à l'usage sanitaire ou pour l'arrosage des pistes.

→ Le système d'aspersion des pistes est coupé en cas de fortes pluies.

Concernant l'arrosage des pistes, l'eau utilisée est de l'eau d'irrigation (réseau PISE[3]).

Les mesures actuellement mises en place pour compenser l'impact du site sur les eaux superficielles, et qui seront maintenues dans le cadre du projet, sont les suivantes :

→ 3 bassins de rétention convenablement dimensionnés pour correspondre aux flux d'eaux de ruissellement actuels ;

→ Pompage des eaux du bassin dédié (B3) lors des épisodes pluvieux susceptibles de générer une surverse et utilisation pour l'aspersion des pistes ;

→ Analyses réalisées en amont et en aval de la rivière qui permettent d'apprécier l'impact relativement faible de la qualité des eaux de rejet sur la rivière Paquemar.

Les mesures prévues pour compenser l'impact du projet sur les eaux superficielles :

→ Mesure de tous les paramètres indiqués dans l'arrêté d'autorisation du site ;

→ Mise en place d'un suivi régulier de la qualité des eaux sur la base d'un plan de gestion des eaux actualisé (suivi annuel a minima).

Une étude hydraulique a été réalisée en 2025 pour déterminer si les bassins en place peuvent accueillir les eaux de ruissellement de l'extension, et déterminer si un agrandissement des bassins actuels ou si l'ajout d'un bassin est nécessaire. L'étude conclut que le projet ne nécessite pas l'agrandissement des deux bassins situés au nord. La zone d'exploitation actuelle qui fait office de 3ème bassin de rétention peut accueillir les eaux de ruissellement supplémentaires engendrées par le projet. Des préconisations sont formulées pour améliorer et entretenir les bassins existants pour assurer les bonnes conditions de décantation.

Les préconisations avancées sur l'amélioration de la gestion des eaux superficielles seront prises en compte dans le cadre de l'autorisation environnementale unique, en cours d'instruction.

4-2-3 Air et climat

L'impact de la carrière sur la qualité de l'air et le climat peut être considéré comme négligeable, notamment grâce aux mesures suivantes qui permettent de limiter l'envol de poussières ou les émissions de gaz de combustion :

→ Les camions de transport sont systématiquement bâchés ;

→ Une aspersion d'eau est réalisée régulièrement sur la chaîne de traitement des matériaux ;

→ La vitesse de circulation est réduite à 10 km/h sur le site ;

→ Les moteurs à combustion, présents sur les équipements sont conformes aux normes les plus récentes en termes d'émissions atmosphériques. Ils sont réglés

3 PISE : Périmètre d'irrigation du Sud-Est

de manière optimale et munis, si nécessaire, de système de traitement des gaz d'échappements ;

→ Les équipements et les véhicules sont entretenus régulièrement et de manière adaptée.

Le projet d'extension ne modifiera pas notablement l'impact de la carrière sur la qualité de l'air, dans la mesure où la production annuelle n'augmentera pas (elle est égale à 140 000 t/an actuellement).

4-2-4 Émissions sonores

La carrière de Morne Jalouse présente un impact faible à modéré au niveau sonore. Aucune modification de cette incidence n'est prévue dans le cadre du projet d'extension, pour les raisons suivantes :

→ Comme c'est actuellement le cas, la carrière ne fonctionnera que pendant la journée (7h30 à 17h00) ;

→ Pendant la phase d'exploitation de l'extension, un merlon d'environ 2m de hauteur, constitué des stériles de découverte, sera mis en place en périphérie des parcelles T663 et T666, au sud de l'extension ;

→ L'efficacité du merlon sera contrôlée au moyen des campagnes de mesure de bruit prévues par l'arrêté du 23 janvier 1997.

Une étude acoustique relative à l'extension de la carrière a été réalisée en 2025. La modélisation du site de carrière et de ses alentours montre que les niveaux sonores au voisinage ne dépasseront pas les niveaux maximum admissibles. Les niveaux sonores en limite de site seraient, eux aussi, inférieurs aux valeurs maximales admissibles.

Les prescriptions d'exploitation relatives à la prévention des nuisances sonores et issues des propositions liées aux études dédiées seront déclinées dans le cadre de l'autorisation environnementale unique en cours d'instruction.

4-2-5 Vibrations

Les résultats des mesures de vibrations réalisées montrent que l'impact vibratoire des tirs de mines respecte de façon relativement constante les normes en vigueur ; Seuls 2 dépassements ont été observés dans le cadre du suivi. Le projet d'extension, qui suivra les mêmes principes d'exploitation, ne modifiera pas cet impact.

Le projet d'extension a fait l'objet d'une étude vibratoire spécifique en 2025. Cette étude a établi le profil de propagation des vibrations du site à partir de mesures effectuées entre 2020 et 2022. Elle en a déduit la charge unitaire à prévoir selon la distance entre le tir de mine et une construction avoisinante. Ce calcul respecte le seuil vibratoire de 10mm/s fixé par arrêté. Cette charge d'explosif sera à adapter selon la localisation des futurs tirs de mine en fonction de la construction voisine la plus proche.

Les prescriptions d'exploitation relatives à la prévention des nuisances liées aux vibrations et issues des propositions liées aux études dédiées seront déclinées dans le cadre de l'autorisation environnementale unique en cours d'instruction.

4-2-6 Odeurs

Compte-tenu de son activité, le site ne constitue pas une source de nuisance olfactive significative dans l'environnement. Le projet d'extension n'entraînera pas d'émission d'odeur supplémentaire.

4-2-7 Paysages et impact visuel

L'exploitation de l'extension de la carrière aura pour incidence de rogner la ligne de crête du Morne Jalouse. Du fait de l'abaissement de cette ligne de crête, certaines habitations pourraient ne plus être protégées de la vue de la carrière. De plus, les parcelles concernées par l'extension de la carrière seront défrichées dans le cadre du projet, sur une superficie de 01ha29a78ca.

Afin de compenser ce défrichement, des travaux de reboisement seront réalisés sur une bande boisée de 25 mètres de largeur sur les limites est, sud et ouest des parcelles visées par le défrichement et en bordure de la rivière de Paquemar, *soit une surface totale de boisement compensateur de 01ha 83a 70ca.*

La localisation du reboisement aura pour effet de préserver les habitations de l'impact visuel des parcelles défrichées ou de l'activité de la carrière.

La pérennité du boisement de compensation au-delà de la durée de l'exploitation de carrière, pourra éventuellement faire l'objet d'une protection particulière par le plan local d'urbanisme.

Vue depuis la RN6

Vue actuelle	*Vue projetée*
	





Compte tenu des mesures compensatoires au défrichement, le projet d'extension aura un impact sur le paysage considéré comme faible à modéré.

4-2-8 Milieux naturels, faune et flore

Une étude faune-flore a mis en évidence que le projet d'extension ne présente aucun enjeu particulier pour la biodiversité. Cependant, le projet présente des risques de perturbation de la faune locale (destruction potentielle de nichées avec le défrichement, dégradation potentielle des habitats aquatiques).

Afin de prévenir les risques liés au défrichement, ce dernier aura lieu en dehors de la période de reproduction, entre août et octobre.

De plus, comme énoncé ci-avant, un reboisement d'une surface supérieure à la superficie déboisée (coefficient de 1,415) est prévu. Dans ces conditions, l'impact du projet sur les habitats, la faune et la flore sera modéré.

Un pré-diagnostic écologique a été effectué en 2025 sur le périmètre de la carrière actuelle, en complément des études déjà diligentées (en 2017 et 2023) sur le périmètre de l'extension de carrière. Cette étude recense les éléments évidents du milieu naturel à prendre en compte dans la définition du projet. Elle identifie un enjeu fort de conservation au niveau de la ripisylve qui borde le nord de la carrière. En raison de son rôle écologique majeur (présence d'espèces protégées, zone de nidification potentielle) et de son statut de zone humide, toute destruction ou dégradation pourrait nécessiter des mesures de compensation. Toutefois, le projet ne prévoit pas sa destruction, mais plutôt une extension de la carrière vers le sud, où les enjeux écologiques sont limités. De plus, l'activité de la carrière étant déjà en place, aucun dérangement supplémentaire n'est à prévoir pour les oiseaux et les chiroptères.

Les prescriptions d'exploitation relatives à la prévention des effets de l'exploitation sur la faune et la flore et issues des propositions émises dans le cadre des études dédiées seront déclinées dans le cadre de l'autorisation environnementale unique en cours d'instruction.

4-2-9 Activités et environnement humains

Le projet est en dehors des zones de protection de monuments historiques et des aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine mais figure sur une zone de suspicion de patrimoine archéologique. En cas de besoin, l'Institut National de Recherche en Archéologie Préventive prescrira un diagnostic archéologique, si nécessaire.

À noter que dans le cadre des travaux et de l'exploitation de la carrière actuelle, aucune découverte archéologique n'a été réalisée.

Les zones de loisirs de l'aire d'étude sont limitées et ne présentent pas d'enjeu particulier. Le projet d'extension n'a donc pas d'impact significatif sur les activités de tourisme et loisirs.

Par ailleurs, comme détaillé ci-avant au chapitre 3-4, le projet présente un impact faible sur l'agriculture, car l'extension n'est pas localisée au droit d'une parcelle

cultivée. Néanmoins, les parcelles T663 et T666 sont occasionnellement utilisées pour le pâturage de bovins.

La société d'exploitation de la carrière Paquemar (SECPA) s'est engagée à remettre en état le site après l'exploitation afin de permettre le pâturage de bovins.

En outre, une compensation à la perte de terrain est prévue pour l'exploitant agricole sur une autre parcelle (parcelle A731) sur la commune du Vauclin. Cette parcelle actuellement classée en AU sera reclassée en zone A1.

Le site génère 12 emplois directs (12 employés sur site) et une cinquantaine d'emplois indirects (sous-traitants). Le projet d'extension de la carrière permettra de pérenniser ces emplois.

Le projet aura donc un impact positif sur l'activité économique de la région.

4-2-10 Transports et trafic

Le projet d'extension ne modifiera pas le trafic généré par les activités de la carrière dans la mesure où la production annuelle ne sera pas modifiée (140 000 t/an actuellement).

Aucune modification de cet impact n'est prévue dans le cadre du projet d'extension.

L'habitat aux abords immédiats de la carrière est peu important (environ 15 habitations dans un rayon de 400 m). Dans un périmètre plus éloigné, on compte environ 50 habitations dans un rayon de 500 mètres. Les habitations les plus proches de la carrière sont situées à environ 100 m au Sud des limites du périmètre d'autorisation de la carrière. Il n'y a quasiment aucune habitation au Nord de la carrière (la première habitation est à environ 600 m au Nord-Est). Au Sud-Est deux quartiers résidentiels (quartier Carrière et La Lucette) se situent à environ 700 m. Au Sud-Ouest, quelques habitations longent la RN 6 à environ 400 m de la carrière.

4-2-11 Nuisances lumineuses

Le site n'est pas pourvu d'éclairage extérieur, car les horaires de travail ne le nécessitent pas. Étant donné que ces horaires de travail ne changeront pas, le projet ne générera aucune nuisance lumineuse.

4-2-12 Gestion des déchets

L'exploitation de l'extension sera similaire à l'exploitation actuelle (techniques d'extraction, tonnage annuel). Les déchets générés dans le cadre de l'exploitation seront les mêmes que ceux générés actuellement, et dans des proportions similaires.

Compte-tenu de leur nature organique, les déchets issus du défrichement n'auront pas d'impact néfaste sur l'environnement. Au contraire, leur valorisation pourrait générer un impact positif.

4-2-13 Un impact très modéré du projet d'extension de carrière envisagé

Le projet d'extension de la carrière Paquemar est pensé dans une logique et une approche durable puisqu'il :

- ✔ N'aura pas d'impact sur la qualité des sols et des eaux souterraines ;
- ✔ N'aura pas d'impact supplémentaire sur l'air et le climat ;
- ✔ N'aura quasiment pas d'impact sur les milieux naturels, la faune et la flore ;
- ✔ Aura un impact socio-économique positif ;
- ✔ N'aura pas d'impact néfaste sur l'environnement à cause des déchets produits.

Les impacts globaux du projet demeureront faibles à modérés.

5. Proposition de mise en compatibilité du PLU

5-1 Rappel du projet

La mise en compatibilité du PLU est motivée par le projet d'extension de la carrière Paquemar.

Les parcelles actuelles supportant la carrière sont classées en zones N2c, zones naturelles protégées, mais autorisant les installations à condition d'être nécessaires à l'exploitation des carrières.



Figure 17: Localisation du projet

Les parcelles T663 et T666 sur lesquelles est prévue l'extension sont situées en zone A1.

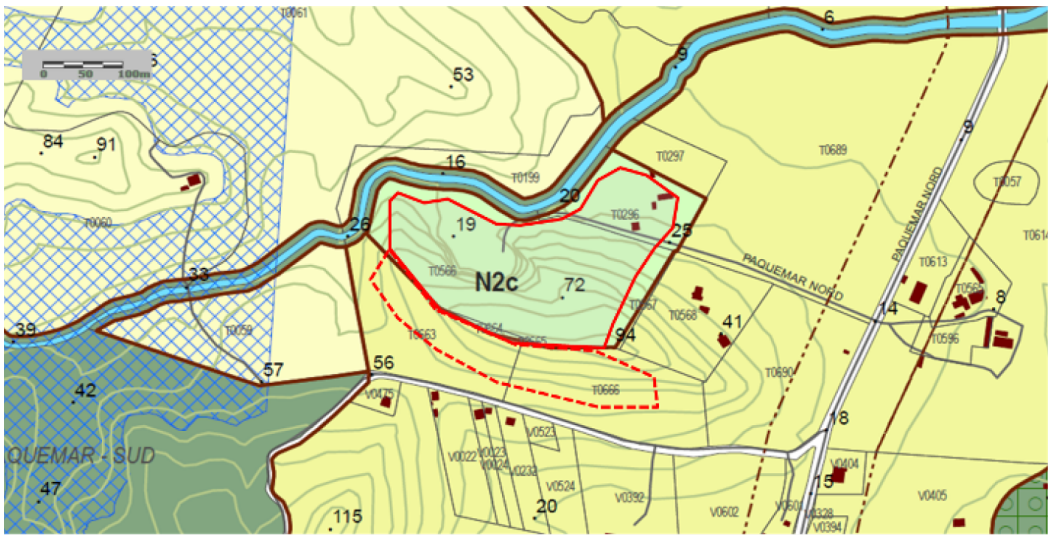


Figure 18: Localisation du projet d'extension au regard du zonage du PLU en vigueur

En zone A1, sont interdites les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation préalable ou à déclaration et les constructions de toutes natures à moins de 10 mètres de la crête des berges des rivières.

5-2 Modifications du PLU envisagées

Afin de permettre l'extension de la carrière Paquemar, le PLU du Vauclin doit être modifié.

Les modifications du PLU envisageables sont les suivantes :

- Modification du zonage des futurs périmètres d'exploitation envisagés sur les 2 parcelles (T663 et T666) : zone A1 ⇨**N2c** ;
- Modification du zonage de la parcelle A731 de « AU » ⇨ « **A1** » à titre de compensation

Le zonage des périmètres d'extension de la carrière sera alors conforme à celui du site d'exploitation actuelle.



Figure 19 : Zonage du site d'exploitation au PLU actuel

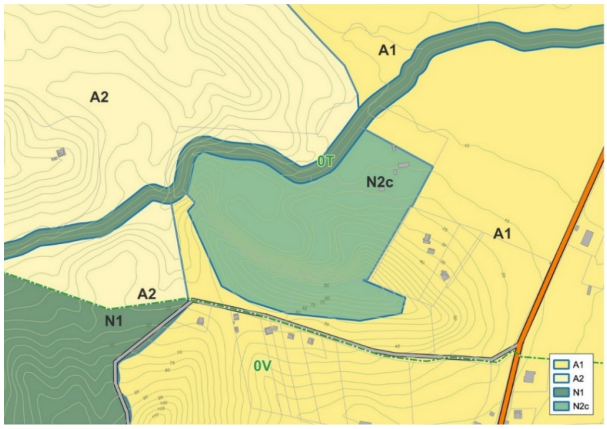


Figure 20 : Zonage du site d'exploitation incluant l'extension après modification du PLU

Pour compenser la diminution de la surface agricole, la parcelle A731 est mise à disposition de l'exploitant agricole. Pour correspondre au zonage des terres concernées par l'extension, la parcelle A731 sera inscrite en A1 selon le règlement du plan local d'urbanisme. La zone A1 correspond aux parties de territoire affectées à l'activité agricole qui doivent, au regard de la protection des paysages agricoles, bénéficier d'une très forte protection. Cette zone A1 correspond également aux zones agricoles les plus proches de la parcelle A731 à proximité du littoral justifiant la préservation renforcée.

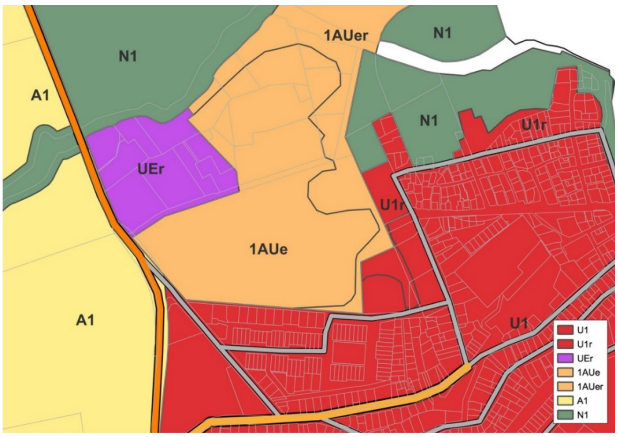


Figure 21 : Zonage PLU actuel

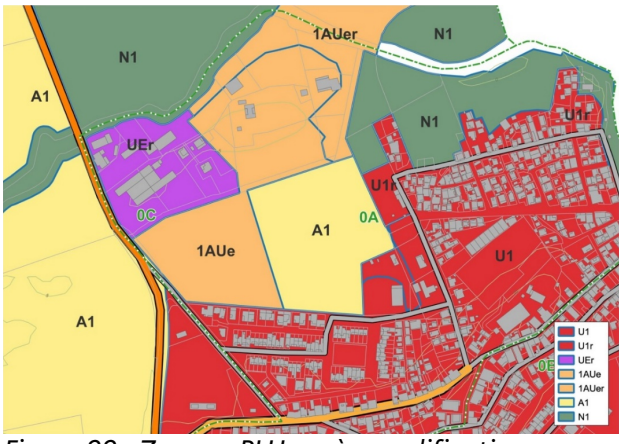


Figure 22 : Zonage PLU après modification

L'évaluation environnementale de la déclaration de projet a permis d'évaluer les incidences environnementales liées aux différentes possibilités d'évolution du document d'urbanisme.

6. Principales étapes de la procédure de DPMEC

La procédure est organisée par les articles L.153-54 et suivants du code de l'urbanisme. Dans le cadre de la procédure de déclaration de projet emportant mise compatibilité du PLU, les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU devront faire l'objet d'un examen conjoint de l'État, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées.

La concertation publique préalable

En application de l'article L.103-2, 1°, c) du code de l'urbanisme, la procédure devra faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

L'arrêté préfectoral n° 2023-12-28-00003 du 28 décembre 2023 fixe la modalités de la concertation publique préalable qui s'est tenue du 15 janvier au 15 février 2024 à la mairie du Vauclin.

Le bilan de la concertation est arrêté par l'arrêté préfectoral n° R02-2024-04-25-00003 du 25 avril 2024.

La CDPENAF

La commission départementale pour la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) est saisie pour avis conforme :

- en cas de réduction d'espace agricole, naturel et boisé ;
- en cas de création de secteur de taille et de capacité limitées (STECAL) ;
- en cas de droit à extension en zone agricole ;
- en cas de déclassement de terres agricoles dans les outre-mer.

La CDPENAF formule un avis dans un délai de trois mois suivant la date de saisine.

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

La procédure de mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale systématique en application de l'article R.104-13, 2° du code de l'urbanisme, dès lors que le projet emporte les mêmes effets qu'une révision du PLU en comportant une réduction de zones agricoles.

L'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA)

Le bilan de la concertation, l'avis de l'autorité environnementale rendue à l'issue de l'évaluation environnementale et l'avis de la CDPENAF sont joints au dossier soumis à l'examen conjoint des PPA (article L143-44), de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM) et d'autres personnes publiques.

L'enquête publique

Le projet de mise en compatibilité est soumis à enquête publique. L'enquête publique porte à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence.

L'approbation de la DPMEC

A l'issue de l'enquête publique, en application des dispositions de l'article L143-49 du code de l'urbanisme, la proposition de mise en compatibilité, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, est approuvée par arrêté préfectoral dans le cas d'une procédure engagée par l'État (L300-6).

7. Le dossier de mise en compatibilité du PLU

Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU comprend différentes pièces permettant de comprendre l'objectif de la procédure, mais aussi les modifications réglementaires :

• **La présente notice** : elle vise dans un premier temps à présenter le projet de la commune, à montrer son intérêt général, mais aussi expliciter les modifications réglementaires (zonage et règlement écrit) qui constitue « la mise en compatibilité » du PLU.

• **Une évaluation environnementale** : réalisée par un bureau d'études spécialisé, elle permet d'apprécier les impacts des modifications réglementaires réalisées sur l'environnement.

• **Le règlement écrit et graphique modifié** : le projet d'extension de la carrière Paquemar nécessite d'adapter des éléments relatifs au règlement graphique (modification du zonage du futur périmètre de l'extension de A1 en N2c ; modification du zonage de la parcelle A731 de AU en A1 au titre de la compensation.)

• **Les orientations d'aménagement et de programmation modifiées** : en compensation de l'extension, il est proposé de classer en zone agricole un terrain actuellement situé en zone à urbaniser sur laquelle sont définies des orientations d'aménagement et de programmation à adapter.

• **Le résumé non technique** : il synthétise l'ensemble des pièces du dossier de mise en compatibilité du PLU.

Ce dossier a été complété des avis obtenus dans le cadre des différentes concertations et examens par les institutions :

• **Le bilan de la concertation publique préalable** organisée du 15 janvier au 15 février 2024.

• **L'avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels et agricoles** du 12 décembre 2024.

• **L'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, sous sa formation « Carrières »** du 4 février 2025.

• **L'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de Martinique** du 24 février 2025.

• Le procès verbal de **la réunion d'examen conjoint des personnes publiques** associées du 3 février 2025

Plan Local d'Urbanisme

Commune du Vauclin







Projet de PLU arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du 19 juin 2012

Enquête publique du 22 octobre 2012 au 23 novembre 2012

PLU approuvé le 29 janvier 2013

Modifié par DPMEC du

Préambule 6

1ère partie : diagnostic et état initial de l'environnement 8

Introduction 12

La porte d'entrée Est du Sud Martiniquais 13
Le cadre règlementaire 14
Une commune qui s'organise autour de trois entités fortes : le littoral, la plaine et la montagne 17

I - DIAGNOSTIC TERRITORIAL 22

1. Analyse urbaine 23
Un développement basé sur la pêche et la culture de la canne 24
L'espace bâti 25
Le bilan de consommation des espaces agricoles ou naturels 26
Les typologies urbaines 27
Les espaces publics 39
2. Transports et déplacements 40
Le réseau routier 41
Les transports en commun 42
3. Les commerces et les équipements 43
Les commerces 44
Les équipements 45
4. Le fonctionnement urbain 46

II - DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE 48

1. Les habitants 49
La structure par âge de la population 52
Les caractéristiques socio-économiques de la population 54
2. Les logements 56
La taille des logements 59
La typologie des logements 59
Un parc de logement récent 60
Le statut d'occupation des résidences principales 60
Le logement social 61
3. Les activités économiques 62

Les secteurs d'activité 63
La pêche en mer 66
Le secteur agricole 67
Le tissu commercial et artisanal 75

III – ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 78

1. Les caractéristiques générales du territoire 79
Le relief 80
La géologie et la pédologie 81
L'hydrologie 82
Le climat 84
2. Le paysage et les espaces naturels 86
Les espaces boisés 87
Les espaces agricoles 89
Les mangroves, marais et milieux humides 91
Les espaces naturels bénéficiant de protections 94
Les paysages 104
3. Les risques et nuisances 111
Les nuisances sonores 112
La qualité de l'air et les pollutions atmosphériques 114
Les risques 115
4. Les réseaux techniques urbains 122
Le réseau d'eau potable 123
Le réseau d'assainissement 125
La gestion des déchets 126
5. Les servitudes d'utilités publiques 128

2ème partie : justifications des choix effectués 130

1. Présentation des choix effectués pour établir le PADD et les éléments réglementaires au regard des enseignements du diagnostic 134
1.1 .Justifications des choix effectués pour établir le PADD 135
1.2. La prise en compte du PADD dans la délimitation des zones 149
1.3.La justification des orientations particulières 151
2. Justification des limitations à l'utilisation du sol instaurées par le règlement 153
2.1. Présentation des zones 153
2.2. Règlement des zones 167

3ème partie : évaluation environnementale 194

I CADRE JURIDIQUE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLU 198

1. Le contexte réglementaire 198
2. Le contenu du document 199
3. Place de l'évaluation environnementale 200
4. Articulation avec les documents supra-communaux 201
4.1 Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Martinique 201
4.2 Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) de la Martinique 202
4.3 Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Espace Sud 202
4.4 Le Programme Local de l'Habitat (PLH) 202
4.5 La charte du Parc Naturel Régional (PNR) de la Martinique 203
4.6 Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 203
4.7 Le Plan de Prévention des Risques Naturels 204
4.8 Les plans relatifs à l'élimination des déchets : le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Martinique 205
4.9 Le classement sonore des infrastructures de transport terrestre 205
5. Prise en compte des documents stratégiques 206
5.1 Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) 206
5.2 Le Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie (SRCAE) 207

II LA PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ÉTABLIS AU NIVEAU INTERNATIONAL, COMMUNAUTAIRE OU NATIONAL 208

1. Qualité de l'air 208
2. Préservation de la ressource en eau 209
3. Préservation des paysages et de la biodiversité 209
4. Limitation des risques et nuisances 210

III ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 211

IV ANALYSE DES EFFETS NOTABLES 212

1. Introduction 212
1.1 Analyse des incidences 212
1.2 Justifications, alternatives et indicateurs 212
2. Evaluation des orientations du P.A.D.D 214
2.1 Analyse des orientations du PADD 214
2.2 Synthèse des orientations du PADD 220
3. Evaluation des orientations d'aménagement 224
4. Evaluation des orientations du plan de zonage 226

4.1 Prise en compte du PPRN 228
4.2 Préservation des zones naturelles et agricoles 228
4.3 Evolution des surfaces mutables 229
5. Evaluation des orientations du règlement 230
5.1 Article 1 et 2 : Occupations et utilisations du sol interdites / Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières 231
5.2 Article 3 : Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public 233
5.3 Article 4 : Les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité, d'assainissement, de télécommunications 234
5.4 Article 5 : Les superficies minimales des terrains constructibles 235
5.5 Article 6 : L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques 235
5.6 Article 7 : L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives 235
5.7 Article 8 : L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété 236
5.8 Article 9 : L'emprise au sol des constructions 236
5.9 Article 10 : La hauteur maximale des constructions 237
5.10 Article 11 : L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords ainsi que les prescriptions de nature à assurer la protection des éléments de paysages, des quartiers, ilots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger 238
5.11 Article 12 : Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement 239
5.12 Article 13 : Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations 240
5.13 Article 14 : Le Coefficient d'Occupation du Sols (C.O.S) 241
5.14 Conclusion 241
6. Evaluation des Emplacements Réservés / Espaces paysagers remarquables / Espaces boisés classés 242
6.1 Emplacements Réservés 242
6.2 Espaces Boisés Classés (EBC) 242
V ANALYSE DES DECLASSEMENTS DES ZONES NB 243
VI INDICATEURS DE SUIVI 249
VII MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION OU DE COMPENSATION 252
VIII METHODE DE RÉALISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 254
IX RÉSUMÉ NON TECHNIQUE 256

GLOSSAIRE 266

Préambule

Par délibération du 13 mai 2002, la commune du Vauclin a prescrit la révision de son Plan d'Occupation des Sols afin de se doter d'un nouveau document d'urbanisme, le PLU, lui permettant de poursuivre son développement urbain et économique (touristique en particulier), tout en veillant à protéger les espaces agricoles et naturels qui forgent son identité.

Par ailleurs, l'élaboration du PLU est également l'occasion d'une mise en cohérence du document de planification communal avec les différents documents supra-communaux (SAR, SMVM…) mais également avec le Plan de Prévention des Risques Naturels.

Les études se sont engagées en conformité avec la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 et la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, son arrêt ayant lieu avant le 30 juin 2012.
Il est à noter que Le PLU devra se conformer lors de sa prochaine révision et en tout état de cause avant 2016 aux Lois Grenelle de l'environnement 1 et 2 des 23 juillet 2009 et 10 juillet 2010 qui introduisent notamment de nouveaux objectifs environnementaux.

Il est à préciser que le décret n°2005-608 du 27 mai 2005 impose également que le Plan Local d'Urbanisme fasse l'objet d'une évaluation environnementale dans les conditions définies par l'article R.123-2-1 du Code de l'urbanisme. La commune du Vauclin est concernée par ce dispositif en étant une commune littorale déclassant plus de 50 hectares de terres naturelles ou agricoles.

1ère partie : diagnostic et état initial de l'environnement

Sommaire

Introduction 12

La porte d'entrée Est du Sud Martiniquais 13
Le cadre règlementaire 14
Une commune qui s'organise autour de trois entités fortes : le littoral, la plaine et la montagne 18

I - DIAGNOSTIC TERRITORIAL 22

1. Analyse urbaine 23
Un développement basé sur la pêche et la culture de la canne 24
L'espace bâti 25
Les typologies urbaines 27
Les espaces publics 39
2. Transports et déplacements 40
Le réseau routier 41
Les transports en commun 42
3. Les commerces et les équipements 43
Les commerces 44
Les équipements 45
4. Le fonctionnement urbain 46

II - DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE 48

1. Les habitants 49
La structure par âge de la population 52
Les caractéristiques socio-économiques de la population 54
2. Les logements 56
La taille des logements 59
La typologie des logements 59
Un parc de logement récent 60
Le statut d'occupation des résidences principales 61
Le logement social 61
3. Les activités économiques 62
Les secteurs d'activité 63
La pêche en mer 66
Le secteur agricole 67
Le tissu commercial et artisanal 75

III – ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 78

1. Les caractéristiques générales du territoire 79
Le relief 80
La géologie et la pédologie 81
L'hydrologie 82
Le climat 84
2. Le paysage et les espaces naturels 86
Les espaces boisés 87
Les espaces agricoles 89
Les mangroves, marais et milieux humides 91
Les espaces naturels bénéficiant de protections 94
Les paysages 104
3. Les risques et nuisances 111
Les nuisances sonores 112
La qualité de l'air et les pollutions atmosphériques 114
Les risques 115
4. Les réseaux techniques urbains 122
Le réseau d'eau potable 123
Le réseau d'assainissement 125
La gestion des déchets 126
5. Les servitudes d'utilités publiques 128

Introduction

La porte d'entrée Est du Sud Martiniquais



Le Vauclin se situe sur la **côte Atlantique, à 34 km** de Fort-de-France**.**
La commune est desservie par la **RN 6.**

Membre de la **Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud** (CAES) créée en 2005 qui regroupe les 12 communes du Sud martiniquais.

Elle est bordée au nord par la commune du François, à l'ouest par celle de Saint-Esprit et Rivière-Pilote, au sud par celle du Marin et à l'est par l'océan Atlantique.

Le Vauclin peut être considéré comme la porte d'entrée Atlantique du Sud touristique et balnéaire de la Martinique. Si ses activités historiques, pêche et agriculture, occupent une place toujours prédominante dans l'économie communale, le tourisme se développe et le Vauclin tend à devenir une destination à part entière, notamment pour le tourisme sportif et balnéaire.

Aujourd'hui, la commune, dont la population augmente, doit mettre en avant ses atouts (situation, richesses naturelles) pour assurer son développement économique tout en préservant son cadre de vie exceptionnel.

Le cadre réglementaire

Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Martinique
Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Martinique a été approuvé le 23 décembre 1998 et est applicable depuis le 29 décembre 1998.

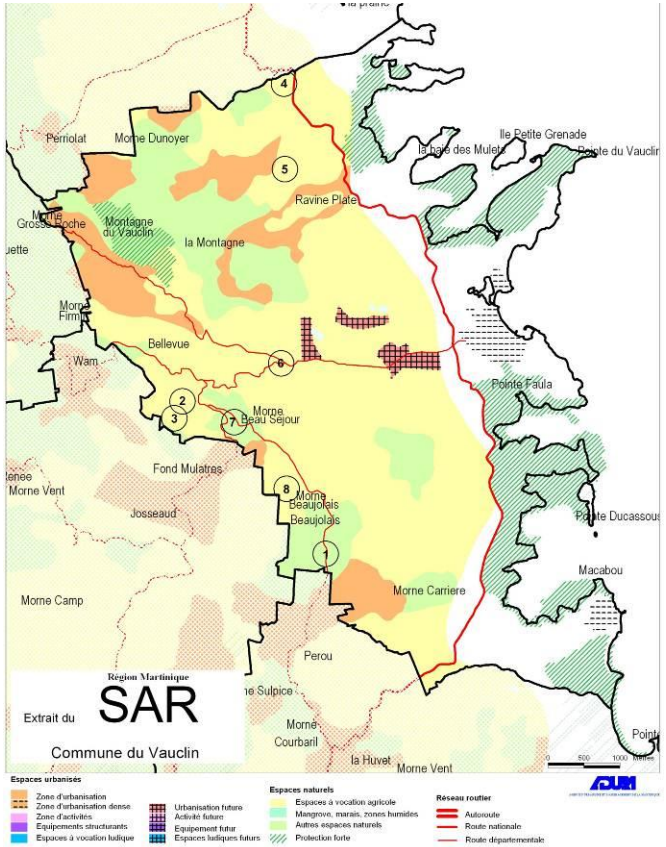
Il définit quatre grands enjeux :

Un enjeu humain et social : assurer la cohésion sociale, dans un contexte de fort accroissement démographique, par le développement de l'emploi, du logement et des équipements publics

Un enjeu économique : créer les conditions du développement des secteurs les plus porteurs (agroalimentaire, pêche, artisanat, tourisme) et moderniser l'appareil de production

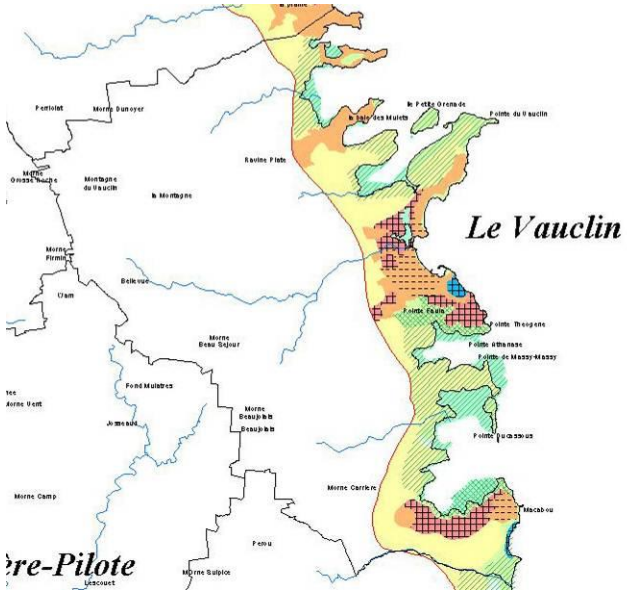
Un enjeu écologique : préserver les espaces naturels tout en les organisant en vue d'une valorisation optimale des richesses potentielles

Un enjeu géographique : rééquilibrer le territoire pour une meilleure répartition des hommes et des activités, au profit de la côte Atlantique et dans le sens d'un desserrement de l'agglomération de Fort-de-France.



Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) de la Martinique

Le schéma de mise en valeur de la mer (SMVM) est défini par le décret n°86-1252 du 5 décembre 1986. Il s'attache à la partie du territoire qui constitue une unité géographique et maritime et présente des intérêts liés, concurrents ou complémentaires, au regard de la protection, de l'exploitation et de l'aménagement du littoral. Il précise les modalités d'application des articles L.146-1 et suivants du Code de l'Urbanisme et s'applique aux personnes et opérations qui y sont mentionnées.
Le SMVM de la Martinique et été intégré au SAR.



Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Espace Sud Martiniquais

Le Schéma de Cohérence Territoriale est en cours d'élaboration, mais la commune s'inscrit dans les grandes orientations déjà définies aujourd'hui.

Le Programme Local de l'Habitat (PLH)

La Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) a engagé une procédure d'élaboration du Programme Local de l'Habitat sur le périmètre de la Communauté par délibération daté du 29 septembre 2010. Créé par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et renforcé par la Loi d'Orientation pour la Ville (LOV) du 13 juillet 1991, le PLH est un document stratégique de programmation et de mise en œuvre des politiques locales de l'habitat, élaboré pour une durée de 6 ans.
Le PLH est en cours d'élaboration.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)

La loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs prévoit que le citoyen a le droit d'être informé sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire, et sur les mesures de sauvegarde pour l'en protéger.
Le Plan de Prévention des Risques (PPR) de la commune du Vauclin a été approuvé en 2004. En Martinique, le risque naturel est une composante importante de la vie des citoyens ; inondations, mouvements de terrain, tempêtes, cyclones, houles, séismes, éruption volcanique. Chacun de ces phénomènes, par l'ampleur de ses conséquences sur les personnes et les biens, montre tout l'intérêt de développer une politique globale et préventive des risques naturels.
Le territoire du Vauclin est concerné par les risques suivants
Risque d'inondation
Risque de mouvement de terrain
Aléa sismique
Risques littoraux
Risques cycloniques
Risque de tsunami (même s'il n'est pas identifié en tant que tel dans le PPRN)
Pour information, le PPR est en cours de révision, et le PLU l'intègrera dès qu'il sera à jour.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux (SDAGE)

La loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 a rendu obligatoire la mise en place du Schéma Directeur d'Aménagement et de la Gestion des Eaux (SDAGE). Elaboré par la Comité de Bassin de la Martinique sous la maîtrise d'ouvrage du Conseil Régional, le SDAGE a été adopté en juillet 2002 et approuvé le 7 août 2002 par le Préfet. Sa révision a été approuvée par arrêté préfectoral le 3 décembre 2009.

Il définit, pour une période de six ans, de 2009 à 2015, les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau de l'île ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre en Martinique.

Le SDAGE est le principal outil de la mise en œuvre de la politique française dans le domaine de l'eau et fait office de plan de gestion préconisé par l'Europe. Les objectifs et le contenu du SDAGE, guidés par la loi sur l'eau de 1992 qui l'a créé, et dont la révision intègre des nouveautés issues de la Directive Cadre européenne sur l'Eau de 2000 (DCE) notamment en terme de méthode et de résultats, ont fait l'objet d'un décret en date du 16 mai 2005 et d'un arrêté paru le 17 mars 2006.

Le SDAGE s'articule autour des principaux éléments suivants :

- les orientations fondamentales, qui, en Martinique, ont été définies suite à une large concertation avec le public en 2006 (gérer l'eau comme un bien commun et développer les solidarités entre les usagers ; lutter contre les pollutions pour reconquérir et préserver notre patrimoine naturel dans un souci de santé publique et de qualité de vie ; changer nos habitudes et promouvoir les pratiques éco-citoyennes vis-à-vis des milieux ; améliorer la connaissance sur les milieux aquatiques; maîtriser et prévenir les risques),
- les objectifs de qualité et de quantité des eaux correspondent à un bon état écologique et chimique pour les masses d'eau de surface (terrestres et littorales) et à un bon état quantitatif et chimique pour les masses d'eau souterraines. L'échéance « normale » d'atteinte de ces objectifs retenue par la DCE est 2015. Le SDAGE peut fixer, en les motivant, des échéances plus lointaines, sans que les reports de délai ainsi opérés ne puissent dépasser deux mises à jour du SDAGE (2021 et 2027) ou des objectifs moins stricts.

Les dispositions nécessaires pour atteindre les objectifs précités, prévenir toute détérioration de l'état des eaux et décliner les orientations fondamentales.

La Loi sur l'Eau positionne également le SDAGE en énonçant que : "toutes les décisions administratives dans les domaines de l'eau sont compatibles ou rendues compatibles avec les dispositions du SDAGE" et que "les autres décisions administratives doivent prendre en compte ces dispositions". Le Plu doit être compatible avec ses orientations

La charte du Parc Naturel Régional (PNR) de la Martinique

Le parc Naturel Régional de la Martinique (PNRM) a été créé le 10 septembre 1976 par délibération du Conseil régional de la Martinique, après agrément de sa charte constitutive (arrêté du 24 août 1976). L'article L.123-1 du code de l'urbanisme rappelle que le PLU doit être compatible avec la charte du PNRM.
Le territoire du PNR de la Martinique s'étend sur 70 150 hectares (soit 53,3% du territoire martiniquais) et regroupe 100 000 habitants.
La charte du Parc détermine les orientations de protection, de mise en valeur et de développement envisagées sur dix ans, ainsi que les mesures qui seront appliquées sur tout ou partie du territoire du parc. La charte a été élaborée par le Syndicat mixte du PNRM en septembre 1996 et est opposable depuis avril 1997.

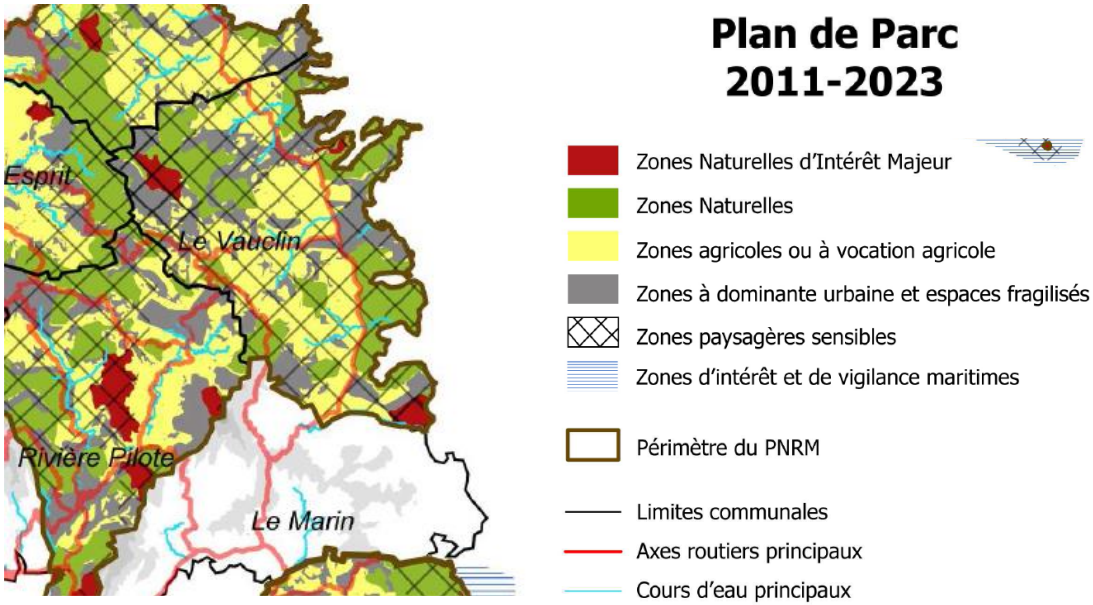
Le Parc Naturel Régional a lancé sa procédure de révision de charte en 2006. Aujourd'hui, bien que dans l'attente de son approbation par arrêté ministériel, les principes forts d'urbanisme de cette charte ont été approuvés par la commune.

Les 4 axes stratégiques de la charte sont les suivants :

- préserver et valoriser la nature en Martinique,
- Encourager les Martiniquais à être acteurs du développement durable de leur territoire,
- Faire vivre la culture martiniquaise dans les projets du parc,
- Renforcer la performance de l'outil Parc.

Des principes forts d'urbanisme ont également été édictés dans la charte, à prendre en compte dans le PLU (voir ci contre).

Le territoire du Vauclin est concerné par le PNR au niveau de la Montagne du Vauclin et au sud de Macabou. (Zone naturelle d'intérêt majeur). Toute la commune est considérée comme étant une zone paysagère sensible.



Extrait de la charte du Parc :

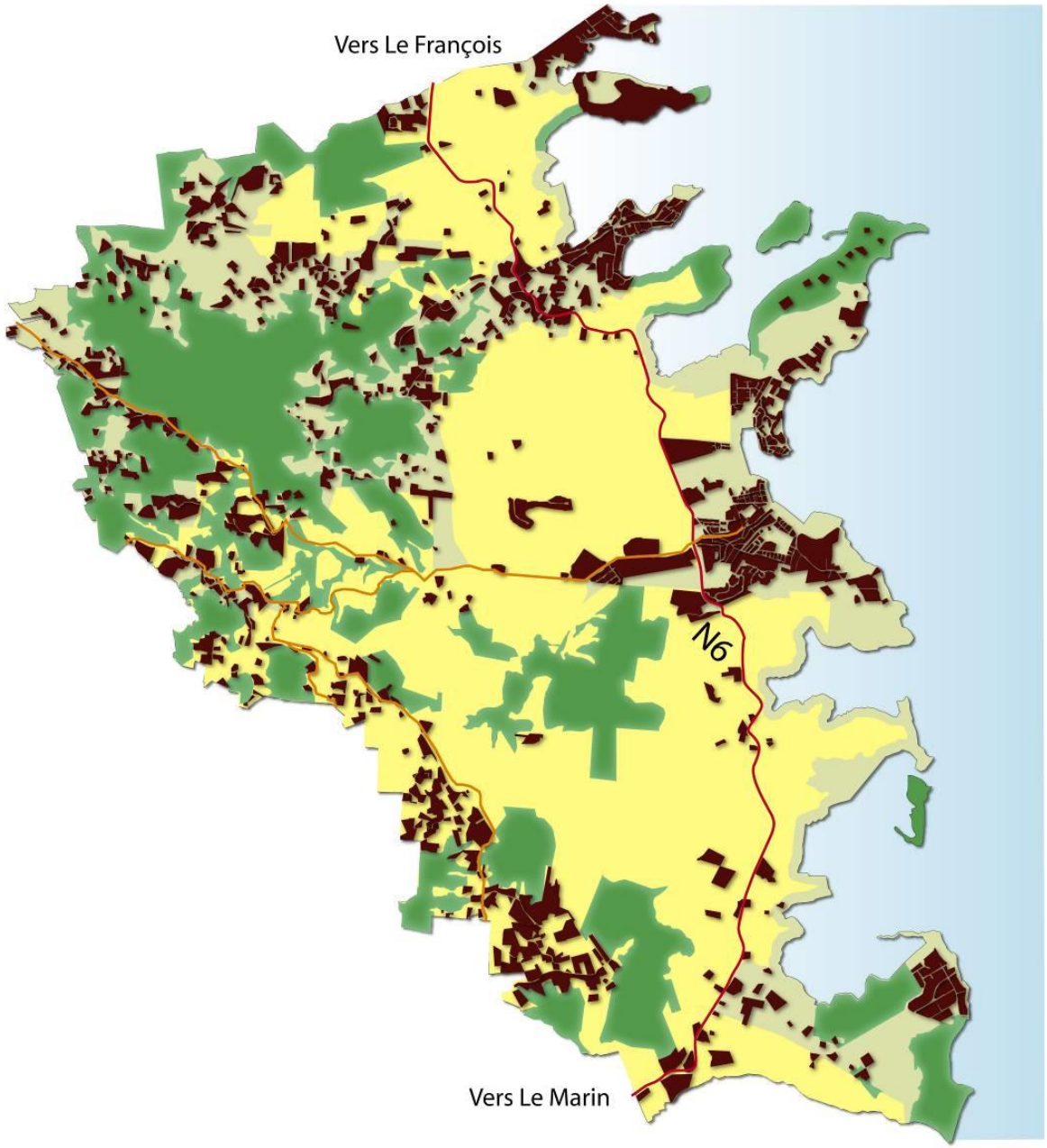
Dispositions générales ***(elles s'appliquent à l'ensemble du territoire du Parc sauf mentions contraires) :***

- Les choix d'aménagement et de développement devront respecter les dispositions générales du Schéma d'Aménagement Régional.
- Les aménagements, ouvrages ou travaux soumis à enquête publique, évaluation environnementale, études ou notices d'impacts, sont soumis à l'avis du Parc (article R333-15 du code de l'environnement).
- En vertu de l'article L121-4 du code de l'urbanisme, le déclassement des zones ND et NC des POS et des zones N et A des PLU est soumis à avis du Parc.
- L'affichage et la publicité ne sont pas autorisés en dehors des zones de publicité restreinte (ZPR) et des zones de publicité autorisée (ZPA), conformément à l'article L581-8 du code de l'environnement.
- Les activités sportives de plein air, notamment les loisirs motorisés, sont réglementées et organisées, en vertu du 2ème alinéa de l'article L 362-1 du code de l'environnement.
- L'ouverture des carrières est soumise à avis du Parc en plus des avis réglementaires (article R333-15 du code de l'environnement).
- Les aménagements touristiques ayant un effet impactant sur le territoire sont soumis à l'avis du Parc, qui sera associé le plus en amont possible de la réflexion.
- Les extensions d'urbanisation sont réalisées en continuité des bourgs et des quartiers existants déjà structurés (présence de réseaux, de voiries et services).
- L'association du PNR à l'élaboration des documents d'urbanisme étant une obligation fixée par le code de l'urbanisme (article L121-4), les communes et les EPCI s'engagent respectivement à associer le parc à l'ensemble de la procédure d'élaboration et de révision de leur PLU et SCOT le plus en amont possible des réflexions.
- Les collectivités s'engagent à adopter une démarche progressive en matière d'aménagement et d'urbanisme visant à respecter dans un premier temps les principes qui seront identifiés par l'atlas des paysages et à transcrire les conclusions des chartes paysagères dans leur document d'urbanisme dans un second temps.
- Les collectivités se rapprocheront du Parc pour promouvoir la réalisation de bâtiments publics de haute qualité environnementale, intégrés dans le paysage et modèles pour les constructions particulières.
- En raison de la qualité paysagère des mornes, les constructions en ligne de crête sont

Une commune qui s'organise autour de trois entités fortes : le littoral, la plaine et la montagne

La commune en quelques chiffres :

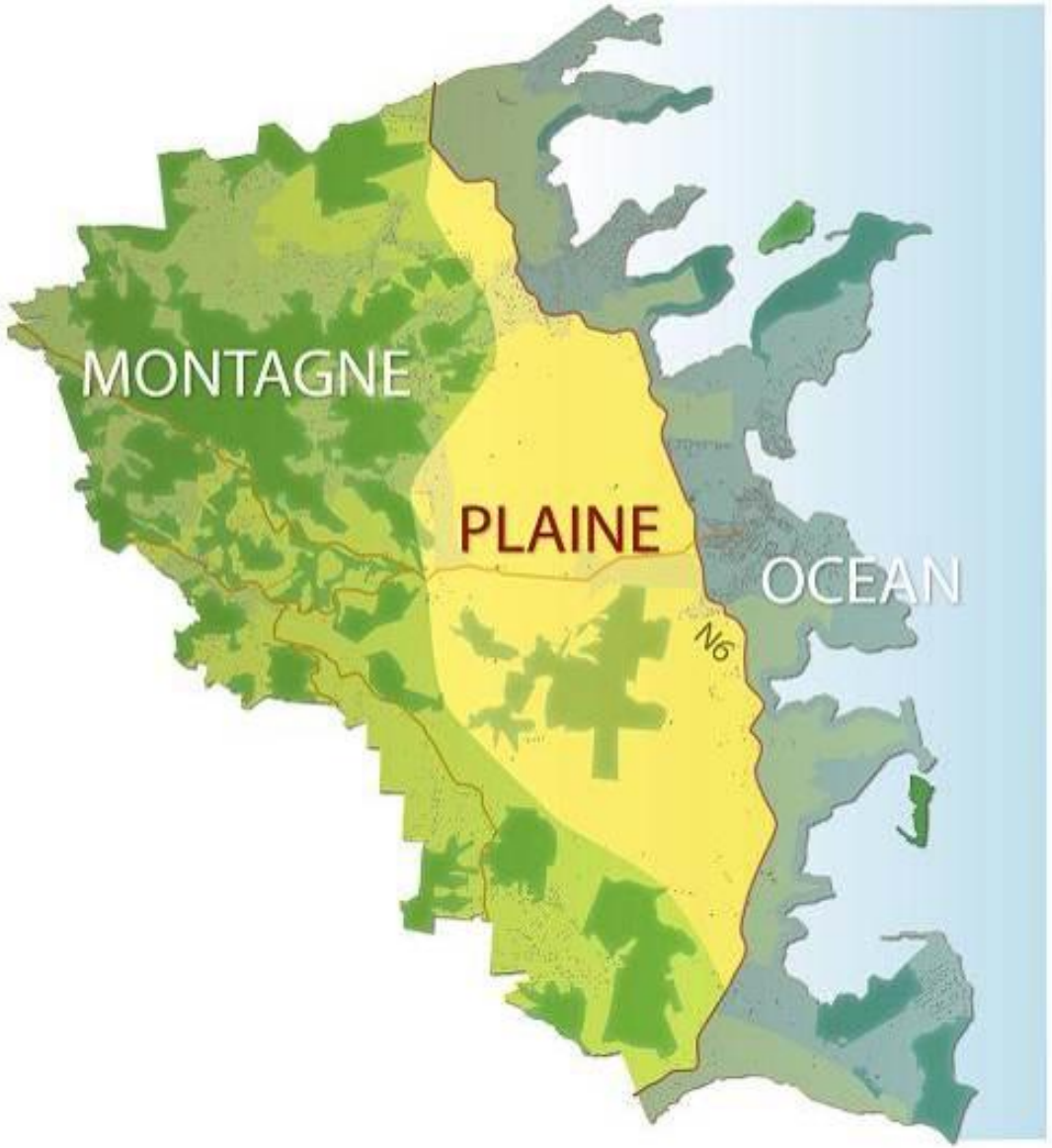
- Plus de 8 800 habitants en 2007
- Son territoire s'étend sur près de 4 000 hectares.
- 220 habitants/km² (*Martinique 353 habitants/km²*)
- 25% du territoire est urbanisé
- 50% est occupé par de l'espace agricole
- 25% par des espaces naturels dont 10% d'espaces boisés.



Membre de la Communauté d'Agglomération Espace Sud, cette commune "sud-atlantique" dispose d'un vaste territoire (4 000 hectares) accueillant des paysages variés, entre océan, plaine et montagne. C'est autour de ces trois entités géographiques et paysagères que s'est constituée l'identité de la commune.

En effet, elles ont vu se développer des activités et des modes de vie adaptés à chaque géographie. Quand la côte s'est appuyée sur une économie de pèche, et, plus récemment, de tourisme, la plaine a développé une agriculture au départ basée sur la canne à sucre, reconvertie depuis en culture de la banane. Les montagnes, enfin, abritent de l'élevage et de nombreux quartiers.

La commune entend s'appuyer sur les spécificités de chacune de ses composantes pour développer un projet global et adapté à ses particularités.



Les trois entités géographiques de la commune :



Montagne

Les montagnes abritent aujourd'hui de nombreux hameaux, issu le plus souvent de la division de propriétés agricoles.

La forêt et les prairies d'élevage occupent ici la majorité de l'espace. Des vues intéressante sur la plaine et le littoral, ainsi que la présence de la montagne du Vauclin, deuxième sommet Martiniquais, permet le développement d'un tourisme vert.



Plaine

La moins peuplée des trois composante est également celle qui présente le plus d'opportunité de développement urbain.

La plaine agricole doit se prémunir d'une urbanisation mal intégrée, préserver ses terres agricoles tout en développant de nouvelles activités innovantes (agri-tourisme...)



Océan

Les espaces littoraux accueillent la majorité de l'urbanisation, et notamment le centre bourg. Le développement de nombreux quartiers, parfois de manière anarchique, le long de la côte, sur les pointes et les anses, pèse aujourd'hui sur les milieux naturels parfois fragiles du littoral tels que la mangrove.

Poursuivre le développement touristique et culturel de la côte tout en préservant ses richesses naturelles et sa biodiversité.

I - DIAGNOSTIC TERRITORIAL

1. Analyse urbaine

Un développement basé sur la pêche et la culture de la canne

L'habitation du seigneur de Vauquelin, enrichi par ses plantations de canne à sucre et de tabac, aurait laissé son nom au quartier institué en commune en 1837.

Le Vauclin a été créé au début du 17ème siècle. C'est l'une des dernières régions de la Martinique à avoir été colonisée. Elle reste longtemps le territoire des Caraïbes chassés du reste de l'île. Les premiers colons s'installent à la fin du 17ème siècle. Le quartier, dépendant du François, est transformé en paroisse et en 1720, une chapelle est construite.

L'activité économique se concentre autour des habitations-sucreries et des caféières. La création d'une usine centrale en 1880 entraîne la disparition des sucreries ou la transformation en distilleries agricoles.

Le bourg connaît un essor entre 1922 et 1935. Cependant, la fermeture de l'usine en 1941 et le développement de l'activité tertiaire provoquent un fort exode rural.





L’espace bâti

Une localisation sur les franges de la commune

L’espace bâti se concentre principalement sur le littoral. Le bourg et son extension (Château Paille, Sigy) constituent le principal pôle urbain de la commune. Le reste du littoral accueille de nombreux quartiers, souvent spontanés et peu organisés (Baie des Mulets, Pointe Chaudière…).

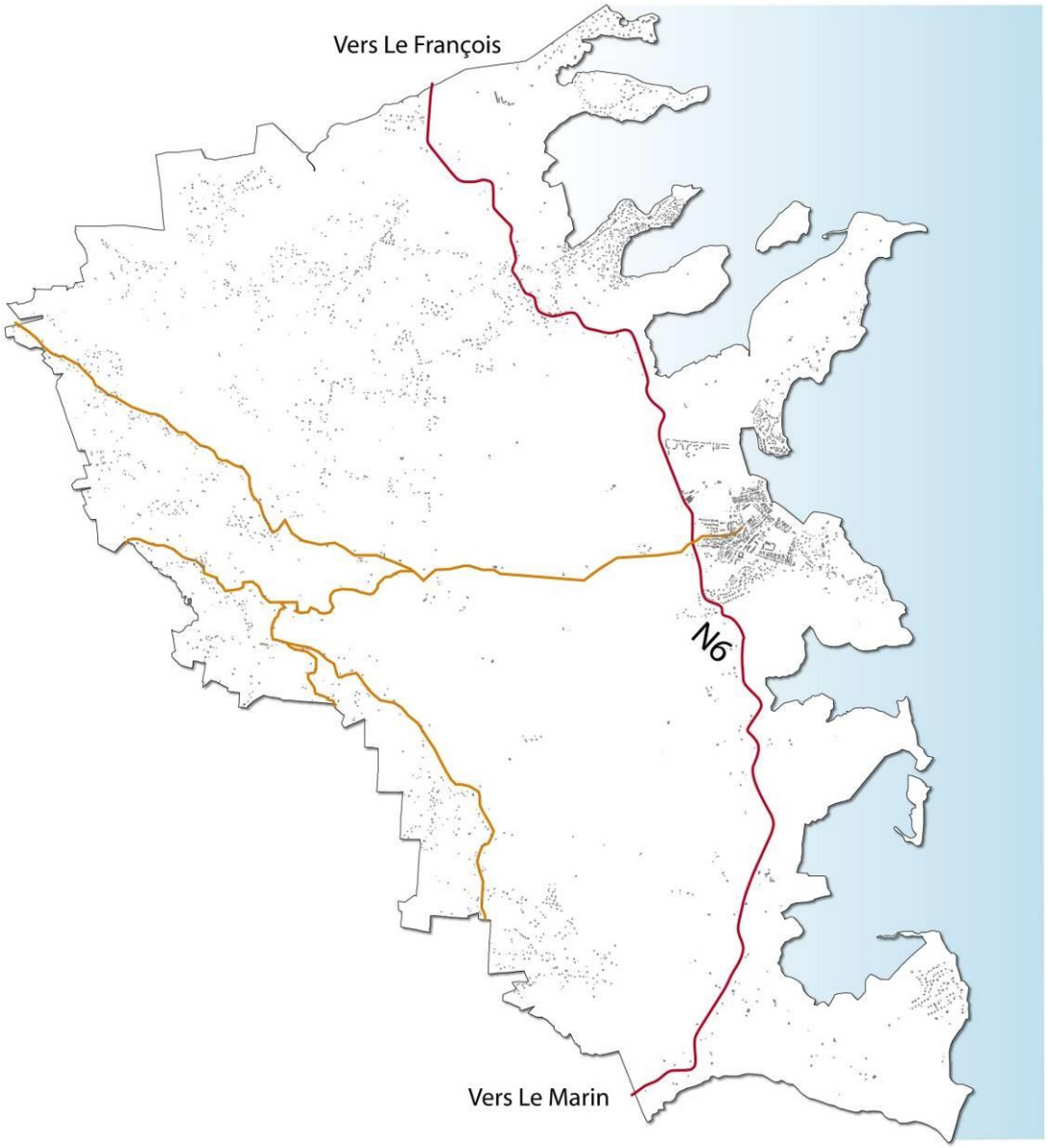
La proximité de l’océan Atlantique, ressource économique importante via l’activité de la pêche, ainsi que la présence de la RN 6 expliquent ce développement.

Les montagnes abritent également de nombreux quartiers (Bellevue, La Montagne) qui s’organisent le long des départementales. Ici le bâti est moins perceptible du fait du relief et de la végétation, mais les formes urbaines restent denses.

Aujourd’hui, seul le cœur du territoire communal, majoritairement agricole, n’est pas ou peu urbanisé, malgré le développement de quelques opérations (Belle Etoile etc.) ces dernières années.

Un espace bâti dispersé mais organisé

L’habitat Vauclinois, comme dans le reste de la Martinique, s’organise autour d’unités urbaines appelées quartiers. Ces quartiers peuvent être assez éloignés du centre bourg et relativement autonomes par rapport à celui-ci. De ce fait, l’organisation urbaine se fait principalement au sein de chaque quartier, beaucoup moins sur les quartiers entre eux, ce qui peut donner une impression de mitage des espaces naturels et agricoles. Le bourg fait office de polarité centrale et accueille les principaux services et commerces. Aujourd’hui le développement des quartiers faisant pression sur les espaces non urbanisés de la commune, il apparait important d’encadrer le développement de l’urbanisation.



Le bilan de consommation des espaces agricoles ou naturels

Le POS du Vauclin a été approuvé en 1997. Il permettait l'ouverture d'un certain nombre de zones à l'urbanisation. Parmi ces zones, de nombreuses ont été urbanisées depuis :

- la zone NAut (lotissement Belle Etoile) : 12,4 ha

- la zone NAud de Sigy (en cours d'urbanisation) : 21 ha

- la zone NAut de Coulée d'Or (en cours d'urbanisation) : 9,5 ha

- la zone NAuc au nord-ouest de Château-Paille : 7,1 ha

- une petite zone NAuc entre le bourg et Pointe Faula : 500 m²

- une partie de la zone NAuta au niveau de la plage de la Pointe Faula : 2,3 ha

- une partie de la zone 2NA (hôtel de Cap Macabou) : 2,1 ha

Ce qui fait un total d'environ 55 ha.

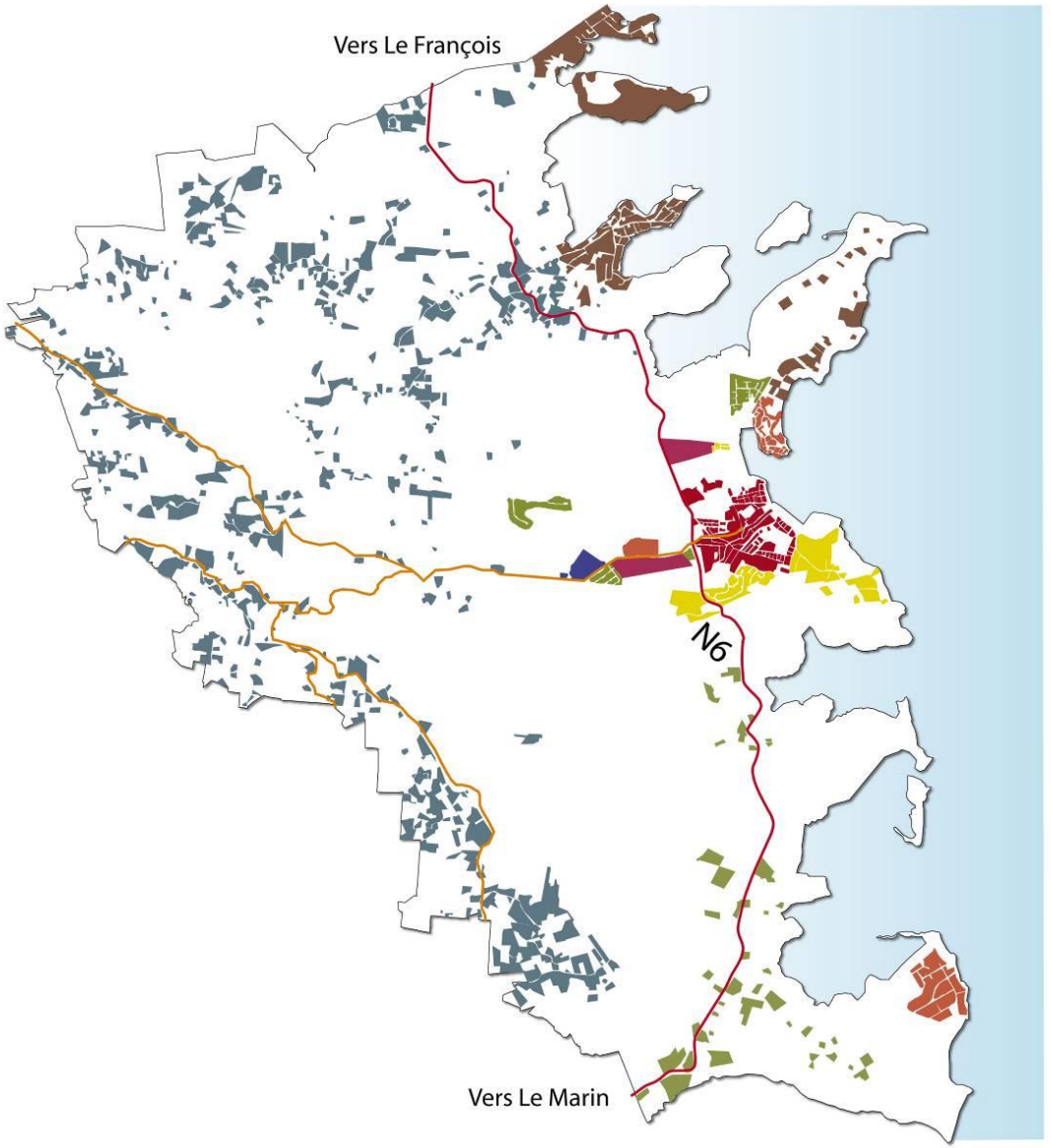
Par ailleurs, dans les mornes, notamment en zone NB, mais aussi sur les pointes, de nombreuses constructions ont été réalisées (parfois sans autorisation), dans des espaces à dominante naturelle. Leur quantification est difficile à estimer.

Le POS permet de consommer de nombreuses terres aujourd'hui agricoles ou naturelles. Un des objectifs de l'élaboration du PLU, notamment dans le cadre des lois Grenelle, sera de limiter la consommation des espaces naturels et agricoles, afin de les protéger.

Les typologies urbaines

Si l'habitat individuel « traditionnel » domine sur la commune, on distingue plusieurs typologies, entre l'habitat dense du centre bourg, les quartiers littoraux et montagnards, et les nouvelles opérations, dont la volumétrie et l'organisation tranchent avec l'existant (habitat collectif, lotissements pavillonnaires…).





Le centre bourg

PRESENTATION

C'est le cœur historique de la commune. Il s'est développé autour des activités de pêche (le Vauclin est le premier port de pêche de Martinique). Il rassemble aujourd'hui la majorité de commerces, des équipements et des services.

SITUATION ET ORGANISATION

Le centre bourg s'est développé entre la plaine agricole et le littoral. Bien desservi par la RN6, il s'organise autour d'une trame viaire principalement orientée Est-Ouest. Les rues sont étroites et le plan de circulation reste peu lisible.

BÂTI ET PARCELLAIRE

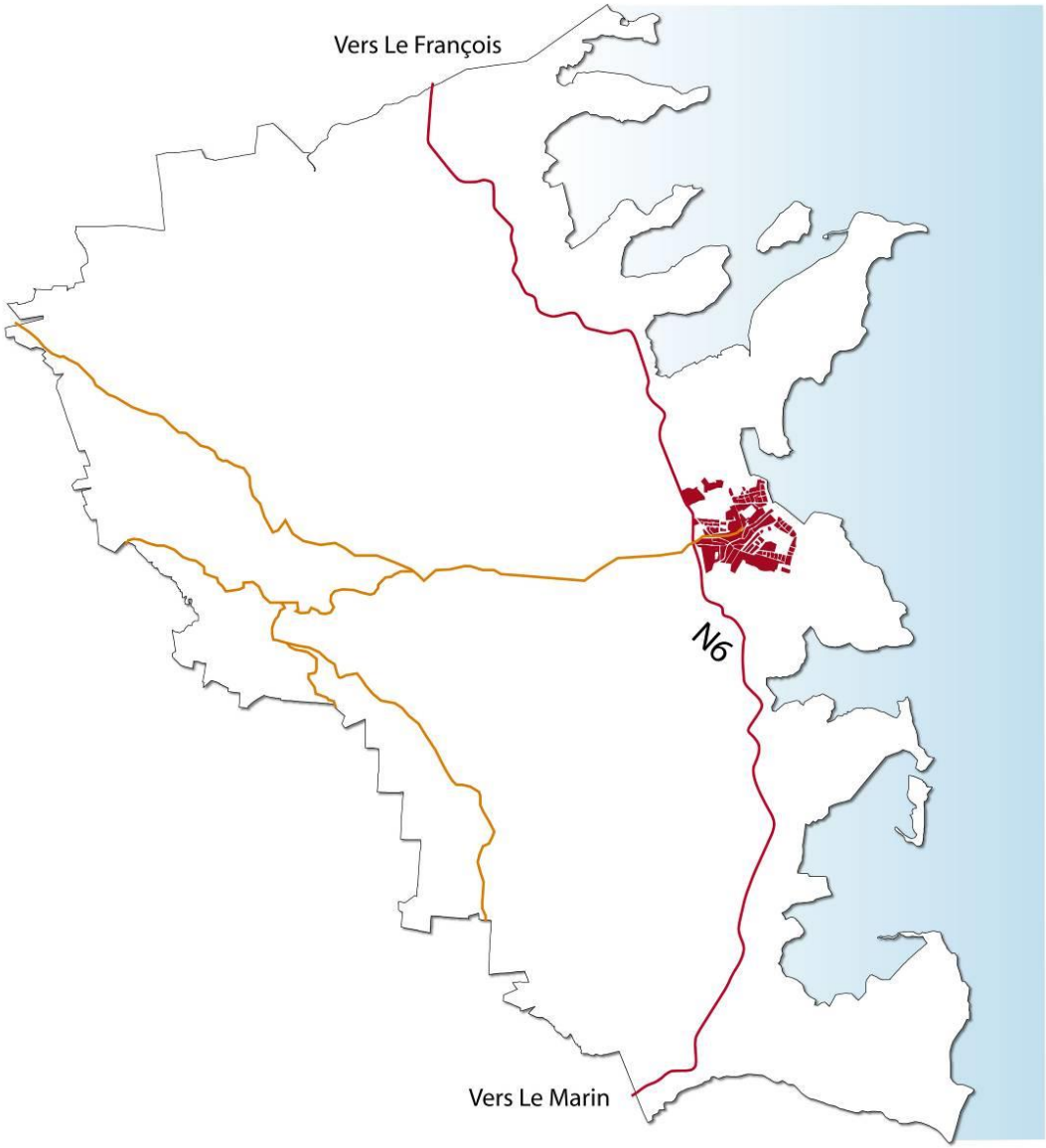
Le bâti s'implante sur de petites parcelles, à l'alignement des voies. Il est composé de petits collectifs et de maisons de bourgs accolées. Les hauteurs sont relativement faibles (majoritairement en R+1).

ENJEUX

Si le bourg est dense, on y trouve de nombreux espaces libres ou sous utilisés, ainsi que quelques bâtiments en ruines. Il existe donc un réel potentiel de densification, d'aération et de structuration du tissu urbain (création d'espaces publics, logements, équipements, etc.).











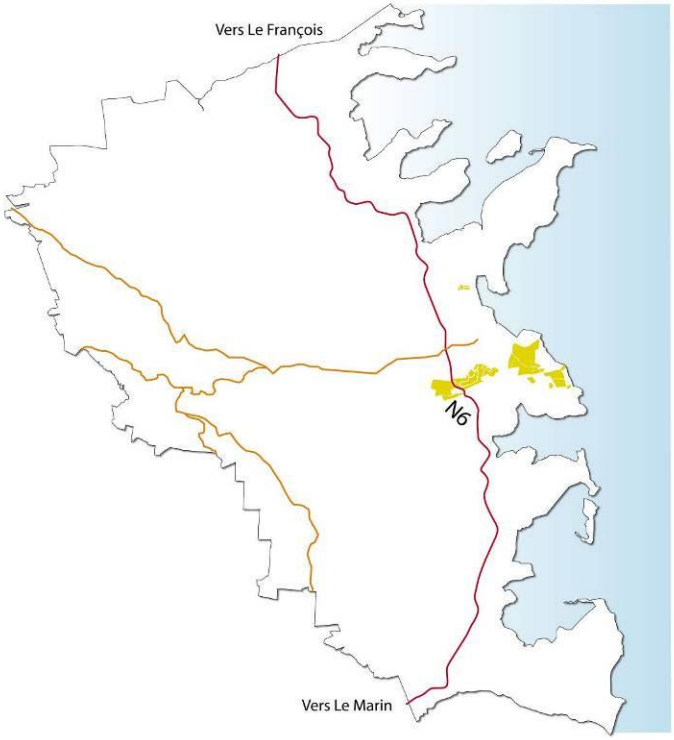
Les extensions du bourg

PRESENTATION
Ce sont des quartiers assez denses et relativement récents qui se sont constitués autour du cœur de bourg historique.

SITUATION ET ORGANISATION
Ces quartiers se sont développés progressivement, d'abord vers le sud, le long du littoral, puis actuellement vers l'Ouest, au-delà de la RN6 avec le nouveau quartier de Sigy. Ils s'organisent autour du bourg et fonctionnent avec ses équipements et ses commerces. Ce sont des quartiers majoritairement résidentiels.

BÂTI ET PARCELLAIRE
Le bâti est varié, allant de l'habitat individuel aux petits ensembles collectifs de Sigy. Globalement les parcelles sont de taille modeste, et le parcellaire est organisé autour de voies de dessertes qui se terminent souvent en impasse.

ENJEUX
Ces quartiers ne présentent pas de potentialités particulières. Leur organisation d'origine leur permet de bien fonctionner et le bâti est dans un assez bon état. Seul le lien entre Sigy et le bourg, notamment au niveau de la RN6, doit être travaillé.







Les logements collectifs

PRESENTATION

Il s'agit d'ensemble de logements collectifs sociaux construits récemment en périphérie du centre bourg. Ils constituent une partie des quartiers de Sigy et de Château Paille.

SITUATION ET ORGANISATION

Implantés le long de la RN6, ces quartiers sont bien desservis par la route et facilement accessibles en voiture. En revanche, leurs liaisons piétonnes avec le centre bourg sont peu développées, ce qui tend à les exclure de l'organisation du centre.

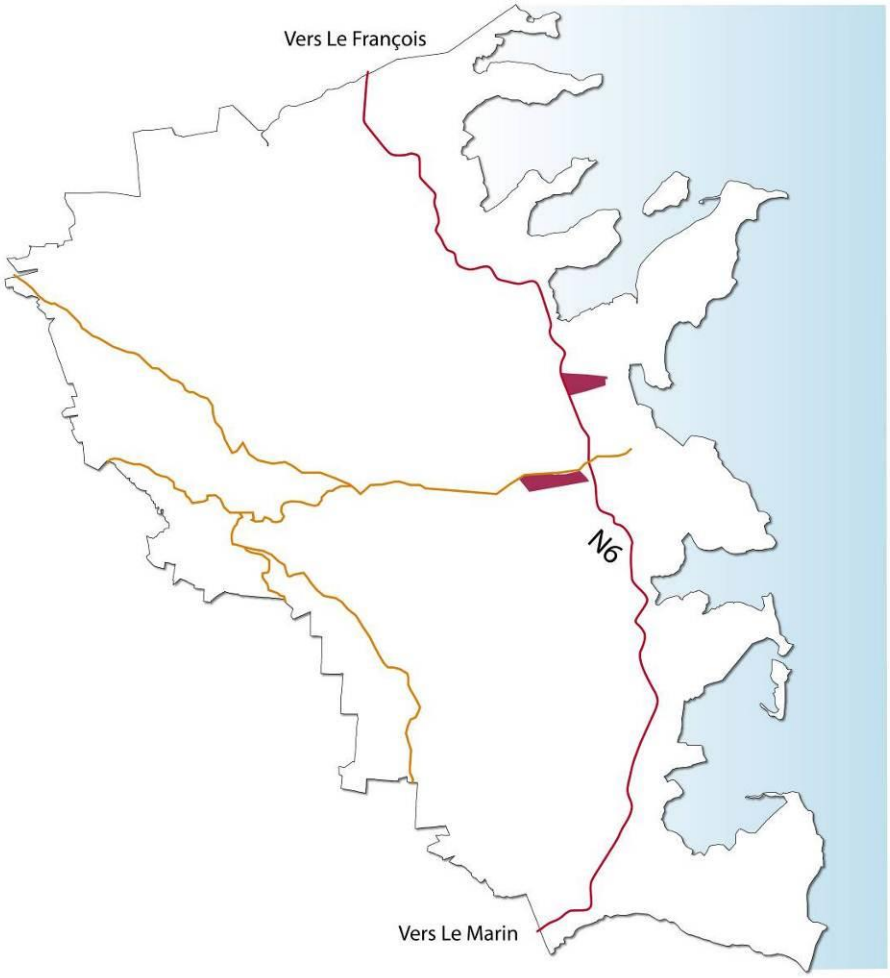
BÂTI ET PARCELLAIRE

Le bâti est homogène, sous forme de petits collectifs de R+2 à R+3. Ces quartiers marquent fortement le paysage communal de fait de leur altitude et de leur relatif éloignement des zones urbanisées.

ENJEUX

Ces quartiers récents ne sont pas aujourd'hui assez intégrés et reliés au centre bourg, à la différence des autres extensions de ce dernier. Ils se démarquent par leur gabarit singulier et sont repliés sur eux-mêmes, organisés autour de voies de desserte en impasse et des parkings.





Les lotissements des années 1980

PRESENTATION
Ce sont les lotissements des quartiers de Macabou et de Château Paille.

SITUATION ET ORGANISATION
Ces quartiers sont assez éloignés du centre. Souvent isolés, ils sont desservis par une voie unique, généralement non goudronnée, ce qui pose d'importants problèmes d'accès, tant au niveau du calibrage que du caractère carrossable de ces voies.

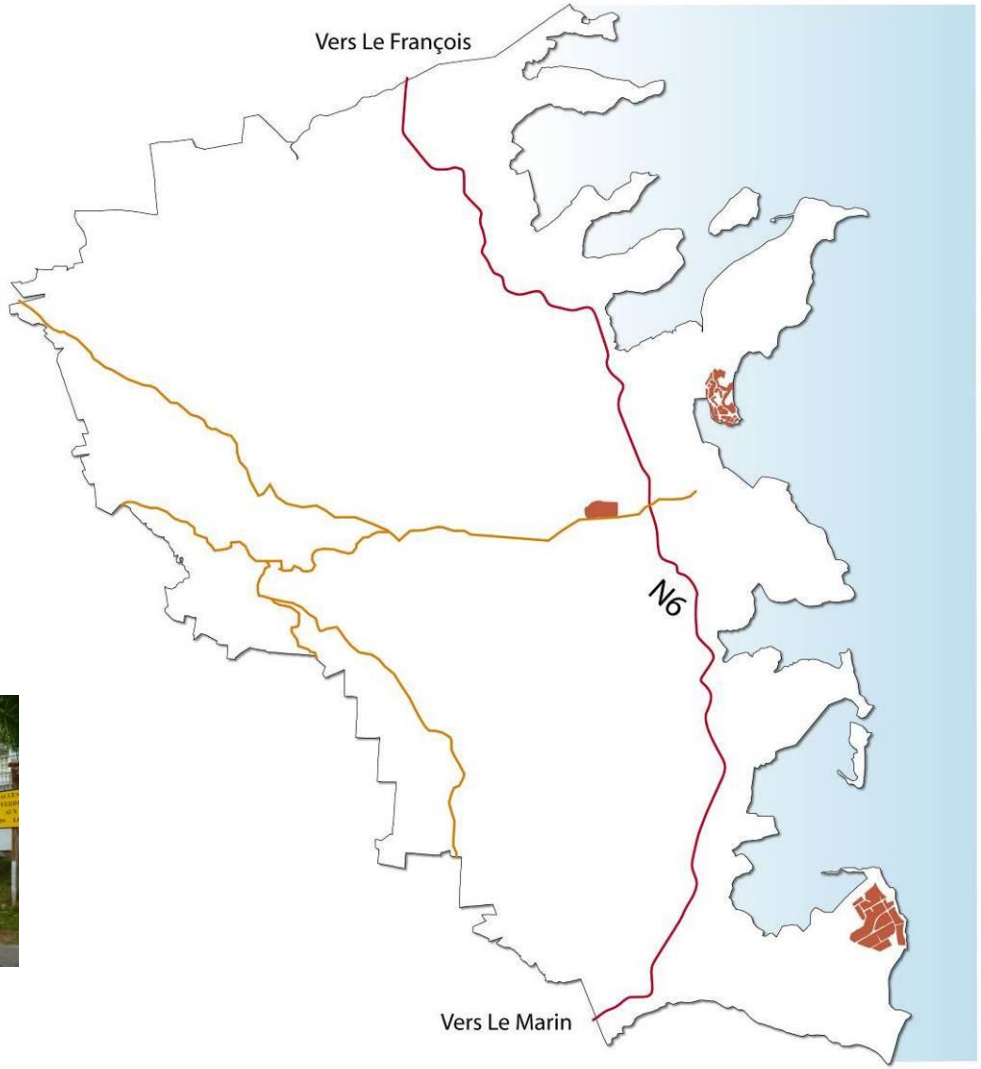
BÂTI ET PARCELLAIRE
Ici aussi le bâti est homogène, sous forme de pavillons individuels à l'architecture souvent proche. Les parcelles sont assez grandes et l'habitat bien entretenu.

ENJEUX
Le principal enjeu de ces quartiers est la desserte, qui, combinée à leur éloignement plus ou moins important du centre peut créer des problèmes de fonctionnement.









Les lotissements récents

PRESENTATION

Ce sont les lotissements de Belle Etoile, Sigy et Nord Château Paille. Ils ont été réalisés depuis le début des années 2000.

SITUATION ET ORGANISATION

Ces quartiers se sont développés en continuité de quartiers existants. Ce sont des opérations d'ensemble ayant un fonctionnement propre. Desservis par une ou deux entrées, ils s'organisent autour d'une voirie de desserte régulière et géométrique.

BÂTI ET PARCELLAIRE

Le bâti est homogène, sous forme de maisons de taille souvent importante implantées sur des grandes parcelles. L'architecture est homogène, souvent en rupture avec les couleurs et les formes d'habitat traditionnel du Vauclin.

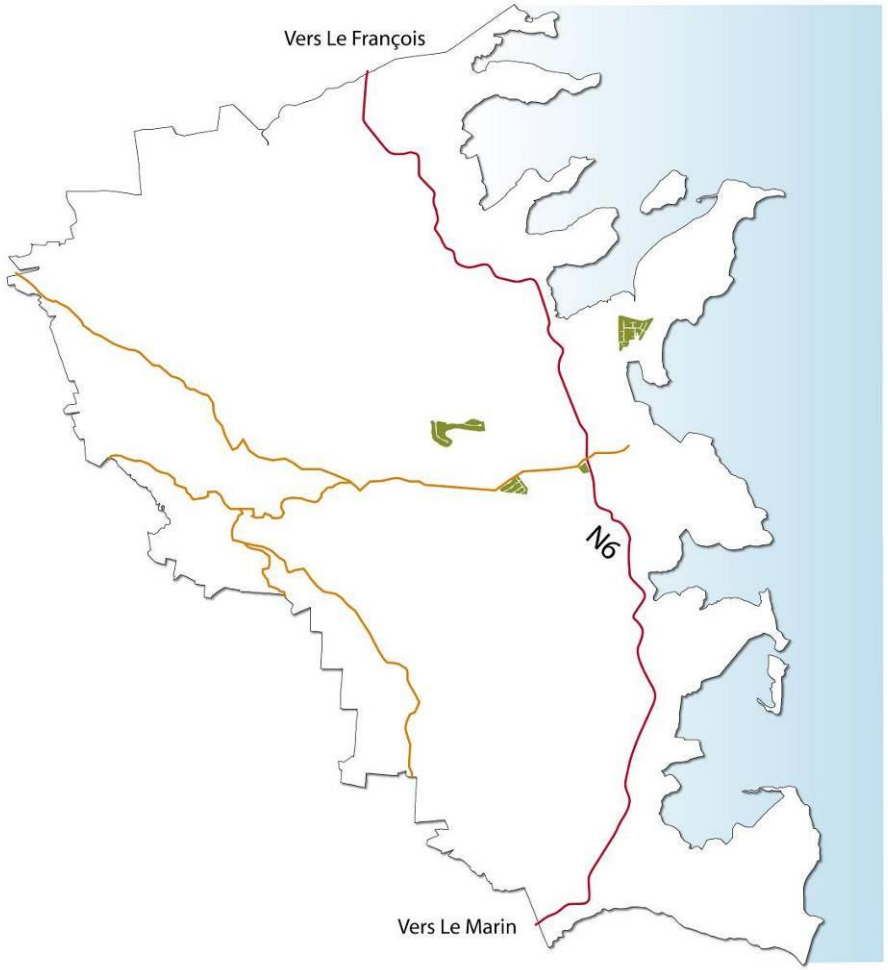
ENJEUX

Certains quartiers comme Belle Etoile sont implantés de manière très isolée, entouré d'espaces naturels et agricoles, en rupture avec l'urbanisation. Leur impact paysager négatif à l'échelle du territoire peut être important.









L’habitat spontané sur les Pointes

PRESENTATION

Ces quartiers se sont constitués de manière anarchique au fur et à mesure des divisions de propriétés. Aujourd’hui ils accueillent une population importante sur des espaces naturels fragiles.

SITUATION ET ORGANISATION

Implantés sur Pointe Chaudière et Baie des Mulets, au Nord du Bourg, ces quartiers ont un accès depuis la RN6 souvent étroit et non goudronné. Les voies de dessertes internes sont souvent en mauvais état et peu organisées. Par ailleurs, l’accès aux réseaux d’eau et d’électricité pour ces habitations est difficile.

BÂTI ET PARCELLAIRE

Le bâti et le parcellaire sont très hétérogènes, même si on trouve principalement de l’habitat individuel et de petites parcelles. Certaines constructions sont très sommaires. La plupart sont illégales.

ENJEUX

Il s’agit aujourd’hui de reconnaitre ces quartiers afin de mieux les structurer tout en arrêtant leur expansion, qui menace les milieux naturels fragiles comme la mangrove. Plusieurs secteurs se situent dans le périmètre des 50 pas géométriques. Les orientations spécifiques résultant des études menées sur ces sites doivent être mises en œuvre.









Les quartiers montagnards

PRESENTATION

Constituant la majorité de l'habitat de la commune, ces quartiers se sont constitués autours des espaces agricoles, le long des routes départementales. Ils connaissent aujourd'hui un développement important.

SITUATION ET ORGANISATION

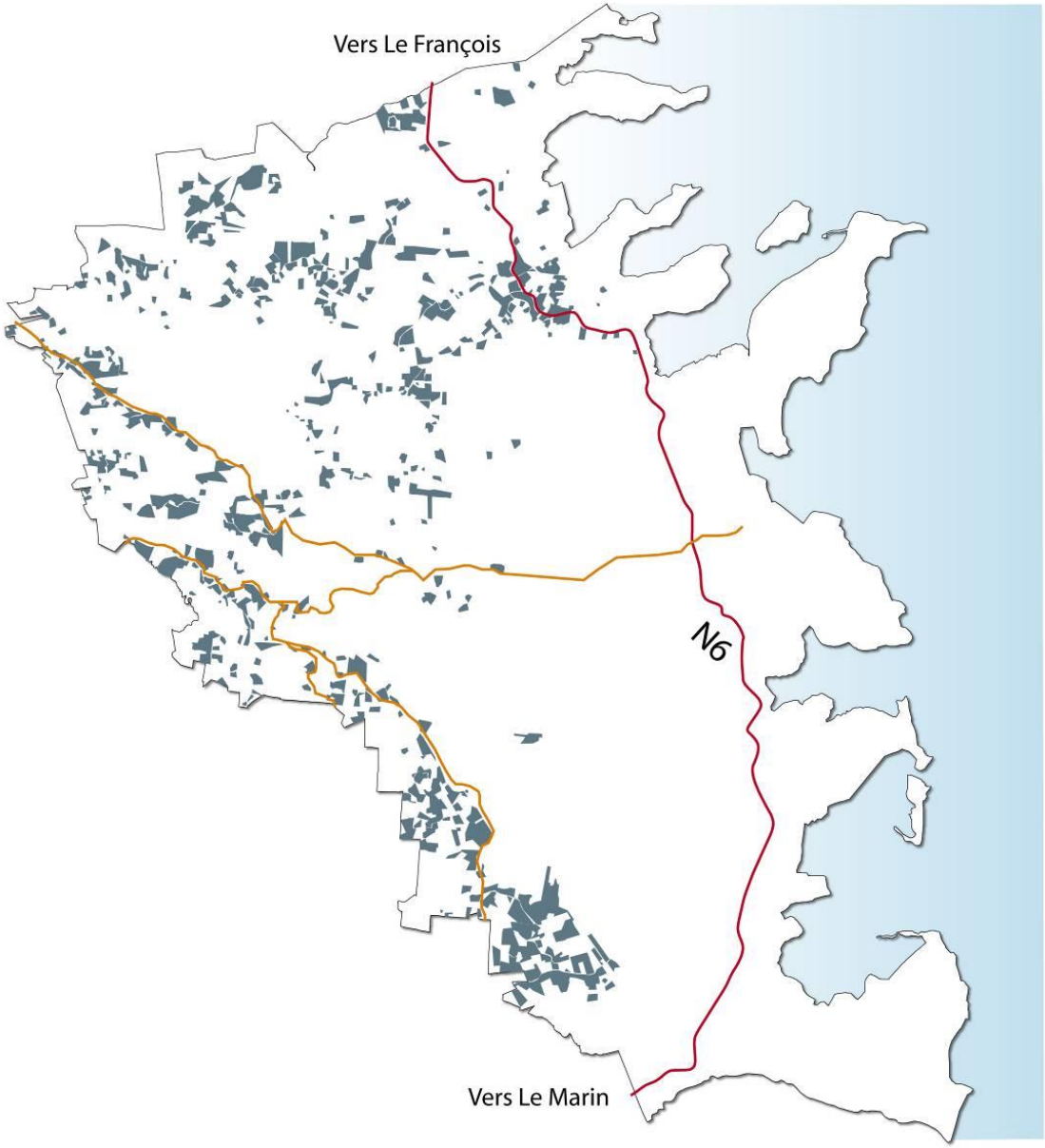
L'habitat, bien qu'organisé en différents quartiers, est assez disséminé. L'accès n'est pas toujours évident, à cause du relief très marqué, et du relatif éloignement au centre bourg. Les voies sont souvent étroites et très pentues.

BÂTI ET PARCELLAIRE

Les parcelles sont assez importantes sauf au cœur des quartiers. Le parcellaire est irrégulier, souvent issu de parcelles agricoles. Le bâti est constitué d'habitat individuel, aux formes et à l'architecture hétérogènes.

ENJEUX

Ces quartiers ont aujourd'hui une organisation peu lisible et sont peu accessibles. Ils font toutefois partie intégrante de la structure urbaine de la commune. Il s'agit d'encadrer leur évolution en confortant certains quartiers autour d'un lieu de vie en limitant les extensions afin de ne pas favoriser le phénomène de mitage des espaces agricoles et forestiers limitrophes. Par ailleurs, les impacts du Plan de Prévention des Risques Naturels doivent également être pris en compte pour définir les évolutions possibles.






LS. BELLEVUE



Le patrimoine bâti

Le Vauclin, s'il ne possède pas de grands monuments historiques, dispose d'un petit patrimoine qui participe fortement à l'identité communale et qu'il convient de préserver, voire de mettre en valeur.

L'habitation Mallevaut est identifiée au titre des Monuments Historiques.
D'autres éléments présentent un intérêt patrimonial sur le territoire.

- l'église
- la grotte à Justin
- les ruines de la voie ferrée
- la citerne (quartier Coulée d'Or)
- les grilles de l'ancienne Mairie
- l'ancienne école de filles
- les chapelles et oratoires
- la Maison Augiac
- l'ancienne geôle municipale
- la Maison Gold Dalg







Le bourg est marqué par la présence de maisons basses traditionnelles. Elles sont en bois et souvent recouvertes de tuiles (architecture des années 1960). La plupart ne sont pas dans un très bon état.
Autant que possible, la mise en valeur de ce patrimoine doit pouvoir être intégrée dans les évolutions du bourg. Une identification des constructions les plus significatives et pouvant réellement être réhabilitées, devra être réalisée.

Les espaces publics

Les espaces publics sont peu nombreux sur la commune : les trottoirs sont souvent inexistants et très étroits dans le centre bourg. Il existe peu de places ou de lieux de rassemblement. Les seuls espaces publics existants sont relativement regroupés dans le centre bourg. Les deux principaux sont le front de mer et la Pointe Athanase.

LE FRONT DE MER

Réalisé récemment, il accueille le marché au poisson et les manifestations communales. Il s'étend sur toute la longueur du bourg. Très minéral, il permet la tenue d'évènements variés. En revanche, il coupe visuellement le bourg de son littoral.

LA POINTE ATHANASE

Ce grand espace libre au cœur du bourg accueille un marché et diverses manifestations. Dans le prolongement du front de mer, il pourrait faire l'objet d'un aménagement afin de mieux être relié à ce dernier et permettre l'agrandissement du marché aux poissons.





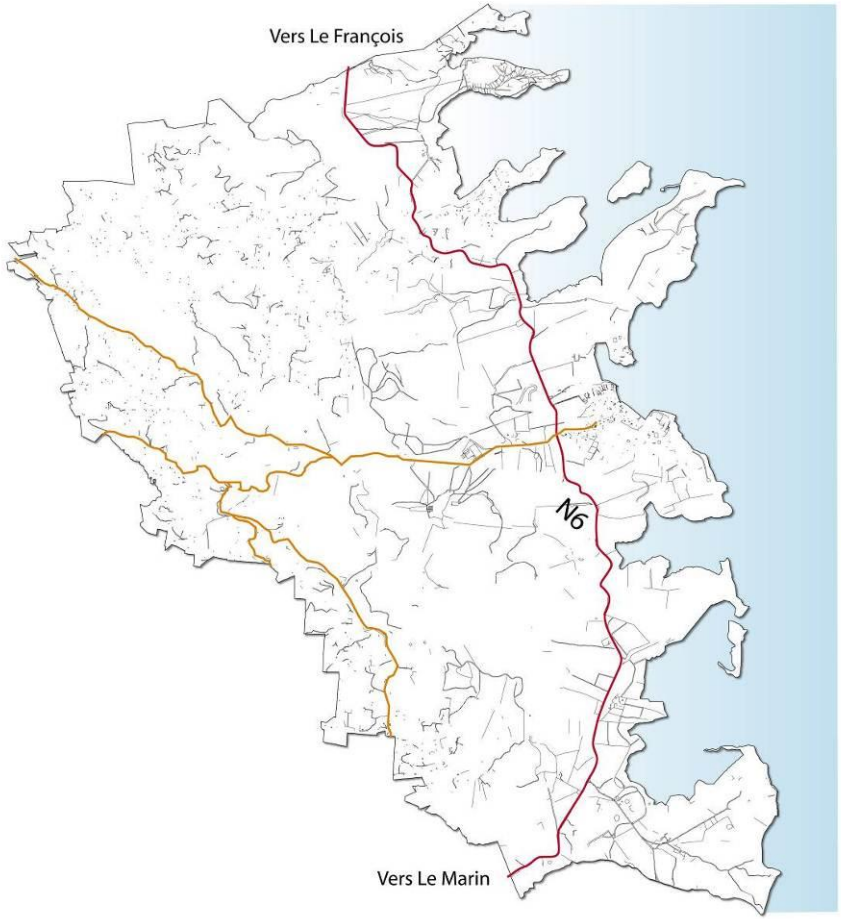
2. Transports et déplacements

Le réseau routier

Le territoire est traversé du nord au sud par la RN6, principale voie de desserte, autour de laquelle s'organise le réseau secondaire qui dessert l'ensemble des quartiers. Autrefois accès principal du sud de la Martinique, cette route sinueuse est moins empruntée depuis la modernisation de la RD5 (reliant le Lamentin au Marin via Rivière-Salée). Le Vauclin est donc aujourd'hui paradoxalement légèrement enclavé. Il est relié à Rivière-Pilote, Saint-Esprit et Ducos par des routes départementales assez bien entretenues.

Le réseau viaire secondaire est quant à lui très dense mais de manière général en mauvais état, ce qui nuit à la desserte de certains quartiers, notamment littoraux.

- La RN 6 : constitue la principale voie d'accès au bourg. Relie la commune du François à celle du Marin en longeant la côte Atlantique et traverse la plaine agricole du Vauclin. Elle dessert également l'ensemble des plages et des pointes de la commune, rendant ces dernières facilement accessibles, ce qui explique en partie leur occupation.
- La voirie départementale : il s'agit de la principale desserte des quartiers ruraux situés dans les mornes. On relève : le CD 5 reliant Ducos au Vauclin en passant par Saint-Esprit, le CD18 dit de Josseaud reliant Rivière-Pilote et le CD 32 dit de Morne Pérou qui relie le Marin.
- Les voies communales et les chemins ruraux : généralement bien entretenus, ils concernent essentiellement les écarts. On recense 27, 698 km de voirie communale.



Les transports en commun





La ligne 37 de taxis collectifs gérée par le département passe par le Vauclin et permet de se rendre à Fort-de-France.

La ligne C29 d'autocars relie Le Marin et Saint-Esprit en passant par Le Vauclin.
Le transport scolaire est assuré par 6 transporteurs sur la commune.

La nouvelle gare routière départementale a la particularité d'accueillir sur un même site transports urbains (compétence communale) et interurbains (compétence départementale).

La fréquentation journalière est de 330 voyageurs pour les 29 taxicos et de 74 voyageurs s'agissant des cars de grandes lignes.

3. Les commerces et les équipements

Les commerces

- Les commerces se localisent principalement dans le centre bourg. Quelques commerces de bouche sont présents le long du front de mer ainsi qu'un marché aux poissons.

- Le tissu commercial est assez complet mais on peut noter l'absence de grande surface, ce qui oblige les habitants à faire leurs achats au François.

- Certains quartiers, notamment montagnards, disposent d'un commerce de proximité ou d'un café.





Les équipements

Les écoles :

La commune compte cinq écoles primaires et une école maternelle. Cette dernière ainsi que deux des écoles primaires sont situées dans le bourg. Les autres sont localisées dans les quartiers de Bellevue, Cadette et Montagne. Des sections pré-élémentaires ont été ouvertes dans les écoles de quartier.

Les équipements sportifs :

La commune est dotée :

- d'un stade situé le long du CD5 au quartier de Broue, en face de Sigy ; une piste cyclable en permet la desserte.
- de quatre terrains d'entrainement pour le football (trois situés dans le bourg et un à la Cadette),
- de deux plateaux sportifs polyvalents pour le basket, le hand-ball et le volley (un au bourg et un à Château Paille),
- de deux courts de tennis dans le bourg,
- d'un club nautique à la Pointe Faula.

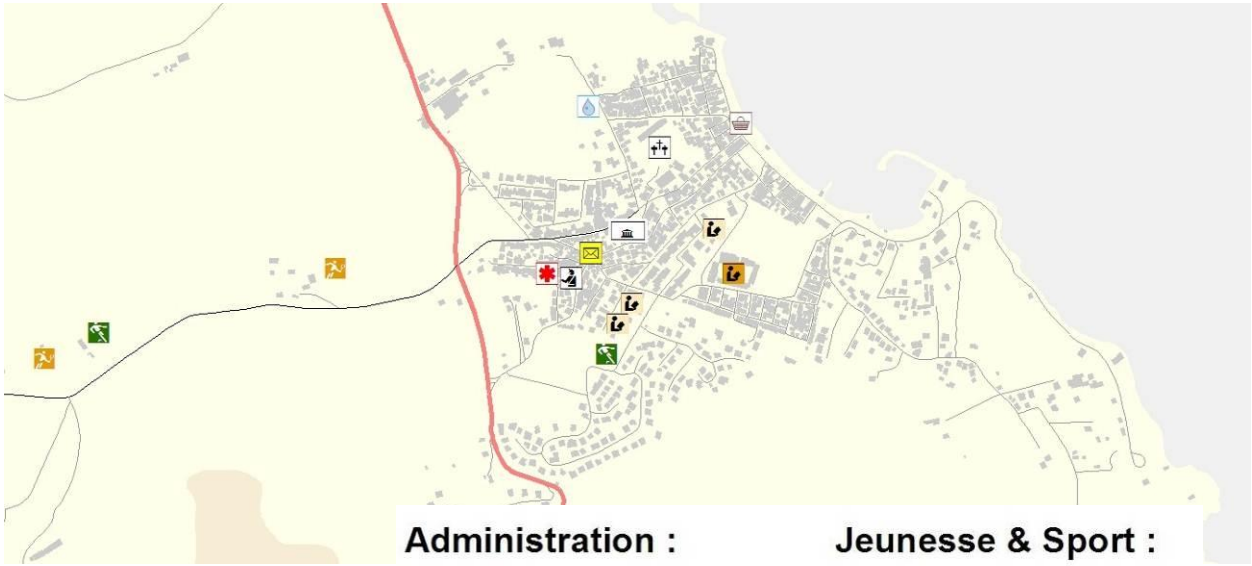
Pour les jeux quotidiens, les habitants (et notamment les jeunes) utilisent les terrains libres du bourg (entrée du bourg, Cité Belle Etoile, bord de mer).

Les équipements de loisirs :

Une véritable base de loisirs nautiques est implantée à la Pointe Faula, avec l'implantation d'un centre de l'UCPA (. On relève également l'existence d'une maison des jeunes dans le bourg.

Le port de pêche :

Le port départemental du Vauclin a bénéficié ces dernières années d'importants aménagements : digues de protection, épis d'accostage et réalisation d'abris pour les pêcheurs.



4. Le fonctionnement urbain

1. Le bourg comme cœur de l'organisation communale

Le bourg, lieu historique de développement de la commune concentre la plupart des équipements et la quasi-totalité des services et des commerces. Développé à partir de l'activité de la pêche, il s'étend de la RN6 au littoral. Il s'est agrandi de manière continue à travers la création de nouveaux quartiers (château Paille, Sigy) parfois mal reliés au cœur de ville.

2. Un développement en épis le long de la RN6 tourné vers le littoral

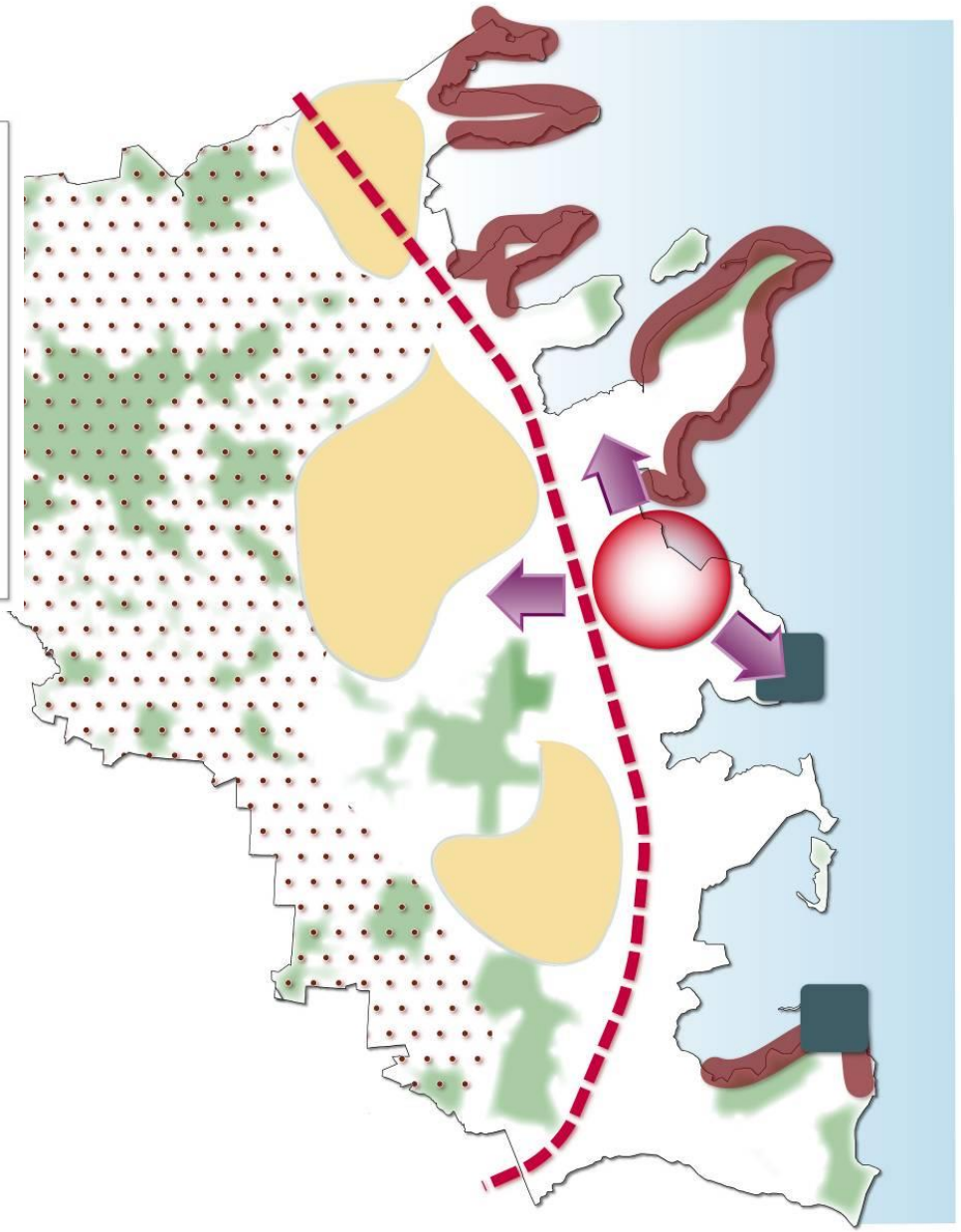
Le tourisme et la pêche ont conduit au développement de quartiers denses sur le littoral. Souvent spontanés, ils connaissent des problèmes d'accès aux réseaux. Les deux sites touristiques de la commune (Pointe Faula et Macabou) sont également implantés sur le littoral.

3. Une plaine agricole peu urbanisée

Entre le littoral et les mornes, la plaine agricole est peu habitée. Elle participe grandement à la qualité du paysage Vauclinois en créant un espace de respiration ouvert au cœur de la commune.

4. Un habitat rural concentré sur les mornes

Les mornes accueillent de nombreux quartiers ruraux malgré un relief très accentué. Parfois peu accessibles, ils disposent tout de même d'équipements (notamment scolaires) et parfois d'un commerce de proximité.



II - DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE

1. Les habitants

Avertissement

Depuis janvier 2004, le recensement de la population résidant en France est annuel. Une nouvelle méthode de recensement remplace le comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans. Le recensement général de la population de 1999 a été le dernier recensement concernant toute la population en même temps. Le présent chapitre s'appuie sur le recensement 2006. Les résultats du recensement millésimé 2006 sont obtenus à partir du cumul des informations collectées lors des cinq enquêtes de recensement de 2004 à 2008. Les données de 1999 servent de comparaison.

Le dynamisme démographique

Une population qui s'accroît depuis 1999

La commune du Vauclin compte 8951 habitants (population totale, recensement de la population 2007). Cette population totale comprend la population municipale et la population comptée à part.

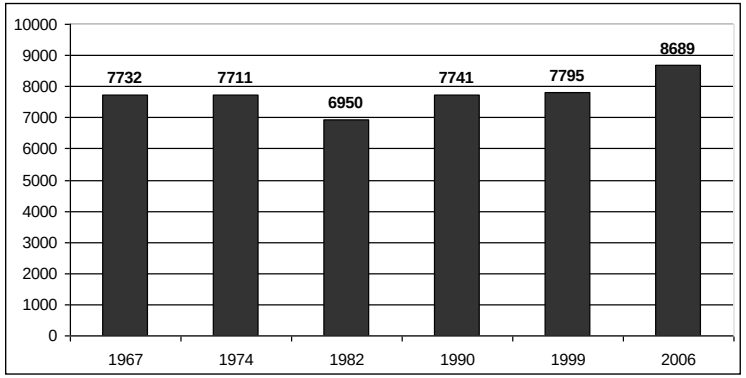
La population municipale[1] est de 8818 habitants en 2007.

Entre 1967 et 2006 la commune a gagné 957 habitants ce qui représente une augmentation de population de 11%.
Cette évolution recouvre deux phases distinctes dans l'évolution démographique de la commune :

- **Une période de relative stabilité** de la population entre 1967 et 1999 (+63 habitants), avec une légère baisse de population au tournant des années 1970-1980.

- **Une phase récente qui correspond à une augmentation** très importante de la population entre 1999 et 2006 (+894 habitants, c'est-à-dire une hausse de 10% entre deux recensements).

EVOLUTION DE LA POPULATION



Source : INSEE recensement général de la population 1967, 1974, 1982, 1990, 1999, 2006

[1] Elle comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires, les personnes sans-abri et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensées sur le territoire.

Les facteurs d'évolution de la population

Des indicateurs positifs

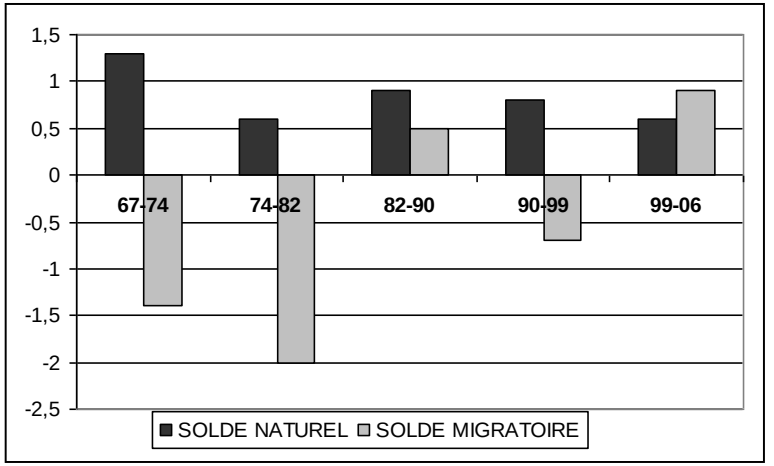
L'évolution de la population est liée à deux indicateurs : le solde naturel (différence entre le nombre de naissances et de décès) et le solde migratoire (différence entre le nombre d'arrivées et le nombre de départs du territoire communal).
Le graphique ci-contre présente les facteurs d'évolution de la population :

- **Le solde naturel est positif tout au long de la période**. Il était le plus dynamique entre 1967 et 1974 (+1,3%) et reste positif aujourd'hui malgré un certain ralentissement (+0,6% entre 1999 et 2006).

- **C'est le solde migratoire (+0,9%) qui est le moteur de la croissance démographique actuelle**. Depuis 1967 la commune a oscillé entre des périodes où les départs étaient très nombreux (1967-1982), et des phases d'accueil de population (1982-1990).

Aujourd'hui, le dynamisme démographique est dû au cumul d'un solde naturel favorable, conjugué à l'arrivée importante de nouveaux habitants.

FACTEURS D'EVOLUTION DE LA POPULATION (% par an)



Source : INSEE recensement général de la population 1967, 1974, 1982, 1990, 1999, 2006

La structure par âge de la population

Une tendance au vieillissement

De façon générale on observe une tendance à l'accroissement de la population âgée. **La population du Vauclin est un peu plus âgée que la population martiniquaise**, en effet 21,7% des Vauclinois ont plus de 60 ans contre seulement 19,5% dans le reste du département.

La répartition de la population par tranche d'âge montre que **la classe 45-59 ans est la plus représentée** (20,9%), juste devant les 30-44 ans (20,3%).
Dans le reste de la Martinique c'est la tranche des 30-44 ans qui est la plus importante et rassemble 24% des habitants.

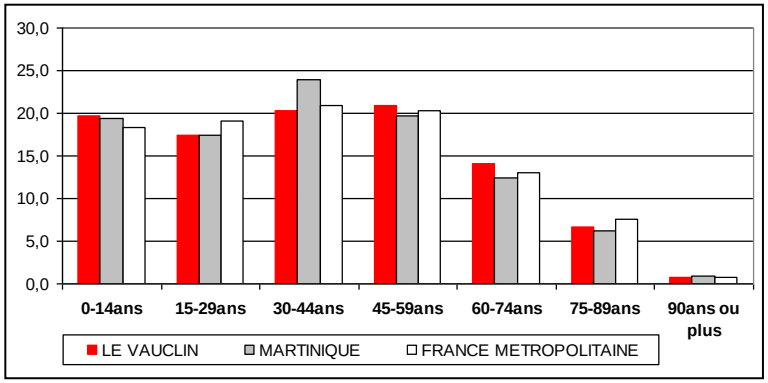
Malgré une proportion de personnes âgées légèrement supérieure au Vauclin que pour l'ensemble de la Martinique, il y a une population jeune relativement importante. En effet, **la part des enfants de 0 à 14 ans** (19,7%) **est supérieure à la moyenne métropolitaine et martiniquaise**.

Evolution de la structure par âge

Le schéma ci-contre présente l'évolution de la structure par âge de la population entre 1999 et 2006, il permet de mettre en évidence une tendance très nette au renforcement du nombre de personnes âgées face à l'étiolement des classes d'âge les plus jeunes :

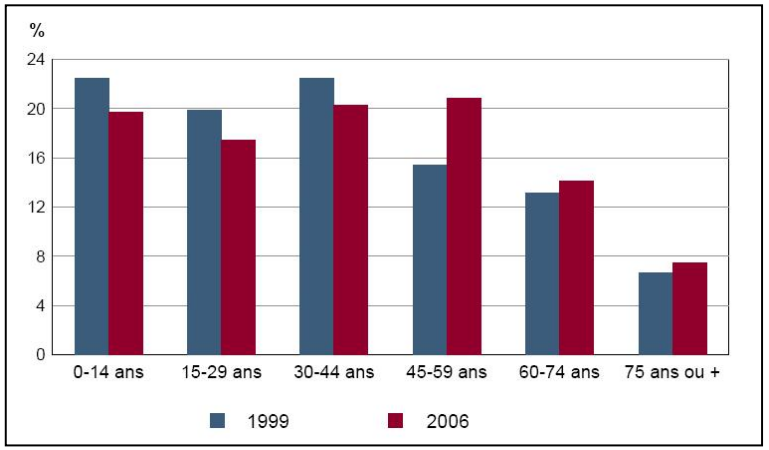
- la part des habitants 0 à 44 ans est en recul,
- la part des plus de 45 ans progresse (avec un accroissement très significatif des 45-59 ans)

POPULATION PAR TRANCHE D'AGE (%)



Source : INSEE recensement général de la population 2006

EVOLUTION DE LA STRUCTURE PAR AGE



Source : INSEE recensement général de la population 1999, 2006

Les ménages

Une augmentation des ménages de petite taille et une diminution du nombre moyen de personnes par famille

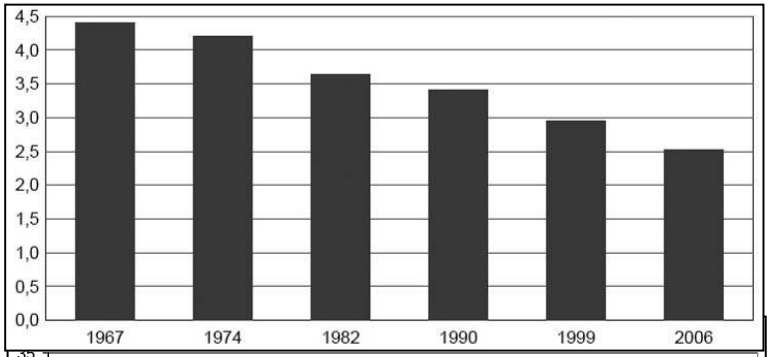
Le nombre moyen de personnes par ménage était de 4,4 en 1967 et il situe aujourd'hui aux alentours de 2,5.

Ce phénomène est similaire dans le reste de la Martinique ; cela correspond à l'augmentation du nombre de personnes âgées et au phénomène de décohabitation.

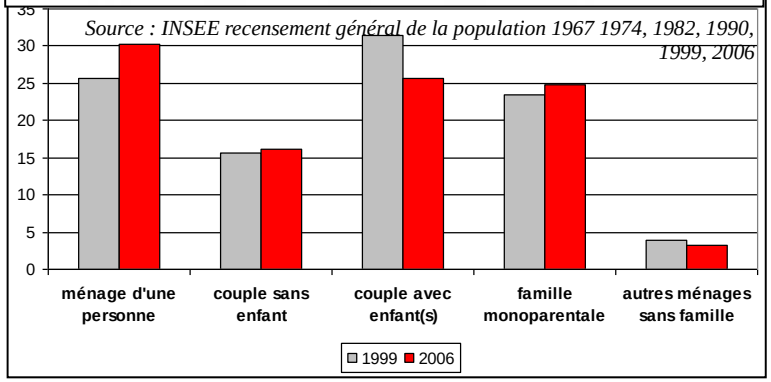
En 2006 **la part des ménages d'une seule personne représente 30% de l'ensemble des ménages** et cette part est en augmentation. Face à cela les couples avec enfants se placent en deuxième position dans la démographie des ménages (environ 25,6%), juste devant les familles monoparentales (24,8%).

Il y a donc une augmentation des ménages de petite taille (ménages d'une personne, couples sans enfants, familles monoparentales…), à la différence des couples avec enfants qui reculent de 5 points entre les 2 recensements.

NOMBRE MOYEN D'OCCUPANTS PAR RESIDENCE PRINCIPALE



Source : INSEE recensement général de la population 1967 1974, 1982, 1990, 1999, 2006



Source : INSEE recensement général de la population 1999, 2006

Les caractéristiques socio-économiques de la population

Un faible taux d'activité, un taux de chômage préoccupant

Au Vauclin, la **population active en 2006 représente 63,5% de la population** (dont 47% d'actifs ayant un emploi et 16,5% de chômeurs) ce qui est inférieur à la moyenne départementale qui s'élève à 67,7%.
A titre de comparaison, la proportion d'actifs en France métropolitaine est de 71,5% dont 63,6% d'actifs occupant un emploi et 7,9% de chômeurs.
Le nombre de chômeurs était de 922 en 2006 ce qui correspond à **un taux de chômage[2] de 26%,** ce chiffre est comparable à la moyenne martiniquaise (24,9%). Il est à noter que sur la période 1999-2006, la commune du Vauclin a connu une baisse spectaculaire du taux de chômage puisqu'il culminait à 43,1% en 1999, ce qui était nettement supérieur au reste de la Martinique.

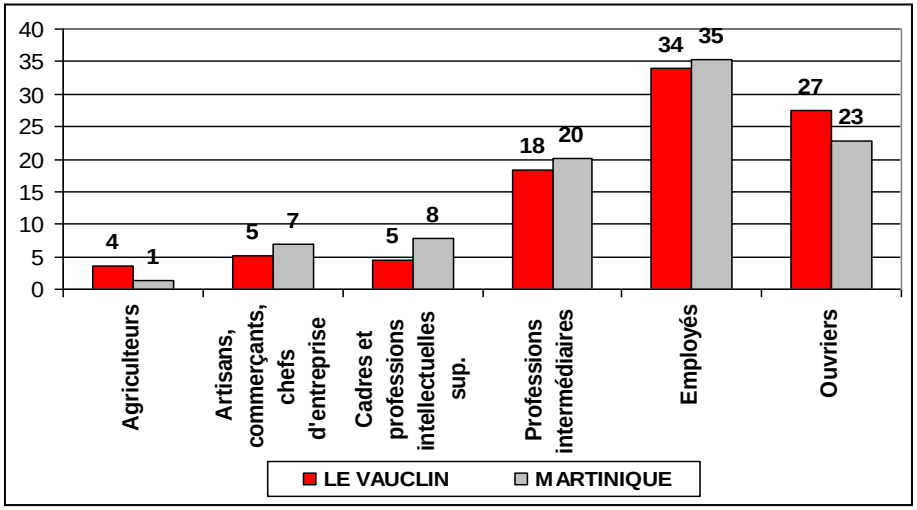
Les catégories socioprofessionnelles (CSP)

En 2006, l'emploi par CSP montre la forte représentation des employés (34%) ce qui est conforme à la moyenne martiniquaise. Viennent ensuite les ouvriers avec 27%, puis les professions intermédiaires (18%).
Les artisans, commerçants, chefs d'entreprises, les agriculteurs, les cadres et professions intellectuelles supérieures ferment la marche.

Les spécificités de l'emploi par CSP dans la commune :

- La forte représentation de l'emploi agricole par rapport à la moyenne départementale (4% contre 1% seulement dans l'ensemble de la Martinique);
- La faible part des cadres et professions intellectuelles supérieures qui rassemblent environ 5% de la population contre 8% dans le reste de la Martinique ;
- La présence relativement importante de l'emploi ouvrier qui concentre 27% de l'emploi contre 23% en Martinique.

POPULATION ACTIVE DE 15 A 64 ANS SELON LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE



[2] Pourcentage de chômeurs dans la population active.

La population active

Le lieu de travail s'éloigne du lieu de résidence

Les graphiques ci-contre présentent les pourcentages d'actifs travaillant dans la commune de résidence ou non, pour les années 1999 et 2006.

En 2006, **34% des habitants du Vauclin travaillent dans la commune** tandis qu'ils sont 66% à occuper un emploi dans une autre commune de Martinique.

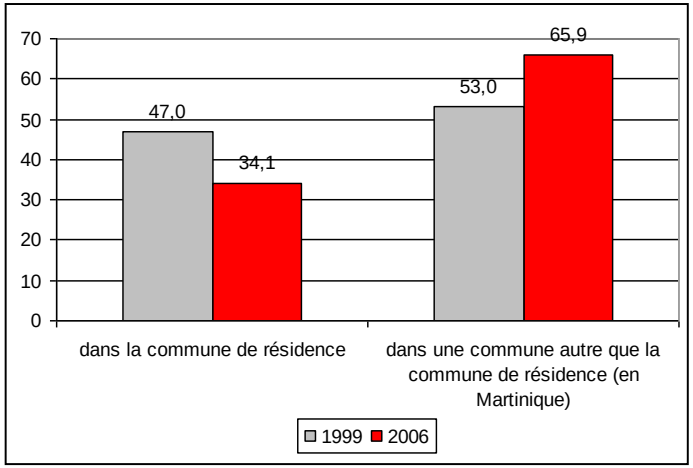
La proportion des personnes qui habitent et travaillent dans la commune est inférieure à la moyenne de la Martinique (43,6%).

On remarque que la localisation du lieu de travail a beaucoup évolué entre les 2 recensements. En effet, en 1999 les résidants du Vauclin étaient presque 47% à travailler dans la commune ; ainsi, ce chiffre a baissé de plus de 10 points sur une période de 7 ans.

Ce phénomène est lié à la destruction d'une partie importante des emplois endogènes (notamment agricoles) qui incite les habitants à rechercher un emploi hors de leur commune.

LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS (%)

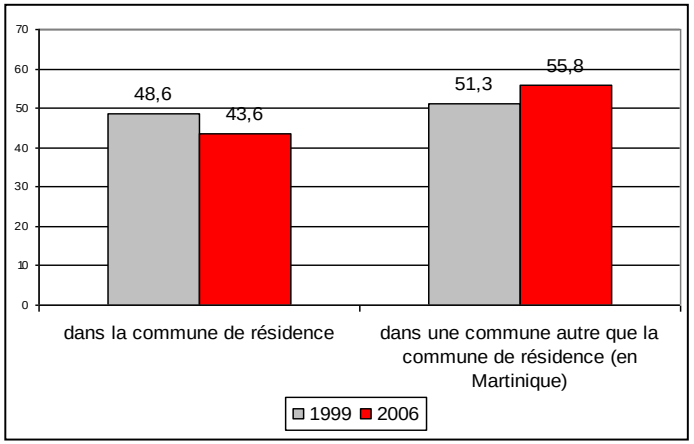
LE VAUCLIN



Source : INSEE recensement général de la population 1999, 2006

LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS (%)

MARTINIQUE



Source : INSEE recensement général de la population 1999, 2006

2. Les logements

En 2006, la commune du Vauclin compte 4721 logements dont 3446 résidences principales, 474 résidences secondaires et 801 logements vacants.

Un nombre de logements en hausse malgré le phénomène de vacance qui augmente

Un rythme de construction soutenu

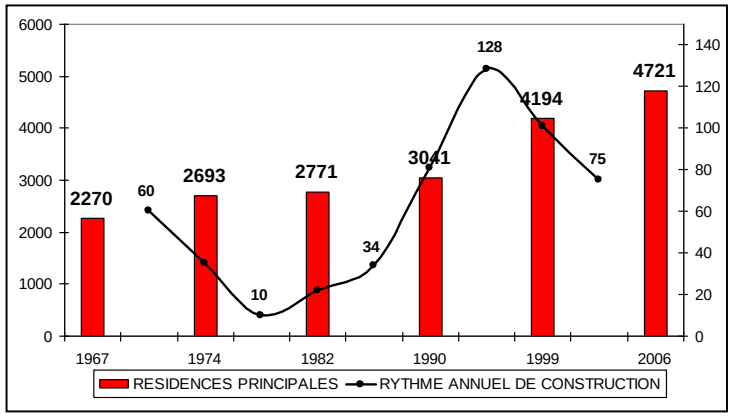
Durant les 40 dernières années la production de logements a été très soutenue ; en passant de 2270 à 4721 logements, le parc a plus que doublé. Ce chiffre est ainsi largement supérieur aux 83% d'augmentation enregistrés pour l'ensemble de la Martinique.

Le graphique ci-contre permet d'analyser le rythme annuel de construction sur la période. On distingue que la production de logement a été irrégulière sur la période :

- de 1967 à 1974 le nombre de logements construits se situe autour de 60 par an,
- entre 1974 et 1990 le rythme décroît aux alentours de 20 logements nouveaux par an,
- une période intense de construction dans les années 1990 (128 logements par an)
- un rythme très soutenu mais en recul par rapport à la période précédente (75 logements par an)

Cette pression foncière est notamment liée au phénomène de décohabitation et aux évolutions sociales. Les constructions nouvelles se réalisent en majorité en dehors des opérations groupées entraînant une consommation importante d'espace.

EVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS ET RYTHME ANNUEL DE CONSTRUCTION



Source : INSEE recensement général de la population 1967, 1974, 1982, 1990, 1999, 2006



Une vacance du logement en augmentation

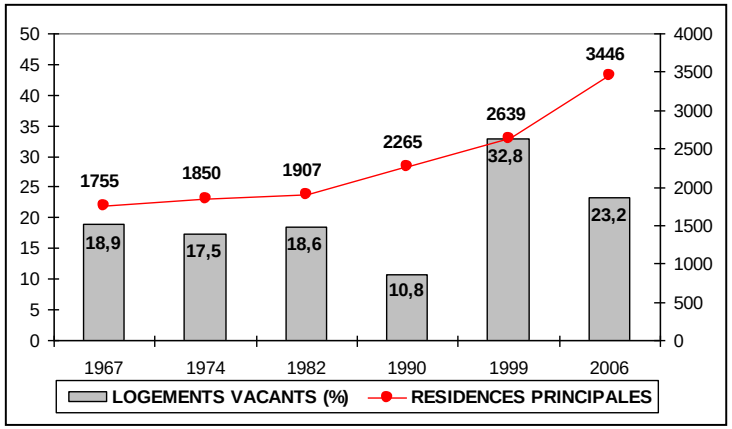
Face à la croissance continue de l'offre en logement, on dénombre une part importante de logements vacants, cette proportion s'élève à **23% en 2006.**

On remarque que la vacance[3] était relativement réduite en 1990 (10%) après une période de construction ralentie (1974-1990).
La vacance a ensuite triplé pour atteindre presque 33% du parc en 1999, cette situation est due à un rythme de construction très soutenu (128 logements par an) tandis que la population ne progresse pratiquement pas (cf. graphique évolution de la population).

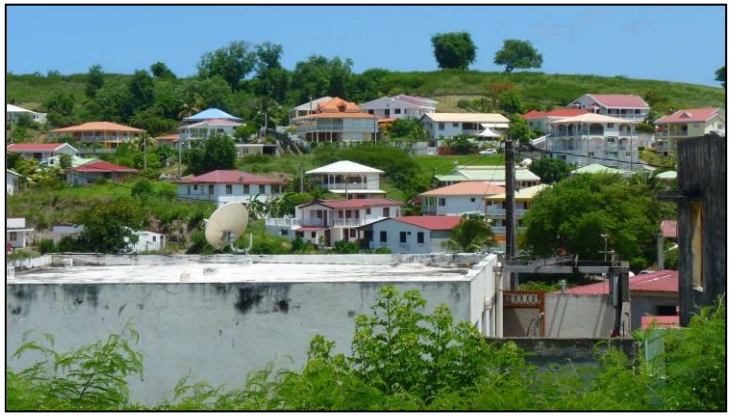
Il faut tout de même signaler que l'augmentation de la vacance n'est pas forcement simultanée avec la croissance de l'offre. En effet, la vacance était importante en 1982 malgré un rythme de construction plus faible.

En 2006, on dénombre 801 logements vacants ce qui équivaut à près d'un quart du parc, cela signifie que le marché du logement n'est pas très dynamique ou que la mise sur le marché des nouveaux logements ne correspond pas directement aux besoins des habitants.

EVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS ET POURCENTAGE DE LOGEMENTS VACANTS



Source : INSEE recensement général de la population 1967, 1974, 1982 1990. 1999. 2006



[3] Un logement vacant est un logement sans occupant. Cet état peut résulter de plusieurs facteurs : structurels (pas de preneurs), techniques (démolition/reconstruction ou en cours de transaction).

La taille des logements

Une proportion importante de grands logements

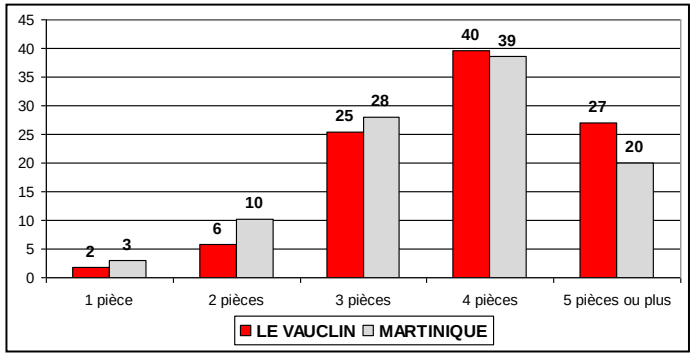
En 2006, **les résidences principales comptent en moyenne 4 pièces** ; avec 3,6 pièces en moyenne pour les appartements et 4,1 pour les maisons.

Le parc de logement est dominé par les 4 pièces qui représentent 40% de l'offre totale, viennent ensuite les 5 pièces ou plus (27%), et les 3 pièces (25%). Face à cela, les petits logements (1-2 pièces) ne représentent que 8% du parc.

La singularité du Vauclin par rapport à la Martinique est la taille importante des logements, en effet :

- La part des 4 pièces ou plus s'élève à 67% ce qui est supérieur à la moyenne départementale (59%),
- 33% des logements comptent de 1 à 3 pièces ce qui est inférieur à la moyenne martiniquaise (41%).

TAILLE DES LOGEMENTS (%)



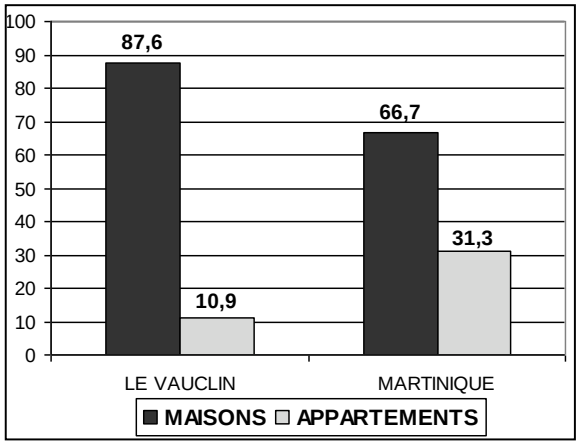
Source : INSEE recensement général de la population 2006

La typologie des logements

La grande taille des logements est notamment due à leur typologie : on dénombre ainsi 87,6% de maisons pour seulement 10,9% d'appartements ; Cette proportion est largement supérieure à la moyenne départementale (66,7%).

Cette répartition est assez stable par rapport au recensement de 1999.

TYPE DE LOGEMENT



Source : INSEE recensement général de la population 2006

Un parc de logement récent

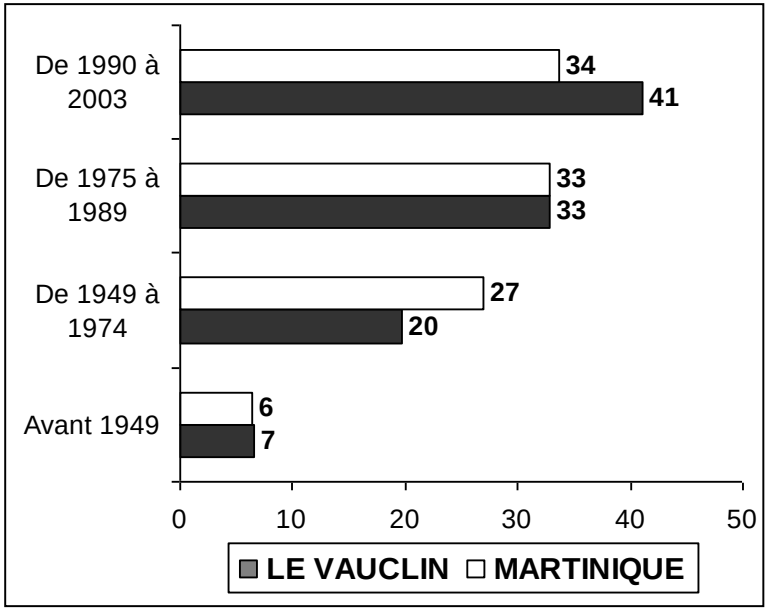
La commune du Vauclin possède un parc de logement très récent :

- 41% des logements ont été construits entre 1990 et 2003 ce qui est largement supérieur à la moyenne martiniquaise. Cela est du à un rythme de construction très dynamique durant la période (cf. graphique évolution du nombre de logements et rythme annuel de construction).

- Seulement 27% des logements ont été réalisés avant 1974.

Les principales spécificités vis-à-vis de la situation départementale concernent la période 1949-1974 où la production a été inférieure au reste de la Martinique, tandis que pour la période récente (1990-2003) la production a été bien plus importante.

PERIODE D'ACHEVEMENT DES LOGEMENTS



Source : INSEE recensement général de la population 2006



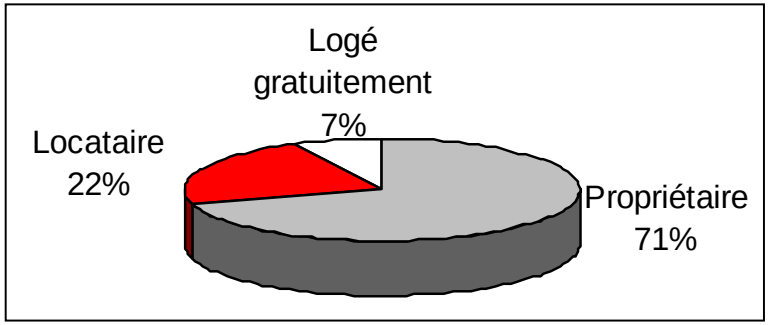
Le statut d'occupation des résidences principales

En 2006, **la part des propriétaires est largement majoritaire (71%)** dans le statut d'occupation des résidences principales, les locataires représentent moins d'un quart du total. Enfin, les personnes logées gratuitement représentent 7% du total.

Cette forte représentation est à mettre en parallèle avec la très grande proportion de maisons individuelles (87,6%) et le nombre de constructions récentes qui forment le parc de logement communal. Ce sont principalement des logements à destination de nouveaux accédants à la propriété.

La part des propriétaires est ainsi largemement supérieure à la moyenne martiniquaise qui s'élève à 55,8%, mais elle tend à baisser puisqu'elle a chuté de 3 points entre le recensement de 1999 et celui de 2006.

STATUT D'OCCUPATION DES RESIDENCES PRINCIPALES



Source : INSEE recensement général de la population 2006

Le logement social

Une production en augmentation

Le logement social martiniquais s'est développé de façon spectaculaire à partir des années 1980, car l'offre y était jusqu'alors marginale. Entre 1980 et 2000 son volume a presque quadruplé. Le parc social de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) compte près de 7000 logements ce qui représente un quart du logement social martiniquais.

En 2008, la **part du logement social représente environ 6 à 7% du patrimoine vauclinois** ce qui est inférieur à la moyenne martiniquaise (environ 15%), la commune se situe donc au-dessous des 20% imposés par la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbains) de 2000.
La composition du parc social est largement dominée par la Société Immobilière de la Martinique (SIMAR) qui gère 292 logements parmi les 313 localisés au Vauclin.

COMPOSITION DU PARC SOCIAL EN 2008

	SIMAR	SMHLM	OZANAM	ANAH	VENTES	AUTRES	TOTAL
LE VAUCLIN	292	6	0	2	1	12	313
CAESM	2575	2276	1941	17	12	12	6833
MARTINIQUE	9187	9611	8457	48	125	21	27449

3. Les activités économiques

En 2006 on dénombre 1393 emplois dans la commune tandis qu'il y en avait 1256 en 1999, **cela équivaut à un gain de 137 emplois (+11%) localisés au Vauclin**. Parallèlement, **le nombre des actifs ayant un emploi résidant dans la zone a très fortement augmenté, c'est le cas de 758 personnes** (cela correspond à une hausse de 40%). Cette augmentation est à mettre en relation avec la croissance démographique enregistrée entre les 2 recensements (+ 894 habitants), mais cela démontre également que cette augmentation de population accentue le profil résidentiel de la commune sans apporter de bénéfices substantiels à l'économie locale (cf. indicateur de concentration de l'emploi).

EMPLOI ET ACTIVITE	1999	2006
Nombre d'emplois dans la zone	1256	1393
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	1899	2657
Indicateur de concentration d'emploi	66,1	50,9

Le nombre de chômeurs était de 922 en 2006 ce qui correspond à **un taux de chômage[4] de 26%,** ce chiffre est comparable à la moyenne martiniquaise (24,9%). Il est à noter que sur la période 1999-2006, la commune du Vauclin a connu une baisse spectaculaire du taux de chômage puisqu'il culminait à 43,1% en 1999, ce qui était nettement supérieur au reste de la Martinique.

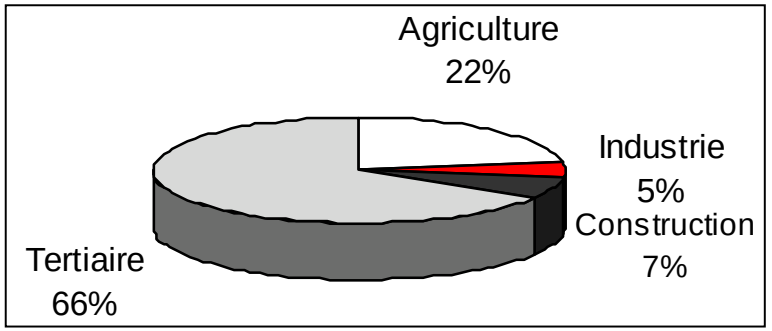
En 2006, le taux de chômage est plus élevé chez les femmes (29,2%) que chez les hommes (22,7%), et il atteint environ 55% pour les femmes de 15 à 24 ans.

Les secteurs d'activité

Le nombre d'emplois selon le secteur d'activité montre la prédominance du secteur tertiaire qui regroupe 66% des emplois. Ce chiffre est pourtant largement inférieur à la moyenne martiniquaise qui s'élève à 80%.
Cette différence s'explique notamment par la forte représentation de l'emploi agricole qui représente 22% du total, contre seulement 5,3% pour l'ensemble de l'île.

Malgré la fragilité qui caractérise le secteur agricole à l'échelle du département, l'agriculture tient une place prépondérante dans l'économie vauclinoise.

EMPLOIS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITE



Source : INSEE recensement général de la population

[4] Pourcentage de chômeurs dans la population active.

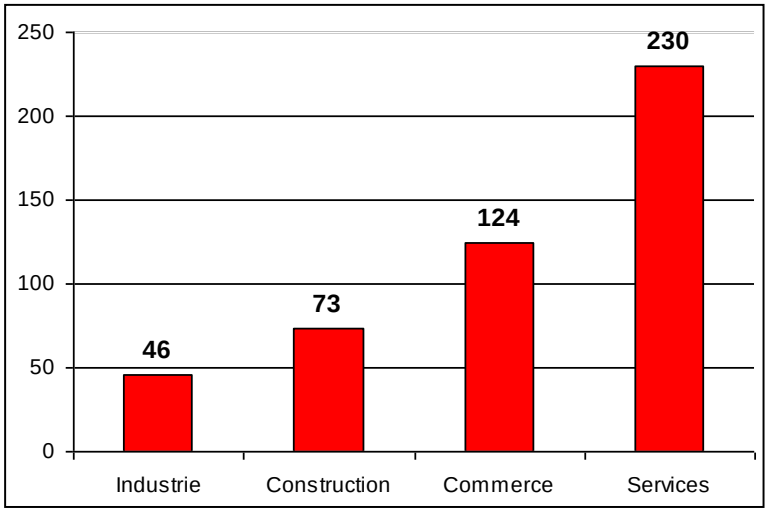
La dynamique des établissements[5] économiques

Au 1er janvier 2008 **la commune du Vauclin accueille 473 établissements économiques**, la dynamique est positive puisqu'on observe une augmentation de 26,8% entre 2000 et 2008. Il existe 230 établissements de services, 124 commerces et un peu moins d'une cinquantaine d'établissements industriels.

Tous les secteurs d'activité sont en progression et en 2008, 61 établissements ont été crées. Le plus grand nombre de création en volume concerne les services avec 36 nouveaux établissements, mais c'est l'industrie qui est le secteur d'activité le plus dynamique avec un taux de création de presque 22%.

Environ 42% des entreprises sont implantées sur le territoire depuis 10 ans ou plus ce qui est comparable à la moyenne départementale. Pour la période récente 2006-2008, la dynamique de création d'entreprise a été relativement semblable au reste de l'île.

NOMBRE D'ETABLISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITE



Source : INSEE, REE Sirène (hors activités agricole)

[5] L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Des établissements actifs de taille réduite

Au 31 décembre 2007 il existe 507 établissements actifs (source Insee CLAP), la majeure partie c
secteur des services (262) tandis que l'activité industrielle se concentre dans 46 établissements.
Ce recensement met en évidence que **80% des établissements ne comptent aucun salarié**, qu'i
établissements de 1 à 9 salariés, 9 établissements de 10 à 19 salariés et seulement 2 établissements de plus de 20 salariés.

CREATION D'ETABLISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITE EN 2008		Taux de création
Ensemble	**61**	**12,9**
Industrie	**10**	**21,7**
Construction	**5**	**6,8**
Commerce	**10**	**8,1**
Services	**36**	**15,7**

La pêche en mer

Le Vauclin est une ville côtière tirant une grande partie de ses ressources de la pêche qui représente un secteur primordial de son activité économique.

Une centaine de pêcheurs et plus de 240 embarcations font du Vauclin le premier port de pêche de l'île. Plus de 500 familles vivent de la pêche et près de 200 tonnes de poissons sont débarquées au port chaque année. Le port de pêche bénéficie aujourd'hui des meilleures infrastructures martiniquaises et occupe une place prépondérante dans l'identité communale.

Les embarcations se répartissent dans les différentes criques de la commune, à savoir : la baie des Mulets, le Macabou, Paquemar, la Pointe Chaudière, Château Paille.



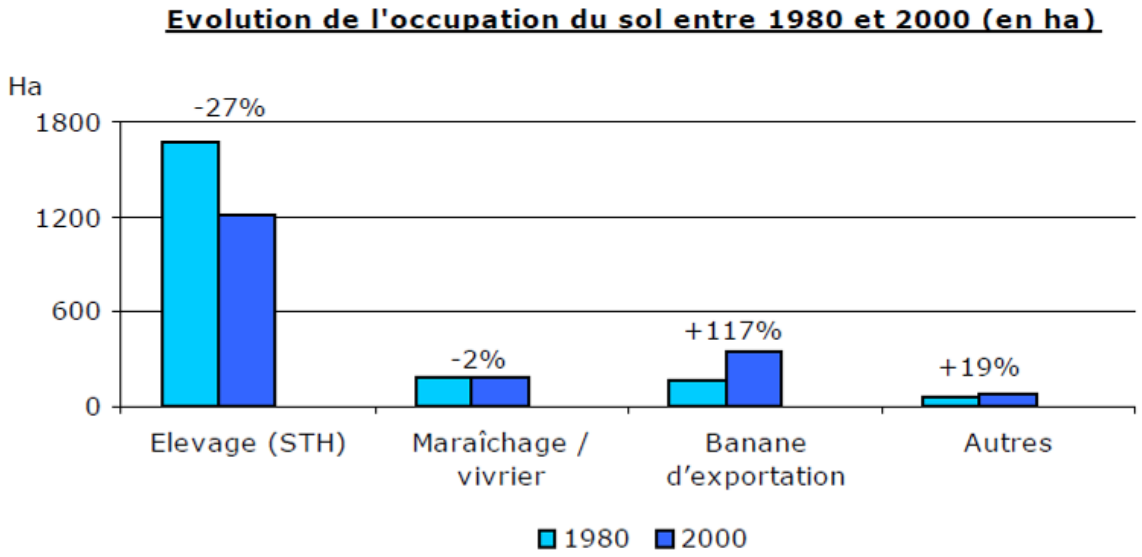


Le secteur agricole

Le maintien de l'activité agricole

Selon le recensement agricole de 2000, l'agriculture occupe 46 % du territoire communal, soit 1 818 ha. Les productions principales sont :

- l'élevage,
- la banane export,
- le maraîchage.



Autres : jardin créole, canne à sucre, ananas, arboriculture fruitière, , jachère.

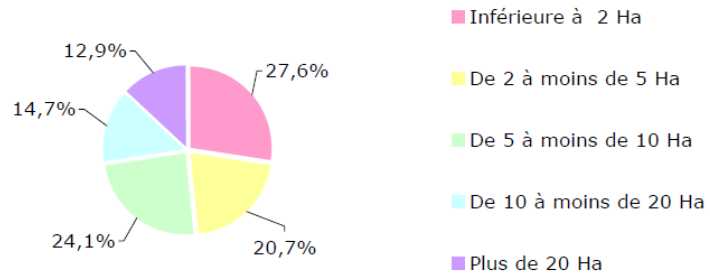
Source : RGA – 1980 et 2000

Les exploitations

Il s'agit ici des exploitations déclarées. On recense sur le territoire deux types d'exploitations :

- 116 exploitations, majoritairement des entreprises individuelles (85 %).
- 17 exploitations agricoles de type sociétaire : 8 EARL, 5 SARL, 2 SCEA, 1 SA, 1 AFS.

La taille moyenne des exploitations est de 11ha. 49% des exploitations ont une surface inférieure à 5ha.



Source : DAF - CNASEA 2006

Nombre et superficie par tranche de surfaces des exploitations déclarées en 2006

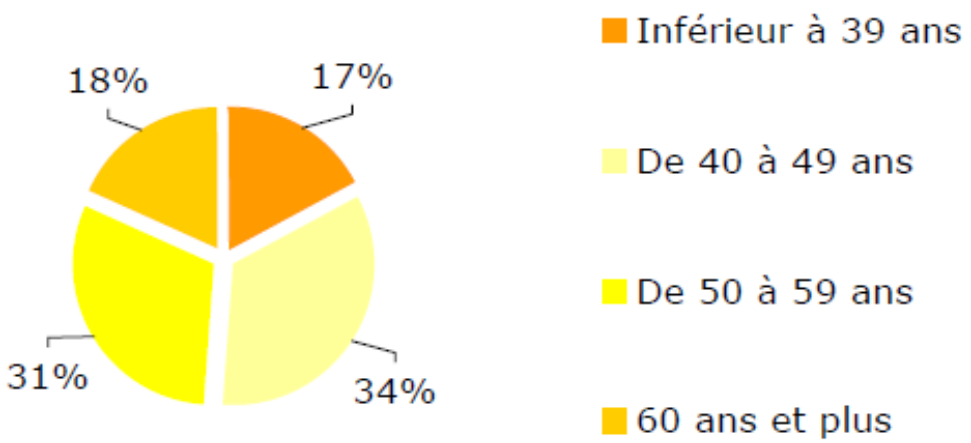
Tranches de surfaces	Nbre d'exploitations en 2006	%	Superficie* (ha)	%
Inférieure à 2 Ha	32	27,6	35,6	2,9
De 2 à moins de 5 Ha	24	20,7	78,8	6,3
De 5 à moins de 10 Ha	28	24,1	206,5	16,6
De 10 à moins de 20 Ha	17	14,7	254,3	20,4
Plus de 20 Ha	15	12,9	670,9	53,8
Total	**116**	100	**1246,2**	100

Superficie (S)* = S exploitée déclarée + S friche déclarée + S bois et végétation arbustive déclarée

Source : DAF - CNASEA 2006

Les exploitants

De la même façon que le nombre d'exploitations a peu évolué entre les 2 derniers recensements, on note la relative stabilité du nombre de chefs d'exploitations (423 en 2000, 409 en 1989). Aussi le nombre de chefs d'exploitation âgés de moins de 40 ans a progressé tandis que les plus de 55 sont moins nombreux, ce qui indique **un certain renouvellement des générations dans le secteur agricole**.



Source : DAF - CNASEA 2006

La sole agricole

On distingue la sole exploitée et déclarée et la sole exploitée et non déclarée

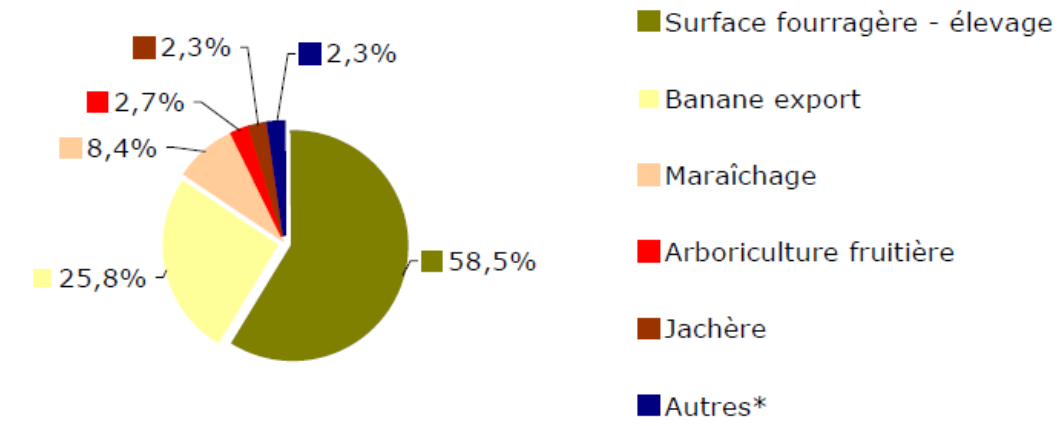
- La sole exploitée et déclarée

Occupation de l'espace

- 116 exploitations déclarées : 1 203,2 ha répartis sur 454 parcelles
- 58 % de la zone NC du POS
- Surface moyenne par parcelle = 2,7 ha

Productions

Les productions majoritairement déclarées sont :
- les surfaces fourragères à vocation d'élevage (704 ha),
- la banane export (311 ha),
- le maraîchage (100,6 ha).



Autres : canne à sucre, vivrier, horticulture.*

Source : DAF - CNASEA 2006

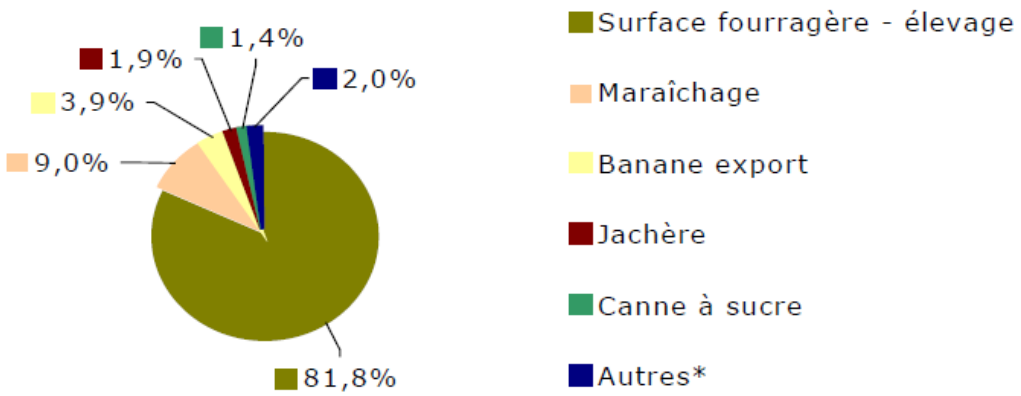
- La sole exploitée et non déclarée

Occupation de l'espace

- 333 ha de surface exploitée non déclarée, répartis sur 228 parcelles
- 16 % de la zone NC du POS
- Surface moyenne par parcelle = 1,5 ha

Productions

Les surfaces fourragères à vocation d'élevage (273 ha) constituent la production principalement non-déclarée.



Autres : vivrier, arboriculture fruitière, ananas, vivrier - élevage.*

Source : DAF - CNASEA 2006

- Les parcelles en friche

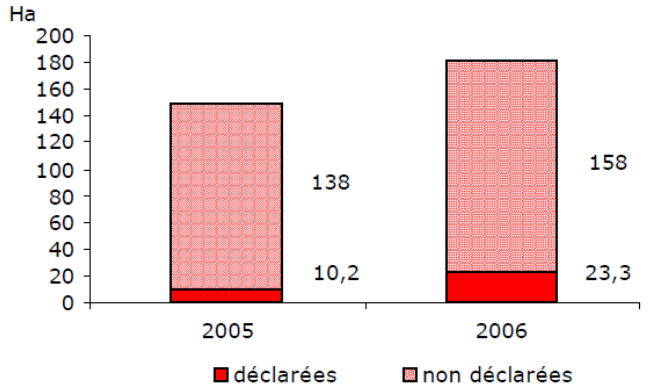
Occupation de l'espace

- 181,3 ha de surface en friche, répartis sur 139 parcelles
- 8,7 % de la zone NC
- Surface moyenne par parcelle = 1,3 ha

Friches déclarées (23,3 ha)	Friches non déclarées (158 ha)
2 % de la surface totale déclarée	32 % de la surface totale non déclarée
13 % de la surface en friche estimée	87 % de la surface en friche estimée
1,1 % de la zone NC du POS	7,6 % de la zone NC du POS

La commune possède un potentiel en matière de développement de nouvelles activités agricoles sur les terres en friches. Cette perspective est à étudier avec l'appui des organismes agricoles (ex : la procédure « terres en friche »).

Evolution 2005-2006
des surfaces en friches estimées (en ha)



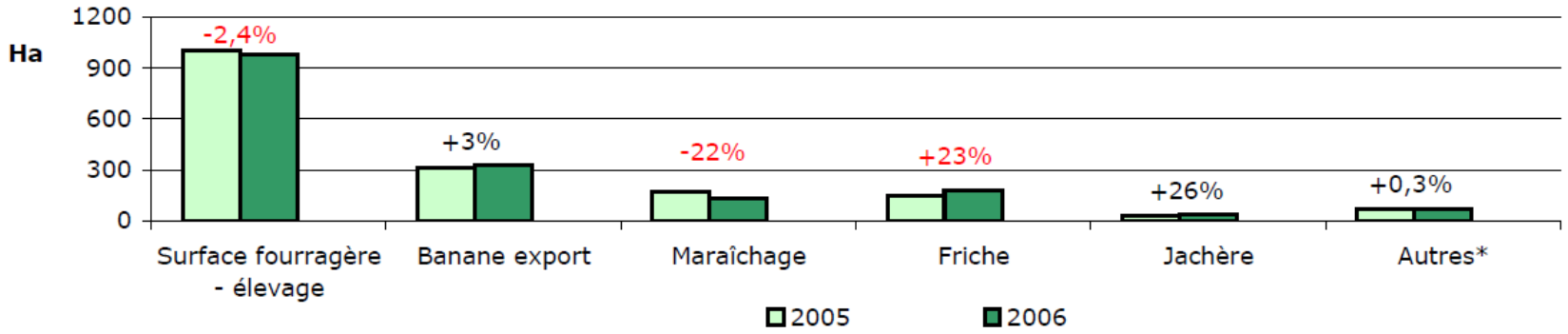
Source : DAF - CNASEA 2006

- La sole globale

De 2005 à 2006, quelques variations de surfaces sont à noter :

- les surfaces fourragères à vocation d'élevage (- 24 ha),
- le maraîchage (- 37 ha),
- la friche (+ 33 ha)

Evolution de l'occupation du sol entre 2005 et 2006



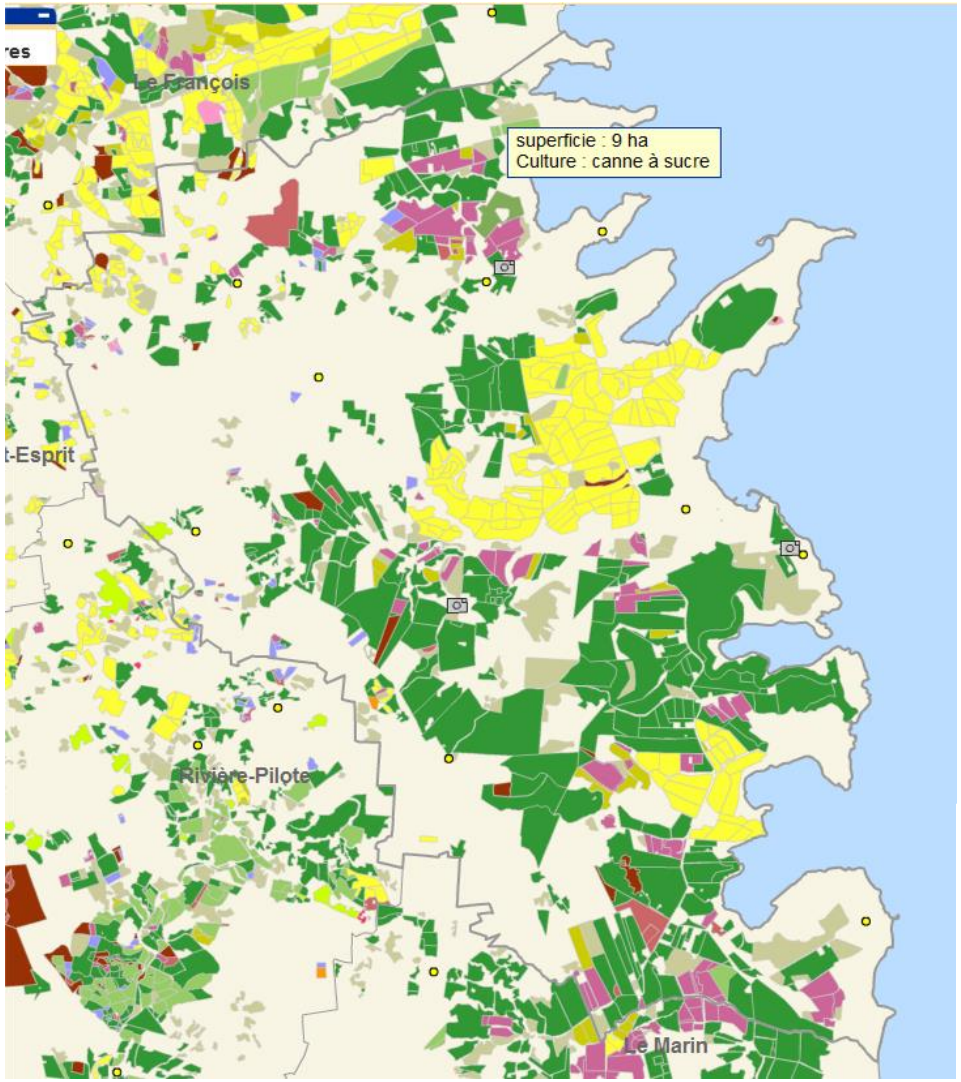
Autres : ananas, vivrier, canne à sucre, horticulture, vivrier - élevage, arboriculture fruitière.*

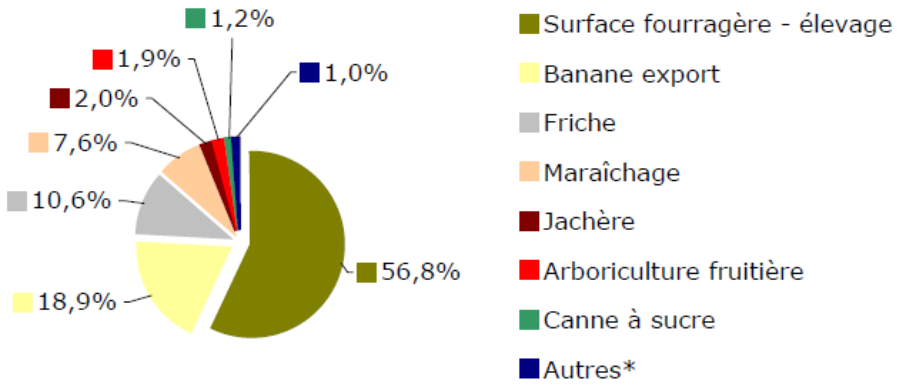
Source : DAF - CNASEA 2006

A côté des cultures vivrières traditionnelles (ignames, patates douces…), l'activité agricole s'est orientée depuis le déclin de la canne à sucre vers des productions spécifiques. Ainsi aujourd'hui le Vauclin se place parmi les premiers producteurs de melon, pastèque, laitue et surtout de banane de l'île. L'élevage a également évolué vers la production de nouvelles races bovines.



La ville a mis en place une commission agriculture-élevage et monde rural en détaillant un programme d'action dans le but de promouvoir le secteur agricole.





Autres : vivrier, vivrier - élevage, horticulture, ananas.*

Source : DAF - CNASEA 2006

(Carte de la sole agricole, CNASEA, 2006)

Le tissu commercial et artisanal

Un tissu de petits commerces à conforter

Au 31 décembre 2007, le Vauclin totalise 126 établissements commerciaux sur son territoire ; l'évolution 2000-2008 laisse apparaître une hausse de ce chiffre d'environ 25%. Parmi ces établissements commerciaux, 101 ne comptent aucun salarié, 23 comptent entre 1 et 9 salariés et 2 établissements emploient de 10 à 19 salariés. Cela nous renseigne sur la taille relativement réduite des commerces, qui se localisent principalement dans le centre bourg.

L'offre commerciale étant incomplète sur la commune, nombreux sont les Vauclinois qui se rendent au François pour faire leurs courses. En effet il n'existe pas de surface commerciale supérieure à 300m² au Vauclin, mais il existe un projet de supermarché d'environ 850m².



Les activités touristiques

En 2006 la part des résidences secondaires (430) parmi l'ensemble des logements atteignait 9,1%, ce qui est nettement supérieur au reste de l'île (2,6%). La période qui a été le plus favorable à la construction de résidences secondaires était de 1975 à 1999.

L'Espace Sud est le pôle touristique majeur de l'île car il abrite la majorité de l'hébergement touristique. Dans ce territoire Sud, le Vauclin ne connaît pas la concentration hôtelière des Trois-ilets ou de Sainte-Luce, mais il possède un potentiel pour développer une offre touristique de qualité.

Les secteurs de développement concernent principalement la Pointe Faula et la Pointe Macabou où un hôtel a été construit récemment. Des projets de développement touristique sont donc à envisager.

Parmi les activités touristiques que propose la commune, il est possible de visiter les fonds blancs typiques du littoral Sud Atlantique ou de se balader dans la mangrove. L'UCPA permet de pratiquer de nombreuses activités nautiques. Des itinéraires de randonnées pédestres et équestres permettent de visiter la campagne vauclinoise et de profiter des paysages.



Les enseignements du diagnostic socio-économiques

Les habitants

- **Un dynamisme démographique, reposant sur des soldes naturel et migratoire positifs**
- **Une structure par âge équilibrée, associée à une tendance au vieillissement**
- **Une augmentation notable des ménages de petite taille, conforme à l'évolution connue en Martinique**
- **Une faible représentation de la population active, conjuguée à un taux de chômage préoccupant**
- **Un lieu de travail des Vauclinois de plus en plus éloigné de leur lieu de résidence**

Les logements

- **Un nombre de logements en hausse malgré le phénomène de vacance qui augmente**
- **Des logements majoritairement grands (4 et 5 pièces ou plus) essentiellement occupés par des propriétaires**
- **Un parc de logements caractérisé par l'importante part des maisons individuelles**
- **Un parc locatif social faible (6 à 7%), en développement et amené à croître**

Les activités économiques

- **Un gain significatif d'emplois ces 10 dernières années, à mettre en relation avec la croissance démographique enregistrée depuis 1999**
- **Une économie qui repose en grande partie sur le secteur des services (tourisme y compris) ainsi que sur la présence dynamique des activités primaires (agriculture, pêche en mer…)**
- **Un tissu commercial de proximité composé de petits commerces qui, pour l'instant, ne répond pas à l'ensemble des besoins des Vauclinois (absence de grande surface notamment)**
- **Des activités primaires encore bien ancrées, ne connaissant pas de recul depuis plusieurs décennies**
- **Une activité touristique à potentiel non négligeable, pour le développement d'une offre touristique de qualité**

III – ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1. Les caractéristiques générales du territoire

Le relief

Il est marqué par la présence de **la Montagne du Vauclin** à l'Ouest qui culmine à 504m.

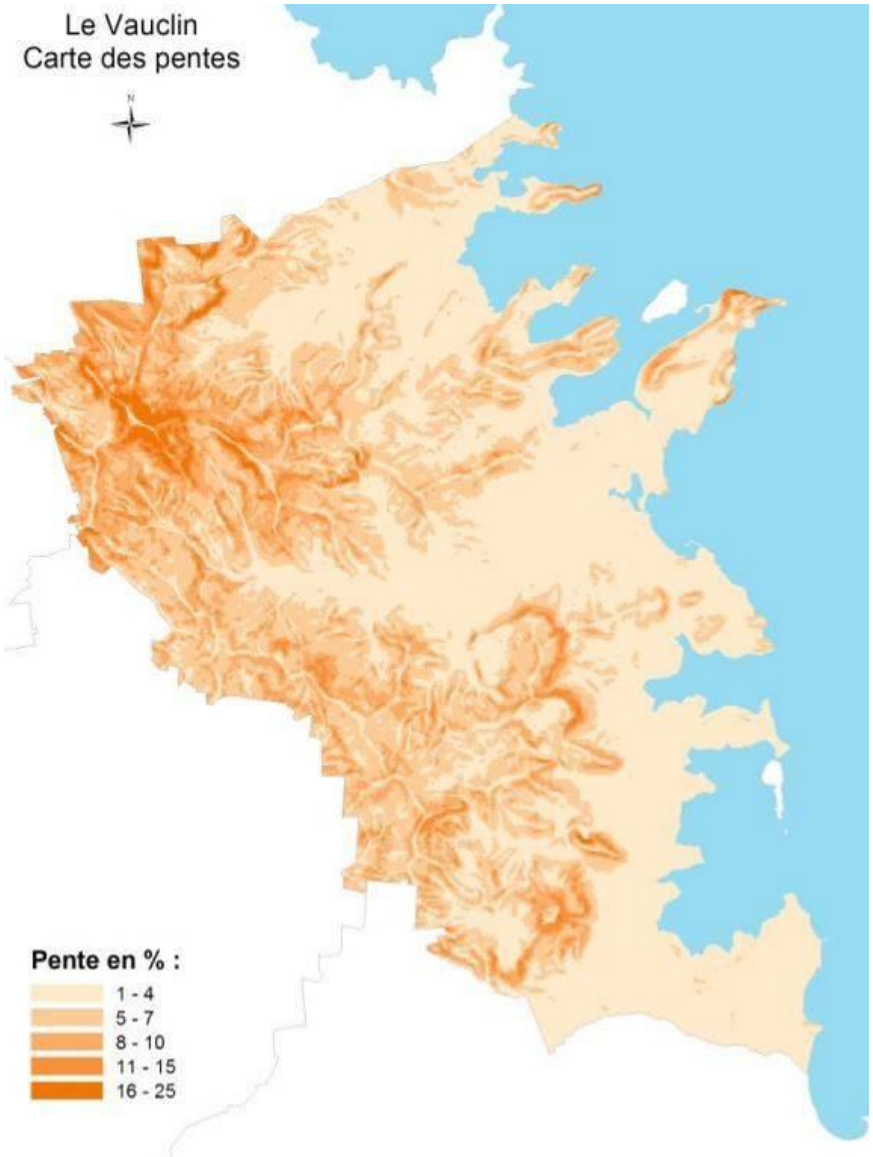
Le territoire est composé de deux zones :

- **La zone basse** caractérisée par des pentes faibles (>8%)
- **La zone de mornes** caractérisée par des pentes fortes allant jusqu'à 25%

La zone de mornes est composée de la Montagne du Vauclin et d'un ensemble de mornes constituant ses contreforts (Morne Dunoyer, Escavail, Raquette, Beauséjour)

Le terrain présente des fortes pentes à l'ouest du territoire et particulièrement autour de la Montagne du Vauclin (de 10 à 25 %). L'urbanisation y est donc difficile mais plusieurs quartiers se sont développés sur ces hauteurs.

Sur le reste du territoire, les pentes sont plus douces (1 à 8 % en moyenne) et ont permis le développement de l'urbanisation.



La géologie et la pédologie

Le massif du Vauclin est témoin d'une ancienne activité volcanique (9 à 10 M d'années), dont les principales phases éruptives auraient été sous-marines.

Il s'agit d'un massif interprété comme appartenant à l'arc ancien des Antilles et plus précisément à l'arc intermédiaire (mis en place après la partie la plus orientale de l'île : Sainte Anne et Presqu'île de la Caravelle). Cette chaîne volcanique aurait cessé toute activité lors de la mise en place de l'arc récent auquel appartient notamment la Montagne Pelée et les Pitons du Carbet.

On peut repérer des formations géologiques distinctes :

- l'une fortement démantelée, sur les hauteurs, marque l'emplacement des anciens dômes et coulées volcaniques de type andésitique

- l'autre, sur la zone de plaines, est constituée de tufs caractéristiques.

On note une rupture entre ces deux formations constituée par un complexe calcaire entre le Cul-de-sac de Paquemar et la Petite Anse Macabou.

Malgré la relative unité géologique de la commune, on observe trois types de sols :

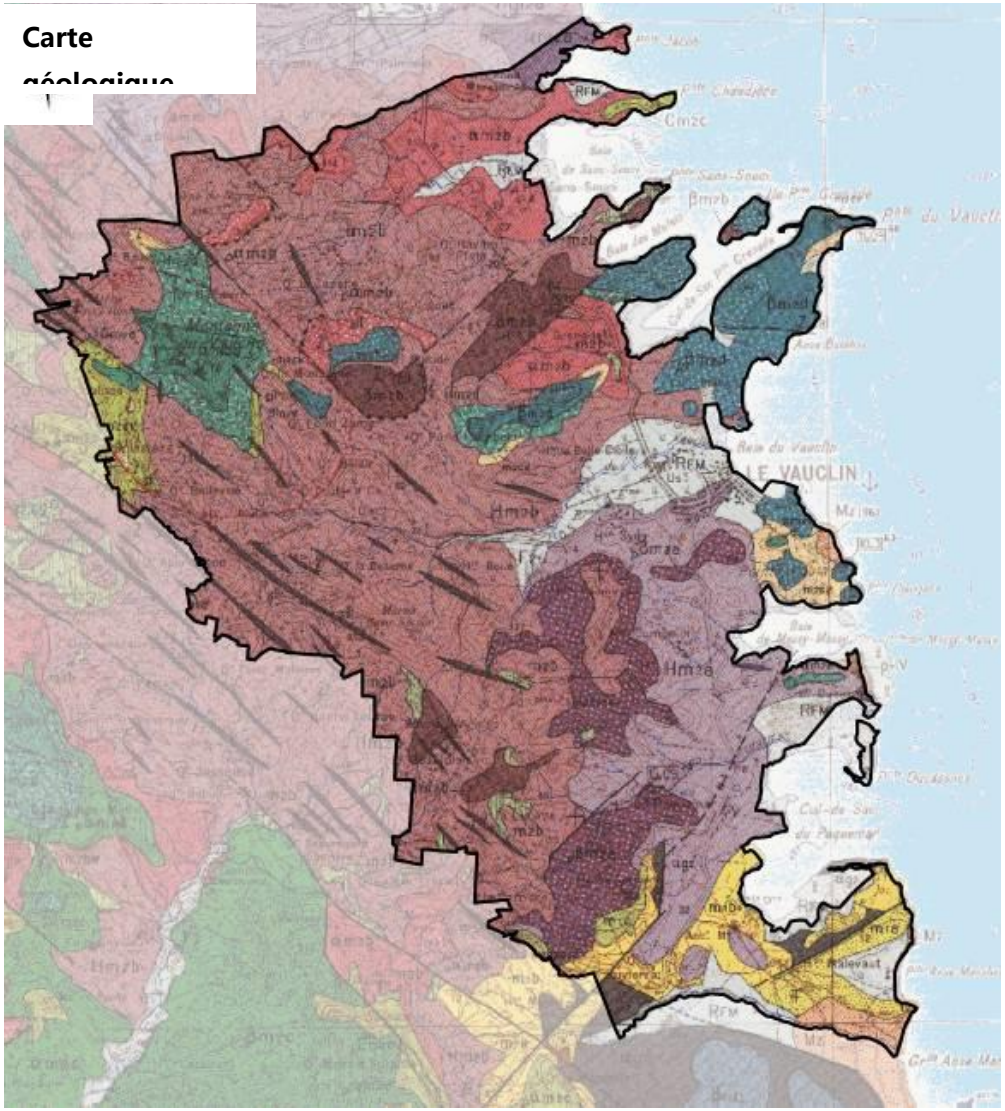
- les sols fersialitiques qui dérivent des roches volcaniques et qui renferment une quantité importante de montmorillonite

- les vertisols dont l'argile est également constituée par de la montmorillonite, mais pauvre en matière organique. Ils se contractent fortement en saison sèche en se fissurant, et deviennent très collants en saison humide

- les sols intermédiaires qui sont situés sur les pentes et dans les régions humides. Ils font la transition avec les sols fersialitiques et sont caractérisés par une dégradation de la montmorillonite en kaolinite.

L'ensemble de la zone de plaines est constitué de sols vertiques plus ou moins profonds.

Carte géologique



L’hydrologie

Le territoire est traversé par **trois cours d’eau principaux :**

- **La rivière Case**
- **La rivière du Vauclin**
- **La rivière de Paquemar**

Par ailleurs, la rivière Massel au sud marque la limite avec Le Marin.

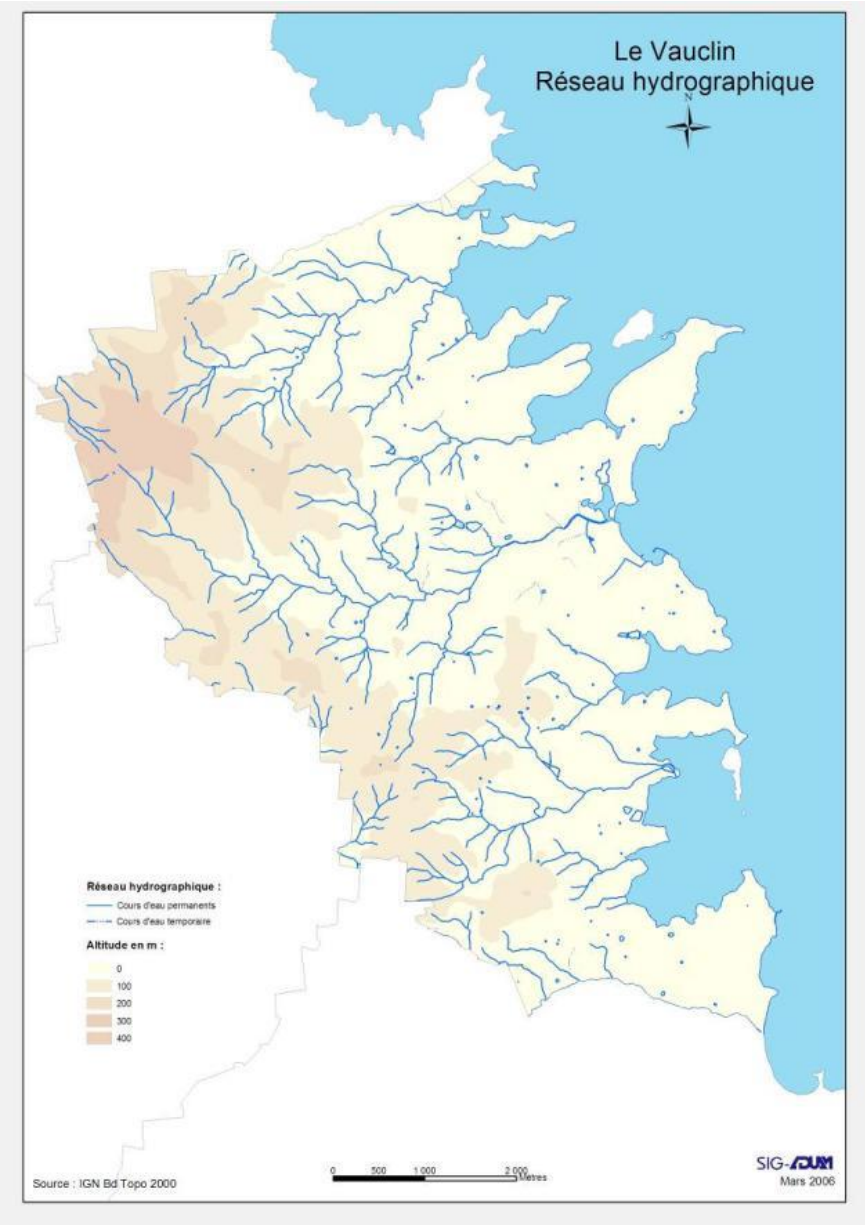
Ces rivières sont **alimentées par de nombreux cours d’eau** dont le débit est variable selon les saisons

La rivière du Vauclin prend naissance au pied de la Montagne du Vauclin et rejoint l’Océan Atlantique au niveau de la baie du Vauclin au droit du centre-ville après un parcours de 6,5 km environ dans une vallée assez évasée. Sur le tronçon aval, de la Belle Etoile jusqu’à la mer, la rivière est soumise à l’influence des marées.

Les affluents sont constitués essentiellement par des petites ravines aux vallées étroites et aux versants pentus.

Les principales caractéristiques géométriques du bassin versant au niveau de l’embouchure sont résumées dans le tableau ci-après :

Superficie (km^2)	Périmètre (km)	Longueur (km)	Pente pondérée (%)	Altitude maximale (m NGM)
10.77	15.2	6.5	10.2	504



Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) a été approuvé par arrêté du 3 décembre 2009 et fixe des orientations pour la période 2009-2015.

Il fixe notamment un objectif d'atteinte du « bon état » des milieux aquatiques à échéance fixée, avec obligation de résultat vis-à-vis de l'Union Européenne.

Il s'articule autour de trois grands axes : des orientations fondamentales, déclinées en dispositions, destinées à permettre l'atteinte d'objectifs de bon état des eaux.

Le SDAGE propose 5 orientations fondamentales qui sont les principes d'action du SDAGE. Elles sont déclinées de façon concrète en dispositions, qui sont des règles de gestion.

- gérer l'eau comme bien commun et développer les solidarités entre les usagers
- lutter contre les pollutions pour reconquérir et préserver le patrimoine dans un souci de santé publique et de qualité de vie
- changer les habitudes et promouvoir des pratiques éco-citoyennes vis-à-vis des milieux
- améliorer la connaissance sur les milieux aquatiques
- maîtriser et prévenir les risques



Carte des bassins versants

Le climat

La Martinique présente un climat tropical, tempéré par les alizés. Les températures sont élevées toute l'année (elles varient de 22 à 30 °C avec une moyenne d'environ 25°C). Toutefois, deux saisons se distinguent :

- de janvier à mai, le carême correspond à la saison sèche

- de juin à décembre, c'est l'hivernage, plus humide ; c'est en général durant cette saison que les risques d'occurrence des cyclones sont les plus importants.

Globalement, la Martinique est un département humide et la côte atlantique 'au vent' connaît plus de précipitations que la côte caraïbe.

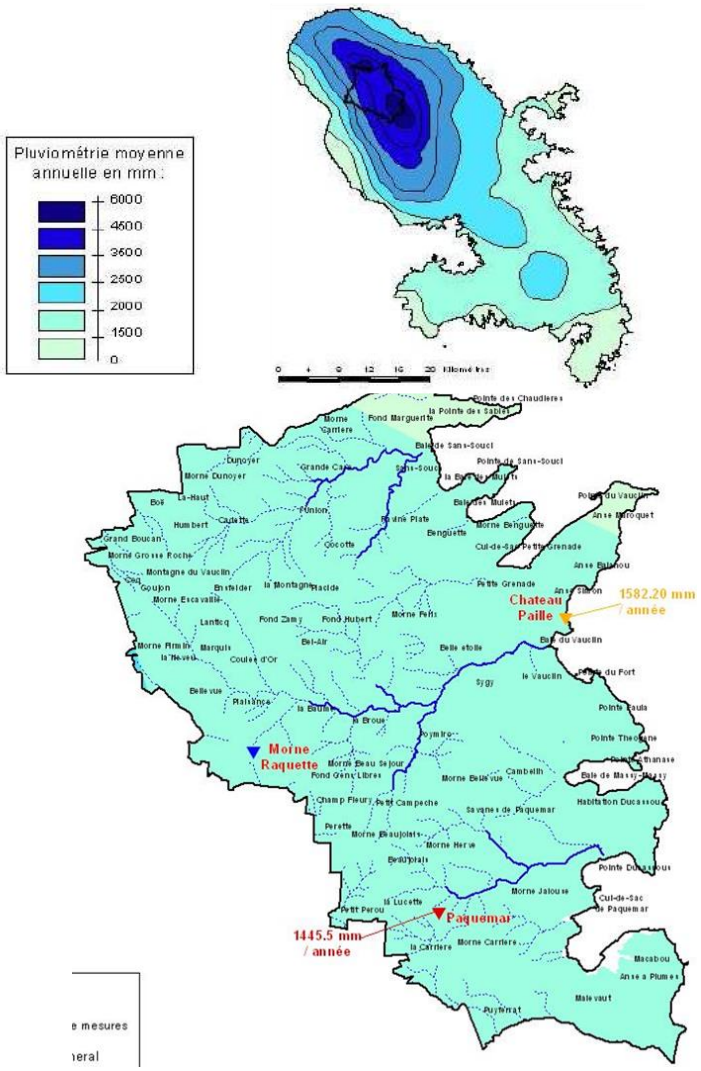
La pluviométrie moyenne inter annuelle montre une dissymétrie très marquée entre les versants Est ou Ouest du relief. Celui-ci constitue une barrière qui provoque l'élévation des masses d'air humide et leur condensation puis des précipitations sous le jeu des alizés.

De ce fait, la côte Est au vent bénéficie d'une pluviométrie supérieure de 1 000 mm à celle de la côte Ouest sous le vent. Aussi, la pluviométrie augmente-t-elle considérablement avec l'altitude (plus de 5 m au sommet de la Pelée). Les pluies tropicales sont caractérisées par des intensités élevées.

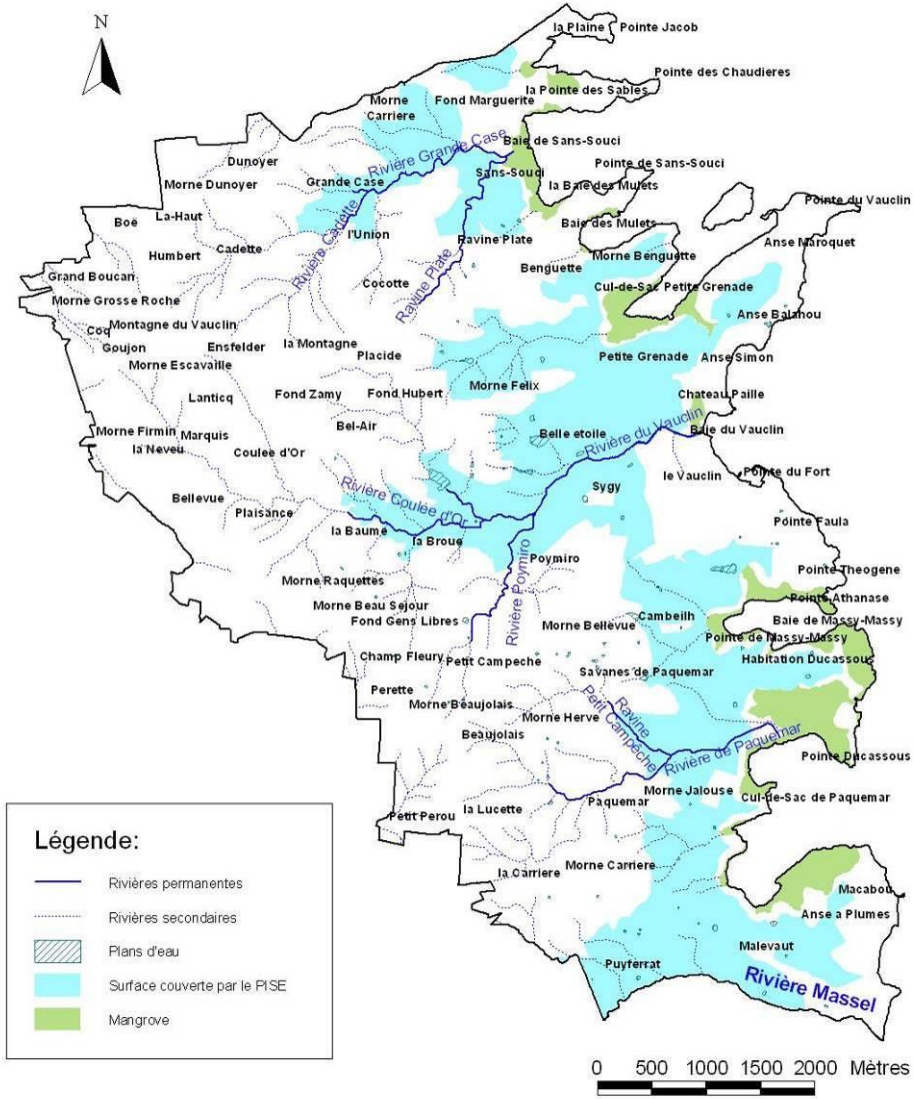
La commune présente un climat tropical à saison sèche marquée de 3 mois en moyenne.

Pendant la saison sèche, la fourniture en eau est indispensable pour maintenir l'activité agricole.

Les principales zones d'élevage de la Martinique reçoivent moins de 2 m d'eau par an, avec une saison sèche marquée. La zone d'élevage la plus importante est située sur le Périmètre Irrigué du Sud-Est (PISE : 10 % de la SAU de l'île). Le PISE couvre 835 ha dans son périmètre d'irrigation. Pourtant en période de sécheresse, le manque d'eau se fait sentir et cela devient une contrainte importante pour l'agriculture. C'est en ce sens, que l'élevage a été un choix de production principale dans cette commune.

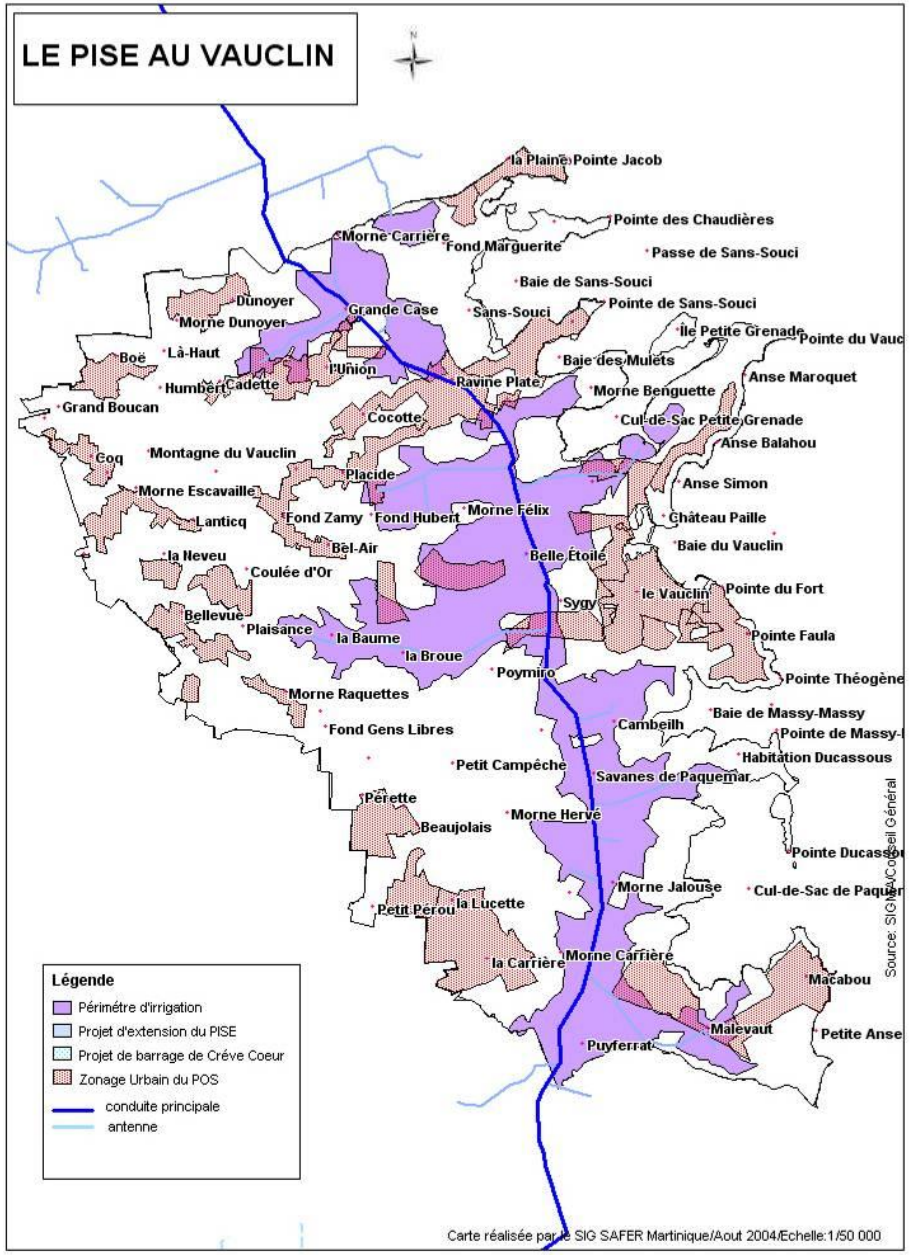


LE CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE



Source: BD Topo - IGN

Carte réalisée par CNASEA Martinique/ Décembre 2003



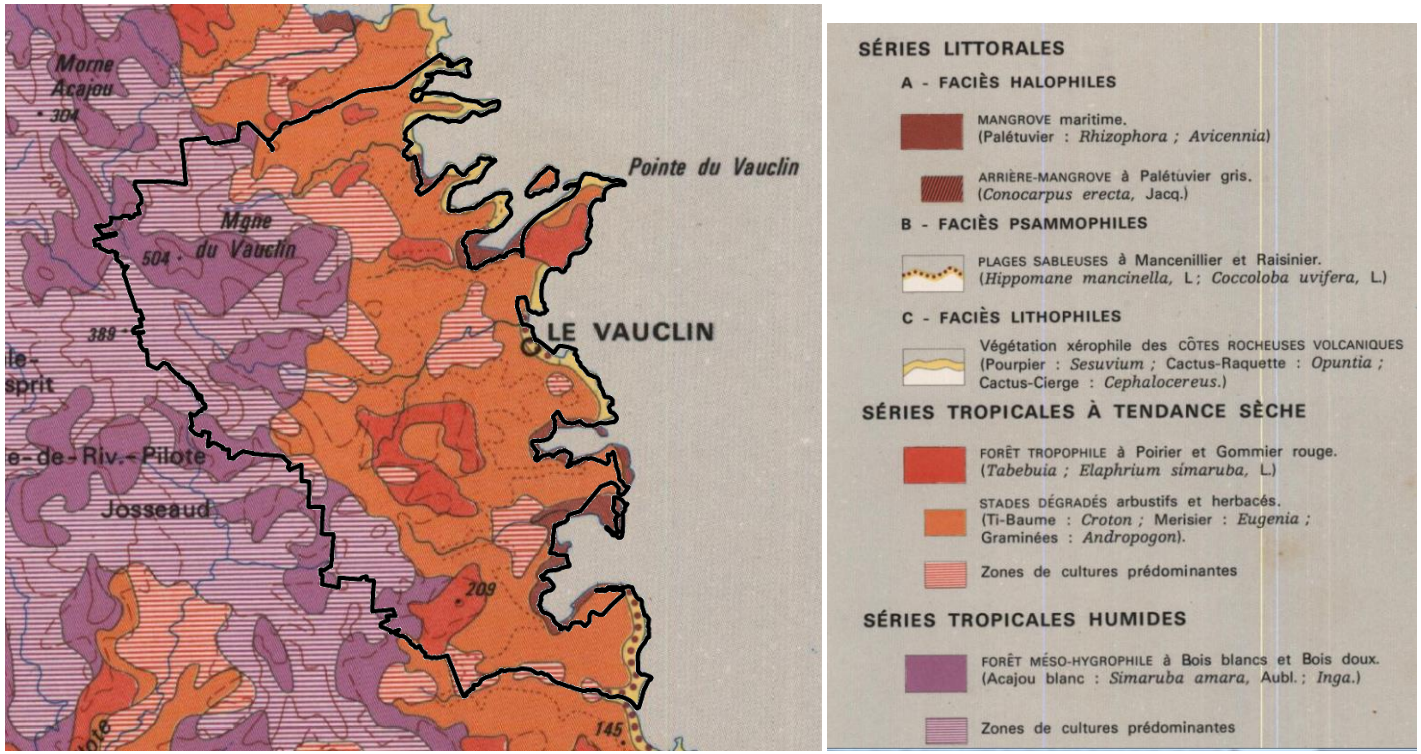
Carte réalisée par le SIG SAFER Martinique/Aout 2004/Echelle:1/50 000

2. Le paysage et les espaces naturels

Les espaces boisés

Ils sont situés essentiellement sur les flancs de la Montagne du Vauclin. La forêt est également présente le long du littoral. Cette forêt bénéficie d'une protection particulière.

Les espaces boisés sont très importants, en particulier dans les zones de mornes. On trouve sur le territoire différent types de forêts en fonction de la pluviométrie. La forêt autrefois présente dans la zone basse a disparu au profit de l'agriculture.



La montagne du Vauclin ainsi que l'extrémité sud-est du territoire est couverte de forêt méso-hygrophile, mais même dans ces secteurs, les zones de cultures prédominantes sont importantes. La forêt de type méso-hygrophile (c'est à dire que les besoin en eau des végétaux sont modérés) est composée de bois blancs, de bois doux et d'acajou. Elle correspondrait à une pluviosité moyenne de l'ordre de 1500 à 3000 mm par an sans période sèche ou presque, une humidité supérieure à 70% et donc à une faible évaporation. La forêt méso-hygrophile à Bois Blanc est la formation secondaire la plus importante.

Dans les plaines, ce qui représente la majeure partie du territoire, la végétation fait partie de la série tropicale à tendance sèche. On y trouve de la forêt tropophile à poirier et gommier rouge ; cependant ce type de végétation est localisé : Poymiro, Carrière, Pointe du Vauclin, Ravine plate). La végétation dominante est le stade dégradé arbustif et herbacé (ti-Baume, merisier, graminées).

Sur le littoral, la végétation est très variée :

- de la mangrove à palétuviers dans la baie de Sans-Souci, de Petite Grenade, dans la baie et sur la pointe de Massy-Massy, et dans le cul-de-sac de Paquemar.
- des plages sableuses à Mancennilliers et Raisiniers au niveau du bourg du Vauclin et à Macabou
- de la végétation xérophile des côtes rocheuses volcaniques (pourpier, cactus-raquette, cactus-cierge).

Le territoire du Vauclin présente donc une diversité de végétation, qui accueille une biodiversité importante, et qu'il est important de préserver, notamment la mangrove, qui est étudiée plus finement dans un paragraphe suivant.

Ces espaces boisés participent à la trame verte du territoire. La liaison entre ces espaces est aussi assurée par la végétation des bords de rivières, qu'il conviendra aussi de protéger.

Le tableau suivant récapitule les surfaces occupées par les différents types de végétation et leur proportion par rapport à la superficie de la commune :

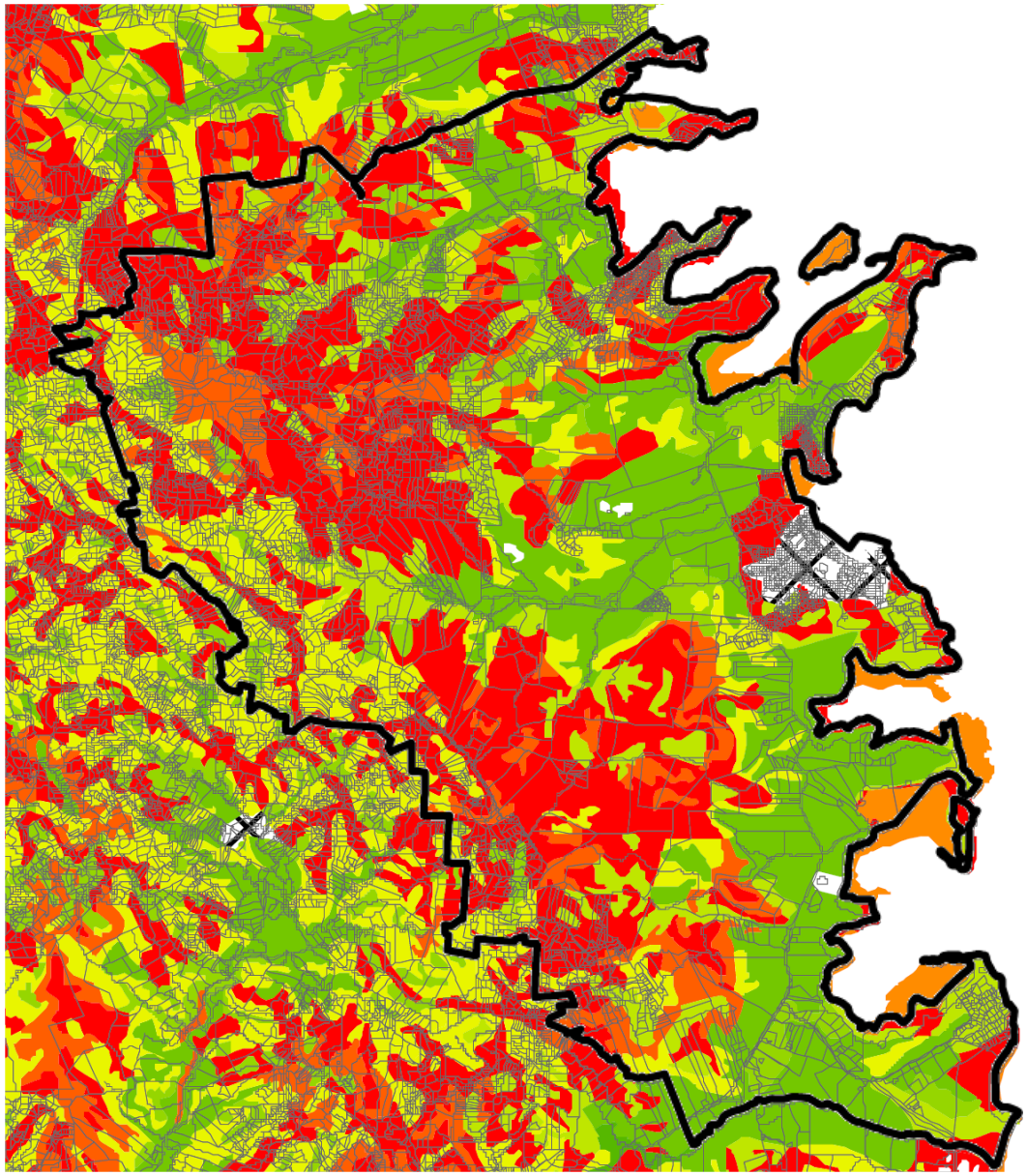
Type de couvert végétal	Superficie occupée (km²)	Proportion par rapport à la superficie communale (%)
Bananeraies	0,63	1,63
Bois	16,19	41,93
Broussailles	0,60	1,55
Vergers	0,04	0,1

Les espaces agricoles

Ils représentent environ 50% de la superficie du territoire communal. Ils sont surtout situés dans les plaines. Le territoire est partagé entre de la culture et de l'élevage. Ces espaces sont importants en termes d'environnement, car ils participent au paysage et à l'identité communale, mais ils ont aussi un rôle de production économique, et surtout ils sont importants en termes de biodiversité ; en effet, la présence de l'élevage induit la présence de haies, de parcelles destinées aux fourrages, qui sont des réservoirs de biodiversité. Il est important de protéger ces espaces, afin qu'ils puissent continuer à remplir leur vocation économique de production, mais aussi participer à la préservation de la biodiversité martiniquaise.

Par ailleurs, le maintien de ces zones cultivées a aussi un rôle important dans le phénomène d'érosion des sols ; en effet, les terres à nu sont plus sensibles à l'érosion ou aux glissements de terrains, notamment dans les secteurs de forte pente.

Les terres agricoles du Vauclin possèdent des potentialités de production importantes, notamment dans les plaines, comme le montre la carte page suivante.



LEGENDE

- Classe 1 (Potentialités du milieu naturel excellentes, très haute productivité)
- Classe 2 (Trés bonnes potentialités du milieu naturel malgré les contrraintes, bonne productivité)
- Classe 3 (Présence de contraintes importantes limitant la potentialité, productivité moyenne)
- Classe 4 (Présence de contraintes importantes limitant le choix des cultures, productivité moyenne)
- Classe 5 (Containte naturelles très limitantes, productivité faible
- Forét publique dont forêt littorale (50 pas géométriques)
- Forêt publique dont forêt littorale (50 pas géométriques)
- Frange littorale improp à l'agriculture (mangroves, rochers, plages)
- Zone de pente excessive (>50%, sans sol reconstitué)
- Zone urbanisée dense (U des POS et grands équipements)
- classe 6 (contraintes excessives, productivité très faible)

Les mangroves, marais et milieux humides

La côte est occupée en grande partie par des mangroves, des marais et des zones humides. Les mangroves correspondent à des formations végétales caractéristiques des littoraux marins tropicaux et occupent les zones de flux et de reflux de la marée. Elles constituent des milieux naturels très riches, tant pour la faune pour laquelle elles représentent une zone de production privilégiée (poissons, crabes, oiseaux…) que pour la flore (présence notamment de Palétuviers, arbres aux racines aériennes qui croissent dans la vase). Elles constituent également une protection contre les inondations dues aux marées et aux crues de rivières et contre l'érosion. En sa qualité d'espace boisé homogène, la mangrove assure de puissantes fonctions chlorophylliennes et favorise l'épuration des eaux marines et fluviales.

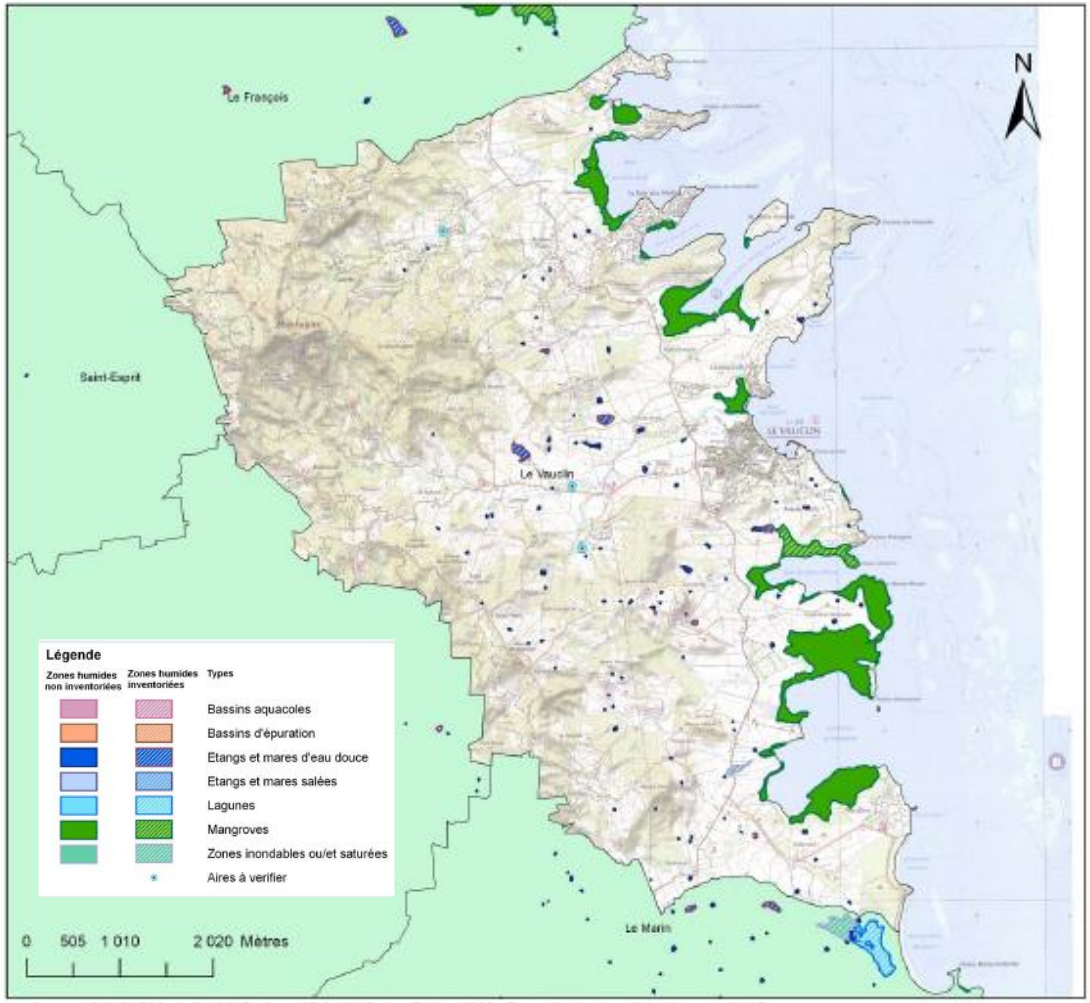
L'inventaire des zones humides de la Martinique, réalisé sous l'égide du Parc naturel Régional de la Martinique en 2005 et actualisé en 2007 en application de la Convention RAMSAR signé en 1971, fait apparaître 12 entités sur le territoire du Vauclin dont trois d'entres elles se concentrent sur sa façade maritime.

Ces zones humides sont intégrées aux enjeux portées par le SDAGE, au travers notamment de la gestion équilibrée de la ressource en eau visant, plus particulièrement, à assurer la préservation des zones humides.

Le commune du Vauclin est par ailleurs impactée par trois zones humides riveraines implantées sur la commune du François pour l'une d'entre elle et sur la commune du Marin pour les deux autres.

La zone humides inventoriée au Sud du territoire communal fait partie d'un ensemble plus vaste se développant sur le territoire de la commune du Marin (ZNIEFF de Macabou), constituant un ensemble cohérent occupant toute la façade maritime Atlantique et présentant une mangrove, un étang lagunaire ainsi qu'une arrière mangrove (forêt domaniale du littoral. L'avifaune, particulièrement riche, relève des espèces à protéger au sens du classement UICN. Ces mêmes zones

Les zones humides de la commune du Vauclin



Source : SIG PNRM - Juillet 2007 - Scan 25 © IGN Paris - Edition 2000 - Reproduction interdite - Licence n°0017

abritent quelques espèces végétales relevant des espèces protégées du fait de leur rareté ou d'une règlementation spécifique.

L'ensemble des zones humides présentes sur le territoire de la commune du Vauclin est très fortement investi par l'avifaune et se caractérise par l'étendue des espaces de fonctionnalité qui leur sont associés pour le nourissage et la nidification. Les espaces de fonctionnalité les plus vastes concernent les zones humides de la lagune de Macabou, Grand Etang de Bel Air, Grand étang de Belle Etoile, Mangrove de la distillerie du Simon, zone inondable de la rivière Massel, mangrove de la baie de Massy-Massy et zone inondable de Paquemar.



Espace agricole

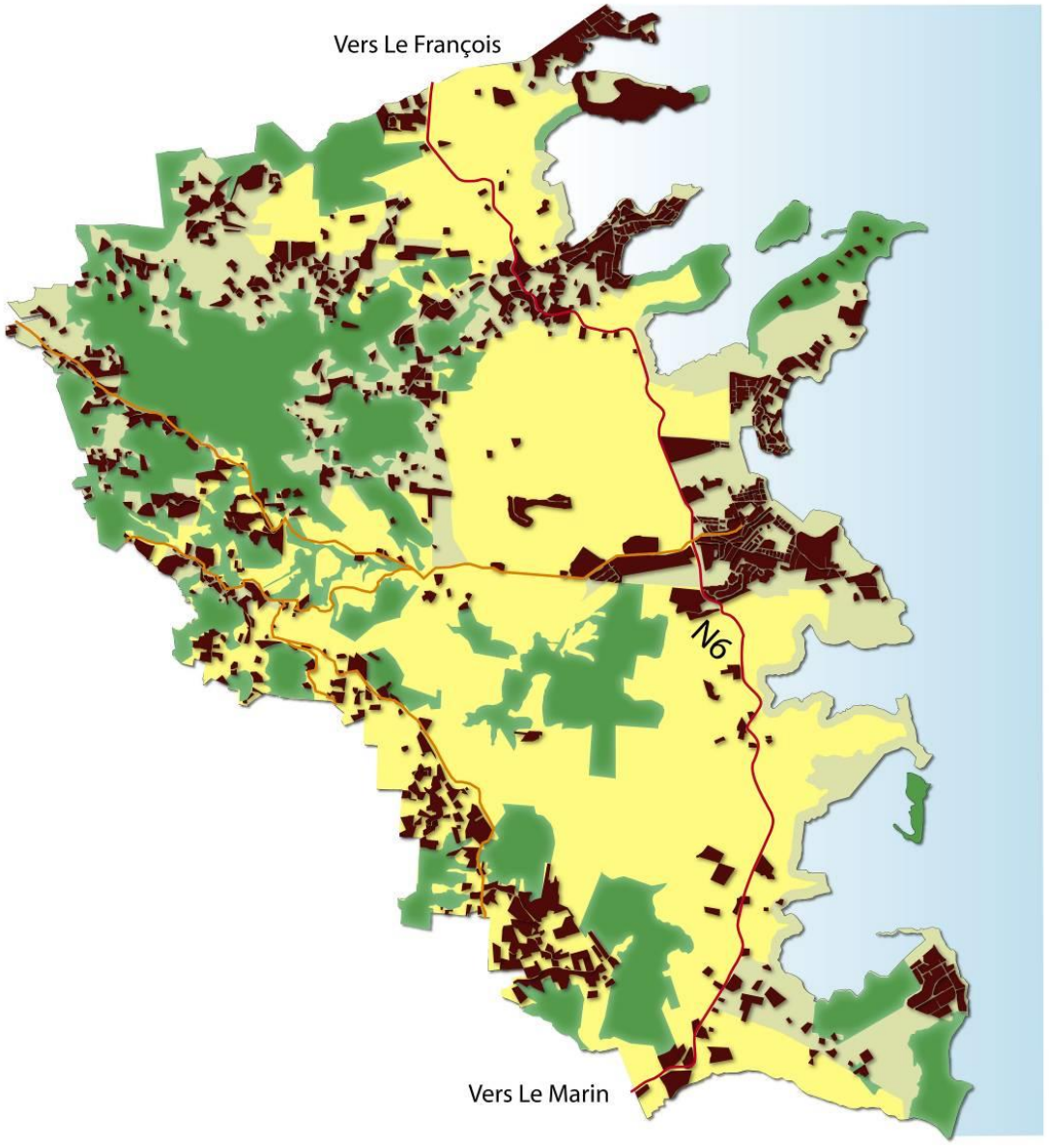


Espace boisé



Mangrove

Carte de l' occupation des sols



Les espaces naturels bénéficiant de protections

Les espaces naturels sensibles

Le patrimoine naturel de la Martinique est soumis à de fortes pressions : augmentation démographique, essor économique, développement touristique, risques de pollutions…

La politique des espaces naturels sensibles (ENS) doit répondre à deux objectifs :
• préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et assurer la sauvegarde des habitats naturels ;
• aménager ces espaces pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel.

Cette politique vise ainsi à préserver, reconquérir et valoriser des espaces qui présentent des fonctions écologiques et/ou paysagères remarquables et/ou sont menacés. C'est pourquoi, le Conseil Général a lancé la création d'un schéma départemental des espaces naturels sensibles en 2007.

Deux sites ont été identifiés au titre des ENS sur le territoire communal :
- La Montagne du Vauclin/le Calvaire
- La Petite Anse et la Grande Anse de Macabou, l'Anse Grosse Roche, la Pointe Macré (qui se situe sur le territoire du Vauclin et du Marin).

- La Montagne du Vauclin/le Calvaire
Le site a une superficie d'environ 55 ha. Il s'agit d'un massif montagneux, couvert de forêts présentant des formations moyennement humides et humides, ce qui est peu courant dans le sud de la Martinique. C'est un réservoir génétique important par la présence de nombreuses espèces peu représentées dans l'ensemble de l'île. On note la présence d'une espèce remarquable endémique stricte de cette montagne et qui n'existe donc nulle part ailleurs dans le monde : la grosse merise. De telles formations végétales, diversifiées et évoluées, entraînent la présence de nombreuses espèces aviaires ainsi que d'une riche faune entomologique, probablement l'une des plus importantes en diversité pour le sud de l'île.

Les intérêts pour ce site sont de différentes natures :

- Biologique : refuge biologique pour de nombreuses espèces végétales méso-hygrophiles, dont une espèce endémique stricte.
- Paysager : massif élevé et verdoyant, dans un paysage hautement dégradé et asséché.
- Pédagogique : itinéraire balisé autour du chemin de croix, pour la découverte d'un écosystème remarquable pour le sud, avec de très beaux panoramas.
- Hydrologique : réservoir hydrique à préserver pour la survie des formations méso-hygrophiles exceptionnelles dans cette partie de l'île, et pour le régime hydrique de la zone
- Scientifique : un observatoire permettrait de suivre l'évolution des formations forestières et le comportement des espèces rares présentes

- La Petite Anse et la Grande Anse de Macabou

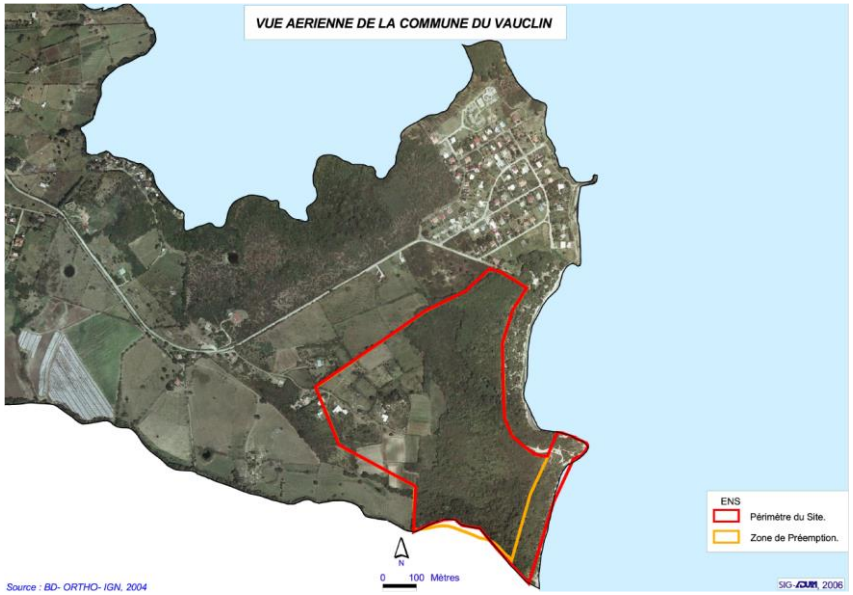
Macabou, une large bande côtière à la végétation remarquablement riche et bien conservée

Cet ensemble remarquable est situé entre le lotissement de l'Anse à Plume au Nord et la rivière Massel au Sud, limite communale avec le Marin. Il comprend donc la plage de Petit Macabou ainsi qu'une partie du territoire de Grande Anse Macabou. L'ENS possède, en partie boisée, une vaste zone humide. L'accès à l'ENS s'effectue par une voie carrossable privée, non bitumée, menant au Lotissement de l'Anse à Plume. Ce chemin difficilement praticable contribue notamment à limiter la fréquentation et de ce fait à conserver les lieux.

Le site bénéficie déjà de protections et valorisations lui conférant une forte valeur paysagère : protection forte dans le SAR et ZNIEFF.

L'écosystème riche en particulier au niveau de la faune aviaire (pluviers, merles, etc.), entomologique (abeilles, bourdons, papillons, etc...) et des arthropodes (Touloulous et Bernard-l'ermite).

On y note la présence de nombreuses zones humides indispensables à la vie animale : étangs, mangroves, marigots, rivières temporaires, milieux marins. La rivière Massel est un réservoir en eau pluviale, essentiel au fonctionnement et à l'alimentation de la mangrove et des étangs.



La vocation naturelle du site assurée par l'ambiance végétale dense, originale et relativement bien préservée : formations boisées d'arrière plage les plus remarquables de l'île, longue ceinture de Pourpier bord de mer, concentration de Raisiniers, de Mancenilliers, de Cocotiers et de cactées.

La fréquentation générale est limitée garantissant la conservation et la tranquillité du milieu.

Le site représente un espace naturel « de proximité », une coupure d'urbanisation par rapport aux lotissements environnants. C'est un lieu de respiration, d'évasion précieux pouvant être utilisé par les habitants.

Le site est relativement bien conservé mais vulnérable face aux constructions et activités touristiques prévues, ainsi qu'à l'eutrophisation visible des côtes : forte concentration d'algues sur le rivage (signe de pollution marine).



Belle ouverture sur la mer



Végétation du littoral
de Grande Anse Macabou



Présence de Pluviers



Contraste de couleurs : végétation
dense, amas d'algues sur sol sableux



Entrelacs de racines de palétuviers aux
abords de la Rivière Massel



Vue générale sur l'embouchure
de la Rivière Massel



Ambiance particulière
du sous-bois



Raisinier bord de mer



Bernard-l'ermite



Verveine à queue de rat



Acacia



Touloulous

Les ZNIEFF

Au même titre que les richesses culturelles, la nature fait partie de notre patrimoine commun. Elle contribue à la qualité de notre vie quotidienne en raison de sa valeur biologique et paysagère.
L'inventaire comporte deux types de ZNIEFF :

• ZNIEFF de type 1 : secteur de superficie généralement limitée, défini par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Exemples : tourbière, prairie humide, mare, falaise. Ces espaces doivent faire l'objet d'une attention toute particulière lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement et de gestion.

• ZNIEFF de type 2 : grands ensembles naturels riches ou peu modifiés par l'homme ou offrant des potentialités biologiques importantes. Dans une ZNIEFF de type 2, certains secteurs particulièrement riches peuvent aussi être inventoriés en ZNIEFF de type 1. Exemples : massifs forestiers, plateaux.

Sur la commune du Vauclin, on recense 2 ZNIEFF de type 2 et une partie de ZNIEFF de type 1.

- La ZNIEFF Petite Anse et Grande Anse de Macabou - Anse Grosse Roche – Pointe Macré

Il s'agit d'un ensemble de milieux naturels littoraux de superficie relativement importante (274 ha) s'étendant sur les communes du Vauclin et du Marin, caractérisé par une grande diversité biologique comprenant : des zones humides (étangs, mangroves, marigots, rivières temporaires, milieux marins) ; des formations boisées d'arrière plage (les plus remarquables de l'île) ; des forêts secondaires de mornes, riches de potentialités futures.

Certaines de ces forêts sont installées sur des formations calcaires, lesquelles ne représentent que 5 % de la surface de la Martinique. Cette diversité de milieux entraîne une grande biodiversité, en particulier au niveau de la faune aviaire sédentaire et migratrice, et de la faune entomologique.

Les intérêts pour ce site sont de différentes natures :

- Biologique : Grande diversité de milieux naturels et d'espèces végétales et animales. Site de ponte de Cheloniens migrateurs.
- Paysager : Secteur regroupant plusieurs des plus belles anses du Sud de la Martinique, couronnées d'un ensemble de mornes boisés verdoyants.
- Pédagogique : Sentier de randonnée pédestre balisé en arrière du Grand Macabou, permettant la découverte des différents milieux.
- Hydrologique : La rivière Massel constitue un collecteur très important des eaux pluviales avoisinantes, et est indispensable à l'alimentation et au fonctionnement des étangs et de la mangrove.
- Scientifique : Compte tenu de l'hétérogénéité des milieux et de la diversité des niveaux dynamiques, c'est un terrain privilégié pour l'observation et le suivi des populations botaniques et faunistiques (dulçaquicoles et marins).

- La ZNIEFF La Montagne du Vauclin

Ce massif de 56 ha accueille de nombreuses espèces peu représentées dans l'ensemble de l'île *Crateva Tapia* (Grand Cosmaya) ; *Sideroxylon Foetidissimum* (Acomat Franc) ; *Picrasma Excelsa* (Bois Amer) ; *Sloanea Massoni* (Châtaignier petites feuilles) ; *Pouteria Semecarpefolia* (Contre Vent) ; Sloanea dentata (Châtaignier grandes feuilles) ; *Tapura Latifolia* (Bois Côtes) ; *Guarea Macrophylla* (Bois Pistolet) ; *Ilex Nitida* (Bois Citron) ; *Ocotea Leucoxylon* (Laurier fine).

La forêt domaniale littorale (source : ONF)



Route d' arrière plage en forêt domaniale littorale (Petite Anse Macabou)

Cette forêt porte sur la zone des 50 pas géométriques, soit un statut de protection sur 1.846 ha, 240 km de côte et plus de la moitié des rivages martiniquais. Cela représente un enjeu très important puisque 90 % de cette forêt sont classés espace remarquable.

Une situation côtière originale

En Martinique, la zone dite des « 50 pas géométriques » consiste en une bande de terrain de largeur constante (81,2 m) juxtaposée au rivage de la mer sur tout le pourtour du littoral de l'île, ainsi que des îlets ou îlots. Cette zone est délimitée du côté de la mer, par le domaine public maritime (limite des plus hautes marées) et du côté de la terre, par les propriétés privées.

Principalement composée d'espaces naturels et forestiers, cette zone relève du régime forestier. Elle est donc gérée en application du Code forestier, ce qui la rend inaliénable et imprescriptible.

Au total, sur les 27 communes du littoral, 24 sont concernées, avec des surfaces très inégales. Parmi les plus importantes figurent Sainte-Anne (313 ha), Trinité (305 ha), Le Robert (226 ha), **Le Vauclin (167 ha)** et Le François (127 ha).

De nombreuses actions pour assurer l'intégrité territoriale

La forêt domaniale du littoral renferme des milieux fragiles et de grand intérêt écologique.

De nombreuses dispositions sont mises en œuvre par l'ONF pour protéger cette forêt, dont moins de 2% de la surface sont déclarés espace urbanisé.

La lutte contre les occupations illégales se poursuit avec deux régimes :

- lorsque les constructions ont été réalisées avant la remise en gestion à l'ONF, des concessions temporaires de 9 ans renouvelables sont proposées aux occupants.
- lorsque les constructions sont plus récentes (après 1986), des poursuites sont systématiquement engagées. 48 procédures sont en cours, certaines étant suspendues en attente des décisions de la cour d'appel sur la propriété.
- exception à ces règles : les activités liées à la mer (abris de marin-pêcheur, aquaculture), qui peuvent bénéficier de concessions, même pour des constructions récentes.

Les délimitations et bornages de la limite haute de la forêt ont été relancés en 2003, avec le bornage de plus de 8 km. Le programme cumulé des années 2004 et 2005 dépasse 15 km. Ces travaux sont aidés à 50% par le FEDER au titre de la protection du littoral. En 2006, ce sont plus de 6 km qui ont ainsi été bornés.

Le reboisement des zones cultivées ou pâturées doit également permettre de préserver la propriété publique et créer une zone de transition naturelle entre les activités humaines et la mer. 12 ha ont été réalisés sur un programme de 2001, 10 ha sont en cours sur un programme de 2003, une nouvelle tranche a été entamée en 2005. Ces travaux sont financés par l'Europe, la Région et l'ONF.

Le transfert, au domaine public, de 22 ha de terrains construits a aussi été réalisé au cours des dernières années. De nouveaux transferts pour une dizaine d'hectares sont en préparation. Le retour à l'état naturel n'est pas envisageable pour ces terrains, dont les occupants pourront bénéficier de la loi de 1996.

Enfin, une politique d'échange, notamment pour les constructions installées sur les limites de la forêt domaniale, a été proposée récemment.

Des mesures en faveur des milieux et de l'accueil du public

Des réserves biologiques pourront être créées dans les zones les plus intéressantes, afin d'assurer leur sauvegarde et mieux les connaître, par exemple, avec l'aide du Conservatoire du littoral.

La forêt domaniale littorale offre des sites de bord de mer très réputés qui attirent le public et nécessitent d'améliorer encore l'offre récréative en forêt, par exemple sous forme de sentiers de promenade. Les projets sont réalisés en concertation avec les collectivités et sous forme de partenariats. L'entretien des équipements en place bénéficie aussi du soutien financier du Conseil régional.

Les forêts du Conservatoire du Littoral (source : Conservatoire du Littoral)

Le Conservatoire du littoral a confié à l'ONF la gestion de la moitié des terrains qu'il a acquis, soit 1.022 ha, avec pour objectif de concilier la préservation des espaces boisés tout en organisant la fréquentation des sites.

Sur le territoire communal, les sites concernés sont Cul de Sac de Petite Grenade et Grand Macabou. Chaque site bénéficie d'un document de gestion (plan de gestion ou aménagement forestier) qui prévoit la réalisation d'actions soucieuses de l'environnement, tout en assurant un accueil du public de qualité. Elles sont mises en œuvre par l'ONF pour le compte du propriétaire.

Par exemple, des études et inventaires scientifiques sont menés sur certains de ces territoires afin de mieux connaître les enjeux de leur préservation.

Des vestiges présents sur les sites acquis font également l'objet d'une mise en valeur patrimoniale.

Le site Cul de Sac de Petite Grenade

Surface : 12,3 hectares

Période d'acquisition : 2006

Ce site naturel est constitué d'une petite zone de forêt basse, d'une prairie et d'une remarquable mangrove à Palétuviers rouge. Il s'agit d'un secteur encore bien préservé en Martinique.





Grand Macabou

Le site de Grand Macabou

Surface : 114,4 hectares

Période d'acquisition : 1982

Nom du gestionnaire : Office National des Forêts (Gestionnaire écologique)

Ce site naturel forme le cap le plus avancé de la Martinique en direction de l'est. Géologiquement, il s'agit de la face émergée la plus ancienne de l'île.

Le Domaine du Grand Macabou livre des paysages sauvages empreints d'authenticité. Divers caps rocheux forment des avancées vers la mer. Ils sont reliés par de longues plages de sable corallien arborées d'anciennes plantations de cocotiers. En arrière, une mangrove colonise les abords des marigots* et de l'étang Massel. Sur les avancées rocheuses, une ancienne savane jadis pâturée est ponctuée de cactus et d'arbustes secs. Y siège la chapelle de la Vierge des Marins, livrée aux embruns et aux randonneurs pèlerins. Cet ensemble préservé de 115 hectares est clos par des mornes boisés, qui livrent de superbes panoramas sur toute cette mosaïque de paysages.

** petite étendue d'eau fermée (mare) souvent dépourvue d'eau pendant la saison sèche.*



- La flore

Savane et forêt sèche peuplent cette terre volcanique. S'y côtoient graminées, acacias, Cactus cierge, Raisiniers grandes feuilles, Cocotiers, Patates-bord-de-mer, Poiriers-pays, Ti-baumes....

Cactus cierge



Bécasseau sanderling



- La faune

Une soixantaine d'espèces d'oiseaux ont été recensées au Grand Macabou, le long des anses, dans l'étang, en forêt sèche. Les limicoles sont facilement observables le long de l'estran. Lors de la période migratoire, bécasseaux, chevaliers et pluviers font halte sur ces plages riches en invertébrés dans les nombreuses laisses de mer.

Le PNRM

Une partie de la commune est concernée par le Parc Naturel Régional (PNRM) de Martinique.

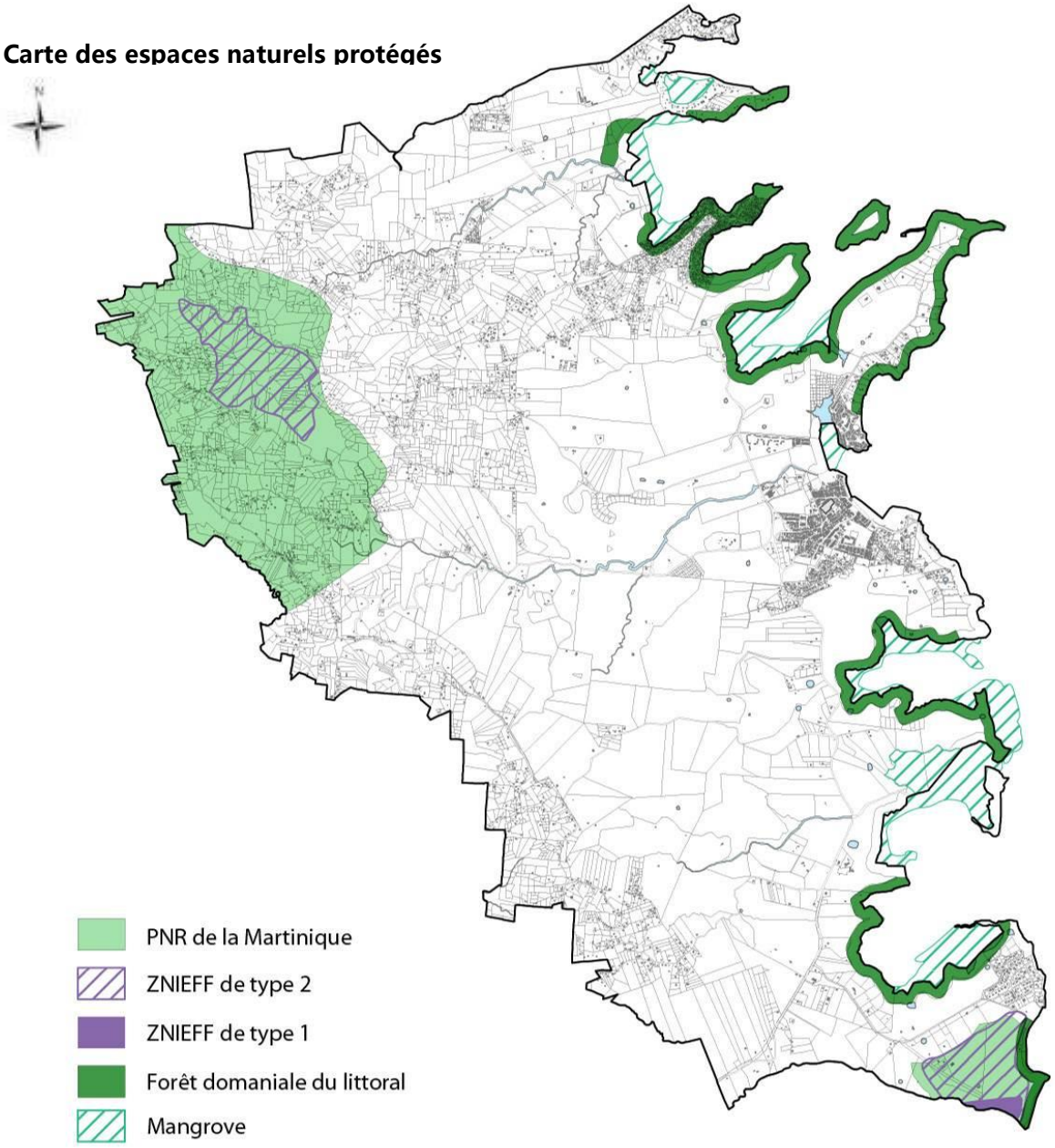
Créé en 1976 et regroupant 32 communes, le PNRM a pour mission principale de protéger et valoriser la nature et les paysages martiniquais. Cette mission s'adresse d'abord aux espaces naturels protégés dont, la Réserve naturelle de la Caravelle - dans le Nord du Parc, sur la commune de Trinité - ou la Réserve ornithologique des îlets de Sainte Anne, dans le sud du Parc. Mais, le Parc, c'est également des sites naturels aménagés tels que le Domaine de Tivoli où est implantée la Maison du Parc (Fort de France) ou encore le Domaine d'Estripault où se trouve la Maison de la Nature (Morne Rouge).

La charte du PNRM définit les objectifs suivants :

- Maîtriser l'évolution du territoire,
- Protéger le patrimoine naturel et les paysages,
- Sauvegarder et promouvoir le patrimoine culturel martiniquais,
- Valoriser le patrimoine naturel et culturel au service d'un développement durable à la Martinique,
- Développer l'accueil, l'information et l'éducation du public.

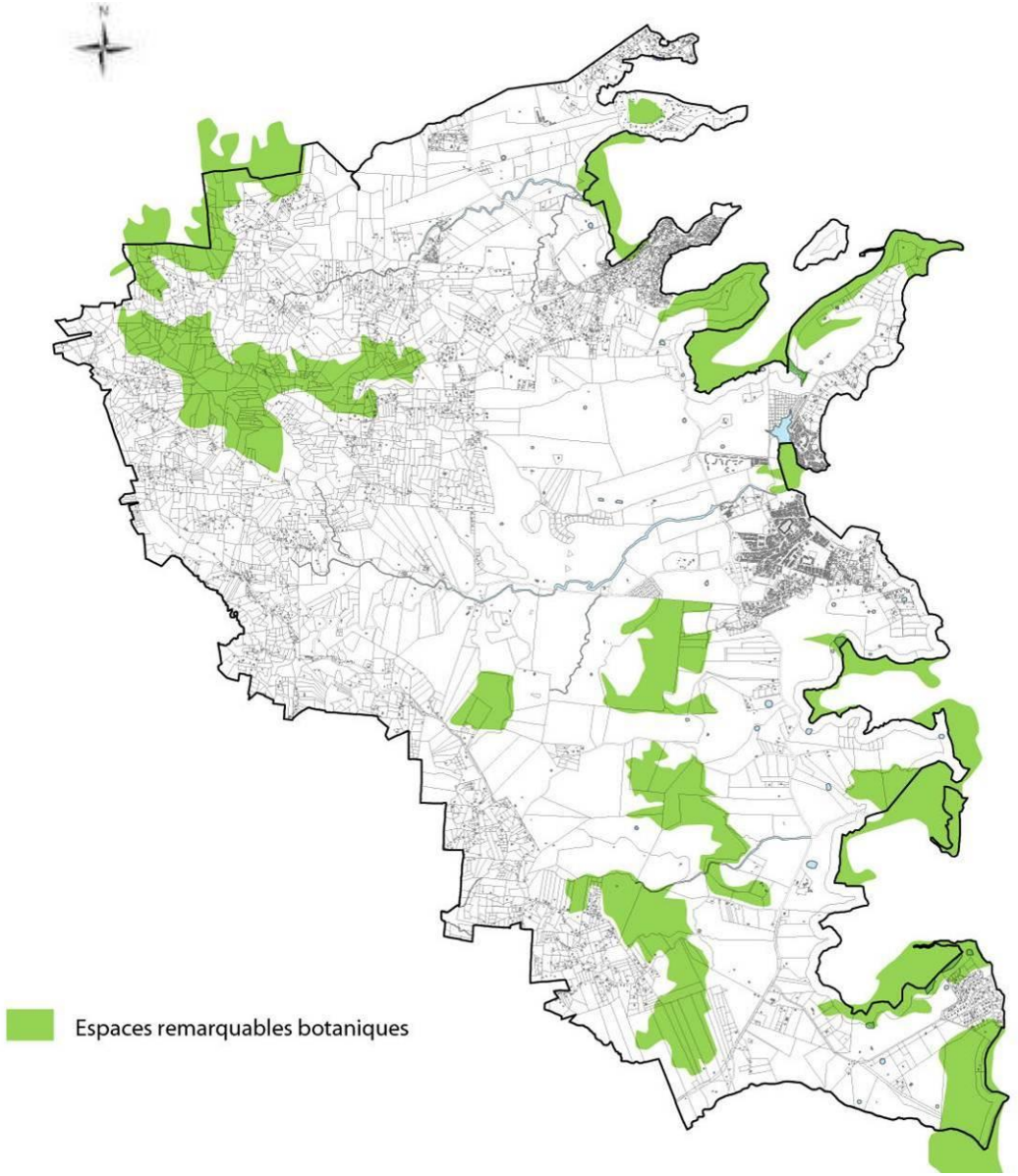
Afin de mener à bien ses actions, le Parc est géré, en accord avec l'Etat, par un syndicat mixte composé de différents partenaires : la Région, le Département, les communes, les groupements de communes qui désignent des délégués élus à son comité. Il dispose aussi d'organes consultatifs tels que le Comité scientifique du Parc, ou l'Association des Amis du Parc.

Carte des espaces naturels protégés



Cette carte, réalisée par la DIREN (Direction régionale de l'environnement), présente les espaces remarquables botaniques, regroupant des espaces boisés, des mangroves, des espaces agricoles…

Carte des espaces remarquables



Les paysages

3 entités paysagères peuvent être définies en fonction du relief :

- La Montagne du Vauclin et les mornes
- Les plaines
- Le littoral

Chaque entité présente des caractéristiques variées.

La montagne du Vauclin et les mornes :

Cette entité forme la limite ouest du territoire et la Montagne du Vauclin, culminant à 400 m, marque fortement le paysage. Le relief est très marqué, avec des pentes très importantes, ce qui créée de nombreux points de vue sur l'ensemble de la commune.

Il s'agit d'une zone très marquée par la présence des boisements, mais victime d'un mitage important. En effet, de nombreux hameaux se sont développés sur le relief, comme en témoigne la carte ci-contre. Depuis la route des mornes, on aperçoit même la Mer Caraïbe.

En termes d'architecture, les cases ont longtemps été plutôt fondues dans cet urbanisme végétal, par la nature des matériaux utilisés. En soixante ans, l'architecture des campagnes et des mornes habités a changé, globalement en se « durcissant », délaissant les matériaux naturels de bois, de paille, de tuile, au profit du béton et de la tôle. Mais l'écrin végétal joue toujours son rôle.













Morne Escavaille (extrait de l'Atlas des paysages)



Les mornes habités (vers Morne Firmin, le Vauclin) : si l'architecture a évolué en se « durcissant », l'écrin végétal mixant plantes utilitaires et ornementales s'est maintenu et constitue aujourd'hui le tissu végétal de l'urbanisme

Les plaines :

Elles se situent en zone basse du territoire, ayant donc un relief peu marqué, ce qui engendre des paysages ouverts. Ces espaces sont marqués par la présence de l'agriculture et de l'élevage, évoluant, dans les formes et les couleurs, au fil des saisons. C'est aussi dans cette zone que se développe une grande partie de l'urbanisation, qui se concentre majoritairement au nord du territoire.

On distingue sur le territoire trois types de paysages agricoles (extraits de l'Atlas des paysages de la Martinique) :

- **les paysages des grandes cultures** (banane, canne à sucre), souvent sur grandes parcelles voire grandes propriétés foncières, avec peu d'habitat : c'est le paysage des habitations



Les paysages agricoles des habitations apparaissent tout particulièrement caractéristiques de la Martinique. Ils offrent de vastes surfaces agricoles « pures », plantées de bananes ou de canne à sucre, non mitées par l'urbanisation, dans des secteurs pourtant fortement soumis à la pression urbaine, aux portes des villes et bourgs du littoral. C'est là leur valeur paysagère principale.

- **les paysages des cultures vivrières**, sur petites parcelles, imbriquées au bâti : c'est le paysage des jardins créoles



Les cultures vivrières et les jardins créoles composent parmi les paysages les plus étonnants de la Martinique, à la fois familiers et spectaculaires. Ils accompagnent en particulier les pentes raides et les sommets escarpés des mornes du sud.

Ils s'opposent presque trait pour trait à ceux des grandes cultures et des habitations déroulés en contrebas : de minuscules parcelles et non plus de grandes propriétés foncières ; une grande diversité végétale et non plus une monoculture de canne ou de banane ; des pentes raides et même vertigineuses et non plus de douces plaines littorales ; une étroite imbrication avec le bâti et non plus des surfaces vierges de constructions. L'addition contrastée de ces deux types de paysages agricoles contribue à la richesse paysagère de la Martinique dans son ensemble. C'est une fois de plus l'histoire qui permet d'expliquer la formation de ce paysage si atypique, propre à la Martinique.



Sur les hauteurs escarpées des mornes du sud, la topographie est trop vive pour que cet habitat puisse évoluer en s'agrégeant en « villages » ou en « bourgs ». Cet éparpillement, ces longs linéaires de jardins habités à la faveur des crêtes, ont donc perduré jusqu'à aujourd'hui, renforcés par les successions, qui conduisent au morcellement des parcelles et à l'apparition de nouvelles cases environnées de leur accompagnement nécessaire d'arbres à pain, avocatiers, manguiers et cocotiers.

- **le paysage de l'élevage**

L'élevage est très présent en Martinique ; il contribue à composer des paysages de grande qualité, qui font une part de la personnalité de l'île. Contrairement à d'autres îles tropicales (comme La Réunion), les prés et les pâtures ne se concentrent pas en altitude. On les trouve certes en petites surfaces disséminées dans les hauts du nord de l'île, contribuant à la diversité des paysages de « campagnes » décrits ci-dessus ; mais l'essentiel des prés s'étend en « savanes » sur les pentes basses du sud de l'île, jusqu'au contact direct avec la mer.

Les prairies et pâtures en savanes offrent le grand avantage de rendre vivant le paysage par la présence des animaux, d'ouvrir les vues, notamment vers la mer, et d'enrichir les milieux et les paysages par l'existence de structures paysagères valorisantes telles que les haies, les bosquets d'arbres, les mares abreuvoirs : autant de motifs qui disparaissent des secteurs mis en culture, mais que l'élevage permet de créer et de pérenniser.



Le littoral :

« La côte atlantique du Vauclin et du François est marquée par une géographie complexe de pointes longuement allongées en mer, prolongées par endroits par des îlets et protégées par un récif frangeant. Cette complexité du trait de côte est propice à la présence de nombreuses baies constituant autant de sites et de milieux particuliers, avec notamment des mangroves. Au pied des mornes, les basses pentes et plaines littorales sont occupées par les grandes cultures de bananiers et de canne, tandis que l'urbanisation tend à gagner les pointes littorales, ou à surgir en opérations isolées dans l'espace agricole, fragilisant le paysage. La RN 6 dessert la côte, l'ensemble restant relativement isolé par la présence des mornes du Vauclin qui servent d'appui protecteur face à la poussée Foyalaise. » (Extrait de l'Atlas des Paysages)



La belle côte du Vauclin vue depuis les environs de la chapelle du Grand Macabou.

Cette entité présente des profils variés : urbanisation très dense, plages, anses sauvages, urbanisation plus limitée, mangroves.

L'urbanisation dense du bourg et de ses environs

Le bourg du Vauclin s'est développé face à la mer, résolument tourné vers cet élément naturel majeur. Le bourg s'est étendu en grignotant de l'espace agricole et s'est développé petit à petit une urbanisation des fonds, des pentes et des crêtes.






Les plages portent une végétation adaptée au sable et aux embruns, qui s'organise en bandes parallèles aux rivages :

- une frange pionnière de plantes rampantes comme la patate bord de mer,
- une frange arbustive normalement protégée de la submersion (constituée d'olivier bord de mer, oseille bord de mer, tiraille, romarin, haricot bâtard, bois-lait petit et bois-lait bord de mer, …) que dominent par endroits les cocotiers,
- une forêt littorale enfin qui occupe la zone la plus élevée de la plage, prodiguant une ombre bienvenue : elle est bien conservée par exemple à Macabou. C'est le domaine du raisinier bord de mer, du dangereux mancenillier, du catalpa, de l'amandier-pays, mais aussi du galba, du filao, du bois-nivré, du bois-cannelle, du mapou rouge, du tamarin, auxquels se mêlent des essences de la forêt sèche. Cette forêt littorale occupe notamment les anciens « 50 Pas géométriques », constitués par une bande étroite de 81,2 m de large. Ces milieux naturels et forestiers, devenus forêt domaniale en 1981, avaient malheureusement fait l'objet antérieurement d'une assez forte squattérisation. Aujourd'hui, même si les nouvelles installations sont rares, l'ONF constate sur l'ensemble de la Martinique encore plus de 500 occupations de différentes natures qui doivent être traitées au cas par cas dans l'objectif de reconquérir la qualité naturelle de cet espace. Le Conservatoire du littoral a également acquis plus de 2.000 ha, dans toute la Martinique.








3. Les risques et nuisances

Les nuisances sonores

Selon le code de l'Environnement et en application de la loi relative à la lutte contre le bruit du 31 décembre 1992, le Préfet de Martinique a procédé au classement des infrastructures terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic (arrêté préfectoral du 19 mars 2009 classant les routes départementales).

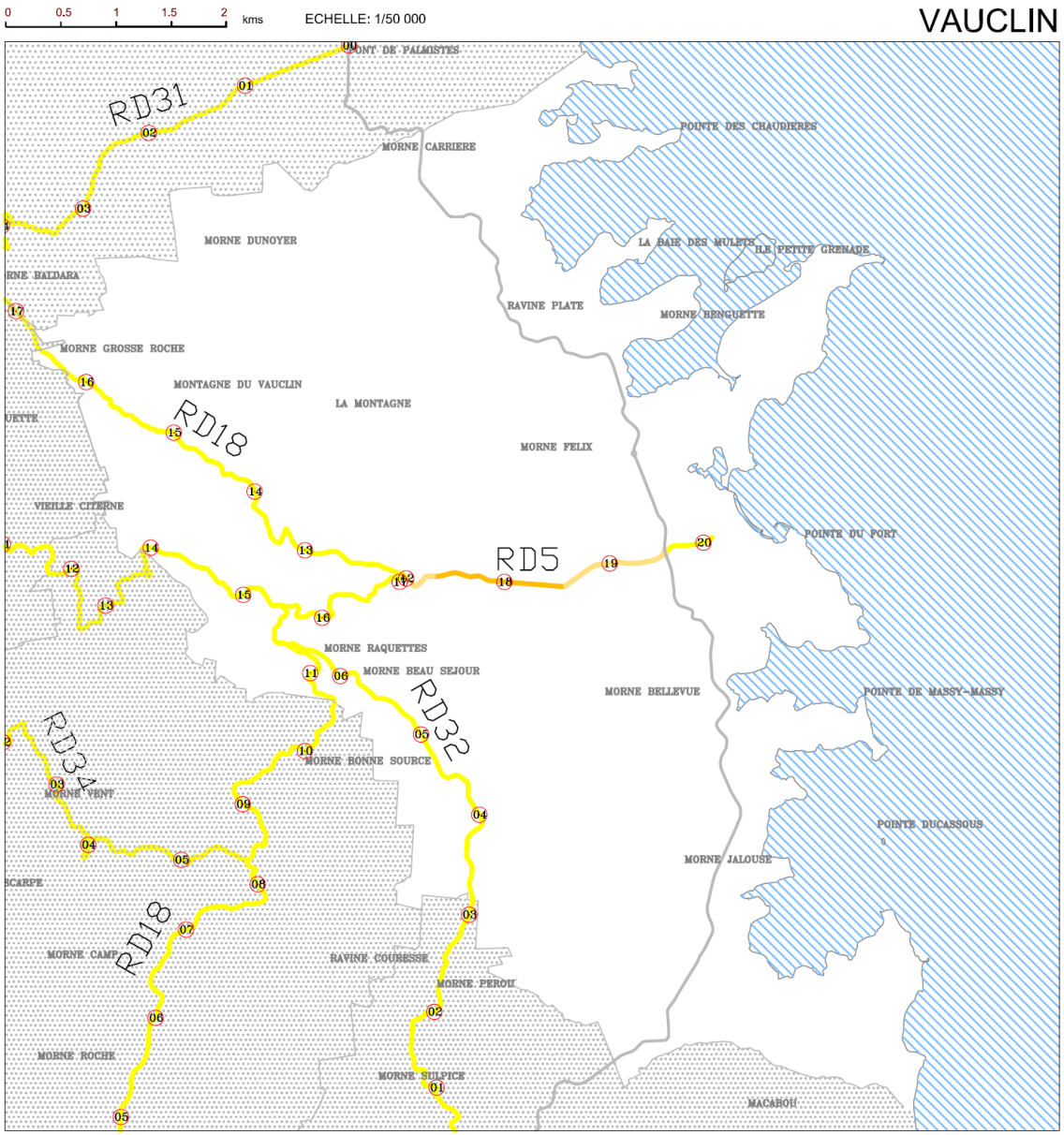
Ce classement compte 5 catégories de nuisance sonore (la catégorie 1 étant la plus bruyante). La délimitation de secteurs affectés par le bruit d'infrastructures terrestres oblige les constructeurs à respecter les normes d'isolation acoustique pour les constructions nouvelles.

Niveau sonore de référence Laeq (6h- 22h) en dB (A)	**Catégorie de l'infrastructure**	**Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure**
L>81	1	d=300m
76<L<81	2	d=250m
70<L<76	3	d=100m
65<L<70	4	d=30m
60<L<65	5	d=10m

Dans la commune du Vauclin, seule une partie de la RD 5 est classée en catégorie 4 et 5

Les routes nationales n'ont pas de classement sonore mais une cartographie du bruit stratégique a été établie. Cependant, elle ne concerne pas non plus la commune du Vauclin.
En effet, le département de la Martinique est concerné uniquement dans un premier temps par les cartes de bruit et PPBE (Plan de prévention du bruit dans l'environnement) concernant les grandes infrastructures routières dont le trafic est supérieur à 6 millions de véhicules par an, soit 16500 véhicules par jour.

VAUCLIN



LEGENDE

- CATEGORIE 1
- CATEGORIE 2
- CATEGORIE 3
- CATEGORIE 4
- CATEGORIE 5
- RD HORS CLASSEMENT
- ROUTE NATONALE
- LIMITE COMMUNALE

La qualité de l’air et les pollutions atmosphériques

La qualité de l’air se mesure par l’indice ATMO, allant de 1 (excellent) à 10 (très mauvais) qui donne une moyenne sur l’agglomération calculée à partir des concentrations mesurées de principaux polluants tels que l’oxyde de souffre, l’oxyde d’azote, l’ozone et les particules.

L’Etat assure avec le concours des collectivités territoriales, la surveillance de la qualité de l’air et de ses effets sur la santé et l’environnement.

En Martinique, l’association Madininair, créée en 1998, a en charge le suivi de la qualité de l’air. Elle dispose de 3 stations de mesure. De plus, une station mobile parcourt le territoire pour effectuer des mesures plus spécifiques.

La qualité de l’air au Vauclin est bonne.

Les risques

Le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune du Vauclin a été approuvé en 2004. En Martinique, le risque naturel est une composante importante de la vie des citoyens ; inondations, mouvements de terrain, tempêtes, cyclones, houles, séismes, éruption volcanique. Chacun de ces phénomènes, par l'ampleur de ses conséquences sur les personnes et les biens, montre tout l'intérêt de développer une politique globale et préventive des risques naturels.

Les aléas ont été classifiés en fonction de leur caractère prévisible, du délai entre la prévision et l'événement :

	Nature du risque	Enjeux et conséquences
Aléa plus ou moins prévisible, avec signes annonciateurs et un temps de retour très long	- Volcanisme - Surcôte marine supérieure à 1m - Raz de marée	➢ Ces types d'aléas sont prévisibles suffisamment à l'avance pour assurer la sécurité des personnes en les déplaçant sur des sites où ce risque est inexistant ou non dommageable ➢ Le volcanisme concerne tout le nord de l'île. Pour les phénomènes marins plusieurs centres-villes et quartiers fortement urbanisés des communes littorales, notamment sur la façade atlantique sont concernés. ➢ Les vies sont menacées. ➢ Les dégâts matériels et sur l'environnement peuvent être considérables et toucher des surfaces très importantes.
Aléa prévisible avec un temps de retour assez long	- Houle cyclonique - Erosion marine - Vent - Surcôte marine inférieure à 1m	➢ Ce type d'aléa est prévisible. Son arrivée est cependant rapide. Il ne permet pas en général l'évacuation massive des populations touchées. ➢ Il revient de façon régulière dans le département. ➢ Les dégâts matériels et sur l'environnement peuvent être considérables mais plus limités dans l'espace. Des vies humaines peuvent être menacées.
Aléa soudain et difficilement prévisible	- Chutes de blocs - Glissements de terrains - Coulées de boue - Inondation - Séisme	➢ La survenue de ce type d'aléas est imprévisible car soudaine et souvent sans prémices annonciatrices. ➢ La soudaineté des manifestations de ces risques les rend très dommageables tant pour les personnes que pour les biens et l'environnement.

Source : PPRN

Le risque d'inondation

Une inondation correspond au débordement des eaux hors du lit mineur à la suite d'une crue. Les eaux occupent alors tout ou partie du lit majeur du cours d'eau et empruntent d'autres chemins privilégiés.

Différents types d'inondations sont susceptibles d'affecter la Martinique, avec par ordre croissant de gravité :

- Les inondations dites « pluviales »,
- Le débordement des principaux cours d'eau,
- Les crues torrentielles,
- Les laves torrentielles et les ruptures d'embâcles.

Le phénomène inondation est essentiellement lié en Martinique au phénomène cyclonique. En effet, lors de dépressions tropicales ou d'ouragans, les vents s'accompagnent de pluies diluviennes de grande intensité et s'étendant sur une période assez étendue. Toutefois il faut noter que les petits cours d'eau peuvent entrer en crue rapidement en dehors des phénomènes cycloniques avec de simples pluies de forte intensité.

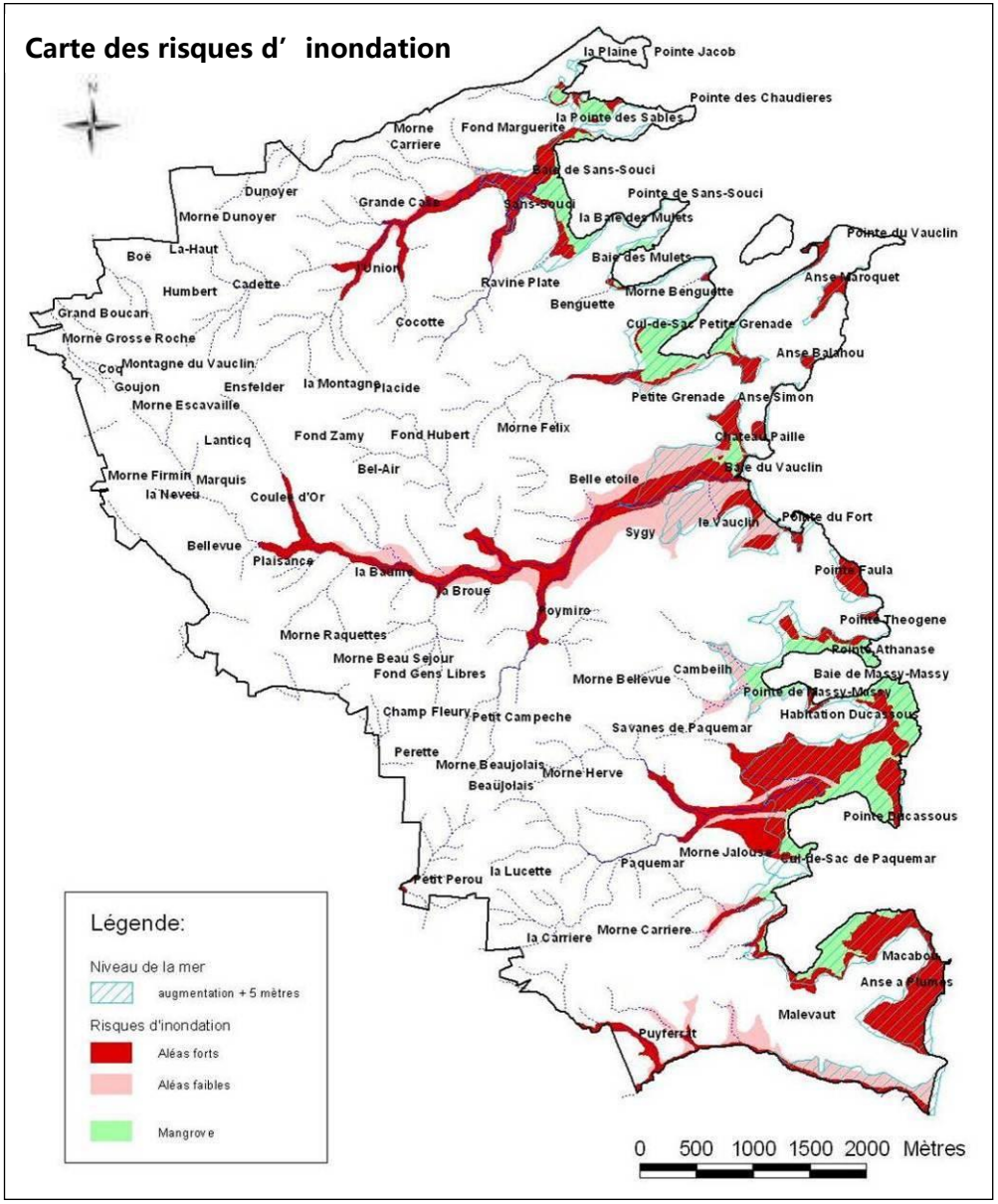
Au total près de 8% du territoire communal sont touchés par un aléa inondation dont seulement 3.4% sont classés en aléa fort.

La rivière du Vauclin :

En amont de la RN6, une zone d'aléa fort et une zone d'aléa moyen importante ont été cartographiées; cette zone d'aléa moyen correspond au champ d'expansion de crue qu'il faut conserver afin de ne pas aggraver la situation à l'aval, au niveau du bourg. Cette zone inondable est sans enjeux forts, il s'agit en majorité de terrains agricoles. De ce fait il est proposé de mettre ces terrains en zone non aménageable afin de préserver les champs d'expansion de crue.

En aval de la RN6, il s'agit de zones à enjeux qui bordent la zone à enjeux très forts du centre bourg. La zone est classée en aléa fort à moyen. L'aménagement complet de la rive droite (actuellement un terrain vague) provoquerait une remontée de la ligne d'eau de 0.50 m avec des impacts importants sur le bâti existant (aggravation du risque). Cette solution ne peut donc être adoptée. Un aménagement global du site réfléchi est nécessaire depuis l'amont de la RN6 à l'embouchure.

Carte des risques d' inondation



Les autres cours d'eau :

Rivière Grande Case et ses affluents

- *Fond Marguerite* : Une petite zone jaune a été cartographiée sur 200 m, cette zone agricole est sans enjeux forts. C'est une zone à préserver.

- *Rivière Cadette et ravine Plate* : Une zone rouge avec 2 maisons et quelques cabanes a été cartographiée, mais cette zone reste sans réels enjeux forts. C'est une zone à préserver.

- *Rivière Grande Case* : Des zones inondables d'aléas moyen et fort ont été cartographiées. Ce sont des terrains essentiellement agricoles ou en friches, avec seulement 2 maisons en zone jaune au lieu-dit « Grande Case » mais sans enjeux. C'est une zone à préserver.

Rivière Petite Grenade

Des zones d'inondation rouge et jaune ont été cartographiées. Il n'y a aucune maison dans ces zones inondables, ce sont des terrains agricoles, sans enjeux forts. C'est une zone à préserver.

Affluents de la rivière du Vauclin

- *Rivière Poymiro* : Une zone rouge et une zone jaune qui correspondent aux champs d'expansion de crues ont été cartographiées. Ce sont des zones agricoles sans enjeux. C'est un champ d'expansion de crue à préserver.

- *Rivière Fond Zamy* : Une petite zone rouge a été cartographiée. Il s'agit de terrains en friches sans enjeux. C'est un champ d'expansion de crue à préserver.

- *Rivière Coulée d'Or* : Des zones d'inondation rouge et jaune ont été cartographiées. Ce sont des terrains essentiellement agricoles avec un petit lotissement d'une dizaine de maisons près de la D18 dont une partie est mise en zone rouge et une partie en zone jaune. Il convient de ne pas augmenter la vulnérabilité dans ce site à risque.

Rivière Paquemar et ses affluents (dont la ravine Petite Campêche)

Il a été cartographié des zones d'inondation d'aléas moyen et fort. Toutes ces zones sont des terrains agricoles sans enjeux. C'est un champ d'expansion de crue à préserver.

Rivière Massel et ses affluents (dont la ravine Banane)

Il a été cartographié des zones d'inondation d'aléas moyen et fort. Elles correspondent aux champs d'expansion de crue qu'il faut préserver. Toutes ces zones sont des terrains agricoles sans enjeux forts. C'est un champ d'expansion de crue à préserver.

Le risque de mouvement de terrain

Les principaux types de phénomènes observés et dont l'apparition peut entraîner des effets dommageables graves, sont :

- les glissements de terrain
- les coulées de boue
- les chutes de blocs et les éboulements

La présence d'eau (fréquente sous climat tropical) est un facteur supplémentaire important d'instabilité. Ceci à deux niveaux :

- l'eau contenue dans les couches superficielles alourdit considérablement celles-ci (pression interstitielle), favorisant ainsi un mouvement du massif vers l'aval,

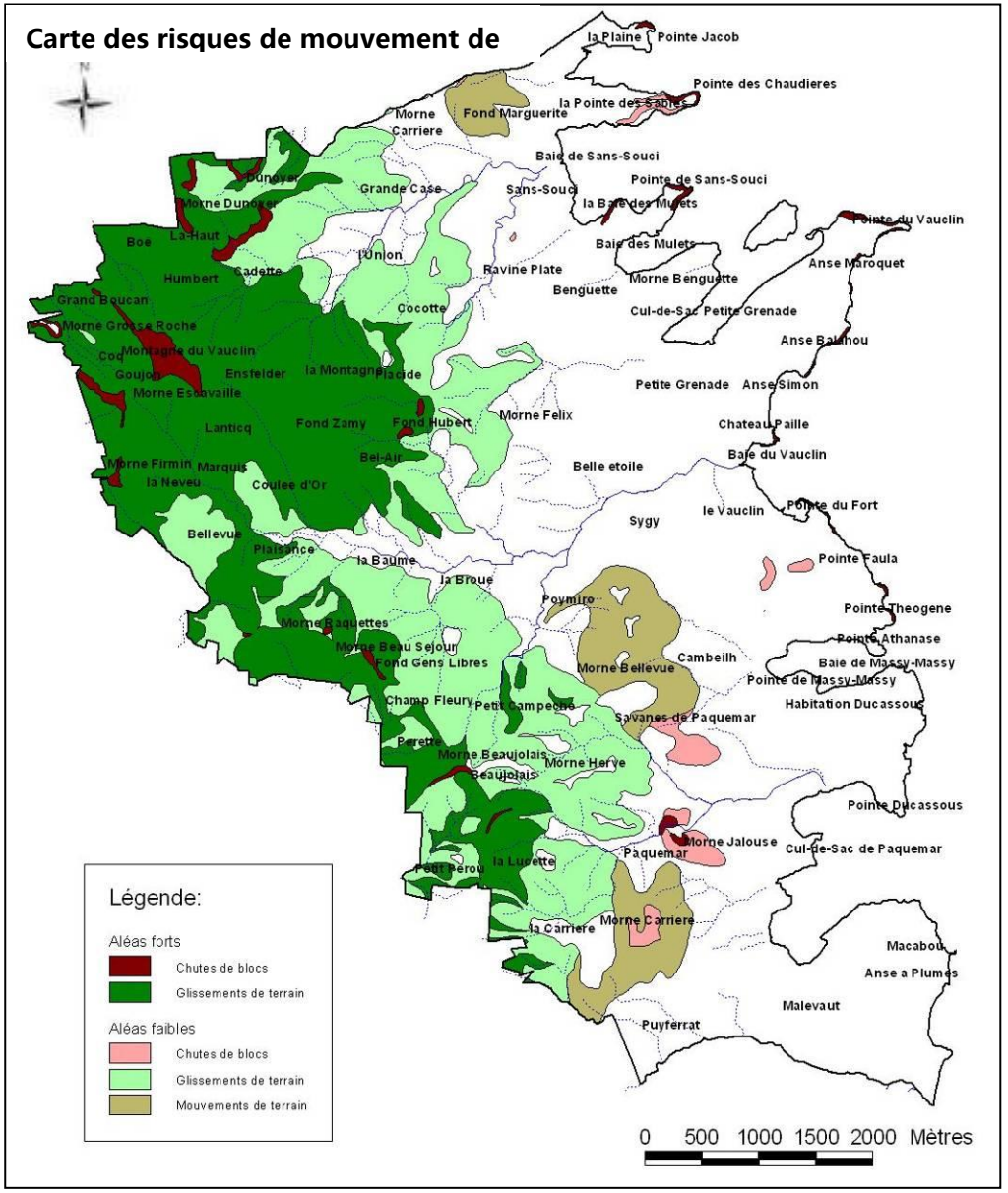
- l'eau contenue dans les couches profondes réduit la cohésion du sol. Elle peut même, dans le cas d'une amorce de glissement, servir de lubrifiant permettant d'en accroître l'ampleur.

En Martinique, ce sont fréquemment les couches d'altération superficielles de la roche mère (correspondant essentiellement à des matériaux argileux), ainsi que les dépôts fins d'origine aérienne, qui sont susceptibles d'être concernés.

Dans le contexte martiniquais de climat tropical, les coulées boueuses prolongent quasi systématiquement les phénomènes de glissements de terrain. Les coulées représentent ainsi l'évolution normale de ces derniers, plutôt qu'un phénomène réellement indépendant et autonome.

Les glissements de terrain affectant la commune de Vauclin ont, pour la plupart, la même dynamique et la même origine, à savoir une forte pente associée à des précipitations importantes souvent d'origine cyclonique.

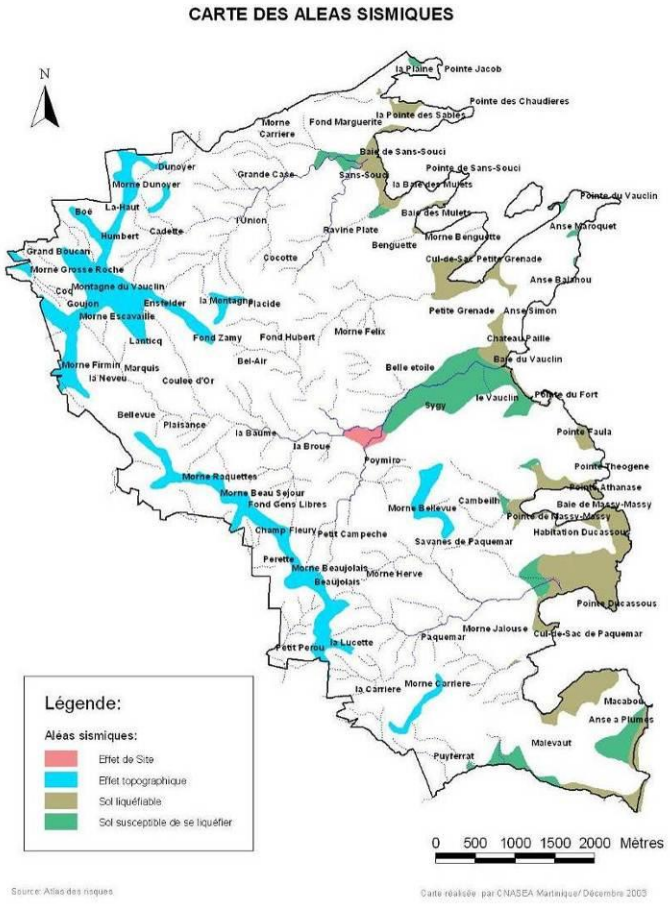
Les secteurs concernés par ces mouvements de terrain sont les quartiers Morne Raquettes, Boë/Perriolat, Bellevue,Cadette, Ensfelder et la Montagne du Vauclin.



L'aléa sismique

Il concerne tout le territoire de la Martinique.
Toute construction sur le territoire de la commune doit respecter les règles parasismiques en vigueur, y compris en zone liquéfiable définie dans la carte de l'aléa sismique de la commune

Les failles :
Pour l'ensemble de la Martinique, aucune structure à tracé reconnu et activité reconnue n'a été identifié. Dans l'état des connaissances disponibles pour l'élaboration des PPRN, 5 entités ont été retenues car leur activité était supposée. Leur tracé supposé a généré des zones jaunes réglementaires où les éventuelles constructions sont soumises à des prescriptions. Par précaution, le règlement interdit dans ces zones l'aménagement de bâtiments sensibles de classe C ou D. Depuis 2004, les études à l'échelle de la Martinique ont permis de déclasser 2 failles supposées actives et cette donnée sera prise en compte dans la révision du PPRN.
La Le Vauclin est concerné par la faille du Marin.



Le risque tsunami

Il n'est pas pris en compte dans l'élaboration du PPRN, mais ce risque est réel en Martinique.
Les tsunamis sont une série de vagues très longues formées par un fort séisme en mer ou en grande éruption volcanique. Ces vagues se déplacent dans l'océan à grande vitesse (équivalente à la vitesse d'un avion en ligne). Une fois qu'elles atteignent les côtes, elles ralentissent en grandissant et peuvent atteindre plusieurs mètres de hauteur.
Leur force peut être dévastatrice détruisant la vie et les biens, inondant rapidement toutes les zones côtières peu élevées, avec des maxima le long des rivières.
La première vague n'est pas forcément la plus dangereuse. Les Antilles peuvent être confrontées à deux types de tsunamis :
• un tsunami local peut frapper en quelques minutes
• un tsunami d'origine lointaine peut prendre plusieurs heures pour traverser un océan.

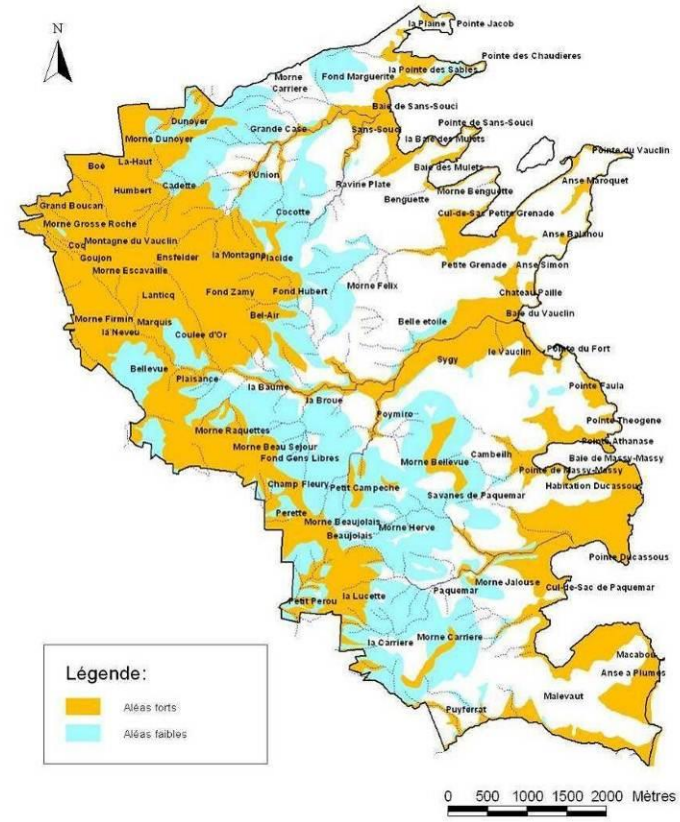
Le rapport de présentation du projet de PPRN révisé estime que près de 10 % du territoire communal est concerné par l'aléa inondation. Les seules données actuellement disponibles sont issues de l'étude du BRGM de 2007 elles fournissent en particulier les hauteurs de vagues approchant la côte jusqu'à des profondeurs de l'ordre de 10 m. l'estimation de la période de retour des événements simulés reste cependant hors de portée en l'état actuel des connaissances. La carte d'aléa tsunami a ainsi été établie en confrontant l'altitude locale à la hauteur des vagues abordant la zone côtière. Elle a fait l'objet d'expertise spécifique pour valider la bande ainsi définie.
La cartographie de l'aléa tsunami a été définie par :
- une courbe d'interception entre MNT terrestre et un plan d'eau défini par la hauteur de vague multipliée par 2
- un ajustement empirique de la courbe pour tenir compte de la topographie et de l'environnement des sites. Cet ajustement défini la zone susceptible d'être envahie par la mer du fait d'un scénario tsunami depuis le niveau moyen de la mer. Un seul niveau d'aléa (fort) est retenu pour l'ensemble du littoral et des hauteurs d'eau.

Les aléas littoraux

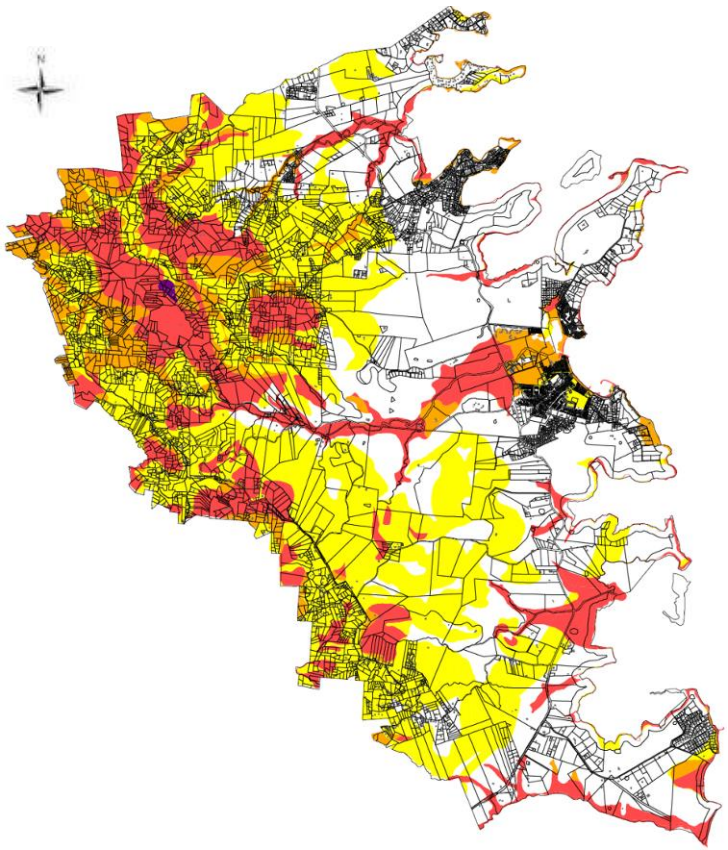
Pour le PPRN littoral, 3 types d'aléas ont été retenus :

- l'aléa houle cyclonique : ce phénomène est généré par le vent cyclonique. Sa propagation sur la côte est fonction de nombreux paramètres qui dépendent étroitement de la morphologie du rivage et de la bathymétrie.
- l'aléa submersion marine : il s'agit de l'inondation des terres par la mer. C'est un effet indirect des surcotes et de la houle cyclonique
- l'aléa érosion marine : l'érosion est définie comme un événement progressif et linéaire, bien que cela ne soit pas toujours le cas en Martinique. En effet, bien que l'érosion due aux effets hydrodynamiques subiste toujours, les effets plus brutaux des cyclones sont pris en compte.

Carte de synthèse des aléas



Carte règlementaire du PPRN



Un territoire avec 40% de zones d'aléas forts et 26% des zones d'aléas faibles

Les installations classées et les sites et sols pollués

Une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation est identifiée sur le territoire : SECPA (carrière située au lieu-dit Morne Jalouse)

La base de données BASOL qui nous renseigne sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif n'identifie aucun site sur le territoire communal.

Les données présentes dans la banque de données nationale BASIAS constituant l'inventaire des sites industriels et activités de service, en activité ou non, ont été extraites pour la commune du Vauclin. Il est important de souligner que l'existence de site industriel dans BASIAS ne préjuge en rien d'une éventuelle pollution au droit de celle-ci mais laisse présager une activité potentiellement polluante. 18 sites sont recensés sur cette base de données.

Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Adresse (ancien format)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance	X	Y	Zone
MAR97200178		Distillerie			LE VAUCLIN (97232)	c11.01	Activité terminée	Inventorié	730900	1608140	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200179		Distillerie Coulée d'Or			LE VAUCLIN (97232)	c11.01	Activité terminée	Inventorié	729200	1608740	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200180		Distillerie Grand Macabou			LE VAUCLIN (97232)	c11.01	Activité terminée	Inventorié	732630	1605030	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200181		Distillerie			LE VAUCLIN (97232)	c11.01	Activité terminée	Inventorié			MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200301	Station Service Shell	Dépôt de gazoline			LE VAUCLIN (97232)	v89.03z	En activité	Inventorié	732680	1608910	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200302	COOPEMAR	Coopérative maritime du Vauclin (Poste d'essence détaxée)			LE VAUCLIN (97232)	g47.30z	En activité	Inventorié	733140	1608990	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200379	CET Chateau d'Paille	Centre Enfouissement Technique de Château Paille			LE VAUCLIN (97232)	e38.11z, e38.31z	Activité terminée	Inventorié	732400	1609720	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200400		Décharge sauvage			LE VAUCLIN (97232)	e38.42z	Ne sait pas	Inventorié	732368	1609625	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200537		distillerie La Pointe			LE VAUCLIN (97232)	c11.01	Activité terminée	Inventorié	733500	1608500	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200538		Habitation Puyferrat			LE VAUCLIN (97232)	c11.01	Activité terminée	Inventorié	731900	1604450	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200539	Agricole de SIGY	Habitation Sigy			LE VAUCLIN (97232)	c11.01, a01.2	En activité	Inventorié	731575	1608825	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200540		sucrerie Habitation Bellevue			LE VAUCLIN (97232)	c11.01	Activité terminée	Inventorié	728760	1611250	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200541		sucrerie Habitation Morne Raquette			LE VAUCLIN (97232)	c11.01	Activité terminée	Inventorié	729000	1608000	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200542		Habitation Grand Case			LE VAUCLIN (97232)	c11.01	Activité terminée	Inventorié	729900	1612000	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200543		Habitation Petit Macabou			LE VAUCLIN (97232)	c11.01	Activité terminée	Inventorié	733770	1604220	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200544		Habitation Ducassou			LE VAUCLIN (97232)	c11.01	Activité terminée	Inventorié	733380	1607250	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200545		Habitation Sans-Soucis			LE VAUCLIN (97232)	c11.01	Activité terminée	Inventorié	730700	1611725	MARTINIQUE-FT-DESAIX
MAR97200719	Déchetterie de Château Paille	Déchetterie			LE VAUCLIN (97232)	e38.32z	En activité	Inventorié			

4. Les réseaux techniques urbains

Le réseau d'eau potable

La protection de la ressource en eau

La Martinique compte 36 captages d'eau destinés à l'alimentation humaine. Les eaux proviennent des ressources superficielles ou souterraines. Les eaux superficielles sont prélevées gravitairement dans un cours d'eau (captages au fil de l'eau). Les eaux souterraines sont captées :

- soit en profondeur par pompage (forages),
- soit au point d'affleurement de l'aquifère par des sources.

Toutes les ressources en eau sont situées dans la moitié Nord de la Martinique, qui bénéficie de pluies plus abondantes et d'un réseau de rivières plus développé que ceux de la moitié Sud.

Aujourd'hui en Martinique, la production moyenne est de l'ordre de 120 000 m^3/j. On peut noter la prépondérance des eaux superficielles par rapport aux eaux souterraines : 94% des volumes distribués proviennent des eaux superficielles.

Aujourd'hui, un faible nombre de captages est en service. Les plus productifs sont répartis sur 6 ressources (La Capot, Le Lorrain, Le Galion, La Lézarde, Case Navire, Monsieur).

Une diminution du potentiel des ressources en eaux superficielles est observée en période de carême. Ce phénomène se présente sous deux formes : un assèchement des cours d'eau et une pénurie d'eau en distribution.

Par ailleurs, les eaux superficielles sont vulnérables et exposées à des risques de pollution, en particulier par les pesticides utilisés en agriculture.

Sur le territoire Martiniquais, le potentiel en eaux souterraines est aujourd'hui assez bien connu. Il a été estimé entre 2001 et 2009 à environ 60 000 m^3/jour et est surtout encore très peu exploité.

Afin de protéger la ressource en eau, des périmètres de protection sont instaurés :

- un périmètre de protection immédiate
- un périmètre de protection rapproché
- un périmètre de protection éloigné

La gestion et la distribution en eau

La gestion de la distribution de l'eau sur le territoire du Vauclin est assurée par le syndicat SICSM (Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique). Celui-ci regroupe 14 communes, pour un nombre d'habitants d'environ 189 300. Le volume d'eau distribué par jour est de 30 621 m^3, ce qui fait une consommation moyenne par habitant de 162l /jour.

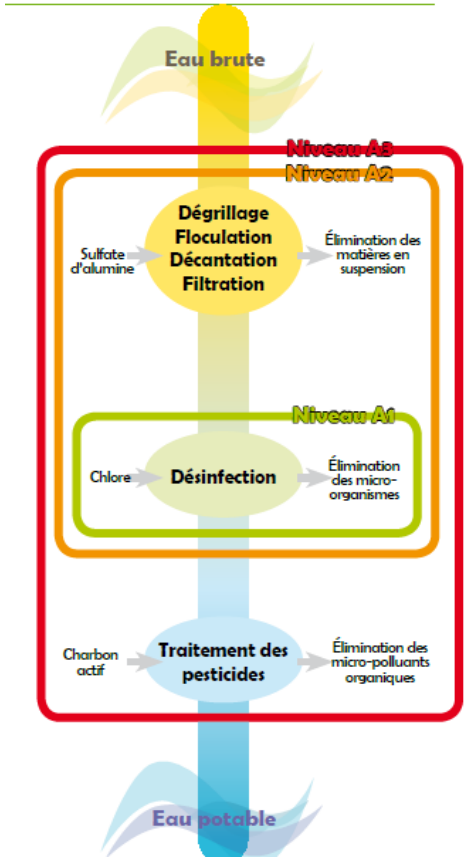
L'exploitation des installations d'eau potable est gérée en régie par la SME : Société Martiniquaise des Eaux.

Le contrôle sanitaire de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine est réalisé par le service Santé Environnement de la Direction de la Santé et du Développement Social (DSDS).

L'eau de l'unité de distribution du Sud Atlantique, distribuée au cours de l'année 2007 était de très bonne qualité bactériologique. Les normes réglementaires ont été respectées pour les substances indésirables (nitrate, fluor,…) et les substances toxiques. Le traitement au charbon actif permet d'éliminer les pesticides et d'obtenir une eau en distribution conforme aux critères sanitaires.

Le traitement des eaux vise à garantir une eau de bonne qualité microbiologique et chimique, au robinet du consommateur.

3 niveaux de traitement



Le type de traitement nécessaire à la potabilisation de l'eau est étroitement lié à la qualité de la ressource prélevée :



- Pour les eaux issues de nappes souterraines, protégées des pollutions, une simple désinfection suffit : c'est un **traitement de niveau A1**.

- Pour les eaux superficielles prélevées dans les rivières, des traitements plus poussés doivent être mis en œuvre pour rendre l'eau propre à la consommation.
On procède à la floculation/décantation/filtration des matières en suspension, suivie d'une désinfection : c'est un **traitement de niveau A2**, le plus courant en Martinique.





- Dans le cas où la ressource souffre d'une pollution chronique par des pesticides, une filtration par injection de charbon actif en poudre vient compléter les deux étapes précédentes : c'est le **traitement de niveau A3** qui concerne à ce jour deux stations de traitement en Martinique, la station de Caféière (située à Fort-de-France) et la station de Vivé (située au Lorrain).





Le réseau d’assainissement

2 stations d’épuration (STEP), dont une micro-station, sont recensées sur le territoire :

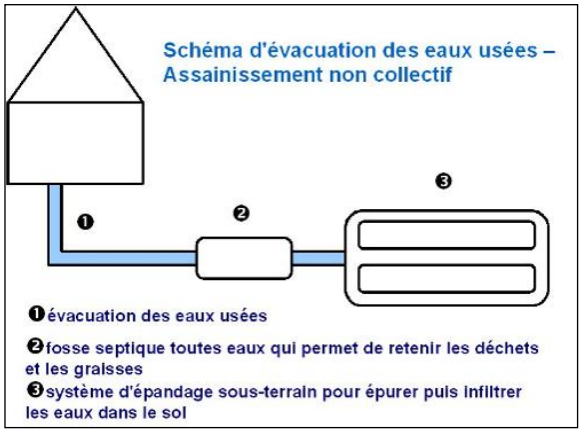
- La STEP du Bourg a une capacité de 5 000 équivalents habitants et dont l’état est satisfaisant.

Le maître d’ouvrage de cette station est le syndicat intercommunal du centre et du sud Martinique (SICSM) et le fermier est la Société Martiniquaise des Eaux (SME). Elle a été autorisée à fonctionner par arrêté préfectoral du 22 juin 2007. Le lieu de rejet de cette STEP est la mer.

- La STEP Grande Case a une capacité de 600 équivalents habitants et dont l’environnement est menacé.

Leurs résultats de performance sont conformes en 2010 et 2011. Leur charge entrante d’environ 5400 (total en moyenne) indique qu’environ 50 % de la population relève actuellement de l’assainissement individuel au Vauclin.

L’évacuation des eaux usées des particuliers pose souvent problème. En effet, le système individuel d'évacuation des eaux usées est souvent défaillant. La plupart des martiniquais ont seulement une installation équipée d'une fosse, sans système d'épandage. Le système d'épandage doit être adapté à la taille de la parcelle, à la nature et à la pente des sols. D'autre part, pour rester efficaces, les fosses septiques doivent être entretenues régulièrement.



Source : DIREN

La gestion des déchets

La collecte et le traitement des déchets sont gérés par la CAESM, qui est membre du Syndicat Mixte pour le Traitement des Ordures Ménagères de la Martinique (SMITOM).

Le schéma directeur, validé par la communauté, s'inscrit dans le cadre du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA), arrêté en 1997, qui prévoyait notamment 2 équipements structurants : l'usine d'incinération de Fort de France et l'unité de traitement de la fraction fermentescible des ordures ménagères, au Robert. Divers autres équipements font également partie intégrante de ce plan : les centres de transfert, les déchetteries, les bornes de collecte sélective. L'Espace Sud comptait auparavant une dizaine de décharges. Elles ont toutes été fermées et les ordures ménagères sont livrées soit à la décharge de CERON, située sur commune de Sainte-Luce, soit à l'usine d'incinération.

La collecte des ordures ménagères

Les déchets pris en charge par la communauté de l'Espace Sud se classent en trois grandes catégories :

- Les déchets ménagers

  - Ordures ménagères (déposées dans les bacs individuels)

  - Les déchets encombrants qui ne peuvent être mis en bacs et doivent faire l'objet d'une collecte particulière (appareils ménagers, meubles.)

- Les déchets assimilés aux déchets ménagers : les boues des stations d'épuration urbaines, de curage d'égouts.

- Les déchets industriels banals (DIB) : produits par les entreprises et comparables aux ordures ménagères (emballages cartons, bois, métaux..) et pouvant être traités dans les mêmes installations que les déchets ménagers.

En 2005, la fréquence des collectes a été harmonisée pour l'ensemble du territoire à l'exception des villes de Ducos, Diamant, Trois-Ilets, et Sainte-Luce qui étaient sous contrat avec des prestataires de services (marchés communaux). La fréquence est de 6 tournées de collecte par semaine pour les zones urbaines et 3 pour les zones à habitat diffus. Afin d'adapter au maximum la fréquence aux besoins réels, deux zones spécifiques de collecte ont été retenues :

- Les zones touristiques, où la collecte peut être effectuée le week-end et les jours fériés, et où la fréquence peut être augmentée en haute saison ;

- Les zones à caractère rural très marqué, pour lesquelles la fréquence peut au contraire être diminuée.

Pour améliorer la collecte, la CAESM a développé en 2005 une campagne d'information et de sensibilisation destinée à l'ensemble de la population de l'espace sud. Une brochure a été conçue et diffusée à 45 000 exemplaires par voie postale sur l'ensemble du territoire. Des agents formés comme « ambassadeurs du tri » ont été envoyés à la rencontre de la population pour informer et sensibiliser les habitants aux nouvelles pratiques du tri sélectif.

Une collecte sélective par apport volontaire a été mise en place. C'est le mode bi flux qui a été retenu : 286 bornes pour 143 emplacements ont été installées par les services techniques de la communauté ; 1 borne réceptionne le verre et l'autre les autres emballages ménagers (plastique, métal, carton). A côté de cet apport volontaire,

des bacs ont été mis à la disposition des usagers pour une collecte sélective en porte à porte. En 2005, environ 87 000 habitants étaient desservis en moyens de collecte sélective.

Les bio-déchets ont fait l'objet d'une étude qui a permis d'identifier les plus gros producteurs de bio-déchets (planteurs de bananes, industries agro alimentaires, restaurants), et d'estimer le tonnage. Un dispositif pour le ramassage des bio-déchets a été mis en place en 2005 (distribution de bio-sacs, sur la ville du François). Un deuxième bac a été mis à la disposition des habitants concernés. Ce dispositif devait être étendu à tout le territoire

Les encombrants tout comme les déchets verts sont réceptionnés dans les déchetteries du territoire. Fin 2005, une nouvelle structure couplée à un centre de transfert a été inaugurée à la Pointe Couchée, au François. D'une superficie de 5 000 m2, équipée de 9 bennes de 30 m3, elle renforce le réseau existant sur le territoire (déchetterie du Vauclin, déchetteries mobiles situées au Marin, à Sainte-Luce et aux Anses d'Arlet). Une déchetterie est présente sur le territoire : il s'agit de la première du territoire martiniquais, elle fonctionne depuis 2002. A l'échéance 2015, l'Espace Sud comptera 7 déchetteries.

La déchèterie du VAUCLIN (première déchèterie de Martinique) fonctionne depuis la fin Septembre 2002. Le bilan d'activité sur l'année 2003 est le suivant :

ANNEE 2003	Déchets verts	Plastiques	Gravats	Métaux	Cartons	TOTAL
tonnage mensuel moyen	72	9	23	41	16	161
Tonnage annuel	864	108	276	492	192	1932

La déchèterie reçoit aussi des déchets spéciaux :

Des huiles de vidange : 0.15 tonne en 2003
Des batteries : 1.6 tonne en 2003

La déchèterie dispose de bornes de collecte des emballages ménagers.
Elle a collecté en 2003 l'équivalent de 2 tonnes d'emballages ménagers.

Les déchets de métaux sont recyclés par l'intermédiaire de Métaldom qui les conditionne avant envoi vers les aciéries.

Les déchets de cartons, plastiques ainsi que les déchets d'emballages sont triés par Martinique Recyclage, conditionnés puis acheminés vers les repreneurs internationaux.

Les déchets verts sont pour le moment acheminés sur la décharge en attente de platefo de déchets verts.

Les gravats sont réutilisés sur la décharge en matériaux de couverture.

Les huiles de vidange et les batteries sont récupérées par E compagnie en vue de leur conditionnement filières de recyclage correspondantes.

Déchetterie du Vauclin

- Le Centre de valorisation des déchets organiques du Robert

- Le centre de tri de Ducos (déchets emballages).



Les déchets sont ensuite transférés vers des centres appropriés, au nombre de trois sur le territoire de la CAESM : centre de transfert de la Pointe Couchée (François), centre de transfert Artimer (Marin), centre de transfert lieu-dit Céron (Sainte-Luce) ;

Le traitement des ordures ménagères

Une fois collectés et dans les centres de transferts, les ordures sont transportées vers les différents centres de traitement de la Martinique :

- Le Centre d'Enfouissement technique de CERON à Sainte-Luce

- L'usine d'incinération des OM de la CACEM à Fort-de-France : ouverte depuis 2002, d'une capacité totale de 105 000 t : elle recueille

Les OM des 2 communes du FRANCOIS et de DUCOS (environ 11 000 t à 46 €/t).

5. Les servitudes d’utilités publiques

Or le PPRN évoqué précédemment, la commune est soumise à d'autres servitudes d'utilité publiques. Ces servitudes sont listées et détaillées dans la pièce ANNEXES du PLU.

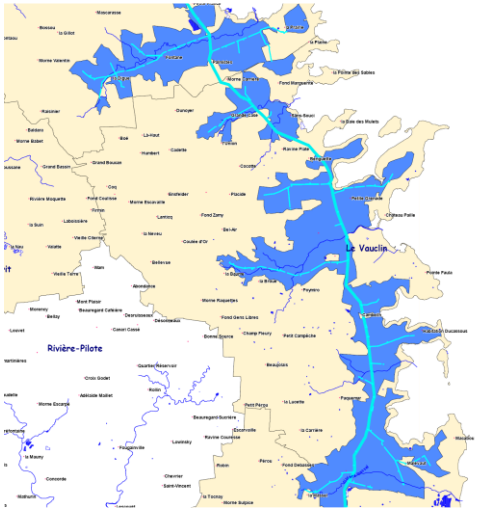
Citons notamment :

- La servitude de protection des bois et des forêts

- La servitude d'inscription de l'habitation Mallevaut à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques

Nom du monument	**Section cadastrale**	**Réglementation**
Habitation Mallevaut	V155	Site inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historique par arrêté du 26 juillet 2004 Sont inscrits : Tous les éléments de l'habitation (à l'exception des ajouts du 20e siècle), soit les ruines de la purgerie avec sa citerne, le moulin à vent et les ruines du moulin à bêtes

- La servitude attachée à l'établissement de canalisations souterraines d'irrigation (Périmètre d'Irrigation du Sud Est – PISE)



- La servitude de cimetière qui rappelle que Tout projet d'occupation ou d'utilisation du sol à moins de 35 m de l'enceinte du cimetière est subordonné à une autorisation préfectorale. Cette autorisation est délivrée par le Préfet après accord du Conseil départemental d'hygiène.

2ème partie : justifications des choix effectués

Sommaire

1. PRÉSENTATION DES CHOIX EFFECTUÉS POUR ÉTABLIR LE PADD ET LES ÉLÉMENTS RÉGLEMENTAIRES AU REGARD DES ENSEIGNEMENTS DU DIAGNOSTIC 134
1.1 Justifications des choix effectués pour établir le PADD 135
1.2 La prise en compte du PADD dans la délimitation des zones 149
1.3 La justification des orientations particulières 151
2. JUSTIFICATION DES LIMITATIONS À L'UTILISATION DU SOL INSTAURÉES PAR LE RÈGLEMENT 153
2.1 Présentation des zones 153
2.2 Règlement des zones 167

1. Présentation des choix effectués pour établir le PADD et les éléments réglementaires au regard des enseignements du diagnostic

Ce chapitre explique de quelle manière les enseignements du diagnostic ont été pris en compte dans chacun des éléments du dossier de PLU. Le diagnostic a mis en évidence les caractéristiques de la commune, ses atouts, ses faiblesses et ses besoins. L'élaboration du PADD et la transcription réglementaire (le zonage et le règlement écrit) ont été réalisées dans le souci constant de respecter, de protéger, de valoriser l'identité et la diversité de la commune et de mettre en œuvre les réponses nécessaires à la prise en compte des besoins de la commune et de ses habitants.

Le PLU a été élaboré en application des dispositions du Code de l'Urbanisme. Son élaboration ayant été menée en partie préalablement à l'entrée en vigueur des dispositions issues de la loi ENE du 12 juillet 2010, entrées en application au 13 janvier 2011, il conserve les dispositions antérieures conformément à l'article 20 de la loi du 5 janvier 2011.

Toutefois, le PLU, et notamment le PADD, intègre et prend en compte les principes inscrits dans la loi Engagement National pour l'Environnement.

Article 20 extraits

I. — La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement est ainsi modifiée :

…

« Toutefois, les plans locaux d'urbanisme en cours d'élaboration ou de révision approuvés avant le 1er juillet 2013 dont le projet de plan a été arrêté par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal avant le 1er juillet 2012 peuvent opter pour l'application des dispositions antérieures.

Les plans locaux d'urbanisme approuvés avant la date prévue au premier alinéa et ceux approuvés ou révisés en application du deuxième alinéa demeurent applicables. Ils intègrent les dispositions de la présente loi lors de leur prochaine révision et au plus tard le 1er janvier 2016 ».

1.1. Justifications des choix effectués pour établir le PADD

a) Justifications au regard des enseignements du diagnostic

Une réflexion globale a été menée sur l'ensemble du territoire communal, elle s'inscrit par ailleurs dans une démarche territoriale plus large intégrant tout à la fois les logiques de déplacements, de transports, de développement urbain ou encore de préservation de l'environnement.

La démarche retenue pour l'élaboration du PADD a consisté en la réalisation d'un projet de territoire permettant d'établir une vision à long terme des évolutions de la commune Il doit permettre de préfigurer l'évolution à long terme en sanctuarisant des espaces agricoles et naturels, en organisant le développement des zones urbaines et en préparant le développement de l'urbanisation dans une démarche de limitation de la consommation de l'espace et de confortation de la zone urbaine existante. Il s'agit de définir les priorités en portant un regard précis sur les potentialités de réalisation, tout en favorisant les mixités fonctionnelles et sociales.

Ce projet hiérarchise et priorise les évolutions attendues pour le devenir de la commune.

Il organise le territoire en 3 types d'espaces :

- les espaces urbanisés,
- les extensions de la zone urbaine à court, moyen et long termes,
- les espaces naturels et agricoles pérennisés à long terme.

Le projet de territoire figure dans les annexes du PLU.

A partir de ce projet global, une première phase d'évolution a été retenue pour élaborer le PADD et fixer les orientations à échéances du PLU, à savoir à l'horizon 2025.

Le développement urbain envisagé dans le projet de PLU met l'accent sur l'intensification et le renouvellement de l'urbanisation à l'intérieur des zones urbaines actuelles identifiées. Tout en confortant le bourg et certains quartiers, il s'agit de définir les règles permettant de favoriser la mutation de quartiers à renouveler de manière à engager une dynamique de projet cohérente à l'échelle du territoire. Des outils réglementaires ont été appliqués de manière à encadrer et échelonner les projets : certains en cours, d'autres à moyen et long termes, et certains, non encore connus.

	Les enseignements du diagnostic	Le PADD	Le zonage et le règlement
Patrimoine - Formes urbaines	➢ L'habitat s'organise autour d'unités urbaines appelées quartiers. ➢ Le bourg fait office de polarité centrale et accueille les principaux services et commerces. ➢ Aujourd'hui le développement des quartiers faisant pression sur les espaces non urbanisés de la commune, il apparait important d'encadrer le développement de l'urbanisation.	➢ Conforter les quartiers existants dans les mornes, tout en prenant en compte les risques existants et le niveau de desserte par les réseaux ➢ Affirmer le rôle de centralité du bourg ➢ Mettre en place une démarche pragmatique qui se décline en deux points : ○ hiérarchiser et localiser les surfaces nécessaires au développement ○ adapter le choix des sites de projet aux possibilités actuelles et futures de mise en œuvre (prise en compte des coûts et délais d'aménagement et de raccordement aux réseaux…) ➢ Fixer pour les opérations nouvelles une densité moyenne de **35 logements par hectare**, avec une densité minimale ne descendant pas en dessous de 20 logements à l'hectare, afin de s'inscrire dans une volonté de gestion économe de l'espace	Création de plusieurs zones U qui prennent en compte les typologies des quartiers existants tout en permettant une évolution encadrée et adaptée à chaque secteur. Dans le bourg et les quartiers, les zones U permettent une mixité des fonctions, visant à autoriser le commerce et les équipements, afin de renforcer ces polarités. Création de zones 2AU, à proximité des ensembles urbains constitués, fermées à l'urbanisation, destinées tout particulièrement à l'accueil d'opérations d'ensemble de logements dans l'avenir. Le règlement des zones U gère les évolutions et donc les possibilités de constructions nouvelles en mettant en place des règles de gabarit (emprises au sol et hauteurs). Il n'est pas fixé de COS ; ainsi la densité minimale et la densité moyenne fixées par le PADD peuvent être mises en œuvre.

Patrimoine - Formes urbaines	➢ Si le bourg est dense, on y trouve de nombreux espaces libres ou sous utilisés, ainsi que quelques bâtiments en ruines. Il existe donc un réel potentiel de densification, d'aération et de structuration du tissu urbain (création d'espaces publics, logements, équipements, etc.). ➢ Il s'agit aujourd'hui de reconnaitre les quartiers d'habitat spontané afin de mieux les structurer tout en arrêtant leur expansion, qui menace les milieux naturels fragiles comme la mangrove. Plusieurs secteurs se situent dans le périmètre des 50 pas géométriques. Les orientations spécifiques résultant des études menées sur ces sites doivent être mises en œuvre. ➢ Le Vauclin, s'il ne possède pas de grands monuments historiques, dispose d'un petit patrimoine qui participe fortement à l'identité communale et qu'il convient de préserver, voire de mettre en valeur.	➢ Aborder les différentes problématiques dans le bourg et les quartiers : habitat insalubre, ruines, habitat isolé ➢ Redonner une seconde vie aux logements aujourd'hui vacants : réhabilitation, démolition-reconstruction ➢ Mettre en œuvre une approche et des réponses spécifiques sur les quartiers d'habitat spontané dans les 50 pas géométriques (Anse Maroquet, Pointe Chaudière, Baie des Mulets) ➢ Mise en valeur du patrimoine architectural comme support de l'identité communale.	Reconnaissance des quartiers d'habitat spontané par un zonage U adapté aux typologies de chaque quartier. Les dispositions réglementaires prévues pour chaque zone veillent à favoriser en fonction des situations, la réhabilitation ou la démolition-reconstruction des logements. La question des quartiers d'habitat spontané a fait l'objet d'une traduction réglementaire particulière étudiée et fine en fonction de chacune des situations constatées. ainsi sont délimitées des zones U3, U4 ou des zones N2 qui se composent de plusieurs secteurs spécifiques en particulier le secteur N2m pour l'anse Maroquet. Le patrimoine architectural se localise essentiellement dans le centre bourg, les dispositions réglementaires de l'article 11 prennent en compte les constructions existantes de qualité et favorise leur mise en valeur.

Transports - déplacements	➢ Les espaces publics sont peu nombreux sur la commune : les trottoirs sont souvent inexistants et très étroits dans le centre bourg. Il existe peu de place ou de lieu de rassemblement. ➢ La ligne 37 de taxis collectifs gérée par le département passe par le Vauclin et permet de se rendre à Fort-de-France. La ligne C29 d'autocars relie Le Marin et Saint-Esprit en passant par Le Vauclin. La nouvelle gare routière départementale a la particularité d'accueillir sur un même site transports urbains (compétence communale) et interurbains (compétence départementale). ➢ Certains quartiers d'habitat collectif implantés le long de la RN6 sont bien desservis par la route et facilement accessibles en voiture. En revanche, leurs liaisons piétonnes avec le centre bourg sont peu développées, ce qui tend à les exclure de l'organisation du centre.	➢ Donner à chacun la possibilité de se déplacer dans le bourg, dans les quartiers, entre les quartiers ➢ Faciliter les déplacements piétons (trottoirs, accessibilité pour les Personnes à Mobilité Réduite) ➢ Impulser une amélioration des transports en commun ➢ Améliorer l'existant (en particulier la problématique de Sigy et de la traversée de la RN 6) ➢ Intégrer la thématique des déplacements dans le cadre de la réalisation de nouvelles opérations de construction ➢ Mettre en œuvre un plan de circulation à l'échelle communale intégrant les différents modes de déplacements ➢ Encourager les possibilités de pratiquer le vélo en toute sécurité.	Emplacements réservés pour aménagement de la RN6, une piste cyclable le long de la RD 5, et pour la création de voies d'accès dans le cadre du projet du nord du bourg. Emplacement réservé pour l'amélioration de la voie reliant Macabou à la RN6. Création d'emplacements réservés pour la desserte de la zone de regroupement des marins-pêcheurs (Mallevaut), la Pointe Faula, la Pointe Chaudière, et entre Château Paille et le futur port à sec.

Environnement	**La montagne du Vauclin et les mornes :** ➢ Le relief est très marqué, avec des pentes très importantes, ce qui crée de nombreux points de vue sur l'ensemble de la commune. Il s'agit d'une zone très marquée par la présence des boisements, mais victime d'un mitage important. En effet, de nombreux hameaux se sont développés sur le relief. **Les plaines :** ➢ Un relief peu marqué, ce qui engendre des paysages ouverts. Ces espaces sont marqués par la présence de l'agriculture et de l'élevage. C'est aussi dans cette zone que se développe une grande partie de l'urbanisation. **Le littoral :** ➢ Cette entité présente des profils variés : anses sauvages, urbanisation très dense, urbanisation plus limitée, bourg, plages, mangroves	**Valoriser les paysages et les richesses naturelles de la commune** ➢ Protéger les espaces fragiles porteurs de biodiversité ➢ Maintenir les mangroves ➢ Assurer une bonne qualité des eaux en veillant à garantir la qualité et le bon fonctionnement de l'assainissement collectif actuel et futur (possibilités de micro stations d'épuration dans les opérations collectives) et à l'amélioration de l'assainissement à la parcelle. ➢ Protéger les espaces boisés de qualité ➢ Limiter l'extension de l'urbanisation sur les mornes et à proximité des forêts littorales ➢ Maintenir l'état naturel du littoral et des plages tout en favorisant leur accessibilité et leur utilisation ➢ Valoriser les paysages de la commune ➢ Identifier et signaler les points de vue remarquables ➢ Maintenir et valoriser les paysages agricoles	Classement des espaces naturels (espaces boisés, mornes, espaces littoraux, bords des cours d'eau et zones humides) en zones N, inconstructibles. Délimitation stricte des quartiers (zones U1, U2, U3 et U4) afin de limiter l'extension et de ce fait, veiller à ne pas fragiliser les espaces naturels ou agricoles environnants. La question de l'eau et de l'assainissement est prise en compte par des dispositions spécifiques aux articles 4 des différentes zones. Par ailleurs, un emplacement réservé pour une retenue d'eau à Paquemar est défini. La protection des espaces naturels et des paysages agricoles s'est traduite par la délimitation des zones de protection strictes qui correspond aux zones A1 et N1 et le classement en EBC des bois, forêts et mangroves. Classement des zones de panorama en N1a pour permettre la réalisation de points de vue. L'articulation entre la protection du littoral et la création de possibilités d'accès et d'usage est traduite dans le règlement des zones N1 et N2.

Risques	➢ Au total près de 8% du territoire communal sont touchés par un aléa inondation dont seulement 3.4% sont classés en aléa fort. ➢ Les secteurs concernés par les mouvements de terrain sont les quartiers Morne Raquettes, Boë/Perriolat, Bellevue, Cadette, Ensfelder et la Montagne du Vauclin. ➢ L'aléa sismique concerne partiellement le territoire de la commune du Vauclin. ➢ Le risque tsunami n'est pas pris en compte dans l'élaboration du PPRN, mais ce risque est réel en Martinique.	**Prendre en compte les risques naturels** ➢ Prendre en compte le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) et particulièrement les risques suivants : inondations, mouvements de terrain, tempêtes, cyclones, séismes, éruption volcanique. ➢ Intégrer le risque du tsunami	A l'article 4, règles spécifiques sur l'assainissement, car l'assainissement collectif n'existe pas aujourd'hui dans certains quartiers. Classement des zones rouges du PPRN en zone N1. Délimitation de secteurs avec l'indice «r » à l'intérieur des zones U de manière à identifier dans les espaces urbanisés les sites présentant des risques au regard du PPRN.

Population – Logement	**Les habitants** ➢ Un dynamisme démographique, reposant sur des soldes naturel et migratoire positifs ➢ Une structure par âge équilibrée, associée à une tendance au vieillissement ➢ Une augmentation notable des ménages de petite taille, conforme à l'évolution connue en Martinique ➢ Une faible représentation de la population active, conjuguée à un taux de chômage préoccupant ➢ Un lieu de travail des Vauclinois de plus en plus éloigné de leur lieu de résidence **Les logements** ➢ Un nombre de logements en hausse malgré le phénomène de vacance qui augmente ➢ Des logements majoritairement grands (4 et 5 pièces ou plus) essentiellement occupés par des propriétaires ➢ Un parc de logements caractérisé par l'importante part des maisons individuelles ➢ Un parc locatif social faible (6 à 7%), en développement et amené à croître	**Au regard des perspectives démographiques, il est nécessaire d'envisager la construction d'environ 1 500 logements d'ici 2025.** ➢ Permettre à chacun de disposer d'un logement sain et disposant des éléments de confort ➢ Permettre l'amélioration de l'existant ➢ Aborder les différentes problématiques dans le bourg et les quartiers : habitat insalubre, ruines, habitat isolé ➢ Mettre en œuvre une approche et des réponses spécifiques sur les quartiers d'habitat spontané dans les 50 pas géométriques (Anse Maroquet, Pointe Chaudière, Baie des Mulets) ➢ Redonner une seconde vie aux logements aujourd'hui vacants : réhabilitation, démolition-reconstruction ➢ La production nouvelle en logements (**1 500 logements à construire à l'horizon 2025**) : favoriser la mixité sociale et générationnelle. Pour atteindre les 20% de logements sociaux fixés par la loi SRU, il faudrait réaliser 30 à 35% de logements sociaux dans le futur parc de logements. ➢ Diversifier les formes urbaines et les typologies de logements (encourager l'habitat groupé et le petit collectif). ➢ Adapter l'habitat au climat local : relation entre les espaces bâtis ouverts, bâtis fermés et le jardin. ➢ Favoriser l'utilisation des énergies renouvelables domestiques (panneaux solaires, mini éoliennes…) et inciter à la récupération des eaux pluviales, la ventilation naturelle, l'utilisation des matériaux isolants dans les constructions.	La délimitation des différentes zones U accueillant des logements permet de répondre aux objectifs de production nouvelle. En effet, les dispositions réglementaires qui définissent l'emprise au sol, les hauteurs maximales et ne fixent pas de COS, favorisent la densification tout en conservant un équilibre entre espaces bâtis et espaces non bâtis, et permettent ainsi une adaptation des constructions au climat. Par ailleurs, les zones 2AU en périphérie du bourg, dans la continuité de l'urbanisation existante, constituent des réserves foncières pour la commune. De même, la zone 1AUe dans son orientation d'aménagement et de programmation intègre la réalisation d'un programme de logements. Dans toutes les zones la problématique des extensions et améliorations est prise en compte. Cette prise en compte intègre le cas des constructions non-conformes à la règle en leur conservant des possibilités d'évolution.

Equipements	➢ Le bourg rassemble la grande majorité des équipements. ➢ La commune compte cinq écoles primaires et une école maternelle. Cette dernière ainsi que deux des écoles primaires sont situées dans le bourg. Les autres sont localisées dans les quartiers de Bellevue, Cadette et Montagne. ➢ De nombreux équipements de loisirs, notamment à la Pointe Faula.	➢ Conforter la polarité du centre-bourg, qui doit pouvoir accueillir les équipements structurants, notamment culturels. ➢ Encourager l'implantation d'un commerce de proximité, ainsi que d'un lieu de vie (salle, place publique) dans chaque quartier, afin d'y développer la vie sociale et la mixité intergénérationnelle. ➢ Créer un nouveau cimetière/columbarium, et une maison de veillée funéraire. ➢ Favoriser l'accès à la culture pour tous les habitants ➢ Doter la ville d'une salle polyvalente dédiée aux spectacles ➢ Promouvoir des événements et animations permettant d'animer le territoire communal ➢ Valoriser le patrimoine communal ➢ Développer des formations professionnelles sur la commune ➢ Se positionner comme un territoire d'accueil d'un site universitaire en s'appuyant sur les spécificités du territoire ➢ Créer un centre de formation	Le dispositif réglementaire facilite l'implantation et l'évolution des équipements dans les différentes zones urbaines. Par ailleurs, 3 grands sites sont dédiés de manière spécifique aux équipements et délimités par le zonage UP. La réalisation de nouveaux équipements identifiés dans le PADD est prévue de la manière suivante : Création d'un emplacement réservé pour un cimetière prévu à l'entrée du bourg du côté de Château Paille. Création d'un emplacement réservé pour équipements sportifs Ravine Plate. Création d'un emplacement réservé pour espaces verts et récréatifs à Château Paille.

Activités économiques	➢ Un gain significatif d'emplois ces 10 dernières années, à mettre en relation avec la croissance démographique enregistrée depuis 1999 ➢ Une économie qui repose en grande partie sur le secteur des services (tourisme y compris) ainsi que sur la présence dynamique des activités primaires (agriculture, pêche en mer…) ➢ Un tissu commercial de proximité composé de petits commerces qui, pour l'instant, ne répond pas à l'ensemble des besoins des Vauclinois (absence de grande surface notamment) ➢ Des activités primaires encore bien ancrées, ne connaissant pas de recul depuis plusieurs décennies ➢ Une activité touristique à potentiel non négligeable, pour le développement d'une offre touristique de qualité	**Développer une économie basée sur l'exploitation des richesses locales et favoriser leur interaction** ➢ Assurer la protection des terres agricoles, sources de revenus économiques, et encourager la reconquête des espaces agricoles en friche. ➢ Conforter l'activité liée à la pêche en affirmant la place du marché au poisson ➢ Permettre l'implantation d'une grande surface commerciale en entrée de bourg ➢ Développer une zone d'activités centrée sur les produits issus de la transformation et de la valorisation de la production locale (pêche, agriculture, artisanat et services…). **Un tourisme « vert, jaune et bleu » (montagne, plaine, océan et nature, campagne et balnéaire)** ➢ Mise en place d'un circuit touristique desservant les principaux sites remarquables du territoire. ➢ Développement d'une offre complète d'hébergement touristique, dans un souci d'intégration dans son environnement (éco-camping, hôtellerie haut de gamme, « chez l'habitant »…) ➢ Mise en valeur des points de vue, des mangroves et du bâti historique ➢ Développement d'un artisanat, d'une vente directe de produits locaux ➢ Développement du tourisme "sport, nature, santé" (thalassothérapie…) ➢ Valorisation des sites touristiques : les EAT de la Pointe Faula et de Macabou, la Pointe Chaudière et la Pointe Athanase. ➢ Maintenir et conforter la diversité agricole (agrotourisme) et l'aspect paysager qui en découle.	La protection des terres agricoles est assurée par la délimitation des zones A1 et A2. Les secteurs d'activités et notamment celles liées à la pèche sont affirmés à travers les dispositions des zones UE Le dispositif réglementaire rend possible l'installation d'une surface commerciale en entrée de bourg par la délimitation de la zone 1AUe qui est accompagnée d'une orientation d'aménagement et de programmation. Les sites préférentiels de développement touristique, EAT de la pointe Faula et de Macabou sont délimités par la zone UT et son règlement spécifique qui favorise le développement des activités touristiques et d'un l'hébergement diversifié. Autorisation pour les agriculteurs en zone N2t de réaliser des gîtes et des activités touristiques, en accompagnement de l'existant. L'agrotourisme est également pris en compte dans les zones A2.

b) Justifications au regard des documents supra-communaux

Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Martinique

Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Martinique a été approuvé le 23 décembre 1998 et est applicable depuis le 29 décembre 1998.

Il définit quatre grands enjeux :

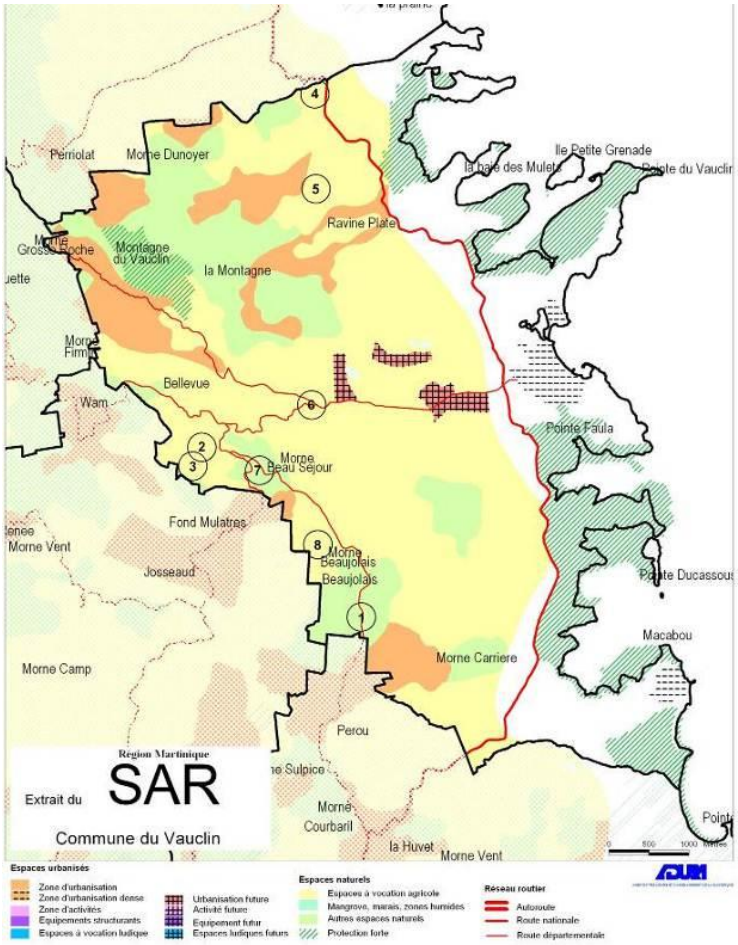
- Un enjeu humain et social : assurer la cohésion sociale, dans un contexte de fort accroissement démographique, par le développement de l'emploi, du logement et des équipements publics

- Un enjeu économique : créer les conditions du développement des secteurs les plus porteurs (agroalimentaire, pêche, artisanat, tourisme) et moderniser l'appareil de production

- Un enjeu écologique : préserver les espaces naturels tout en les organisant en vue d'une valorisation optimale des richesses potentielles

- Un enjeu géographique : rééquilibrer le territoire pour une meilleure répartition des hommes et des activités, au profit de la côte Atlantique et dans le sens d'un desserrement de l'agglomération de Fort-de-France.

Le PLU respecte les espaces paysagers et agricoles (vert et jaune) du SAR, et prend en compte les espaces urbanisés et à urbaniser du SAR (qui sont aujourd'hui presque totalement tous urbanisés) en les classant en zone U.



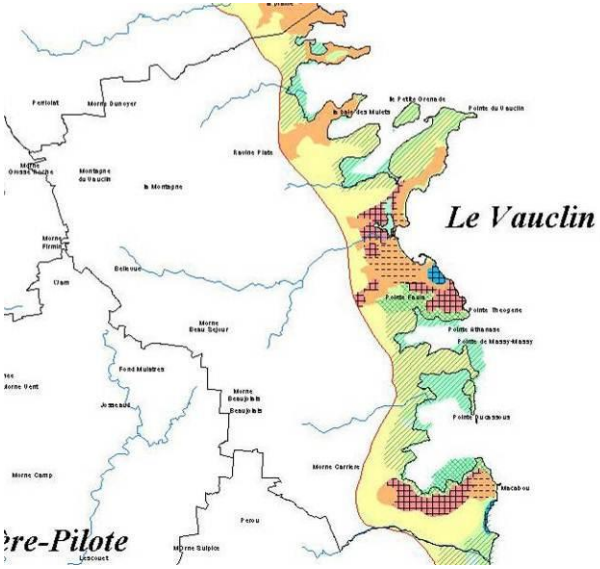
Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) de la Martinique

Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) est défini par le décret n°86-1252 du 5 décembre 1986. Il s'attache à la partie du territoire qui constitue une unité géographique et maritime et présente des intérêts liés, concurrents ou complémentaires, au regard de la protection, de l'exploitation et de l'aménagement du littoral. Il précise les modalités d'application des articles L.146-1 et suivants du Code de l'Urbanisme et s'applique aux personnes et opérations qui y sont mentionnées.

Le SMVM de la Martinique a été intégré au SAR.

Le PLU du Vauclin respecte les orientations du SMVM en confortant les pôles urbains existants, et en prônant un développement du bourg en priorité. Les espaces d'urbanisation future de Macabou et de Pointe Faula qui font l'objet d'EAT sont classés en zone urbaine à vocation touristique.

Le PLU protège les espaces littoraux (notamment les mangroves et la forêt du littoral) en les classant en zone N et en EBC et en prenant en compte les zones déjà urbanisées et qui sont gérées par l'agence des 50 pas géométriques.



Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Espace Sud Martiniquais

Le Schéma de Cohérence Territoriale est en cours d'élaboration, mais la commune s'inscrit dans les grandes orientations d'ores et déjà définies.

Le Programme Local de l'Habitat (PLH)

La Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) a engagé une procédure d'élaboration du Programme Local de l'Habitat sur le périmètre de la Communauté par délibération datée du 29 septembre 2010.

Créé par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et renforcé par la Loi d'Orientation pour la Ville (LOV) du 13 juillet 1991, le PLH est un document stratégique de programmation et de mise en œuvre des politiques locales de l'habitat, élaboré pour une durée de 6 ans.

Le PLH est en cours d'élaboration.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)

La loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs prévoit que le citoyen a le droit d'être informé sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire, et sur les mesures de sauvegarde pour l'en protéger.

Le Plan de Prévention des Risques (PPR) de la commune du Vauclin a été approuvé en 2004. En Martinique, le risque naturel est une composante importante de la vie des citoyens ; inondations, mouvements de terrain, tempêtes, cyclones, houles, séismes, éruption volcanique. Chacun de ces phénomènes, par l'ampleur de ses conséquences sur les personnes et les biens, montre tout l'intérêt de développer une politique globale et préventive des risques naturels.

Le territoire du Vauclin est concerné par les risques suivants :

- Risque d'inondation
- Risque de mouvement de terrain
- Aléa sismique
- Risques littoraux
- Risques cycloniques
- Risque de tsunami (même s'il n'est pas identifié en tant que tel dans le PPRN)

Pour information, le PPR est en cours de révision, et le PLU l'intègrera dès qu'il sera à jour.

Le règlement du PLU et notamment les articles 4, 9, et 13, relatifs à la gestion des eaux pluviales, prennent en compte les risques naturels en apportant des réponses adaptées au contexte local (pente, imperméabilisation, présence d'argiles…) notamment vis-à-vis du risque d'inondation. Concernant le risque de mouvement de terrain, de nombreux espaces boisés qui permettent de limiter les glissements de terrains sont protégés.

Le zonage et le règlement du PLU prennent en compte les prescriptions du PPRN

c) Réponses apportées par le PLU aux objectifs de construction de logements et d'évolution démographique identifiés dans le diagnostic

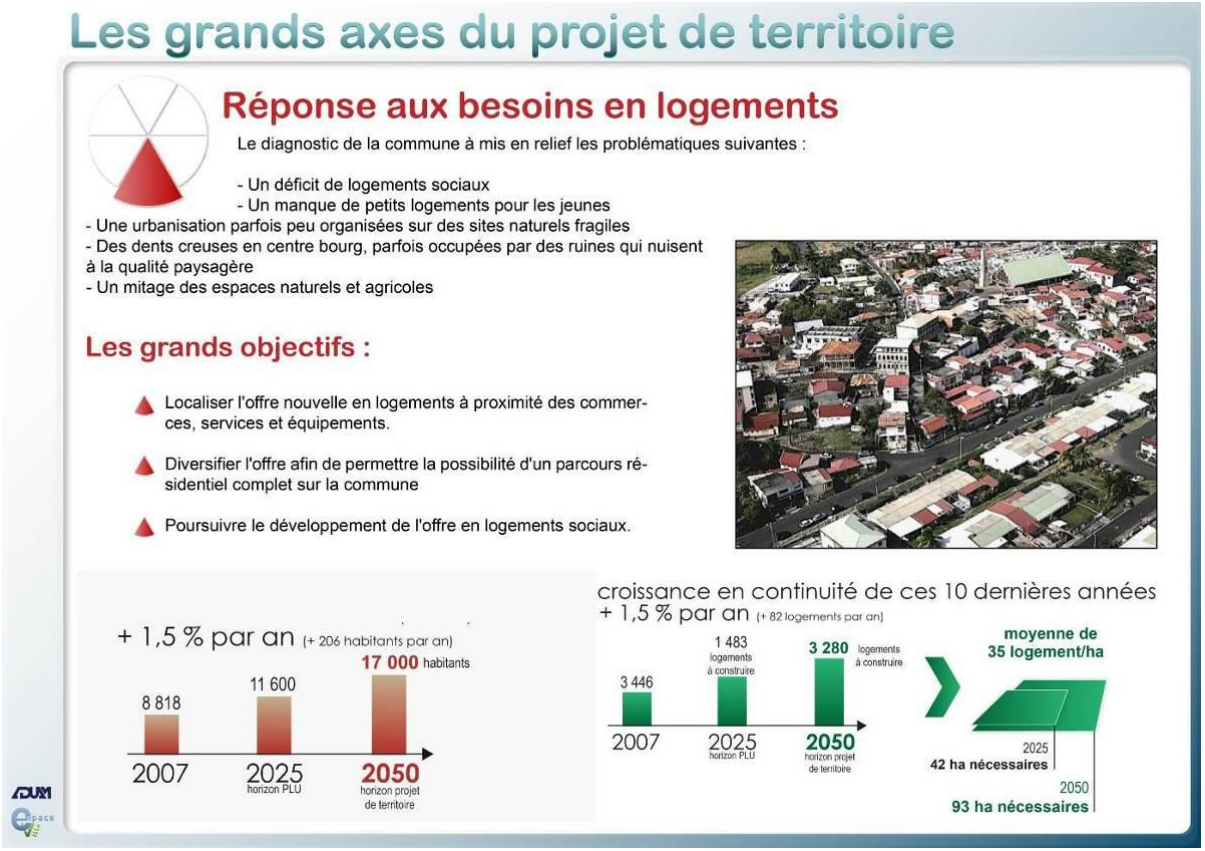
Lors de l'élaboration du projet de territoire, précédent la rédaction du PADD, la commune s'est prononcée parmi les différents scénarii étudiés pour une perspective d'évolution démographique de 11 600 habitants à l'horizon du PLU (2025) soit une croissance de 1,5% par an.

Le projet de territoire a défini trois objectifs principaux qui ont guidé le PADD et sa traduction réglementaire, à savoir :

- Une localisation de l'offre nouvelle de logements à proximité des commerces, services et équipements.
- Une diversification de l'offre afin de permettre un parcours résidentiel complet sur la commune.
- Le développement de l'offre de logements sociaux.

La moyenne de 35 logements à l'hectare édictée dans le PADD pour les nouvelles opérations de logements, nécessite de mobiliser environ 42 ha à l'horizon du PLU. Cette superficie viendra :

- pour partie, d'un renouvellement urbain des friches du centre bourg
- pour partie, de sites précisément identifiés, en continuité directe de l'urbanisation existante.



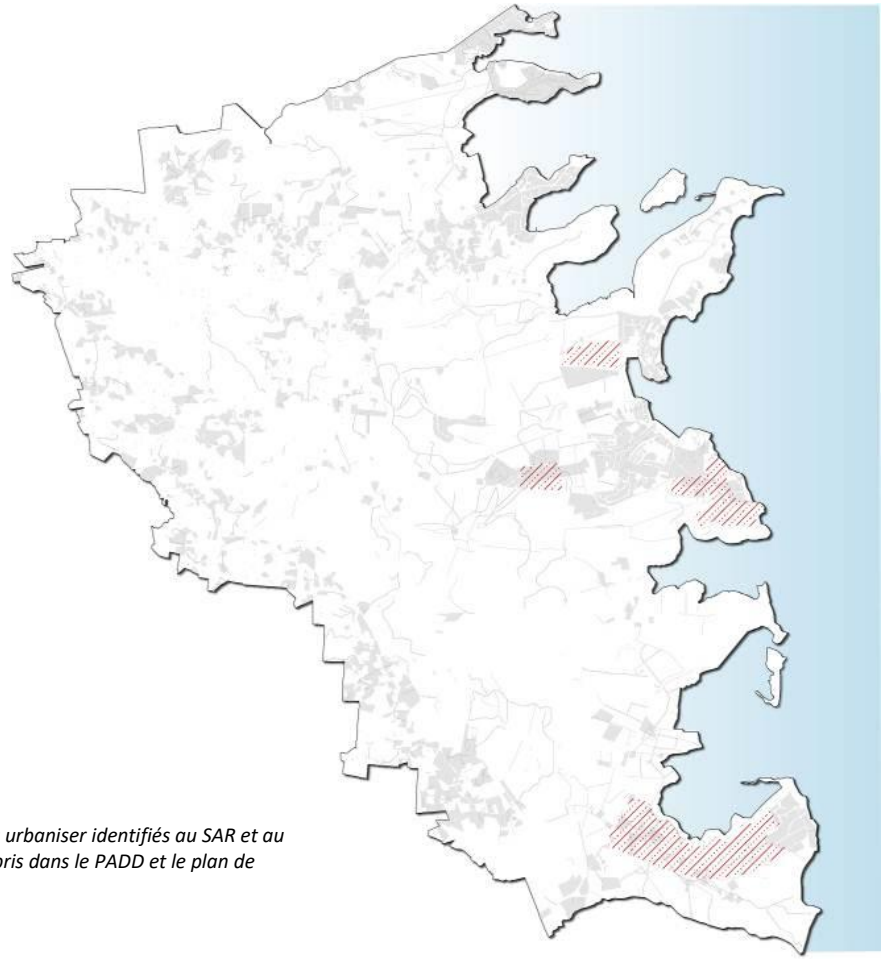
Les dispositions réglementaires permettent de retrouver un dynamisme de production de logements diversifiés, donc un dynamisme démographique.

Le volet règlementaire favorise la réalisation d'un parcours résidentiel complet. En premier lieu, il permet l'évolution du bâti existant et donc la possibilité de voir se réduire le taux de logements vacants. Ensuite, dans les différentes zones U la réalisation de nouvelles constructions et notamment de nouveaux logements est possible au regard des règles de densité et de gabarit prévues.

Par ailleurs des sites de développement de l'urbanisation sont repérés et délimités.

Dans le cadre du projet d'aménagement de la zone 1AUe, un nouveau programme de logements verra le jour. A plus long terme, 3 zones 2AU porteront de nouveaux projets. Il conviendra préalablement d'en définir le cadre et d'élaborer pour chacun une orientation d'aménagement et de programmation.

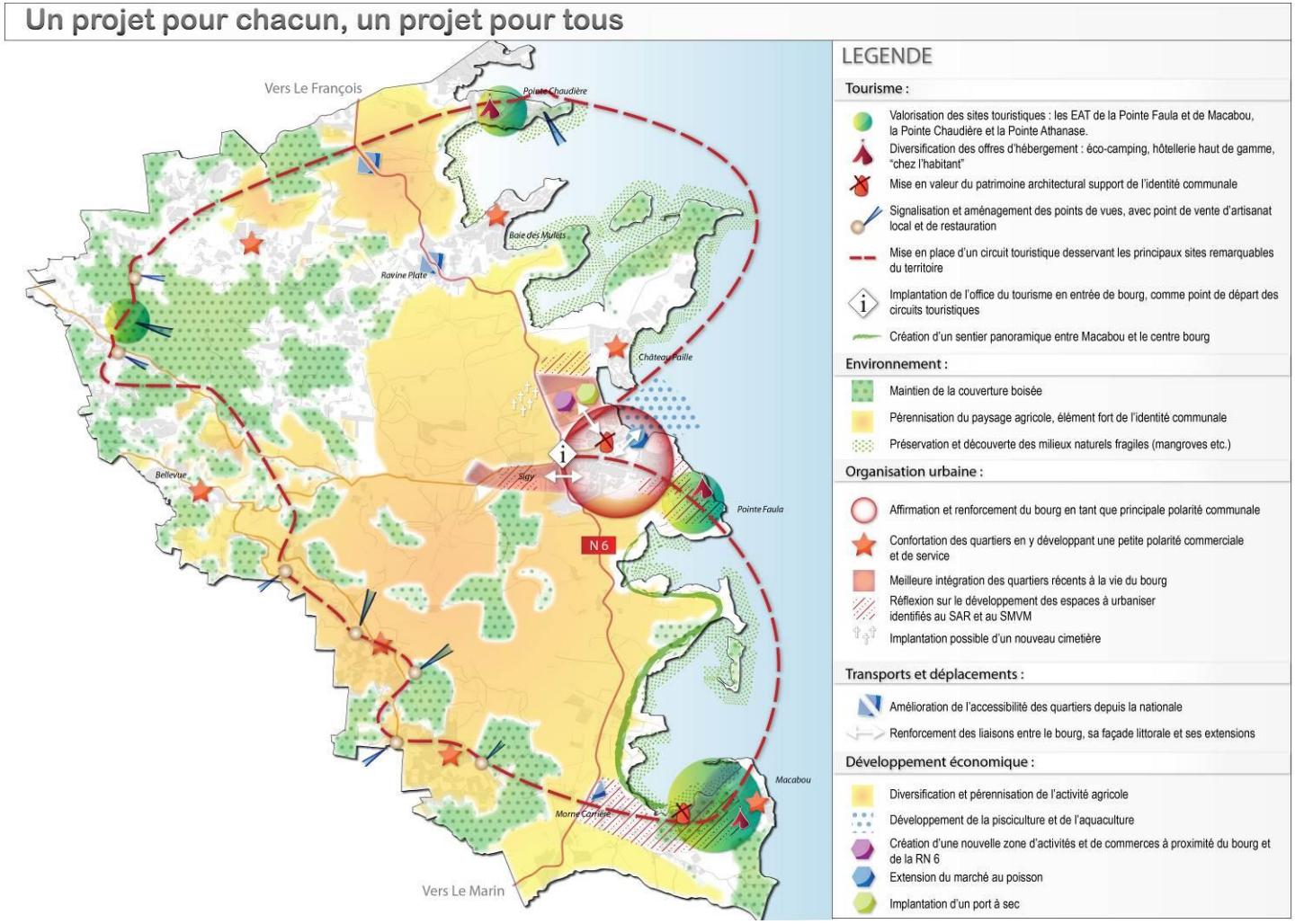
.



Espaces à urbaniser identifiés au SAR et au SNVM repris dans le PADD et le plan de zonage.

1.2. *La prise en compte du PADD dans la délimitation des zones*

Le projet se développe autour de plusieurs principes qui ont guidé la délimitation des zones du PLU :



Le PADD construit son projet autour de la mise en valeur des atouts de la commune.

En préservant les espaces naturels et agricoles, en limitant l'étalement urbain et en privilégiant un développement urbain autour des principales polarités, en s'appuyant sur les ressources naturelles et paysagères pour développer l'économie, en recréant du lien entre les différentes polarités communales, et enfin en prenant en compte les risques naturels, le projet communal s'inscrit pleinement dans des objectifs de développement durable.

Le découpage de zones traduit directement ces principes, en cohérence avec les objectifs du PADD :

- **Pérennisation du paysage agricole** : classement des zones agricoles en deux catégories : les zones A1 de protection forte des terres et des paysages et les zones A2 toujours dédiées à l'activité agricole qui peuvent également accueillir des activités connexes en lien direct avec l'agriculture telles que les gîtes.

- **Maintien de la couverture boisée** : classement des zones boisées en zone N1 inconstructible, avec un classement en EBC.

- **Préservation des milieux naturels fragiles** : classement des mangroves et des espaces littoraux non urbanisés en zone N1 doublé d'un classement en espaces boisés classés. De plus, les abords des cours d'eau et les zones humides sont classés en zone N1.

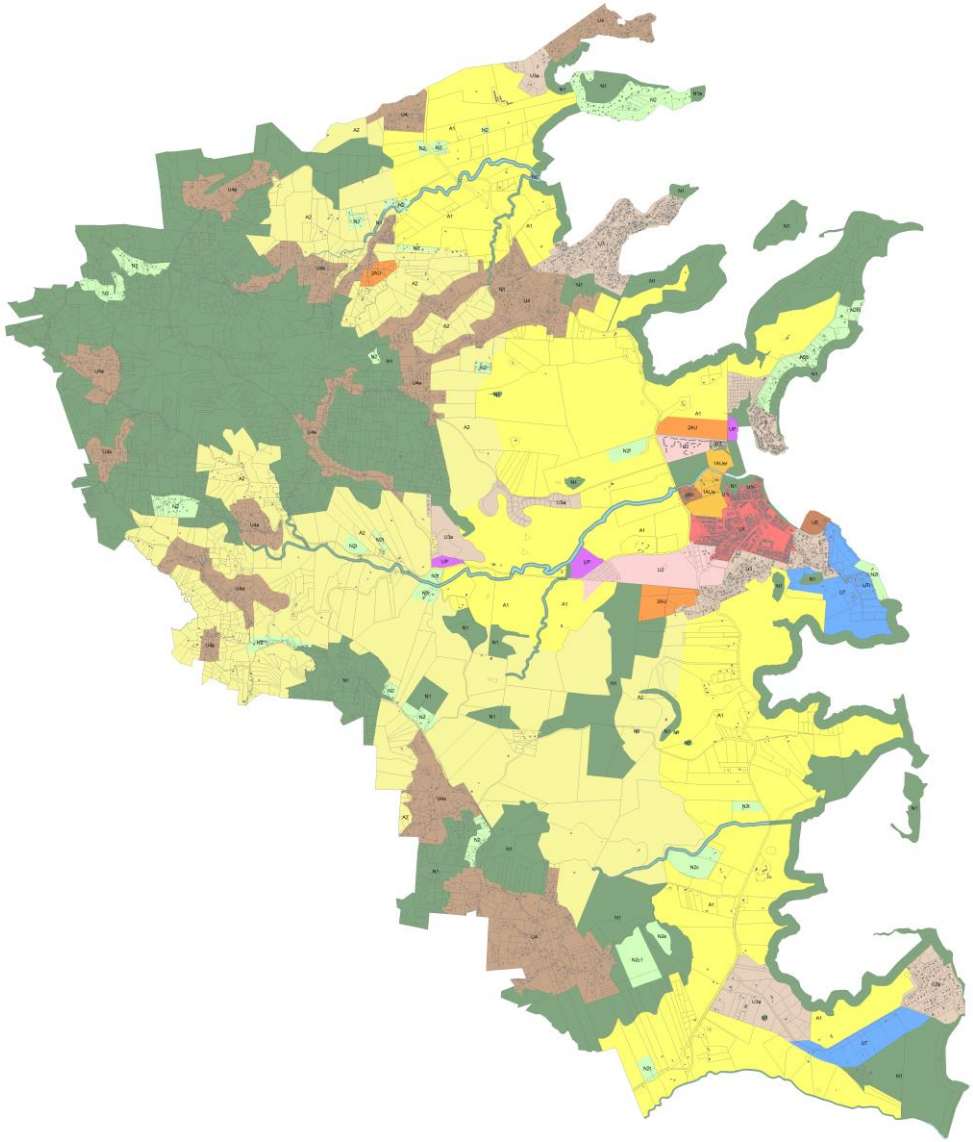
- **Valorisation des sites touristiques** : classement de la Pointe Faula et de Macabou en zone UT qui permet la réalisation d'aménagements et constructions liés à l'activité touristique.

- **Affirmation et renforcement du bourg** : classement du bourg en zone U1, qui permet une mixité de fonctions et une densité correspondant à un cœur de ville dense.

- **Confortation des quartiers** : reconnaissance des quartiers et de leurs caractéristiques bâties par un classement en zones U (U3 et U4) autorisant des densités plus ou moins importantes. Ce zonage permet en outre la création de commerces et d'équipements.

- **Réalisation de 1 500 logements à l'horizon 2025** : classement des sites identifiés au SAR et au SMVM en U (si intégrés à l'espace urbain) ou en 2AU strict (non ouvert à l'urbanisation) si non urbanisés, dans l'attente d'un projet d'ensemble permettant de répondre aux enjeux communaux.

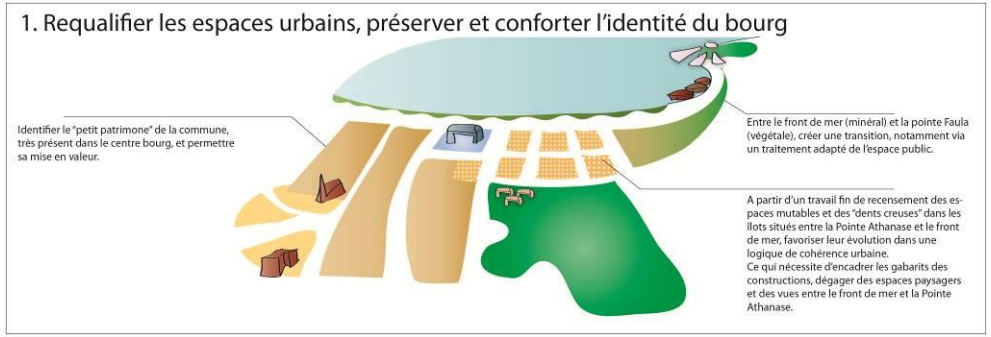
- **Création d'une nouvelle zone d'activités et de commerce à proximité du bourg** : classement d'un site au nord du bourg en 1AUe permettant la

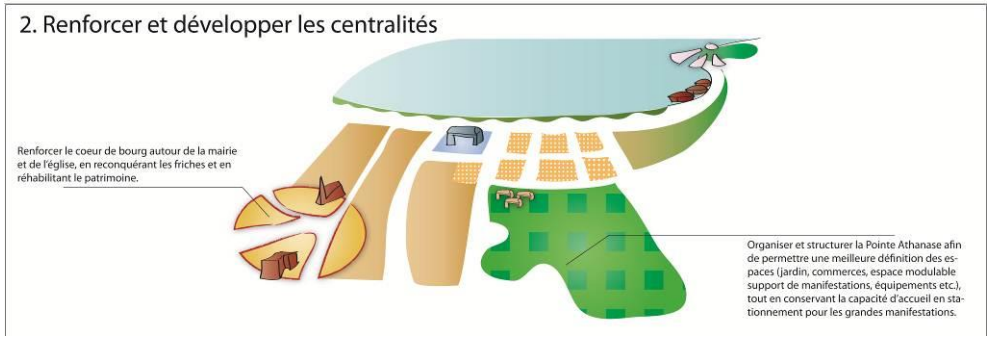


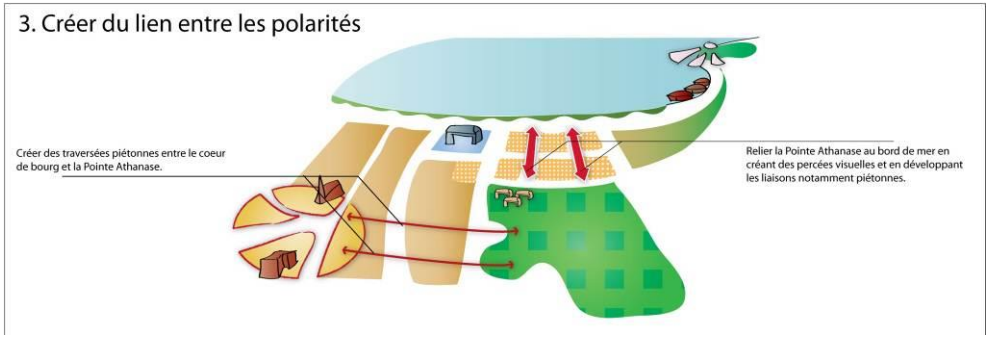
réalisation d’un centre commercial et d’un port à sec. Une orientation d’aménagement encadre par ailleurs ce projet.

1.3. *La justification des orientations particulières*

1.3.1 Le bourg et la pointe Athanase :







Le PADD fixe comme orientation la mise en valeur du centre-ville et la confortation de son rôle de cœur de la commune.

L'orientation d'aménagement vient préciser l'orientation du PADD. Elle vise à encadrer l'évolution du centre en favorisant la mise en valeur de ses différentes polarités et leur complémentarité, afin de le rendre plus attractif.

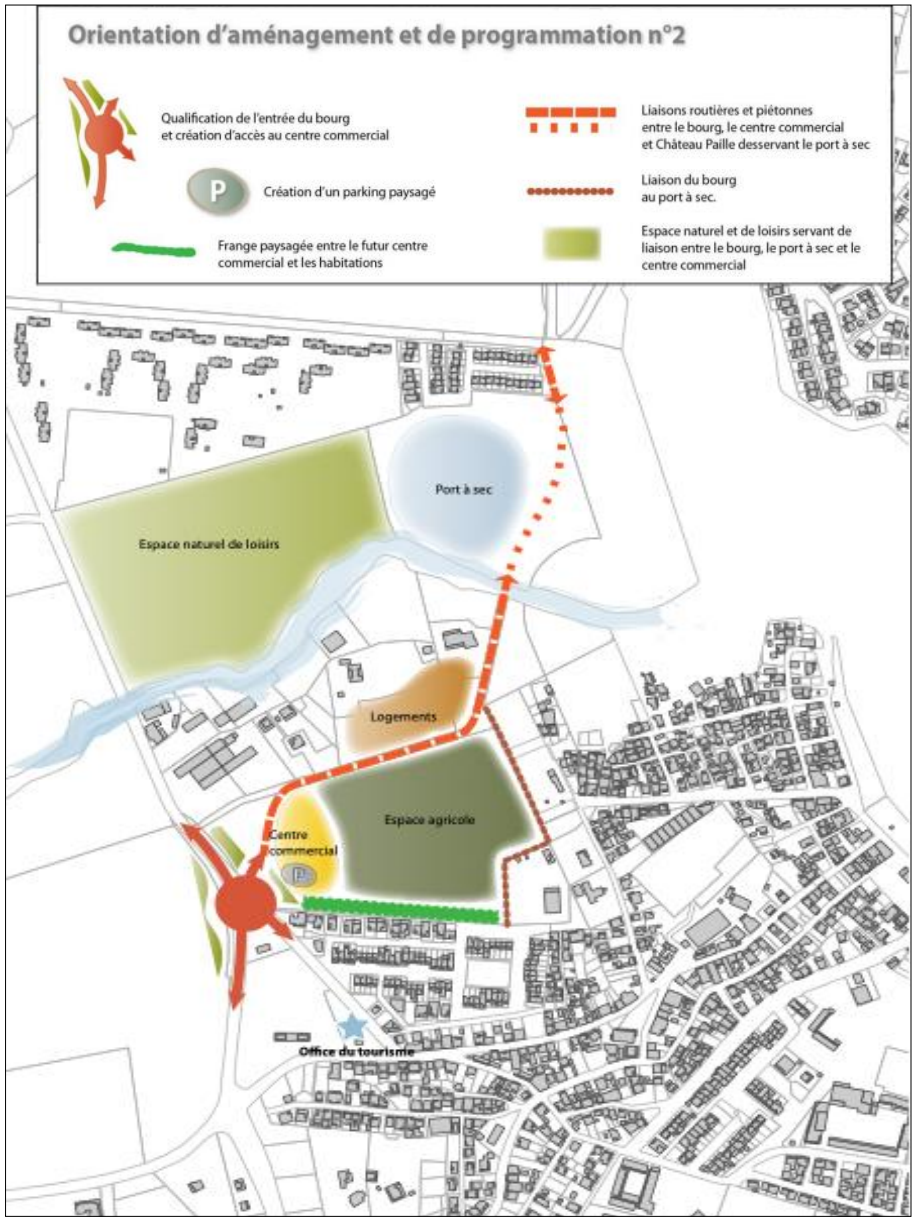
Plusieurs objectifs complémentaires sont définis pour permettre de développer, requalifier et relier les trois éléments structurants du bourg :

- L'église et la mairie,
- Le front de mer de mer et le marché,
- La pointe Athanase.

Pour cela, il convient de valoriser les ruines et les terrains en friches, poursuivre le réaménagement des espaces publics et conforter et développer les liaisons.

L'orientation définit pour la pointe Athanase, la nécessité d'organiser et de restructurer ce vaste espace qui doit pouvoir renforcer sa vocation de lieu de vie et d'animation du quotidien mais aussi terrain d'accueil des grandes manifestations qui ponctuent l'année de tous les habitants.

1.3.2 Le bourg - l'entrée de ville :



L'orientation permet de définir la vocation et les principes d'aménagement du secteur compris entre le bourg et Château Paille en traitant notamment le projet d'entrée de ville depuis la RN6.

L'orientation fixe les principes d'un aménagement qualitatif de l'entrée du bourg qui est complété par l'installation de l'office du tourisme et la création d'un centre commercial. Un espace agricole est créé à l'arrière du centre commercial en compensation de l'extension de la carrière Paquemar qui consomme des terres agricoles. Au-delà du centre commercial en direction de Château Paille seront réalisés de nouveaux logements, des espaces de loisirs ainsi qu'un port à sec. Cette diversité de programme va permettre de répondre aux objectifs du PADD qui visent à renforcer le rôle de centralité du bourg et le développement d'équipement structurant.

Par ailleurs, l'orientation précise et développe les schémas de voies automobiles et de liaisons piétonnes à aménager, conforter. Elles doivent à la fois desservir chacun des éléments du projet et assurer les liaisons ente le bourg et Château Paille dans la continuité des orientations du PADD qui visent à créer du lien cohérent entre le bourg et les quartiers.

2. Justification des limitations à l'utilisation du sol instaurées par le règlement

2.1. Présentation des zones

Les zones urbaines	
La zone U1 La zone U1 correspond au cœur de bourg historique. Elle se caractérise par la mixité des fonctions présentes, les logements, les commerces, les équipements. Le parcellaire est très découpé et de taille réduite. Le bâti se compose à la fois de constructions anciennes et de constructions plus récentes accolées les unes aux autres. La reconquête des terrains en friches et du bâti dégradé constitue un enjeu important dans l'avenir. Deux secteurs sont identifiés en zone U1r afin de rappeler l'existence de risques particuliers au titre du PPRN. Cette zone occupe 36 ha, ce qui représente 0,9 % du territoire	

La zone U2

La zone U2 correspond aux quartiers de Sigy et Château Paille.

Le quartier de Château Paille délimité par la zone U2 correspond à un ensemble de logements collectifs ; le quartier de Sigy se situe en prolongement du bourg en majeure partie au-delà de la RN6 ; il s'agit d'un quartier récent qui demeure encore en construction. il accueille majoritairement des logements collectifs.

Les dispositions du règlement doivent permettre de terminer l'urbanisation du quartier de Sigy et de prendre en compte le quartier de Château paille.

Cette zone occupe 38 ha, ce qui représente 1 % du territoire



La zone U3

La zone U3 regroupe les secteurs dédiés tout particulièrement à l'habitat de forme individuelle assez dense.

La zone U3 comprend la partie Sud du bourg, le secteur de Château Paille occupé par de l'habitat individuel, la partie urbanisée de Baie des Mulets.

A l'intérieur de la zone U3, un secteur U3a délimite les sites de Mallevaut, de Macabou en dehors du périmètre de l'EAT ainsi qu'une petite zone en limite de la commune du François.

Ces secteurs ont aujourd'hui et doivent conserver à l'avenir une densité plus faible compte tenu de leur proximité directe avec des espaces naturels et/ou agricoles. L'emprise au sol y est donc plus faible que pour le reste de la zone U3.

Cette zone occupe 171 ha, ce qui représente 4,4 % du territoire

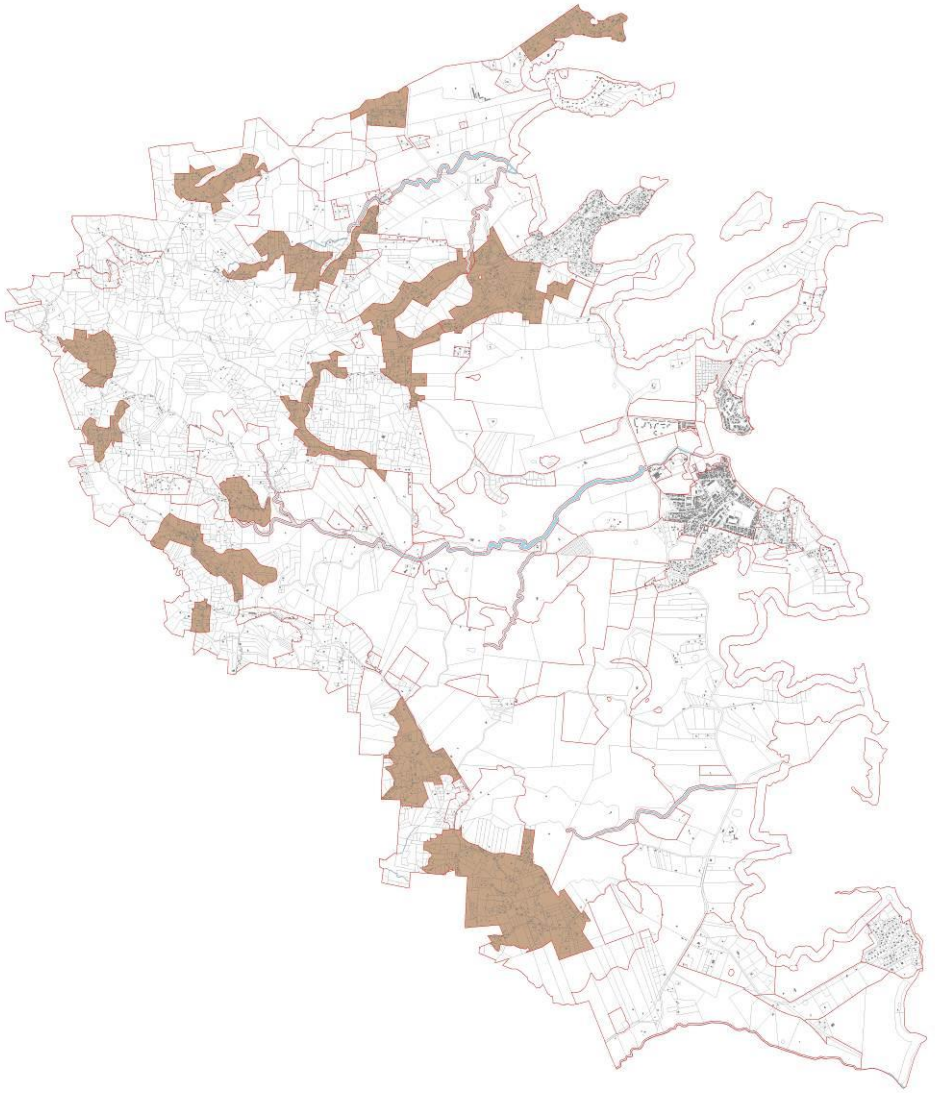


La zone U4

La zone U4 regroupe les quartiers composés principalement d'habitat individuel peu dense. Il s'agit tout à la fois des quartiers situés dans les mornes, (Bellevue, la Montagne….) mais aussi du quartier de Ravine Plate ou du secteur en limite et en continuité avec le quartier Dostaly sur la commune du François.

A l'exception du quartier de Boë, les secteurs des mornes sont délimités en U4a, secteurs dans lesquels l'emprise au sol est plus faible (20%) afin de préserver le caractère paysager et de rendre l'urbanisation cohérente avec le caractère le plus souvent très pentu des terrains.

Cette zone occupe 350 ha, ce qui représente 9 % du territoire



La zone UE

La zone UE correspond aux secteurs dédiés aux activités. La zone comprend deux sites, l'un en entrée de bourg aux abords de la RN6, le second qui correspond aux installations du port de pêche.

Les dispositions règlementaires doivent permettre de maintenir et développer la vocation économique de ces deux sites.

Cette zone occupe 5,7 ha, ce qui représente 0,15 % du territoire



La zone UP

La zone UP correspond aux secteurs dédiés spécifiquement aux équipements.

Cette zone occupe 7,6 ha, ce qui représente 0,2 % du territoire



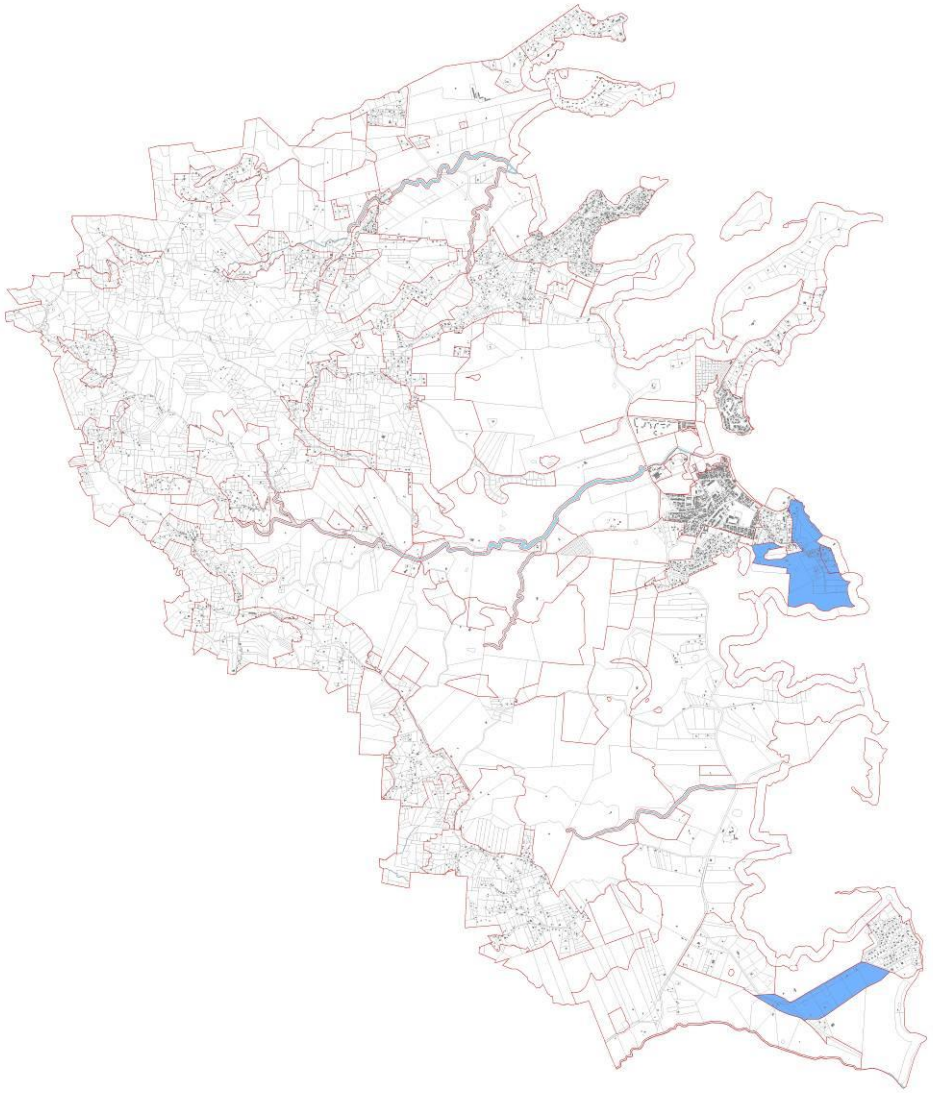
La zone UT

La zone UT correspond aux secteurs plus particulièrement dédiés aux activités touristiques EAT de la pointe Faula et de Macabou.

Le règlement favorise le développement des activités touristiques et notamment les constructions dédiées à l'hébergement.

A la pointe Faula, un secteur est identifié en zone UTr afin de rappeler l'existence de risques particuliers au titre du PPRN.

Cette zone occupe 58 ha, ce qui représente 1,5 % du territoire



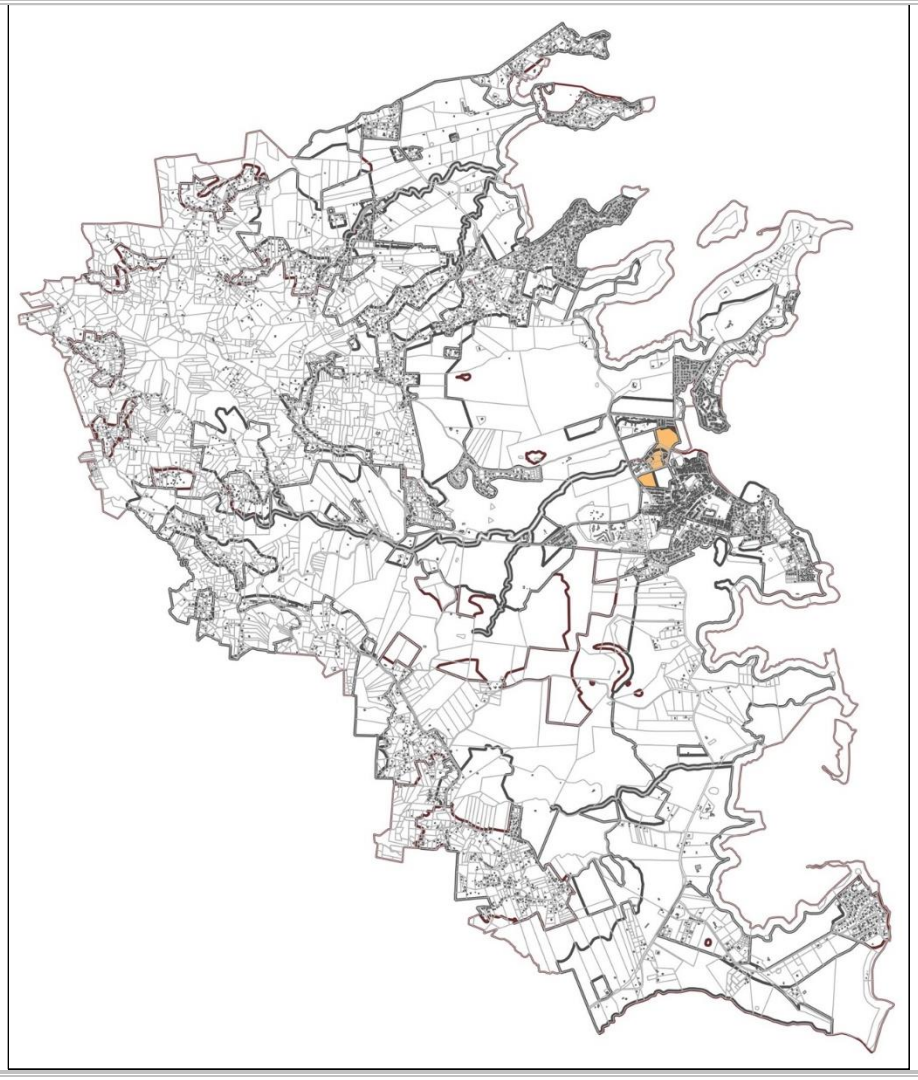
Les zones d'urbanisation future

La zone 1AUe

La zone 1AUe correspond au secteur de projet en entrée de bourg. Ce secteur dispose d'une orientation d'aménagement et de programmation qui fixe les objectifs urbains pour ce site, à savoir la réalisation d'un centre commercial, d'un port à sec et d'un programme de logements.

Le règlement permet la mise en oeuvre des différents éléments qui composent ce projet.

Cette zone occupe 9,1 ha, ce qui représente 0,23 % du territoire

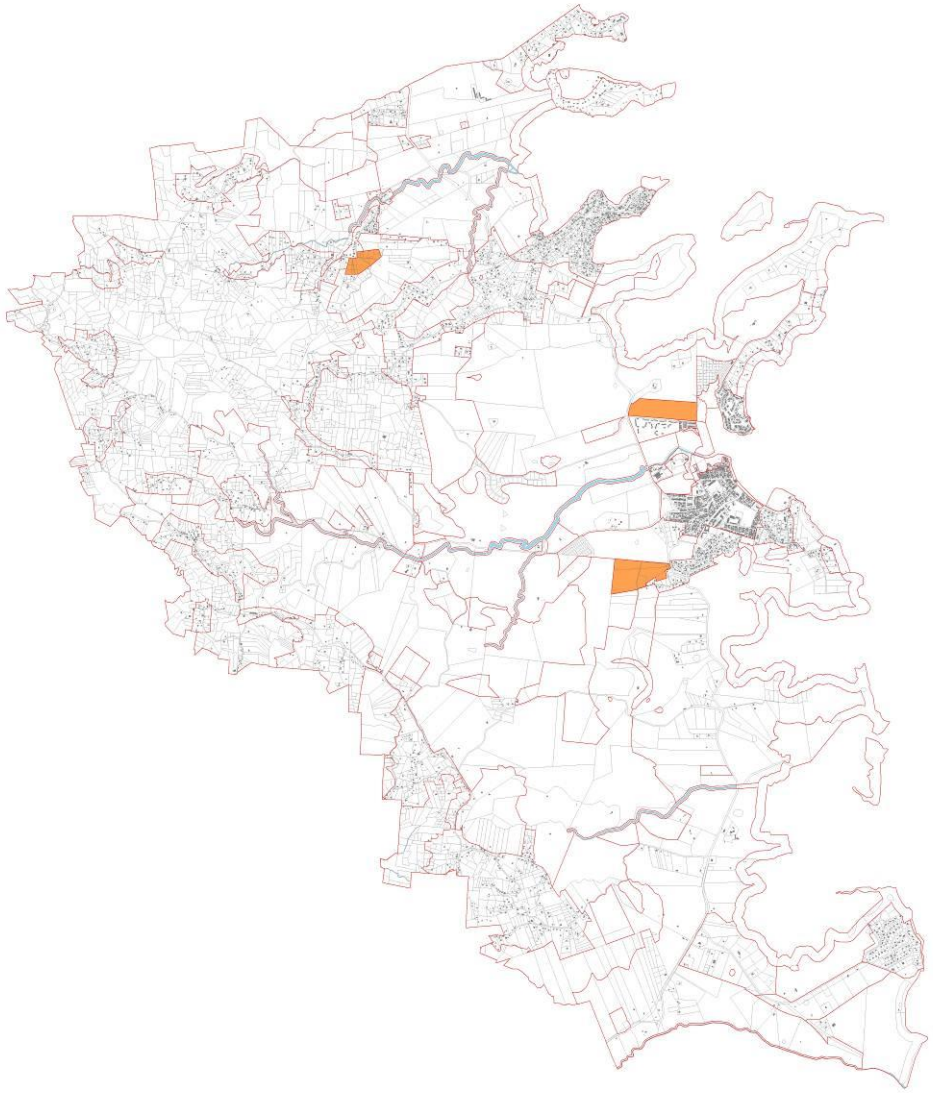


Les zones 2AU

Les zones 2AU, peu ou non équipées, ont pour vocation d'accueillir à moyen terme l'urbanisation future de la commune sous forme d'opérations mixtes.

Ces secteurs seront urbanisés dans le cadre d'un projet urbain d'ensemble qui sera traduit dans le PLU sous forme d'orientations d'aménagement et de programmation.

Cette zone occupe 24 ha, ce qui représente 0,6 % du territoire



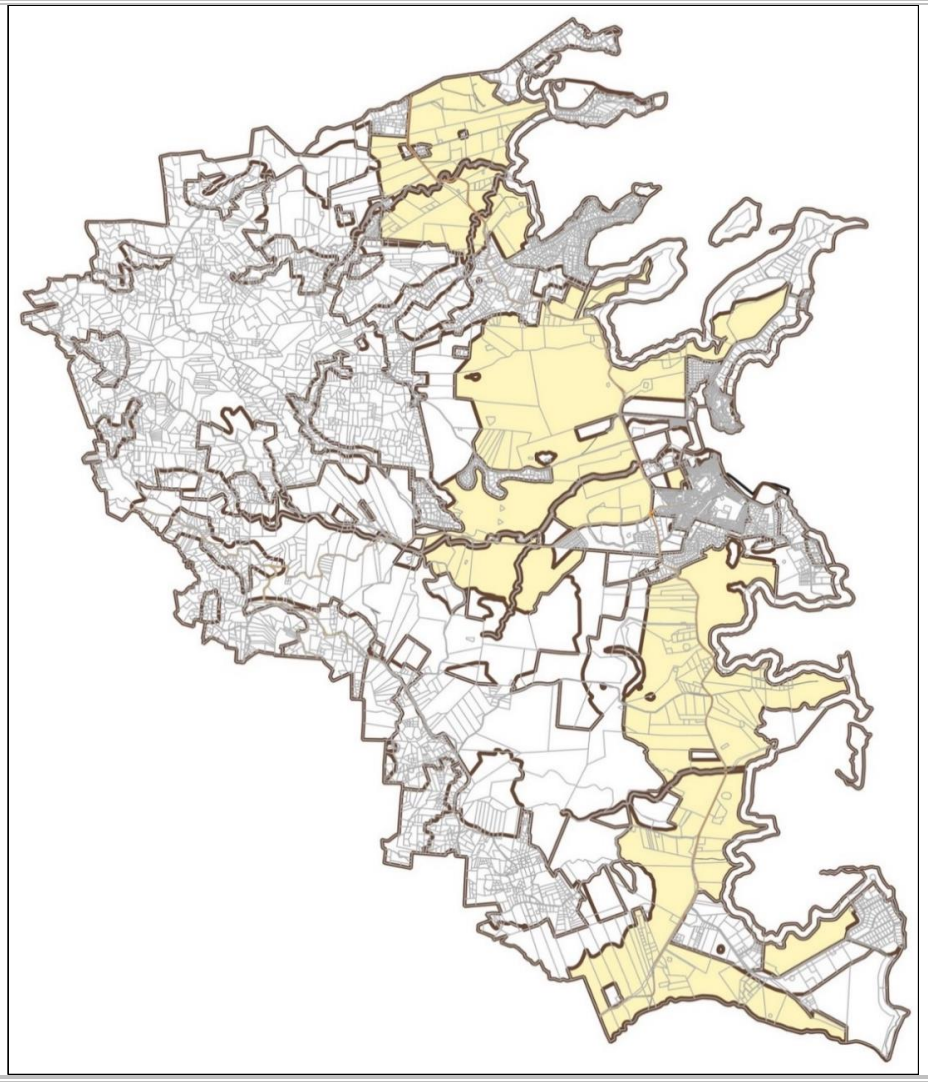
Les zones agricoles et naturelles

La zone A1

La zone A1 correspond aux parties de territoire affectées à l'activité agricole qui doivent, au regard de la protection des paysages agricoles, bénéficier d'une très forte protection.

Ainsi le règlement limite très strictement les possibilités de construire aux seules installations nécessaires aux activités agricoles, tout en encadrant leur emprise pour assurer une réelle protection des paysages agricoles.

Cette zone occupe 995,04 ha, ce qui représente 25,6 % du territoire



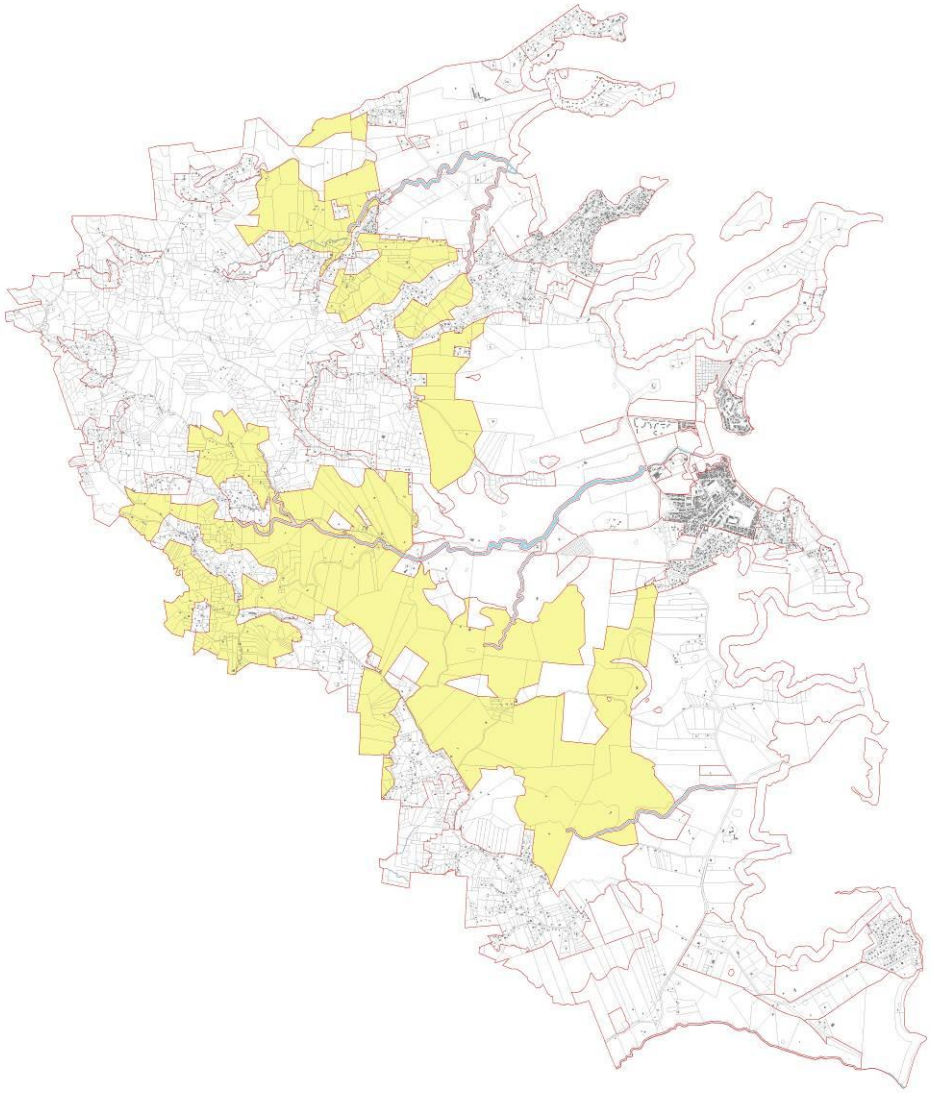
La zone A2

La zone A2 correspond aux parties de territoire affectées à l'activité agricole.

Cette zone comme la zone A1 est dédiée à l'activité agricole. Toutefois, s'agissant de secteurs moins sensibles au regard des paysages agricoles, les possibilités de construction y sont plus souples pour les installations agricoles.

Par ailleurs, afin de permettre, conformément aux orientations du PADD, le développement touristique, des dispositions autorisant de manière très encadrée la création de gîtes et les aménagements légers liés à la fréquentation et à l'accueil du public, sont autorisées.

Cette zone occupe 813 ha, ce qui représente 21 % du territoire



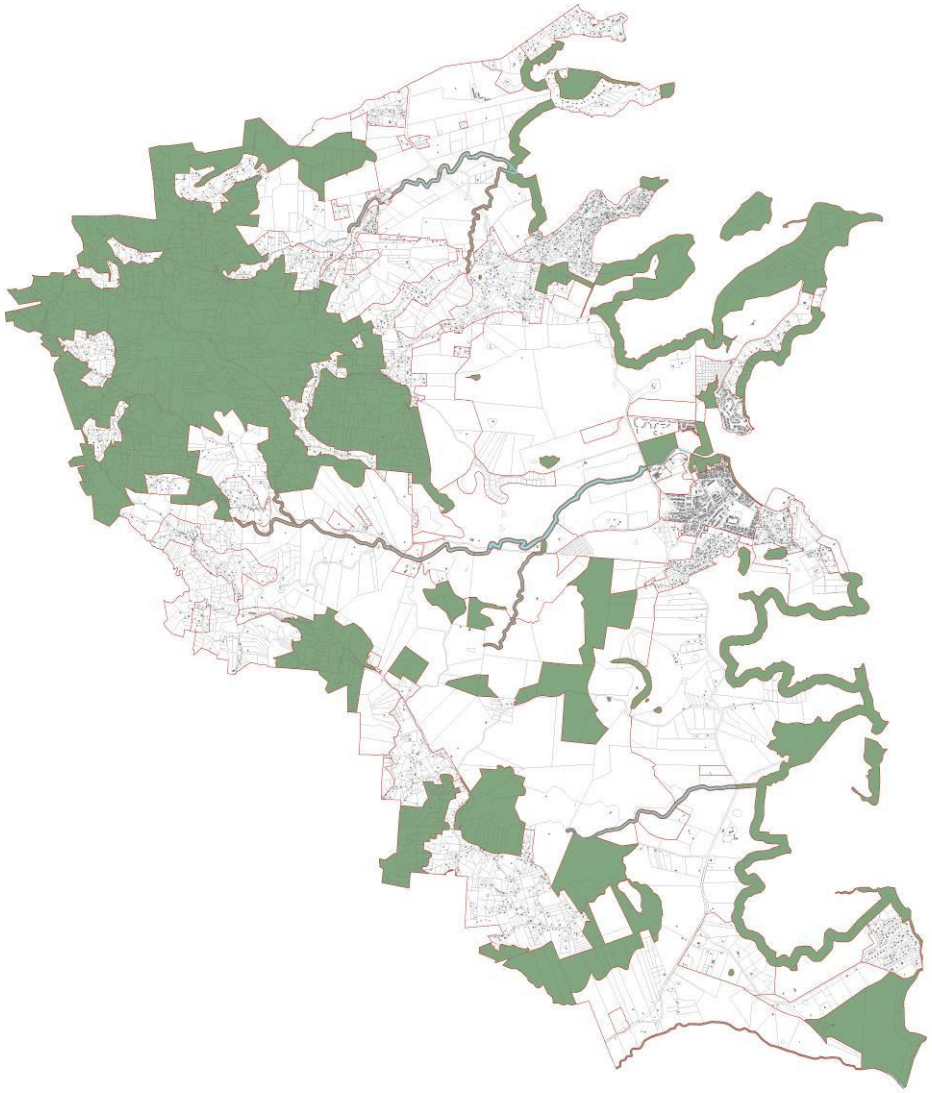
La zone N1

La zone N1 est consacrée aux parties du territoire communal préservées de l'urbanisation.

Elle comprend les grands espaces boisés, les espaces boisés en espace agricole, les abords des cours d'eau, les zones humides et les zones littorales (notamment les mangroves).

Le secteur N1a permet l'aménagement de points de vue.

Cette zone occupe 1 260 ha, ce qui représente 32 % du territoire



La zone N2

Ce sont les zones naturelles protégées, soit pour des raisons de risques, soit pour des raisons de site ou de paysage.

Les secteurs N2b et N2m autorisent de légères extensions de l'existant.

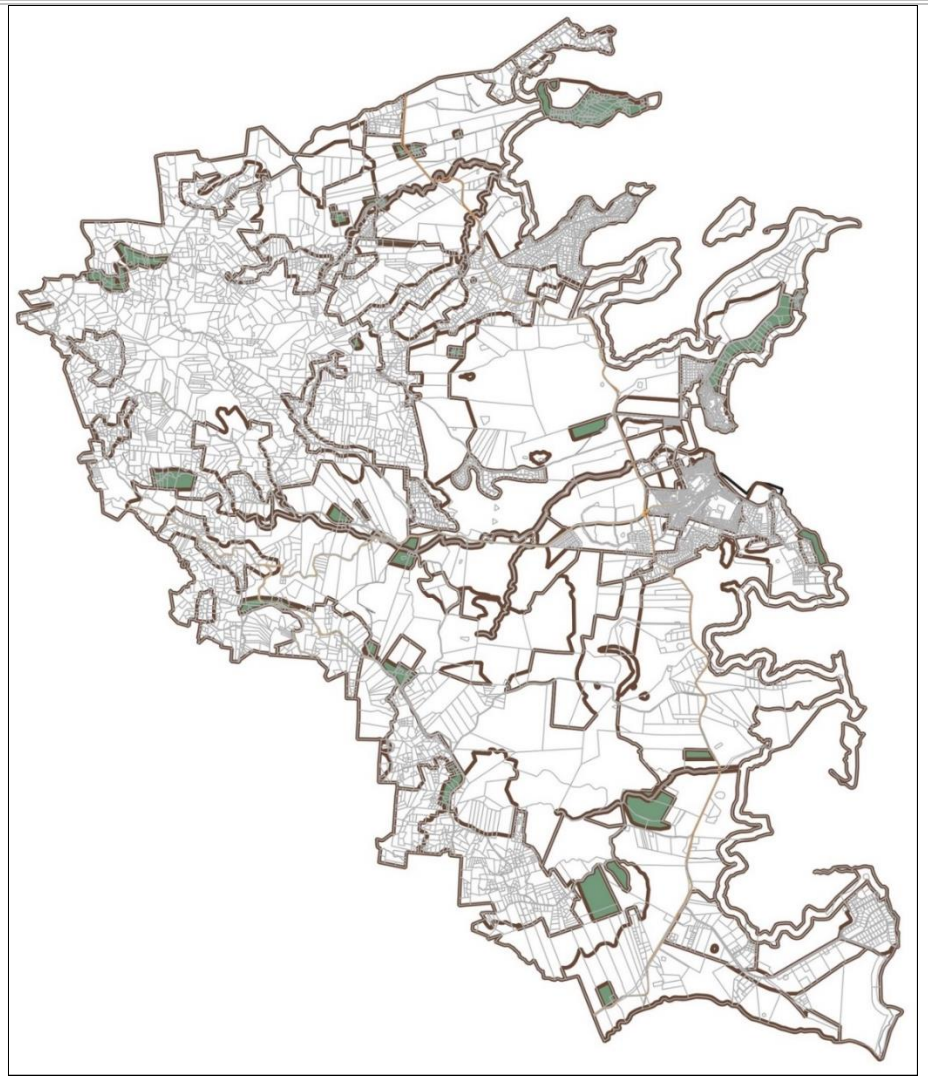
Le secteur N2c autorise les installations à condition d'être nécessaires à l'exploitation des carrières.

Le secteur N2e autorise les constructions et installations à condition d'être nécessaires aux installations et fonctionnement des éoliennes.

Le secteur N2t permet la réalisation de bâtiments à vocation d'accueil touristique.

Le secteur N2f permet les constructions et installations nécessaires aux services publics identifiés par l'emplacement réservé : cimetière paysager.

Cette zone occupe 117,86 ha, ce qui représente 3 % du territoire



L'évolution des zones entre le POS et le PLU

Il est réalisé une comparaison entre les superficies des zones, afin d'estimer la consommation d'espaces agricoles et naturels dans le projet de PLU.

Type de zone	Superficie au POS (ha)	Superficie au PLU (ha)
Zone U	73	668
Zone N	1476 (Dont 441 ha de zone NB)	1378,86
Zone A	2053	1808 ;04
Zone AU	273	33 ;1
TOTAL	3875	3888

La différence de superficie totale s'explique par le fait qu'une partie de la Pointe Chaudière ne bénéficiant pas de zonage dans le POS, et dans le PLU, cette partie du territoire a été classée en zone N1.

La différence entre les zones U s'explique par le fait que la grande majorité des zones NB sont repassées en zone U. Par ailleurs, la quasi-totalité des zones AU du POS sont repassées en zone U car elles ont été construites, ou des projets sont en cours (notamment les EAT qui sont classés en UT).

Concernant les anciennes zones NB, une étude spécifique est réalisée dans le document 2.3 du PLU (évaluation environnementale), afin de montrer leur classement dans le PLU et l'explication de ce classement. Pour information, environ 165 ha d'espaces agricoles ou naturels ont été déclassés, ce qui entraîne l'obligation de réaliser une évaluation environnementale.

La superficie des zones N s'est à peu près maintenue, mais la répartition territoriale a changé : en effet, les espaces boisés en zone agricole sont repassés en zone N, ce qui n'était pas le cas dans le POS. Ce classement compense le fait que de nombreuses zones NB sont passées en zone U4. Par ailleurs, des zones N spécifiques (N2) ont été définies un peu partout sur le territoire.

La différence entre les zones A du POS et du PLU s'explique par le fait que les espaces boisés classés en zone agricole sont repassés en zone N dans le PLU, diminuant ainsi les surfaces de la zone A. Ceci s'explique aussi par la fait que des zones AU ont été créées sur de l'espaces aujourd'hui agricole (zones 2AU au nord et au sud du bourg).

Concernant les zones AU, l'explication est différente. En effet, il existait dans le POS de nombreuses zones AU qui ont été urbanisées, et de ce fait elles sont repassées en zone U. Cependant, certaines zones AU sont aussi repassées en zone A ou N, du fait de leur manque de pertinence au regard des objectifs définis dans le PADD. Dans le PLU, deux types de zones sont définies : la zone 1AUe (ouverte à l'urbanisation) et les zones 2AU (fermées à l'urbanisation).

La zone 1AUe correspond à un projet d'entrée de ville comprenant la réalisation de logements, d'un centre commercial et d'un port à sec. Les zones 2AU sont définies comme des réserves foncières à long terme. Elles sont situées à proximité immédiate du bourg, afin de limiter l'étalement urbain et la consommation d'espaces agricoles et naturels. Une autre zone est en continuité du quartier de l'Union, quartier dont l'importance est à renforcer dans les années à venir.

2.2. *Règlement des zones*

Le règlement écrit est rédigé conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme.

Les principes généraux qui ont présidé à l'écriture du règlement visent à mettre en œuvre les différentes orientations du PADD.

En conséquence, seules les dispositions réglementaires nécessaires à la mise en œuvre des objectifs du PADD sont prescrites.

Par souci de clarté et pour répondre aux objectifs communs à l'ensemble du territoire communal, l'écriture générale du règlement est conçue selon une trame commune, plusieurs dispositions et règles se retrouvent dans tout ou partie des zones.

La présentation des dispositions réglementaires est faite en deux temps. Dans un premier temps sont exposées les dispositions communes aux différentes zones répondant à la mise en application d'objectifs transversaux du PADD et dans un deuxième temps sont présentées les dispositions particulières des différentes zones.

1. Les dispositions communes aux différentes zones

L'introduction est un rappel des réglementations applicables dans toutes les zones ; ces réglementations sont issues du Code de l'Urbanisme.

JUSTIFICATION DES ARTICLES 1 ET 2 - OCCUPATION DU SOL INTERDITE OU AUTORISEE SOUS CONDITIONS

Le PADD affirme à l'échelle du territoire communal la mixité des fonctions et l'équilibre entre habitat et activités économiques. Pour prendre en compte les situations existantes et mettre en œuvre les orientations porteuses de projet, plusieurs types de zones sont définis :

- les zones mixtes
- les zones dédiées à des fonctions spécifiques : activités économiques
- les zones naturelles (N) et agricoles (A)

Les articles 1 et 2 sont écrits de manière similaire pour les différentes zones. Bien évidemment, les interdictions ou conditions particulières diffèrent en fonction de la nature ou de la spécificité de la zone.

Les zones mixtes :

- pour toutes ces zones, les constructions à destination de l'industrie sont interdites de manière à ne pas générer des nuisances vis-à-vis des habitations.

Les zones dédiées à des fonctions spécifiques activités ou équipements: les zones UE et UP :

- les dispositions des articles 1 et 2 veillent à limiter les possibilités à la vocation spécifique de la zone : activités

Les zones naturelles et agricoles :

- Elles délimitent des secteurs identifiés au PADD comme devant être préservés et protégés. La zone N1 est de fait strictement inconstructible. Seuls y sont autorisés, dans le respect des orientations du PADD, les aménagements légers liés à la fréquentation et à l'accueil du public. Par ailleurs, un secteur N1a permet de répondre de manière spécifique à l'objectif de création de points de vue dans le respect des orientations du PADD.
  La zone N2 correspond à des secteurs de taille et de capacité limitées qui permettent de reconnaître et prendre en compte des sites d'urbanisation existants ou de projets en cours en lien avec la vocation dominante des espaces naturels ou encore d'installations spécifiques actuelles (carrières, éoliennes) ou futures (création d'un cimetière paysager). A l'intérieur du secteur N2c1, les installations nécessaires à l'exploitation des carrières ne sont autorisées qu'après la délivrance d'une autorisation préalable d'exploitation.

- Les zones A (A1 et A2) correspondent aux parties de territoire affectées à l'activité agricole qu'il convient de préserver. Afin de protéger à la fois la pérennité de cette richesse économique et sa grande valeur paysagère, la réglementation interdit les constructions ou activités de nature à porter atteinte au maintien des activités agricoles.

Pour l'ensemble des zones, des dispositions communes sont prises pour veiller à réglementer les affouillements et exhaussements des sols non nécessaires à l'acte de construire, interdire les dépôts à ciel ouvert de ferrailles, de matériaux, de déchets ainsi que des véhicules épaves.

Enfin, dans une logique environnementale et de développement durable, les constructions de toutes natures sont interdites à moins de 10 mètres de la crête des berges des rivières et des ravines.

JUSTIFICATION DE L'ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET REGLEMENTATION DES ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

Cet article, qui permet de définir les règles relatives aux modalités d'accès aux terrains, est écrit de manière semblable pour l'ensemble des zones.

Les règles visent deux objectifs :

- s'assurer que les constructions nouvelles seront accessibles aux services d'incendie et de secours
- s'assurer que les accès sont étudiés en fonction de l'importance du projet dans un souci de sécurité des personnes et de régulation du trafic.

Il est rappelé que :

- pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie en bon état permettant le passage des engins de lutte contre l'incendie.
- la constructibilité des terrains doit tenir compte des caractéristiques des voies qui les desservent, ainsi que du nombre, de la dimension et de la localisation des accès dont ils disposent.

Ces règles sont justifiées pour assurer la qualité de vie dans le centre-bourg et les quartiers et la sécurité sur les voies publiques.

JUSTIFICATION DE L'ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RESEAUX PUBLICS D'EAU POTABLE, D'ASSAINISSEMENT ET D'ELECTRICITE

Cet article rappelle les réglementations qui s'imposent en matière de réseaux. De plus il précise les règles applicables pour la desserte des futures constructions par les réseaux.

<u>Il vise plusieurs objectifs :</u>

- L'alimentation en eau potable doit être assurée par un branchement sur le réseau public.
- Lorsque le réseau d'assainissement existe, toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement d'eaux usées en respectant ses caractéristiques et conformément à la réglementation en vigueur. En cas d'assainissement non collectif, il précise qu'une surface adaptée au système d'infiltration (obligatoire en aval des dispositifs de traitement) doit être laissée libre de toute construction ou revêtement imperméabilisant.
- Les eaux pluviales collectées à l'échelle des parcelles privées ne sont pas admises directement dans le réseau d'assainissement et en aucun cas dans le réseau d'assainissement des eaux usées.

Enfin il précise également les objectifs de prise en compte des déchets dans le respect des objectifs de tri sélectif.

L’ensemble de ces dispositions s’inscrit dans une démarche de développement durable notamment au titre de la gestion des eaux pluviales.

JUSTIFICATION DE L’ARTICLE 5 – CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Depuis l’entrée en application des lois SRU et UH, il est interdit de fixer une superficie minimale pour les terrains constructibles sauf lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est destinée à préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée (article L. 121-1 du Code de l’Urbanisme).

Le PADD décline des orientations qui concernent très directement les enjeux de préservation des intérêts paysagers d’une part et des formes urbaines existantes d’autre part.

Au regard des aspects spécifiques des formes urbaines et de l’organisation des espaces bâtis et non bâtis, le règlement de chaque zone dispose de possibilités de fixer des règles aux articles 6 à 10 puis à l’article 13. Le résultat du travail d’analyse et d’étude réalisé a montré que la mise en place de règles de superficie minimale ne permettait pas de répondre à ces objectifs, mais que, par contre, il était nécessaire de prévoir des dispositions spécifiques aux articles 6, 7, 8, 9, 10 et 13 pour traduire et préserver la qualité paysagère de ces quartiers, assurer le maintien de la trame verte et la protection des éléments de biodiversité.

Compte tenu de ces éléments, l’article 5 n’est pas réglementé.

JUSTIFICATION DES ARTICLES 6 ET 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES , AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX LIMITES SEPARATIVES

Il s’agit d’articles obligatoires, les prescriptions sont déclinées dans chacune des zones en fonction de leurs caractéristiques et des objectifs du PADD.

Dans chacune des zones urbaines, des dispositions particulières sont prévues pour prendre en compte les spécificités des constructions existantes et permettre, sans remettre en cause les orientations générales, de les restructurer et de les requalifier.

Des dispositions particulières concernant les équipements techniques sont introduites dans les différentes zones afin de prendre en compte les besoins spécifiques de ce type d’installation.

Les articles 6 et 7 prévoient également des dispositions particulières pour les éléments d’accompagnement des logements à savoir les annexes. Pour les différentes zones des dispositions particulières sont définies pour tenir compte de la nécessaire évolution des constructions existantes qui ne respecteraient pas les règles générales d’implantation définies pour la zone. Il est donc précisé que dans le cas d’une construction existante ne respectant pas les dispositions générales, son extension horizontale et sa surélévation dans le prolongement de l’existant sont admises.

Par ailleurs un dispositif particulier est mis en place pour les constructions annexes qui, quelle que soit la zone, bénéficient de possibilités d’implantation plus souples et ainsi mieux adaptées aux caractéristiques de ces constructions et aux besoins qui s’y rattachent.

JUSTIFICATION DE L'ARTICLE 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Cet article permet de réglementer l'implantation des constructions sur un même terrain.

Les dispositions réglementaires prévues à l'article 8 visent prioritairement à garantir un bon niveau d'éclairement pour les bâtiments. L'article 8 de chaque zone du PLU répond à cet objectif.

Des dispositions particulières communes à toutes les zones sont définies (en dehors des zones 1AUe, 2AU, N1 et N2) pour intégrer le cas particulier des bâtiments annexes d'une part et faciliter les travaux de rénovation et réhabilitation des constructions existantes d'autre part.

Pour la zone N1 il n'est pas fixé de règle, les possibilités d'évolution ou la nature des constructions et installations possibles très strictement limitées justifient de ne pas réglementer cet article. Le caractère non constructible dans l'immédiat des zones 2AU justifie également de ne pas règlementer cet article.

JUSTIFICATION DE L'ARTICLE 9 – EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

L'emprise au sol des constructions constitue un élément important de la forme urbaine d'un îlot, d'un quartier. Le PADD fixe des orientations visant à la fois à préserver les espaces naturels et agricoles, développer des formes d'habitat plus compactes, mais aussi de développer et conforter la trame verte et bleue, assurer une gestion des eaux pluviales. Il s'agit d'autant d'éléments qui justifient de réglementer l'emprise au sol des constructions.

Des dispositions spécifiques sont prévues pour les différentes zones. Elles sont présentées et expliquées dans la suite du document.

La réglementation des articles 9 permet de développer un dispositif axé sur les notions de gabarits et non sur celles de COS. Ainsi, le règlement est mieux adapté à la réalité actuelle et à la réponse aux besoins tout particulièrement pour les logements dans lesquels les espaces couverts non fermés font partie intégrante des typologies de l'habitat martiniquais. Ces dispositions règlementaires permettent notamment de mettre en œuvre une des orientations du PADD qui vise à adapter l'habitat au climat local (relation entre les espaces bâtis ouverts, bâtis fermés et le jardin).

JUSTIFICATION DE L'ARTICLE 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions constitue un élément important de la forme urbaine. Le PADD fixe comme orientation d'aménagement le respect des formes urbaines existantes de chaque quartier et l'encadrement de l'évolution urbaine, en veillant notamment à une évolution qualitative du cadre bâti existant et futur.

Ces objectifs se traduisent par l'établissement de règles cohérentes avec les caractéristiques des constructions existantes dans un souci d'insertion harmonieuse des constructions. Les dispositions retenues assurent la mise en œuvre des objectifs du PADD en encadrant les possibilités d'évolution pour respecter le cadre urbain et paysager existant et garantir une bonne intégration des nouvelles constructions avec le tissu existant.

Des dispositions spécifiques sont prévues pour chacune des zones, le détail est expliqué dans la présentation par zone.

Des dispositions particulières communes à toutes les zones sont fixées (en dehors des zones 1AUe, 2AU, N1) pour intégrer le cas particulier des bâtiments annexes d'une part et les faciliter les travaux de rénovation et réhabilitation des constructions existantes.

JUSTIFICATION DE L'ARTICLE 11 – ASPECT EXTERIEUR

Le PADD fixe un objectif général de préservation du patrimoine et du cadre de vie.

Parmi les règles générales, sont rappelées les dispositions de l'article R. 111-21 du Code de l'Urbanisme portant sur l'intégration des constructions dans leur environnement naturel ou urbain.

Eléments relatifs à l'article 11	Commentaires
11-1Composition générale et volumétrie des constructions	
▪ **Les toitures**	Afin de garantir une qualité architecturale d'ensemble, plusieurs dispositions sont imposées. Une simplicité de volume et de conception est demandée. Les gaines de ventilation, extracteurs, constituent autant d'éléments qui peuvent porter atteinte à l'aspect général de la toiture. Il est donc imposé que ces éléments soient pris en compte dans le traitement architectural général de la construction.
▪ **Les façades**	A l'instar des toitures, des dispositions minimales sont là aussi retenues pour garantir une qualité générale de l'extérieur.
▪ **Les façades commerciales**	Pour les secteurs et constructions accueillant des locaux commerciaux, des dispositions spécifiques sont prévues. En effet, la qualité architecturale et urbaine de ces locaux est essentielle. Les prescriptions visent notamment à garantir la bonne inscription des commerces dans la composition générale du bâtiment mais veillent aussi à la qualité des façades commerciales.

<table>
<tr><th colspan="2">11-2 Les éléments techniques</th></tr>
<tr><td>

- **Les descentes d'eaux pluviales**
- **Les rampes de parking**
- **Les édicules et gaines techniques**
- **Les antennes**
- **Les installations d'énergies alternatives**

</td><td>Les différents éléments techniques indispensables à la quasi-totalité des constructions peuvent, par leur forme, leur localisation, porter atteinte à la qualité architecturale d'ensemble. Il est donc nécessaire de définir des prescriptions qui assurent leur prise en compte en amont dans la conception du projet.
Enfin, dans une logique de développement des énergies renouvelables, la mise en place de dispositifs est encouragée à condition de s'inscrire harmonieusement dans la conception générale de la construction.</td></tr>
<tr><th colspan="2">11-3 Les clôtures et les portails</th></tr>
<tr><td>

- **Les clôtures**
- **Les portails et portillons d'accès**

</td><td>Les clôtures participent fortement à la qualité des espaces urbains et naturels. A ce titre leur traitement, le choix des matériaux, les couleurs doivent faire l'objet d'une attention particulière en respectant une harmonie avec les clôtures existantes à proximité.
Dans les zones A et N, afin de participer à la préservation des corridors écologiques, la réalisation de clôtures ne comportant pas de partie pleine et largement ajourée est imposée.</td></tr>
</table>

JUSTIFICATION DE L'ARTICLE 12 – STATIONNEMENT

Les dispositions de l'article 12 doivent permettre d'intégrer, dans tous les projets de construction, la réalisation des places de stationnement nécessaires au bon fonctionnement de la construction en fonction de sa destination.

Pour l'ensemble des zones, les dispositions relatives au nombre de places exigées en fonction de la nature de la construction sont harmonisées.

Rappel des règles définies :

Eléments relatifs à l'article 12	Commentaires
<u>Pour les constructions à destination d'habitation :</u> ▪ 2 places de stationnement par logement - 1 place en U1 et U2 <u>Pour les constructions à destination de bureaux :</u> ▪ 1 place de stationnement par tranche de **40 m²** de *surface de plancher.* <u>Pour les constructions à destination de commerce et d'artisanat:</u> ▪ 1 place de stationnement par tranche de **60 m²** de *surface de plancher.* <u>Pour les constructions à destination d'hébergement hôtelier :</u> ▪ 1 place de stationnement par chambre ou studios ▪ 2 places pour les villas en location saisonnière et les bungalows de plus de 30m² de *surface de plancher* <u>Pour les constructions à destination d'entrepôt :</u> ▪ 1 place par tranche de **100 m²** de *surface de plancher*. <u>Pour les constructions et installation nécessaires aux équipements publics ou d'intérêt collectif :</u> ▪ Le nombre de places de stationnement à réaliser doit être adapté à la nature de l'équipement, à son mode de fonctionnement, à sa localisation sur le territoire communal (proximité des transports en commun, existence de parcs publics de stationnement à proximité, etc.) et au nombre et au type d'utilisateurs concernés.	Les dispositions réglementaires ont été adaptées à chacune des catégories présentées ci-contre. Le PLU définit des règles communes pour toutes les zones. Pour les équipements publics et d'intérêt collectif, la diversité des situations et les obligations fixées par l'article R.123-9 du Code de l'Urbanisme qui ne détaillent par les catégories à l'intérieur d'une famille de construction conduisent à rappeler la nécessité de réalisation de places. Pour autant, la nature même de l'équipement, sa localisation dans la commune et les possibles mutualisations avec d'autres équipements justifient une évaluation au cas par cas, tel que prévu au dispositif réglementaire.

JUSTIFICATION DE L'ARTICLE 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les dispositions de l'article 13 visent deux objectifs complémentaires dans une logique de développement durable. Le premier a pour but de conserver le caractère paysager de la commune. Pour cela il est important que les terrains privés disposent d'espaces verts et paysagers. Le second vise à participer à la gestion des eaux pluviales en imposant des secteurs de pleine terre.

Le règlement impose des modalités de traitement des espaces libres, c'est à dire des espaces non occupés par des constructions en élévation, mais aussi un minimum de plantations des espaces libres sous la forme d'arbres pour assurer le caractère paysager des espaces. Les arbres existants qui sont conservés sont pris en compte dans les obligations.

Le règlement impose qu'une surface minimale des espaces libres soit constituée de pleine terre, c'est-à-dire d'espaces de terre plantés et/ou engazonnés.

Pour les secteurs dédiés aux équipements, les obligations sont fixées compte tenu des besoins spécifiques liés aux équipements, c'est-à-dire que sont prises en compte les constructions, mais aussi les espaces extérieurs destinés au fonctionnement des équipements tels que cours d'écoles...

Intitulé des zones concernées	**% d'espaces libres traités en espaces de pleine terre**
U1	30%
U2	40%
U3	50%
U4	60%
UE	20%
UP	20%
UT	50%
1AUe	30%
N2, N2b, N2m et N2t	60%

JUSTIFICATION DE L'ARTICLE 14 – COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

L'ensemble du dispositif réglementaire est basé sur la notion de gabarit, ainsi la réglementation des articles 6 à 10 et 13 permet de répondre aux orientations du PADD ; en conséquence aucun COS n'est fixé.

2. Les dispositions particulières des différentes zones

Nota Bene : les articles communs à toutes les zones qui ont été explicités précédemment ne sont pas repris ci-après. Il en est de même pour les dispositions communes aux différentes zones.

ZONE U1

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	Les constructions nouvelles doivent s'implanter à l'*alignement* des voies.	La zone U1 correspond au centre-bourg qui se caractérise par une implantation des constructions à l'alignement. Afin de préserver ces caractéristiques actuelles, dans l'avenir, la règle d'implantation à l'alignement est fixée.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	La construction peut s'implanter sur les limites séparatives ou en retrait. En cas de retrait de la limite, elle doit s'implanter une distance minimale égale à **3 mètres.**	Le bâti existant dans le centre-bourg s'implante sur les limites séparatives ou en retrait. Dans l'objectif de respect des formes urbaines, les dispositions réglementaires autorisent ces 2 types d'implantation. En cas de retrait, une distance minimale de 3 mètres est imposée permettant d'assurer le maintien d'espaces de respiration entre les constructions non contiguës.
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	La construction de plusieurs bâtiments sur une même *unité foncière* est autorisée. Lorsque deux constructions implantées sur la même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions est fixée à **3 mètres** en tout point débord de toiture compris.	Il convient d'autoriser la construction de plusieurs bâtiments sur un même terrain. Toutefois, une règle de distance minimale est fixée afin de garantir la création d'espaces de respiration d'une part et un bon niveau d'éclairement d'autre part.
Article 9 Emprise au sol	**9-1 Terrain existant à la date d'approbation du présent règlement** (29/01/13) **:** *L'emprise au sol* maximale est de 100% pour les premiers 150m² de terrain et de 50% au-delà. **9-2 Terrain issu d'une division postérieure à la date d'approbation du présent règlement** (29/01/13) **:** *L'emprise au sol* maximale des constructions de toute nature est fixée à 50%.	L'organisation foncière dans le centre-bourg se caractérise par des tailles de terrain très hétérogènes. S'il est nécessaire de fixer des règles d'emprise au sol, dans la logique générale de gestion des gabarits, il convient toutefois de prendre en compte le cas des petits terrains.

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 10 Hauteur	La hauteur des constructions ne peut excéder **11,5 mètres** au faîtage	Afin de conserver l'identité du centre-bourg, la hauteur maximale des constructions est limitée.

ZONE U2

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	La construction doit s'implanter en retrait de l'*alignement* à une distance égale à **4 mètres** minimum en tout point.	Cette zone accueille principalement de l'habitat et plus particulièrement de l'habitat collectif. Le principe d'implantation des constructions se fait en retrait de l'alignement. La règle prend acte de l'existant et garantit un même principe d'implantation pour les constructions futures.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	La construction peut s'implanter sur les limites séparatives ou en retrait. En cas de retrait de la limite, elle doit s'implanter à une distance égale à la moitié hauteur de la *façade* du bâtiment le plus haut avec un minimum de **4 mètres** en tout point.	Dans la même logique que pour l'article 6, les dispositions réglementaires s'appuient sur le constat des implantations existantes et permettent donc d'assurer une cohérence pour les constructions futures.
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	La construction de plusieurs bâtiments sur une même *unité foncière* est autorisée. Lorsque deux constructions implantées sur la même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions est fixée à la moitié hauteur de la *façade* du bâtiment le plus haut avec un minimum de **4 mètres** en tout point, débord de toiture compris.	Les opérations récentes se composent de plusieurs bâtiments sur un même terrain. Il est donc nécessaire de fixer une distance minimale entre constructions afin de garantir la création d'espaces de respiration d'une part et un bon niveau d'éclairement d'autre part.
Article 9 Emprise au sol	*L'emprise au sol* maximale des constructions de toute nature est fixée à **40%.**	Une répartition entre espace bâti et non bâti s'impose. L'emprise maximale est fixée au regard des emprises constatées dans les opérations récentes, en admettant toutefois une emprise un peu supérieure qui peut permettre des possibilités d'extension pour l'existant et une densification un peu plus importante en cohérence avec le PADD pour les opérations nouvelles.
Article 10 Hauteur	La hauteur des constructions ne peut excéder **11,5 mètres** au faîtage.	La hauteur maximale fixée correspond à la prise en compte des hauteurs maximales des constructions existantes. Ce maximum doit être conservé pour les constructions futures afin de limiter l'impact dans le paysage.

ZONES U3

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	Les constructions s'implantent en retrait à une distance minimale de **5 mètres** par rapport à *l'alignement*.	Le PADD fixe pour ces quartiers l'objectif de préserver leurs caractéristiques et maîtriser leur évolution. Les dispositions de l'article 6 imposent un recul des constructions avec un minimum de 5 mètres qui correspond à la typologie d'implantation la plus couramment répandue dans les quartiers concernés.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	A l'intérieur de la zone U3 : Les constructions doivent s'implanter en retrait de la limite à une distance égale à **3 mètres** au minimum**.** Pour le secteur U3a : Les constructions doivent s'implanter en retrait de la limite à une distance égale à **3,5 mètres** au minimum**.**	Dans les zones U3, l'organisation bâtie se caractérise par une construction (maison) implantée dans son jardin. Ce principe est maintenu en imposant une distance minimale de 3 mètres. Le secteur U3a correspondant notamment au site Macabou et au lotissement Belle Etoile ainsi qu'à une zone au nord du territoire en continuité avec la commune du François, se caractérise par des implantations plus en retrait des limites, qui sont confirmées dans le dispositif réglementaire.
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	La construction de plusieurs bâtiments sur une même *unité foncière* est autorisée. Lorsque deux constructions implantées sur la même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions principale est fixée à **5 mètres** en tout point débord de toiture compris.	Afin de garantir un bon niveau d'éclairement entre deux constructions et de respecter l'organisation bâtie caractéristique de la zone U3, une distance minimale de 5 mètres entre les constructions principales est imposée.
Article 9 Emprise au sol	*L'emprise au sol* maximale des constructions de toute nature est fixée à **40% en U3 et 30% en U3a.**	L'équilibre entre l'espace bâti et le jardin devant être assuré, l'emprise est modulée en fonction des caractéristiques des zones : 40 % et U3 – 30% en U3a.
Article 10 Hauteur	La hauteur des constructions ne peut excéder **8,5 mètres** au faîtage.	Les règles de hauteur maximale correspondent globalement aux hauteurs des constructions existantes, mais aussi à celles souhaitées pour les constructions nouvelles.

ZONE U4

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	Les constructions s'implantent en retrait à une distance minimale de **5 mètres** par rapport à *l'alignement*.	Le PADD fixe pour ces quartiers l'objectif de préserver leurs caractéristiques et maîtriser leur évolution. Les dispositions de l'article 6 imposent un recul des constructions avec un minimum de 5 mètres qui correspond à la typologie d'implantation la plus couramment répandue dans les quartiers concernés.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	**7-1-1** A l'intérieur de la zone U4 : les constructions doivent s'implanter en retrait de la limite à une distance égale à 3,5 mètres au minimum. Pour le secteur U4a : les constructions doivent s'implanter en retrait de la limite à une distance égale à 4 mètres au minimum. **7-1-2** Terrain existant à la date d'approbation du présent règlement (29/01/13) Si la largeur du terrain est inférieure à 16 mètres Les constructions nouvelles peuvent s'implanter sur l'une des limites séparatives latérales. Les constructions en retrait par rapport aux limites séparatives doivent respecter les dispositions figurant au **7-1-1**.	Dans les zones U4, l'organisation bâtie se caractérise par une construction (maison) implantée dans son jardin. Ce principe est maintenu en imposant une distance minimale de 3,5 mètres. Le secteur U4a se caractérise par des implantations plus en retrait des limites, qui sont confirmées dans le dispositif réglementaire. Une disposition particulière est toutefois prévue pour prendre en compte le cas de terrains existants de largeur réduite pour lesquels l'implantation sur une des limites est autorisée.
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	La construction de plusieurs bâtiments sur une même *unité foncière* est autorisée. Lorsque deux constructions implantées sur la même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions principales est fixée à **6 mètres** en tout point, débord de toiture compris	Afin de garantir un bon niveau d'éclairement entre deux constructions et de respecter l'organisation bâtie caractéristique de la zone U4, une distance minimale de 5 mètres entre les constructions principales est imposée.
Article 9 Emprise au sol	*L'emprise au sol* maximale des constructions de toute nature est fixée à **30% en U4 et 20% en U4a.**	L'équilibre entre l'espace bâti et le jardin doit être assuré, donc l'emprise est modulée en fonction des caractéristiques des zones : 30 % et U4 – 20% en U4a.

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 10 Hauteur	La hauteur des constructions ne peut excéder **8,5 mètres** au faîtage.	Les règles de hauteur maximale correspondent globalement aux hauteurs des constructions existantes, mais aussi à celles souhaitées pour les constructions nouvelles.

ZONE UE

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	Les constructions s'implantent en retrait de **5 mètres** minimum en tout point.	Cette zone est destinée à accueillir des constructions et des installations à vocation d'activités. La nature des constructions conduit à imposer un recul, ce dernier est fixé à 5 mètres pour faciliter le fonctionnement des entreprises.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	Les constructions s'implantent en retrait de **5 mètres** minimum.	Cette zone est destinée à accueillir des constructions et des installations à vocation d'activités. La nature des constructions conduit à imposer un recul, ce dernier est fixé à 5 mètres pour faciliter le fonctionnement des entreprises.
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	La construction de plusieurs bâtiments sur une même *unité foncière* est autorisée. Lorsque deux constructions implantées sur la même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions est fixée à **5 mètres** en tout point, débord de toiture compris.	Une distance minimale de 5 mètres fonctionnelle est imposée entre deux constructions.
Article 9 Emprise au sol	*L'emprise au sol* des constructions de toute nature ne peut excéder **50 %** de la superficie totale du terrain.	Une répartition entre espace bâti et non bâti s'impose. Pour autant, une emprise assez forte est admise afin de répondre aux besoins des activités.
Article 10 Hauteur	La hauteur des constructions ne peut excéder **12 mètres** au faîtage.	La hauteur maximale fixée correspond à la prise en compte des besoins des activités, en veillant à limiter l'impact des constructions dans le paysage.

ZONE UP

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	Les constructions s'implantent en retrait de **5 mètres** minimum.	Cette zone est destinée à accueillir des constructions et installations à vocation d'équipements. La nature des constructions conduit à imposer un recul, ce dernier est fixé à 5 mètres pour faciliter le fonctionnement des installations.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	Les constructions s'implantent en retrait de **5 mètres** minimum.	La nature des constructions conduit à imposer un recul, ce dernier est fixé à 5 mètres pour faciliter le fonctionnement des installations.
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Lorsque deux constructions implantées sur la même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions est fixée à **4 mètres** en tout point, débord de toiture compris.	Une distance fonctionnelle minimale de 4 mètres est imposée entre deux constructions.
Article 9 Emprise au sol	*L'emprise au sol* des constructions de toute nature ne peut excéder **70 %** de la superficie totale du terrain.	Une répartition entre espace bâti et non bâti s'impose. Compte tenu de la vocation de la zone, une emprise importante est autorisée pour répondre aux besoins spécifiques des équipements.
Article 10 Hauteur	La hauteur des constructions ne peut excéder **12 mètres** au faîtage.	La hauteur maximale fixée correspond à la prise en compte des besoins des équipements en veillant à limiter l'impact des constructions dans le paysage.

ZONE UT

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	Les constructions s'implantent en retrait de **5 mètres** minimum.	Cette zone délimite les secteurs dédiés tout particulièrement aux aménagements touristiques (Pointe Faula et Macabou). La nature diverse des constructions conduit à imposer un recul. Ce recul est fixé à 5 mètres pour conserver un cadre paysager.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	Les constructions à destination d'habitation s'implantent en retrait de **3,5 mètres** minimum. Les autres catégories de constructions s'implantent en retrait de **5 mètres** minimum.	La nature diverse des constructions conduit à imposer un recul. Ces règles de recul sont différentes s'il s'agit d'habitations ou d'autres types de constructions. Pour l'habitation, la règle s'inscrit dans la continuité des minima existants et pour les autres catégories, un recul plus important est imposé pour conserver un cadre paysager.
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	La construction de plusieurs bâtiments sur une même *unité foncière* est autorisée. Lorsque deux constructions implantées sur la même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions est fixée à **4 mètres** en tout point, débord de toiture compris.	Afin de garantir un bon niveau d'éclairement entre deux constructions, une distance minimale de 4 mètres est imposée.
Article 9 Emprise au sol	*L'emprise au sol* des constructions de toute nature ne peut excéder **40 %** de la superficie totale du terrain.	Une répartition entre espace bâti et non bâti s'impose. Elle doit privilégier le maintien d'une majorité d'espaces non bâtis, répondant ainsi aux objectifs d'aménagement paysager de ce secteur indispensable au regard de la vocation touristique prédominante.
Article 10 Hauteur	Constructions à destination d'hébergement hôtelier : La hauteur des constructions ne peut excéder **11,5 mètres** au faîtage. Autres catégories de constructions : La hauteur des constructions ne peut excéder **8,5 mètres** au faîtage.	Cette zone est destinée à développer les activités touristiques et tout particulièrement l'hébergement hôtelier. Cela conduit à autoriser une hauteur un peu plus importante pour ce type de constructions, tout en veillant à en limiter l'impact dans le paysage.

ZONE 1AUe

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	Les constructions s'implantent en retrait de **5 mètres** minimum en tout point.	Cette zone d'urbanisation future fait l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation. La nature des constructions conduit à imposer un recul, ce dernier est fixé à 5 mètres pour faciliter le fonctionnement des installations et constructions autorisées.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	Les constructions s'implantent en retrait de **5 mètres** minimum.	Compte-tenu de la diversité des constructions et installations attendues dans cette zone, un retrait des limites séparatives s'impose afin de ne pas générer de nuisances vis-à-vis des riverains.
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Lorsque deux constructions implantées sur la même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions est fixée à **5 mètres** en tout point, débord de toiture compris.	Afin de garantir un bon niveau d'éclairement entre deux constructions, une distance minimale de 5 mètres est imposée.
Article 9 Emprise au sol	*L'emprise au sol* des constructions de toute nature ne peut excéder **50 %** de la superficie totale du terrain.	Une répartition entre espace bâti et non bâti s'impose. L'emprise maximale permet de répondre aux besoins des constructions attendues dans la zone, tout en veillant à préserver des espaces non bâtis et paysagers.
Article 10 Hauteur	La hauteur des constructions ne peut excéder **12 mètres** au faîtage.	La hauteur maximale fixée correspond à la prise en compte des besoins des activités attendues en veillant à limiter l'impact des constructions dans le paysage.

ZONE 2AU

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	Les constructions s'implantent en retrait à une distance minimale de **5 mètres** par rapport à l'*alignement*.	Il s'agit de zones non encore ouvertes à l'urbanisation. En conséquence, seuls les articles obligatoires sont réglementés (articles 6 et 7). Une évolution future du PLU dans le respect des orientations d'aménagement qui seront élaborées pour cette zone, définira les règles spécifiques à ce projet.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	Les constructions doivent s'implanter en retrait de la limite à une distance égale à **4 mètres** au minimum**.**	
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Non réglementé.	
Article 9 Emprise au sol	Non réglementé.	
Article 10 Hauteur	Non réglementé.	
Article 13 Obligation de planter	Non réglementé.	
Article 14 COS	Non règlementé.	

ZONE A1

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	Les constructions nouvelles s'implantent en retrait à une distance minimale de **5 mètres** par rapport à l'*alignement*.	La vocation générale de cette zone est de maintenir et développer l'activité agricole. Seules les constructions destinées au fonctionnement de ces activités sont autorisées. Les constructions nouvelles doivent s'implanter dans la continuité des implantations déjà existantes. Le recul est donc imposé. Un minimum est fixé à 5 mètres.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	Les constructions nouvelles doivent s'implanter en retrait des limites séparatives. Les marges minimum de retrait des limites séparatives sont égales à **3,5 mètres** minimum.	La vocation générale de cette zone est de maintenir et développer l'activité agricole. Seules les constructions destinées au fonctionnement de ces activités sont autorisées. Les constructions nouvelles doivent s'implanter dans la continuité des implantations déjà existantes. Le recul est donc imposé. Un minimum est fixé à 3,5 mètres.
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Lorsque deux constructions implantées sur la même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions est fixée à **4 mètres** en tout point, débord de toiture compris.	Une distance fonctionnelle minimale de 4 mètres est imposée entre deux constructions.
Article 9 Emprise au sol	*L'emprise au sol* maximale des constructions est limitée à **2 %** de la superficie de *l'unité foncière.*	Afin de favoriser la vocation générale de la zone, l'emprise au sol des constructions est fortement limitée. En effet, ces constructions ne doivent être qu'un accompagnement ponctuel de l'activité agricole et ne doivent pas compromettre la qualité du paysage agricole.
Article 10 Hauteur	La hauteur des constructions ne peut excéder **8,5 mètres** au faîtage.	La hauteur maximale fixée correspond à la prise en compte des besoins des activités en veillant à limiter l'impact des constructions dans le paysage.

ZONE A2

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	Les constructions nouvelles s'implantent en retrait à une distance minimale de **5 mètres** par rapport à l'*alignement*.	La vocation générale de cette zone est de maintenir et développer l'activité agricole. Les constructions nouvelles doivent s'implanter dans la continuité des implantations déjà existantes. Le recul est donc imposé. Un minimum est fixé à 5 mètres.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	Les constructions nouvelles doivent s'implanter en retrait des limites séparatives. Les marges minimum de retrait des limites séparatives sont égales à **3,5 mètres** minimum.	Les constructions nouvelles doivent s'implanter dans la continuité des implantations déjà existantes. Le recul est donc imposé. Un minimum est fixé à 3,5 mètres.
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Lorsque deux constructions implantées sur la même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions est fixée à **4 mètres** en tout point, débord de toiture compris.	Une distance fonctionnelle minimale de 4 mètres est imposée entre deux constructions.
Article 9 Emprise au sol	**9-1** Il n'est pas fixé de règle pour les constructions à destination agricole sous réserves des dispositions particulières fixées au 9-2. **9-2** *L'emprise au sol* maximale des constructions est limitée à **150 m²** pour les constructions à destination d'habitation et d'hébergement hôtelier (y compris les gîtes) autorisées à l'article A2 2.	Afin de favoriser la vocation générale de la zone, l'emprise au sol des constructions à destination agricole n'est pas réglementée. Pour les autres catégories de construction autorisées, à savoir l'habitation et l'hébergement hôtelier, leur emprise est strictement limitée. En effet, ces catégories ne doivent être qu'un accompagnement ponctuel de l'activité agricole.
Article 10 Hauteur	La hauteur des constructions ne peut excéder **8,5 mètres** au faîtage.	La hauteur maximale fixée correspond à la prise en compte des besoins des activités en veillant à limiter l'impact des constructions dans le paysage.

ZONE N1

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	Les installations et constructions autorisées à l'article N1 2 s'implantent à distance minimale de **3 mètres**.	La zone N1 correspond à des secteurs naturels très fortement protégés. Elle est en quasi-totalité inconstructible à l'exception des constructions et installations techniques de service public et d'aménagements légers liés à l'accueil du public. Le recul des installations et constructions s'impose pour en limiter l'impact.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	Les installations et constructions autorisées à l'article N1 2 s'implantent à distance minimale de **3 mètres**.	La zone N1 correspond à des secteurs naturels très fortement protégés. Elle est en quasi-totalité inconstructible à l'exception des constructions et installations techniques de service public et d'aménagements légers liés à l'accueil du public. Le recul des installations et constructions s'impose pour en limiter l'impact
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Non réglementé.	Les caractéristiques des secteurs constructibles de la zone N1 ne justifient pas de réglementer cet article.
Article 9 Emprise au sol	Non réglementé.	Le caractère très restrictif des constructions autorisées au titre des installations techniques de service public et la limitation à 20 m² d'emprise pour tous les aménagements liés à l'accueil du public fixés à l'article 2, conduisent à ne pas réglementer l'article 9.
Article 10 Hauteur	La hauteur maximale des constructions est limitée à **5 mètres** au faîtage.	En dehors des installations techniques, seuls les aménagements légers, ponctuels sont autorisés ; ces derniers doivent avoir une hauteur réduite, ce qui conduit à fixer la hauteur maximale à 5 mètres.

ZONE N2

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 6 Implantation par rapport aux voies ou emprises publiques	Pour les secteurs N2, N2b, N2c, N2f et N2t, les constructions s'implantent en retrait à une distance minimale de **6 mètres** par rapport à l'*alignement*. Dans le cas d'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement (29/01/13) ne respectant pas les dispositions ci-dessus, son extension horizontale et sa surélévation dans le prolongement de l'existant sont admises Pour les secteurs N2m et N2e, les constructions s'implantent à l'*alignement* ou en retrait à une distance minimale de **2 mètres** par rapport à l'*alignement*.	La zone N2 correspond à des secteurs de tailles et de capacités limitées. Il s'agit pour les secteurs N2 et N2b de prendre en compte des habitations existantes et d'autoriser dans un cadre très limité, les aménagements et les constructions nouvelles. Le secteur N2t est lié à l'hébergement de type agritourisme, les autres secteurs, à savoir N2c, N2e et N2f sont liés à la prise en compte d'une vocation spécifique existante (exploitation de carrière, éolienne) ou future : création d'un cimetière paysager. Le secteur N2m correspond au relogement des habitants du site de l'Anse Maroquet. Si le principe de recul s'impose pour la majorité de ses secteurs, une règle plus souple est adoptée pour le site de l'Anse Maroquet et celui des éoliennes.
Article 7 Implantation par rapport aux limites séparatives	Pour les secteurs N2, N2b, N2c, N2f et N2t, les constructions s'implantent en retrait des limites séparatives à une distance minimale de **4 mètres**. Dans le cas d'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement (29/01/13) ne respectant pas les dispositions ci-dessus, son extension horizontale et sa surélévation dans le prolongement de l'existant sont admises. Pour les secteurs N2m et N2e, les constructions s'implantent sur les limites séparatives ou en retrait à une distance minimale de **2 mètres**.	Comme pour l'article 6, si le recul s'impose dans la majorité des secteurs, les spécificités des secteurs N2m et N2e justifient des règles d'implantation plus souples.
Article 8 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Pour les secteurs N2, N2m et N2t, lorsque deux constructions implantées sur la même unité foncière ne sont pas contiguës, la distance minimale entre deux constructions principales est fixée à **6 mètres** en tout point, débord de toiture compris.	Les possibilités de constructions limitées des différents secteurs justifient de ne réglementer que les secteurs N2, N2m et N2t. La préservation du caractère ponctuel des constructions justifie de fixer une distance minimale.

	Contenu général du règlement	Principes justificatifs
Article 9 Emprise au sol	*L'emprise au sol* maximale des constructions est réglementée de la manière suivante : N2 : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à l'existant à la date d'approbation du présent règlement (29/01/13) augmentée de **40%** avec un minimum d'extension autorisée de 50 m². L'emprise des constructions nouvelles est limitée à 15 % de la superficie du terrain et à 100 m² par bâtiment. Cette emprise est portée à 20% pour les terrains ayant une superficie inférieure à 400m². N2b : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à l'existant à la date d'approbation du présent règlement (29/01/13) augmentée de **20%** avec un minimum d'extension autorisée de 50 m² N2c : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **10%**. N2e : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **10%**. N2f : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **50%**. N2m : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **40%**. N2t : *L'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à **15%**.	L'emprise au sol est modulée en fonction des caractéristiques et de la vocation de chacun des secteurs.
Article 10 Hauteur	Pour les secteurs N2, N2b, N2c, N2f, N2m, N2t, la hauteur maximale des constructions est fixée à **6,5 mètres** au faîtage. Lorsqu'une construction existante à la date d'approbation du présent règlement (29/01/13) ne respecte pas les dispositions fixées ci-dessus**,** les travaux de rénovation, réhabilitation et extension sont autorisés à condition que les hauteurs de la construction après travaux ne dépassent pas la hauteur maximale de la construction à la date d'approbation du présent règlement (29/01/13). Pour le secteur N2e, la hauteur maximale des constructions est fixée à **55 mètres**.	La prise en compte des constructions existantes d'une part et la nécessaire intégration dans l'environnement conduisent à réglementer assez strictement la hauteur maximale des constructions. Le secteur N2e identifie le site des éoliennes, la hauteur maximale y est fixée en conséquence.

c) Les autres limitations

Les emplacements réservés au titre de l'article L.123-1-5 8° du Code de l'Urbanisme

Le nombre total d'emplacements réservés est de 15. Ils sont destinés à permettre la réalisation future d'aménagements de voirie, de stationnements et d'équipements (cimetière, équipements sportifs et de loisirs, station d'épuration).

LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES DU PLU

N°	Désignation	Bénéficiaire	Superficie	Evolution par rapport au POS
1	Amélioration ponctuelle de la RN6	Etat	62 900 m²	Conservé
2	Desserte de la zone de regroupement des marins-pêcheurs (Mallevaut)	Commune	2 800 m²	Conservé
3	Equipements sportifs Ravine Plate	Commune	4 330 m²	Conservé mais tracé ajusté
4	Cimetière	Commune	39 350 m²	Créé
5	Espaces verts et récréatifs à Château Paille	Commune	66 650 m²	Conservé
6	Liaisons entre le bourg et Château Paille	Commune	7 980 m²	Conservé mais tracé ajusté
7	Aménagement d'un rond-point à l'entrée du bourg	Etat/Commune	2 020 m²	Conservé
8	Aménagement de la voie d'accès à Macabou (largeur de 11 m)	commune	25 465 m²	Conservé
9	Aménagement de la piste cyclable	Conseil Général	6 865 m²	Créé
10	Liaison Pointe Faula	Commune	4 460 m²	Conservé
11	Aménagement d'un espace équipement public	Commune	5 525 m²	Créé
12	Aménagement de la voie d'accès à la Pointe Chaudière (largeur de 6m)	Commune	6 360 m²	Créé
13	Liaison entre le port à sec et Château Paille	Commune	860 m²	Ajusté (partie de l'ER6 du POS)
14	Accès depuis la route de Macabou jusqu'à la plage de Macabou	Commune	17870 m²	Créé
15	Retenue d'eau de Paquemar	Conseil Général	376 765 m²	Créé
		TOTAL	630 200 m²	

Les ER du POS qui n'existent plus ont été supprimés car ils avaient été réalisés ou ils ne présentaient plus d'intérêt particulier dans le cadre du PLU.

Les mesures prises pour imposer la réalisation de logements sociaux en application de l'article L.123-2 b) du Code de l'Urbanisme

Le PADD fixe des objectifs de mixité sociale pour la réalisation des nouveaux programmes de logements. Afin de mettre en œuvre ces objectifs, le dispositif prévu par le Code de l'urbanisme au titre de l'article L 123-2 b) est mis en place sur les zones 2AU au nord et au sud-ouest du bourg. Sur ces terrains, lors de leur ouverture à l'urbanisation, le programme de logement réalisé devra comporter au minimum 25% de logements sociaux.

Les mesures prises pour imposer la réalisation de logements sociaux en application de l'article L.123-1-5 16° du Code de l'Urbanisme

Un secteur de mixité sociale est défini sur la zone U1, correspondant au cœur du bourg, afin de mettre en œuvre les orientations définies dans le PADD.

Les dispositions prévues à l'article 2 imposent au titre de l'article L.123-1-5 16° du Code de l'Urbanisme la réalisation de 25 % de logements sociaux lorsque le programme comprend au moins 6 logements.

La protection des espaces boisés au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme

Ces bois, notamment les espaces boisés périphériques en coteau, sont soumis aux dispositions prévues à l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme : les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable et le défrichement est interdit.

Evolution des superficies des EBC entre le POS et le PLU :

La superficie des EBC était de 319 ha au POS et est de 677 ha dans le PLU. La grande différence s'explique par le fait que dans le PLU, la forêt littorale et les mangroves sont identifiées en EBC, ce qui n'était pas le cas dans le POS. Par ailleurs, des EBC ont été rajoutés au niveau de la Montagne du Vauclin, afin de prendre en compte la réalité du terrain. Enfin, les EBC dans l'espace agricole ont été ajustés. Leur superficie est sensiblement la même, mais leur délimitation a été ajustée suite à une visite de terrain avec les services concernés, afin de prendre en compte la réalité du terrain.

Les dispositions de l'article L111-1-4 du Code de l'Urbanisme

La RN6 est une route identifiée grande circulation aux abords de laquelle s'appliquent les dispositions de l'article L 111-1-4 qui prévoit que « En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation ».

Cette disposition ne concerne pas les secteurs urbains constitués à savoir : la zone U4 dont notamment le quartier de Ravine Plate, le quartier de Château Paille classé en U2, le sud du bourg et Sigy classés en U2 et U3. Sur le reste du linéaire de la RN 6 la règle de recul en application de l'article L 111-1-4 s'applique. Pour les deux zones 2AU qui se trouve en partie en contact avec la RN6 la question éventuelle de la levée de l'inconstructibilité devra être examinée lorsque ces secteurs seront ouverts à l'urbanisation, une orientation d'aménagement et de programmation sera à minima définie le moment venu elle pourra intégrer une étude au titre de l'article L 111-1-4 du code de l'Urbanisme.

3ème partie : évaluation environnementale

Sommaire

I CADRE JURIDIQUE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLU 198

1. Le contexte réglementaire 198

2. Le contenu du document 199

3. Place de l'évaluation environnementale 200

4. Articulation avec les documents supra-communaux 201

4.1 Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Martinique 201

4.2 Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) de la Martinique 202

4.3 Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Espace Sud 202

4.4 Le Programme Local de l'Habitat (PLH) 202

4.5 La charte du Parc Naturel Régional (PNR) de la Martinique 203

4.6 Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 203

4.7 Le Plan de Prévention des Risques Naturels 204

4.8 Les plans relatifs à l'élimination des déchets : le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Martinique 205

4.9 Le classement sonore des infrastructures de transport terrestre 205

5. Prise en compte des documents stratégiques 206

5.1 Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) 206

5.2 Le Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie (SRCAE) 207

II LA PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ÉTABLIS AU NIVEAU INTERNATIONAL, COMMUNAUTAIRE OU NATIONAL 208

1. Qualité de l'air 208

2. Préservation de la ressource en eau 209

3. Préservation des paysages et de la biodiversité 209

4. Limitation des risques et nuisances 210

III ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 211

IV ANALYSE DES EFFETS NOTABLES 212

1. Introduction 212

1.1 Analyse des incidences 212

1.2 Justifications, alternatives et indicateurs 212

2. Evaluation des orientations du P.A.D.D 214

2.1Analyse des orientations du PADD 214

2.2 Synthèse des orientations du PADD 220
3. Evaluation des orientations d'aménagement 224
4. Evaluation des orientations du plan de zonage 226
4.1 Prise en compte du PPRN 228
4.2 Préservation des zones naturelles et agricoles 228
4.3 Evolution des surfaces mutables 229
5. Evaluation des orientations du règlement 230
5.1 Article 1 et 2 : Occupations et utilisations du sol interdites / Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières 231
5.2 Article 3 : Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public 233
5.3 Article 4 : Les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité, d'assainissement, de télécommunications 234
5.4 Article 5 : Les superficies minimales des terrains constructibles 235
5.5 Article 6 : L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques 235
5.6 Article 7 : L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives 235
5.7 Article 8 : L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété 236
5.8 Article 9 : L'emprise au sol des constructions 236
5.9 Article 10 : La hauteur maximale des constructions 237
5.10 Article 11 : L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords ainsi que les prescriptions de nature à assurer la protection des éléments de paysages, des quartiers, ilots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger 238
5.11 Article 12 : Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement 239
5.12 Article 13 : Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations 240
5.13 Article 14 : Le Coefficient d'Occupation du Sols (C.O.S) 241
5.14 Conclusion 241
6. Evaluation des Emplacements Réservés / Espaces paysagers remarquables / Espaces boisés classés 242
6.1 Emplacements Réservés 242
6.2 Espaces Boisés Classés (EBC) 242
V ANALYSE DES DECLASSEMENTS DES ZONES NB 243
VI INDICATEURS DE SUIVI 249
VII MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION OU DE COMPENSATION 252
VIII METHODE DE RÉALISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 254
IX RÉSUMÉ NON TECHNIQUE 256

I CADRE JURIDIQUE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLU

1. Le contexte réglementaire

Suivant les dispositions de l'article R.121-14 du Code de l'urbanisme, le PLU de la ville du Vauclin qui prévoit le déclassement de plus de 50 ha de terrains doit faire l'objet d'une évaluation environnementale (évaluation obligatoire pour un PLU en l'absence de SCOT pour une commune littorale au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement qui prévoient la création, dans des secteurs agricoles ou naturels, de zones U ou AU d'une superficie totale supérieure à 50 hectares). A ce titre, le rapport de présentation devait être renforcé et complété au regard des dispositions de l'**article R.123.2-1 du Code de l'urbanisme**. En effet, cet article précise que le rapport de présentation du PLU "*Évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur*".

Dans le cadre du PLU du Vauclin, environ 165 ha de terres ont été déclassées, ce qui implique l'obligation de réaliser une évaluation environnementale.

La directive européenne n°2001/42/CE du 21 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a complété le système d'évaluation existant qui portait essentiellement sur les impacts des projets. Désormais, une évaluation environnementale est nécessaire au niveau de la planification pour les plans et programmes qui répondent aux critères de la directive. La directive européenne a été transposée en droit français par ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004.

Ce texte (publié au Journal officiel du 5/06/2004) rappelle les modifications effectuées au sein du Code de l'environnement, du Code de l'urbanisme et du Code général des collectivités territoriales, qui sont relatives à la mise en place d'une évaluation environnementale pour certains plans et documents d'urbanisme pouvant avoir une incidence notable sur l'environnement national ou sur un État membre de la Communauté Européenne. Cette ordonnance précise qu'avant l'adoption d'un plan ou d'un programme, l'autorité compétente sera tenue de réaliser une évaluation environnementale et de rédiger, un rapport environnemental détaillant entre autres :

- les raisons pour lesquelles le projet a été retenu,
- la teneur du plan ou du programme et ses principaux objectifs,
- les caractéristiques environnementales de la zone susceptible d'être affectée par le plan ou le programme,
- les incidences environnementales susceptibles de découler de la mise en œuvre du plan ou du programme,
- toute mesure envisageable pour éviter, réduire et compenser les incidences négatives sur l'environnement,
- les mesures de suivi envisagées.

2. Le contenu du document

Le contenu du rapport de présentation doit être conforme à l'article R.123-2-1 du Code de l'urbanisme. Le diagnostic présenté doit répondre aux exigences inscrites à l'article L.122-1 du Code de l'urbanisme. Lorsque le Plan Local d'Urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L. 121-10 et suivants, le rapport de présentation :

1° **Expose le diagnostic** prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du Code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;

2° **Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution** en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan. A l'échelle de la zone d'analyse, l'état initial de l'environnement et les enjeux environnementaux seront présentés. L'état initial analysera notamment les thématiques suivantes : « biodiversité et milieux », « sol et sous-sol », « eau », « air », « bruit », « climat et énergie », « patrimoine culturel, architectural et archéologique », « paysages et cadre de vie » et « déchets ».

Cette liste n'est pas exhaustive, les éléments qui seront apportés devront être définis au regard des spécificités environnementales de la commune.

En conclusion de l'état initial de l'environnement, les enjeux devront être hiérarchisés.

3° **Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement** et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R.414-3 à R.414-7 du Code de l'environnement.

4° **Explique les choix retenus** pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré par rapport aux autres solutions envisagées. Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application de l'article L. 123-2 ;

5° **Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement** et rappelle que le plan fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de son approbation ;

6° **Comprend un résumé non technique** des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Articulation avec les documents d'urbanisme

Comme prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1, il décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés :

- à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération : schéma d'aménagement régional (SAR).
- à l'article R.122-17 du code de l'environnement (SDAGE)

Comme indiqué dans la circulaire MEEDDAT du 12 avril 2006, ainsi que la stratégie de développement durable approuvée le 27 juillet 2010 (2010-2013 – vers une économie verte et équitable), « *le rapport peut également faire référence à d'autres documents lorsque cela s'avère pertinent.* »

3. Place de l'évaluation environnementale

L'élaboration d'un document d'urbanisme comme le PLU est susceptible d'avoir des impacts sur l'environnement. Ainsi, l'extension et la multiplication des zones constructibles à vocation résidentielle ou économique peut avoir des impacts négatifs (consommation d'espace, multiplication des transports, destruction d'habitats naturels, de sols agricoles, dégradation de paysages). A l'inverse, le PLU en lui-même peut contribuer à maîtriser ces impacts (limitation des extensions et du mitage, choix pertinent des zones constructibles, réserves d'emprises foncières pour des équipements collectifs, protection d'éléments naturels…).

L'objectif de cette évaluation est d'évaluer le plus tôt possible l'impact sur l'environnement des projets autorisés dans le PLU en amont de leur réalisation, afin de mieux prendre en compte les incidences éventuelles et d'envisager des solutions pour éviter, réduire et compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document d'urbanisme.

L'évaluation environnementale du PLU de la commune du Vauclin porte sur les thèmes environnementaux suivants :

- La protection des espaces agricoles, composante paysagère et économique du territoire
- La préservation et la mise en valeur du paysage
- La protection des espaces naturels, et notamment les espaces littoraux
- La gestion des ressources en eau
- La promotion de l'utilisation des énergies renouvelables
- La prise en compte des risques naturels existants
- La biodiversité.

4. Articulation avec les documents supra-communaux

4.1 Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Martinique

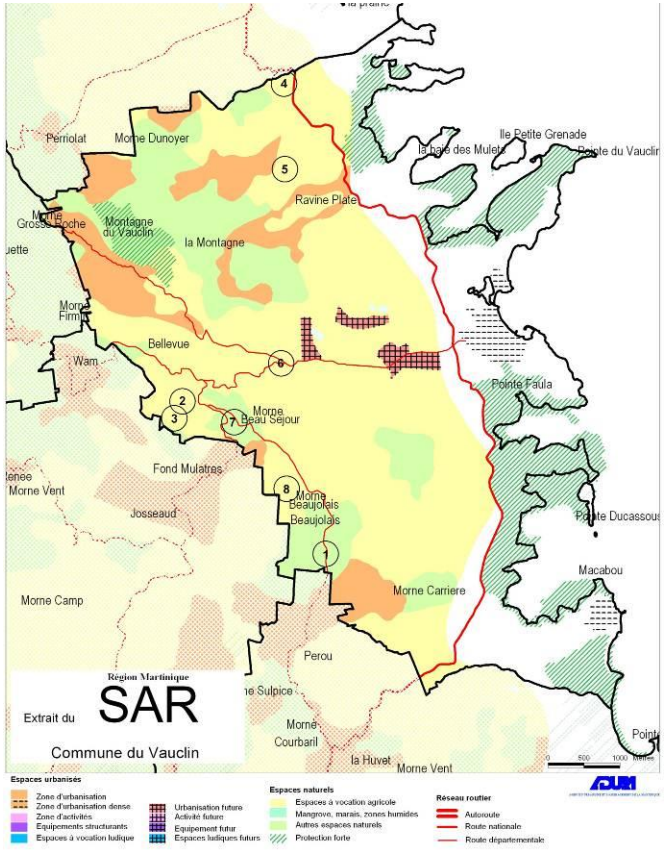
Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Martinique a été approuvé le 23 décembre 1998 et est applicable depuis le 29 décembre 1998.

Il définit quatre grands enjeux :

- Un enjeu humain et social : assurer la cohésion sociale, dans un contexte de fort accroissement démographique, par le développement de l'emploi, du logement et des équipements publics
- Un enjeu économique : créer les conditions du développement des secteurs les plus porteurs (agroalimentaire, pêche, artisanat, tourisme) et moderniser l'appareil de production
- Un enjeu écologique : préserver les espaces naturels tout en les organisant en vue d'une valorisation optimale des richesses potentielles
- Un enjeu géographique : rééquilibrer le territoire pour une meilleure répartition des hommes et des activités, au profit de la côte Atlantique et dans le sens d'un desserrement de l'agglomération de Fort-de-France.

Du point de vue environnemental, c'est l'enjeu écologique qui prime. La carte suivante illustre le SAR sur le territoire du Vauclin.

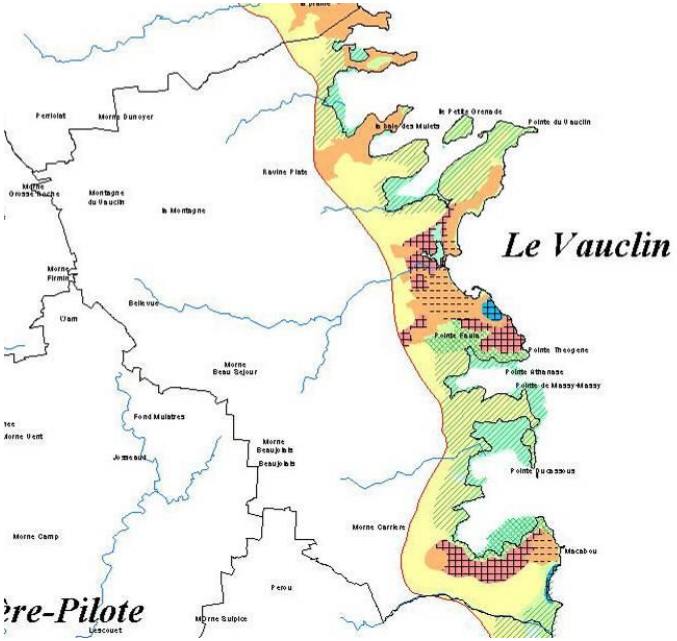
Il est important de noter que le PLU respecte les espaces paysagers et agricoles (vert et jaune) du SAR.



4.2 Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) de la Martinique

Le schéma de mise en valeur de la mer (SMVM) est défini par le décret n°86-1252 du 5 décembre 1986. Il s'attache à la partie du territoire qui constitue une unité géographique et maritime et présente des intérêts liés, concurrents ou complémentaires, au regard de la protection, de l'exploitation et de l'aménagement du littoral. Il précise les modalités d'application des articles L.146-1 et suivants du Code de l'Urbanisme et s'applique aux personnes et opérations qui y sont mentionnées.

Le SMVM de la Martinique et été intégré au SAR.



Le PLU du Vauclin respecte les orientations du SMVM en protégeant les espaces littoraux (notamment les mangroves et la forêt du littoral) en les classant en zone N et en EBC et en prenant en compte les zones déjà urbanisées et qui sont gérées par l'agence des 50 pas géométriques.

4.3 Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Espace Sud

Le Schéma de Cohérence Territoriale est en cours d'élaboration, mais la commune s'inscrit dans les grandes orientations déjà définies aujourd'hui.

4.4 Le Programme Local de l'Habitat (PLH)

La Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) a engagé une procédure d'élaboration du Programme Local de l'Habitat sur le périmètre de la Communauté par délibération daté du 29 septembre 2010.

Créé par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et renforcé par la Loi d'Orientation pour la Ville (LOV) du 13 juillet 1991, le PLH est un document stratégique de programmation et de mise en œuvre des politiques locales de l'habitat, élaboré pour une durée de 6 ans.

Le PLU du Vauclin devra être conforme au PLH.

Le PLH est en cours d'élaboration.

4.5 La charte du Parc Naturel Régional (PNR) de la Martinique

Le parc Naturel Régional de la Martinique (PNRM) a été créé le 10 septembre 1976 par délibération du Conseil régional de la Martinique, après agrément de sa charte constitutive (arrêté du 24 août 1976). L'article L.123-1 du code de l'urbanisme rappelle que le PLU doit être compatible avec la charte du PNRM.

Le territoire du PNR de la Martinique s'étend sur 70 150 hectares (soit 53,3% du territoire martiniquais) et regroupe 100 000 habitants.

La charte du Parc détermine les orientations de protection, de mise en valeur et de développement envisagées sur dix ans, ainsi que les mesures qui seront appliquées sur tout ou partie du territoire du parc. La charte a été élaborée par le Syndicat mixte du PNRM en septembre 1996 et est opposable depuis avril 1997.

Le parc Naturel régional a débuté sa procédure de révision de charte en 2006.

Le territoire du Vauclin est concerné par le PNR au niveau de la Montagne du Vauclin et au sud de Macabou.

Le PLU du Vauclin prend en compte les orientatiaons du PNR en classant ces espaces en zone naturelle pour une grande partie. Au niveau de la Montagne du Vauclin, deux espaces urbainsés sont identifiés, mais leur superficie est limitée à l'urbanisation existante afin de permettre de préserver ces espaces.

4.6 Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 affirme la nécessité d'une « gestion équilibrée » de l'eau et institue le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) qui fixe sur chaque grand bassin hydrographique les orientations fondamentales de cette gestion.

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) de la Martinique a été approuvé par arrêté du 3 décembre 2009 et fixe des orientations pour la période 2009-2015.

Il fixe notamment un objectif d'atteinte du « bon état » des milieux aquatiques à échéance fixée, avec obligation de résultat vis-à-vis de l'Union Européenne.

Il s'articule autour de trois grands axes : des orientations fondamentales, déclinées en dispositions, destinées à permettre l'atteinte d'objectifs de bon état des eaux.

Le SDAGE propose 5 orientations fondamentales qui sont les principes d'action du SDAGE. Elles sont déclinées de façon concrète en dispositions, qui sont des règles de gestion.

- gérer l'eau comme bien commun et développer les solidarités entre les usagers
- lutter contre les pollutions pour reconquérir et préserver le patrimoine dans un souci de santé publique et de qualité de vie
- changer les habitudes et promouvoir des pratiques éco-citoyennes vis-à-vis des milieux
- améliorer la connaissance sur les milieux aquatiques
- maîtriser et prévenir les risques

Conformément à l'article 3 de la Loi sur l'Eau de 1992, les SDAGE ont une portée juridique. Les services de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics doivent en tenir compte pour toutes leurs décisions concernant l'eau et les milieux aquatiques. Le PLU devra de conformer aux dispositions du SDAGE (article L 212-1 du Code de l'Environnement).

4.7 Le Plan de Prévention des Risques Naturels

La loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs prévoit que le citoyen a le droit d'être informé sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire, et sur les mesures de sauvegarde pour l'en protéger.

Le Plan de Prévention des Risques (PPRN) de la commune du Vauclin a été approuvé en 2004. En Martinique, le risque naturel est une composante importante de la vie des citoyens ; inondations, mouvements de terrain, tempêtes, cyclones, houles, séismes, éruption volcanique. Chacun de ces phénomènes, par l'ampleur de ses conséquences sur les personnes et les biens, montre tout l'intérêt de développer une politique globale et préventive des risques naturels.

Le territoire du Vauclin est concerné par les risques suivants

- *Risque d'inondation*
- *Risque de mouvement de terrain*
- *Aléa sismique*
- *Risques littoraux*
- *Risques cycloniques*
- *Risque de tsunami (même s'il n'est pas identifié en tant que tel dans le PPRN)*

Le règlement du PLU et notamment les articles 4, 9, et 13, relatifs à la gestion des eaux pluviales, devront prendre en compte les risques naturels en apportant des réponses adaptées au contexte local (pente, imperméabilisation, présence d'argiles…) notamment vis-à-vis du risque d'inondation. Concernant le risque de mouvement de terrain, de nombreux espaces boisés qui permettent de limiter les glissements de terrains seront protégés.

Pour information, le PPRN est en cours de révision, et le PLU l'intègrera dès qu'il sera à jour.

Le zonage et le règlement du PLU prennent en compte les prescriptions du PPRN

4.8 Les plans relatifs à l'élimination des déchets : le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Martinique

La loi du 13 Juillet 1992, relative à l'élimination des déchets et aux installations classées pour la protection de l'environnement, prévoit que chaque département doit faire l'objet d'un plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Cette loi précise également que depuis le 1er juillet 2002, la mise en décharge des déchets non ultimes est interdite. Cet impératif implique la nécessité d'implanter en Martinique des centres de traitement modernes qui permettront à la population de voir traiter ses déchets ménagers dans les meilleures conditions, c'est-à-dire en alliant le tri à la source (collectes sélectives), la valorisation matière (centre de tri et récupération), l'élimination avec valorisation énergétique (incinération avec récupération d'énergie et méthanisation) et la valorisation organique (compostage et méthanisation).

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Martinique a été approuvé le 26 juillet 2005. Ce plan comporte les axes d'action suivants :

- RÉDUIRE LA PRODUCTION ET LA NOCIVITÉ DES DÉCHETS GRÂCE A DES ACTIONS DE PRÉVENTION
- DIMINUER LE TONNAGE DE DÉCHETS A TRAITER PAR LE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTES SÉLECTIVES
- CONSOLIDER LA CAPACITÉ DES UNITÉS DE TRAITEMENT
- MAÎTRISER L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT
- INFORMER ET COMMUNIQUER : RÉALISER DES CAMPAGNES DE COMMUNICATION AUPRÈS DES ACTEURS CONCERNES ET DE LA POPULATION
- METTRE EN APPLICATION LE SCHEMA DEPARTEMENTAL DES BOUES ET MATIERES DE VIDANGE
- OPTIMISER LE FONCTIONNEMENT DES UNITES DE VALORISATION

Le plan local d'urbanisme du Vauclin devra préciser, notamment dans les annexes (définies dans l'article R. 123-14, 3° du code de l'urbanisme) relatives à l'élimination des déchets, les dispositions adoptées ou envisagées par la commune pour satisfaire le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Pour faire face à ces objectifs de tri et revalorisation des déchets, l'article 4 impose la création d'espaces ou de locaux d'entreposage des containers de déchets, pour les opérations qui portent sur plusieurs logements.

4.9 Le classement sonore des infrastructures de transport terrestre

Le préfet de chaque département recense et classe les infrastructures de transport terrestre. Ce classement estime des niveaux de bruit d'après des données de trafic (comptage véhicule et part des poids lourds). Il identifie les infrastructures bruyantes susceptibles d'affecter leur voisinage, les niveaux de bruit à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions techniques de nature à réduire les émissions sonores. Les informations du classement sonore seront reportées par la commune dans les annexes informatives du PLU. Le classement sonore n'est ni une servitude ni un règlement d'urbanisme, mais une règle de construction fixant les performances minimales que les futurs bâtiments devront respecter.

Le règlement de PLU pourra imposer un recul des constructions pour limiter les nuisances sonores occasionnées par les voies classées. Par ailleurs, le zonage reprend les périmètres des zones touchées par le bruit.

5. Prise en compte des documents stratégiques

5.1 Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Il définit la trame verte et bleue à l'échelle régionale et il assure la cohérence régionale du réseau écologique.

La trame verte et bleue a pour objectif d'enrayer la perte de la biodiversité dans les décisions d'aménagement du territoire.

Elle contribue à :

1- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;

2- Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;

3- Préserver les zones humides, prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et milieux aquatiques ;

4- Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;

5- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages

6- Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

Le SRCE est opposable aux PLU qui doivent le prendre en compte.

Il est élaboré, mis à jour et suivi conjointement par la Région et l'Etat.

Pour la Martinique, le Schéma d'Aménagement Régional vaut Schéma Régional de Cohérence Ecologique, il prend en compte les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques. Cependant, l'élaboration du SRCE doit être lancée fin 2012.

Le PLU identifie les éléments naturels participant à la trame verte et bleue et les protège afin de permettre à la biodiversité de se maintenir. Par ailleurs, le PLU prévoit la création de nouveaux espaces verts et de loisirs, ce qui permet de renforcer certaines liaisons écologiques sur le territoire.

5.2 Le Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie (SRCAE)

Le Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie de la Martinique est en cours d'élaboration conjointement par le Préfet de région et le Président du conseil régional.

Il définit les objectifs en termes de maitrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables ainsi que des orientations concernant les réductions des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation au changement climatique et la qualité de l'air.

Le SRCAE de la Martinique doit fixer à l'horizon 2020 et 2050, les orientations permettant :

- D'améliorer l'autonomie énergétique de la Martinique
- De créer une dynamique de développement local adoptant des modes de consommation, de production industrielle et d'aménagement éco-responsables
- D'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter
- De prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique et d'en atténuer les effets
- De déterminer, par zones géographiques, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique renouvelable et de récupération et en matière de mise en œuvre de techniques performantes d'efficacité énergétique.

II LA PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ETABLIS AU NIVEAU INTERNATIONAL, COMMUNAUTAIRE OU NATIONAL

La notion de développement durable est apparue en 1972 suite à la Conférence des nations unies de Stockholm puis reprise au niveau international (Sommet mondial à Johannesburg, 2002, Protocole de Kyoto sur les changements climatiques entré en vigueur en 2005), au niveau européen (Traité de Maastricht, Directive du Conseil n°42/2001), et au niveau français (loi du 2 février 1995 sur la protection de l'environnement).

Le PLU à travers ses différents documents doit répondre aux objectifs de développement durable précisés au cours des différents sommets internationaux, européens et nationaux, traitant tout particulièrement des problématiques environnementales.

Les thématiques abordées sont : air (gaz à effet de serre et réchauffement climatique), eau, paysage, vie sauvage et biodiversité, risques, nuisances (dont le bruit).

Le projet de PLU a été rédigé en connaissance des principaux textes relatifs à la prise en compte de l'environnement. Le PADD du Vauclin s'inscrit dans cette optique intégrant clairement les dimensions sociales et économiques et abordant les dimensions environnementales.

1. Qualité de l'air

- les conventions internationales sur l'émission de gaz à effet de serre dont le protocole de Kyoto (notamment les articles 2 et 10 du protocole) ;
- la stratégie européenne dite « de Göteborg » ;
- Directive européenne sur les plafonds d'émissions nationaux (NEC) définit les objectifs de réduction des émissions de CO2
- le plan climat de 2004, actualisé en 2011 (notamment les chapitres transport durable et bâtiments).

Cette Directive est traduite au niveau national par le Programme national de réduction des émissions de polluants atmosphériques. Il est mis en œuvre, sur le plan local, par des arrêtés préfectoraux pour chaque grand secteur industriel et pour les ICPE. Les décrets n° 98-817 et 98-833 du 11 et 16 septembre 1998, relatifs aux rendements minimaux, à l'équipement des chaudières et aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique. Le Grenelle de l'environnement I et II, synthèse du Groupe 1, « Lutter contre les changements climatiques et maîtriser l'énergie », a annoncé des objectifs ambitieux auxquels chaque agglomération doit participer pour les atteindre :

- Au niveau du bâtiment, avec le projet d'une nouvelle réglementation thermique, limitant la consommation des bâtiments pour le neuf en « BBC » puis à énergie positive vers 2020 et réduire de 12% en 2012 la consommation du parc ancien et de 38% à l'horizon 2020.
- Au niveau des transports, en revenant au niveau d'émissions de 1990 en 15 ans

- Passer de 12,9%(en 2010) à 23 % d'ici 2020 la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale en France.
- Faire apparaître les coûts environnementaux de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre pour mieux sensibiliser et guider les choix.

Le PLU du Vauclin incite à l'utilisation des énergies renouvelables et des ressources locales, ce qui répond, à l'échelle du territoire, à un des objectifs qui est fixé. Cependant, en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre, le Vauclin essaye de contribuer à sa manière à leur diminution, en développant des transports en commun et des liaisons douces, mais il n'est pas sûr que ces éléments auront un impact fort sur l'utilisation de la voiture sur le territoire.

2. Préservation de la ressource en eau

Les textes réglementaires intéressant l'eau sont principalement :

- la directive cadre sur l'eau 22 décembre 2000, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004 et la directive eaux résiduaires urbaines du 21 mai 1991 ;
- la loi n°2006-1772 sur l'eau et les milieux aquatiques a été du 30 décembre 2006, qui a pour objectifs fondamentaux, reconquérir la qualité des eaux et atteindre en 2015 les objectifs de bon état écologique et retrouver une meilleure adéquation entre ressources en eau et besoins.

La préservation des milieux aquatiques, de la ressource, la réduction des rejets et pollutions, la lutte contre le ruissellement et les inondations sont intégrables à l'échelle d'un projet de territoire et de la délivrance des droits à construire d'une ville, en particulier au niveau des coefficient d'emprise au sol, gérant l'imperméabilisation et les moyens de gestion des eaux de pluie.

La limitation des consommations n'est pas en lien direct avec le PLU.

La commune souhaite améliorer la qualité de l'eau et favoriser l'infiltration et la gestion écologique des eaux pluviales dans les futurs projets d'aménagement. Ces objectifs sont repris aux articles 4 et 13 du règlement du PLU afin de favoriser la gestion écologique des eaux pluviales à la parcelle, en permettant notamment leur infiltration grâce à la mise en place d'un pourcentage de la parcelle à laisser en pleine terre.

3. Préservation des paysages et de la biodiversité

Les textes à prendre en compte sont :

- la convention européenne sur les paysages de 2000 dite convention de Florence ;
- la convention européenne sur la protection de la vie sauvage de 1989 dite convention de Berne.
- la directive n° 92/43/CE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage dite " Directive Habitat "

- la Directive n° 79/409/CE du 2 avril 1979 dite " Directive Oiseaux "concernant la conservation des oiseaux sauvages

En règle générale, les éléments de la trame verte et bleue identifiés dans le cadre de l'analyse de l'état initial de l'environnement ont été pris en compte, et particulièrement afin de ne pas compromettre la protection et le développement de corridors biologiques.

L'ensemble de ces éléments sont décrits en détail dans l'analyse de l'état initial de l'environnement et sont analysés au regard des projets (PADD et ORIP) ainsi que vis-à-vis des dispositifs du règlement dans le cadre de l'évaluation environnementale.

4. Limitation des risques et nuisances

Les grands enjeux de santé publique face aux nuisances et risques naturels et technologiques sont très importants en particulier en Martinique. Les textes réglementaires affairant sont :

- législation des installations classées (ICPE) avec la mise en place d'une "étude de danger",
- Plan de Prévention des Risques Naturels,
- Lois sur les déchets de 2002 Réglementation nationale sur la gestion des déchets, DIB, DIS, etc.,
- Directives européennes relatives aux émissions sonores des matériels (dont la directive 70/157/CEE du 6 février 1970 relative aux bruits des moteurs) et directive-cadre relative à l'évaluation et la gestion du bruit ambiant dans l'environnement (directive 2002/49/CE) du 25 juin 2002,
- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et arrêtés liés à la prise en compte du bruit (classement sonore des infrastructures de transport terrestre du 3 mars 2000, plan de prévention du bruit dans l'environnement, …).

La prise en compte des risques naturels (zones oranges et rouges du PPRN classées en zone N ou A) et la délimitation des zones d'urbanisation en grande majorité éloignées des axes de circulation bruyants participent à réduire les risques et nuisances au Vauclin. Les dispositifs du règlement du PLU vont dans le sens d'un partage plus important de la voirie entre les différents usagers dans un souci de sécurisation.

III ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

État initial de l'environnement

Au Vauclin, l'analyse porte sur l'ensemble du périmètre du PLU. L'état initial de l'environnement et les enjeux environnementaux sont présents dans la partie 2.1 du rapport de présentation analyse notamment les thématiques suivantes : « biodiversité et milieux », « sol et sous-sol », « eau », « air », « bruit », « climat et énergie », « patrimoine culturel, architectural et archéologique », « paysages et cadre de vie » et « déchets ».

Cette liste n'est pas exhaustive, les éléments qui seront apportés devront être définis au regard des spécificités environnementales de la commune.

Les enjeux environnementaux identifiés sont les suivants :

ENJEU 1 : Protéger les habitants et assurer leur bien-être

- 1.1 Prendre en compte les risques naturels existants
- 1.2 Préserver le cadre de vie

ENJEU 2 : Protéger le paysage et les espaces naturels et agricoles

- 2.1 Protéger les terres agricoles
- 2.2 Préserver et valoriser le paysage
- 2.3 Protéger les espaces littoraux
- 2.4 Permettre à la biodiversité de se maintenir

ENJEU 3 : Bien gérer les ressources et les énergies

- 3.1 Promouvoir une gestion alternative des eaux pluviales
- 3.2 Préserver la qualité de l'eau
- 3.3 Promouvoir l'utilisation des ressources locales et des énergies renouvelables

IV ANALYSE DES EFFETS NOTABLES

1. Introduction

1.1 Analyse des incidences

L'analyse des incidences notables prévisibles sont précisés aux articles R.122-17 à R.122-24 du code de l'environnement.

Il s'agit de préciser

- Les effets notables sur l'environnement au regard des enjeux du territoire et ses perspectives d'évolution : effets du PADD, impacts sur le zonage et du règlement.

Dans la mesure du possible, doivent être identifiés et décrits, de manière quantitative ou qualitative :

- les impacts potentiellement négatifs comme positifs
- les impacts cumulatifs (sont-ils bénéfiques ou négatifs ? Quels sont les effets de ces nouveaux impacts sur la planification ? Des changements d'orientation de programmation sont-ils nécessaires? induisent-ils une logique d'aggravation des menaces sur les milieux ?)
- les impacts à court, à moyen et long terme
- la durabilité des impacts (temporaires, permanents, s'atténuant, …)
- la localisation des impacts (locale, masse d'eau, régionale, planétaire)
- les impacts cumulés avec d'autres facteurs de pression (domestiques, agricoles, industriels…) et d'autres plans et programmes.

1.2 Justifications, alternatives et indicateurs

Il s'agit :

- **d'évaluer la cohérence aux échelles internationale et nationale au regard des textes existants :**

Au niveau international :

- les conventions internationales sur l'émission de gaz à effet de serre dont le protocole de Kyoto (notamment les articles 2 et 10 du protocole) ;
- la stratégie européenne dite « de Göteborg » ;

- la directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2001 et la directive eaux résiduaires urbaines du 21 mai 1991 ;
- la convention européenne sur les paysages de 2000 dite convention de Florence ;
- la convention européenne sur la protection de la vie sauvage de 1989 dite convention de Berne.

Au niveau national :

- la stratégie nationale de développement durable actualisée en 2006 (notamment les défis II.B.3-4-5, II.D.4-6)
- le plan climat de 2004 actualisé en 2011 (notamment les chapitres transport durable et bâtiments).

Au niveau départemental :

- les éventuels arrêtés préfectoraux relatifs à la gestion des eaux (déclarations d'utilité publique de périmètres de captage d'adduction en eau potable, …)
- les arrêtés préfectoraux relatifs à la prévention des risques (mouvements de terrain, transport de marchandises dangereuses)
- les arrêtés liés à la prise en compte du bruit (classement sonore des infrastructures de transport terrestre, plan de prévention du bruit dans l'environnement…)

- **de justifier du choix opéré**, en faisant référence aux modes de choix et aux autres solutions alternatives éventuelles et les raisons pour lesquelles elles ont été écartées (critère d'efficacité, de coût, de facilité de mise en œuvre, facteurs socio-économiques, …).

  Cela revient à répondre aux questions suivantes :

  - pourquoi tel zonage plutôt qu'un autre et quel impact en terme de protection de l'environnement ?
  - pourquoi et comment la rédaction du règlement prend en compte la protection de l'environnement (la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la préservation de la biodiversité, l'amélioration de l'accès à la nature pour tous, …) ?

  Par exemple, selon les cas, on pourra parler de la localisation des pôles de développement privilégiés, de coupures d'urbanisation positionnées, de rédaction du règlement en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, …

- **de présenter les mesures de suppression, correction ou mesures compensatoires** qui doivent dans la mesure du possible relever des compétences du PLU.
- **de définir les modalités du suivi** (méthode de suivi, proposition d'indicateurs pertinents (état / pression / réponse) et modalités de renseignement, exploitation des résultats, constitution du comité de suivi)

2. Evaluation des orientations du P.A.D.D

Les orientations générales du Plan Local d'Urbanisme constituent le projet de territoire à l'horizon 2020- 2025. Elles sont définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, résultant d'une analyse stratégique du territoire. Elles sont au nombre de 3 :

Orientation1 : Favoriser un développement durable qui préserve les richesses naturelles du territoire

Orientation 2 : Répondre aux besoins de tous et améliorer la qualité de vie des Vauclinois

Orientation 3 : Soutenir le développement économique du Vauclin en se basant sur les atouts du territoire et le savoir-faire de ses habitants.

Le PLU est à la fois un document d'urbanisme, ayant une valeur réglementaire ainsi qu'un document d'aménagement, respectant les enjeux du développement durable selon trois piliers : économique, social et environnemental. En premier lieu dans l'évaluation environnementale, il convient de mettre en perspective les énoncés du PADD avec les enjeux environnementaux. Ensuite, nous procéderons à la mise en perspective des orientations d'aménagement et du volet règlementaire.

2.1Analyse des orientations du PADD

Orientation 1 : Favoriser un développement durable qui préserve les richesses naturelles du territoire

Cette orientation définit le développement de demain, avec notamment une volonté de conforter les pôles urbains existants (bourg et quartiers), afin de limiter l'extension de l'urbanisation, et ainsi de protéger les richesses naturelles du territoire.

1.1. Organiser le développement autour des polarités urbaines

Cette sous-orientation exprime la volonté de renforcer la place des différents pôles urbains du territoire et de réfléchir aux capacités d'accueil et de développement du territoire.

Incidences positives

Le PADD préconise tout d'abord de renforcer les centralités existantes, aussi bien dans le bourg, que dans les différents quartiers, afin de permettre une meilleure cohérence du territoire et de limiter l'étalement urbain. Cette dernière orientation passe par différentes mesures, et notamment l'imposition d'une densité moyenne de logements par hectares, et surtout, une densité minimale, ce qui s'inscrit dans une volonté de gestion économe de l'espace, et du coup de préservation des terres agricoles (impact positif sur l'enjeu 2.1).

Toujours dans cette dynamique d'économie de l'espace, le PADD prévoit de hiérarchiser les sites à urbaniser en fonction des besoins de la commune, et d'adapter leur développement, notamment au regard de la capacité des réseaux. Ceci a un impact positif sur l'enjeu 3, dans la mesure où la disponibilité des ressources naturelles est un préalable à l'aménagement des sites.

Si le PADD préconise de conforter les quartiers existants, notamment dans les mornes, il impose aussi la prise en compte des risques et la présence nécessaire des réseaux afin de permettre l'urbanisation, ce qui a un impact positif sur les enjeux 1 et 3.

Incidence mitigée

La confortation des quartiers existants, va nécessairement passer par la création de nouveaux logements, ce qui fait que des terres agricoles ou en friche aujourd'hui seront consommées, ce qui se traduit par une **incidence mitigée** pour l'environnement, notamment pour l'enjeu 2.1.

Incidence négative

De plus, la création de nouveaux logements engendre un apport de population, ce qui peut avoir des conséquences négatives sur la consommation des ressources (notamment en eau, enjeu 3), et exercer une pression importante sur les réseaux techniques urbains (eau potable, assainissement, déchets).

1.2. Préserver les richesses naturelles de la commune

Il s'agit de préserver les différentes espaces naturels et agricoles, qui créent le paysage et l'identité de la commune.

1.2.1 Valoriser les paysages et les richesses naturelles de la commune

Incidences positives

Cette sous-orientation a un impact positif sur les enjeux 2 et 3.2. En effet, elle vise à protéger les espaces fragiles porteurs de biodiversité (notamment les mangroves), à protéger les espaces boisés de qualité en limitant l'extension de l'urbanisation sur les mornes et à proximité des forêts littorales, à maintenir les espaces littoraux et à valoriser les paysages de la commune. Tous ces éléments s'inscrivent dans l'enjeu majeur de protéger le paysage et les espaces naturels et agricoles. Par ailleurs, le PADD vise aussi le maintien d'une bonne qualité de l'eau en veillant à garantir la qualité et le bon fonctionnement de l'assainissement collectif actuel et futur, et en exigeant l'amélioration de l'assainissement à la parcelle.

La mise en valeur des points de vue remarquables permet de valoriser le cadre de vie des habitants, ce qui répond à l'enjeu 1.2.

1.2.2 Prendre en compte les risques naturels

Incidences positives

Cette sous-orientation a un impact positif sur l'enjeu 1. En effet, elle rappelle l'obligation de prendre en compte les risques identifiés dans le PPRN, mais va plus loin en intégrant le risque tsunami, qui même s'il n'est pas identifiés dans le PPRN, est un risque réel au Vauclin. Le PADD exprime donc bien la volonté de protéger les habitants, et de préserver le cadre de vie.

Orientation 2 : Répondre aux besoins de tous et améliorer la qualité de vie des Vauclinois

Cette orientation exprime la volonté de créer une nouvelle offre de logements, de développer les équipements publics et de faciliter les déplacements.

2.1. Répondre aux besoins en logements

Cette sous-orientation exprime la volonté de développer une offre nouvelle et diversifiée de logements, afin de favoriser les parcours résidentiels, mais aussi de permettre l'évolution des logements existants.

Incidence mitigée

Cela induit nécessairement la création de nouveaux logements, ce qui va engendrer la consommation d'espaces naturels et qui aura donc un impact négatif sur l'enjeu 2, mais ceci est compensé par le fait que d'une part la commune souhaite développer une forme d'habitat moins consommatrice d'espaces (habitat groupé et petit collectif) et d'autre part la commune incite à redonner une seconde vie aux logements vacants, ce qui crée une certaine forme de renouvellement urbain.

Incidences positives

Le PADD a comme objectif de permettre à chacun de disposer d'un logement sain et disposant des éléments de confort, ce qui a un impact positif sur la qualité de vie des habitants (enjeu 1.2). De même, en exprimant la volonté de permettre l'amélioration de l'existant (notamment l'habitat insalubre, les ruines) et en s'attelant aux problématiques des espaces urbanisés dans les 50 pas géométriques, la commune affirme sa position de vouloir protéger les habitants et d'assurer leur bien-être (enjeu 1.2). Par ailleurs, la commune insiste sur le fait d'adapter l'habitat au climat local, en prenant en compte la relation entre les espaces bâtis ouverts, bâtis fermés et le jardin, afin d'offrir aux habitants une qualité de vie qu'ils ne retrouvent pas forcément aujourd'hui, notamment dans certains quartiers d'habitat collectif.

Le PADD incite aussi à l'utilisation des énergies renouvelables domestiques (panneaux solaires, mini-éoliennes) et à la récupération des eaux pluviales…ce qui a un impact positif sur la gestion des ressources et des énergies (enjeu 3).

2.2 Faciliter et sécuriser les déplacements

Cette orientation propose d'améliorer les liaisons entre les quartiers, de mettre en œuvre un plan de circulation à l'échelle communale, en intégrant les différents modes de déplacements, et en encourageant la pratique du vélo en toute sécurité.

Incidences positives

Cela va permettre aux habitants de se déplacer en toute sécurité, aussi bien dans le bourg, qu'entre les quartiers. La volonté d'améliorer les transports en commun et de proposer des modes alternatifs sécurisés (vélo notamment) est bénéfique pour l'environnement. En effet, cela permet de limiter l'utilisation de la voiture, entraînant une diminution de l'émission de gaz à effet de serre (GES), ce qui a pour impact d'améliorer la qualité de l'air. Les incidences sont également positives en ce qui concerne la diminution des nuisances sonores liées au trafic routier (impact positif sur l'enjeu 1.2).

2.3 Maintenir un niveau d'équipements adapté en anticipant l'évolution de la population

Incidences positives

Cet objectif se traduit notamment par le développement d'un réseau d'équipements publics ou de commerces de proximité, ou de lieu de vie dans chaque quartier, afin d'y développer la vie sociale. Cela va donc permettre de limiter les déplacements motorisés pour se rendre dans un lieu de vie, ce qui aura un impact positif sur la qualité de vie des habitants (enjeu 1.2).

Le PADD renforce aussi le rôle de centralité du bourg, en lui permettant d'accueillir les équipements structurants, notamment culturels, afin de favoriser l'accès à la culture pour tous les habitants.

Incidence mitigée

Enfin, la commune souhaite positionner le territoire comme terre d'accueil d'un site universitaire en s'appuyant sur les spécificités agricoles. Ceci pourrait renforcer l'attractivité de la commune et donc engendre un apport important de population, que ce soit une population permanente (qui va se loger sur le territoire) ou temporaire (qui viendra juste étudier mais qui ne logera pas sur la commune). Cela va donc entraîner des déplacements motorisés supplémentaires (**impact négatif** sur l'environnement), mais qui pourront être compensés si un réseau de transports en commun efficace est mis en place ou si des solutions de logements pour les étudiants sont prévus.

Orientation 3 : Soutenir le développement économique du Vauclin en se basant sur les atouts du territoire et le savoir-faire de ses habitants

Cette orientation exprime la volonté de développer la ville et son économie en utilisant les ressources locales (production agricole, pêche, tourisme…)

3.1. Développer une économie basée sur l'exploitation des richesses locales et favoriser leur interaction

Cette sous-orientation est divisée en quatre grandes actions :

- tout d'abord il faut assurer la protection des terres agricoles, sources de revenus économiques, et encourager la reconquête des espaces en friche. Cela a un **impact positif** sur l'environnement, et notamment sur l'enjeu 2.1.

- ensuite, conforter l'activité pêche. Ceci a un **impact mitigé** sur l'environnement car si elle n'est pas maîtrisée, elle peut entraîner une pression trop importante sur le milieu piscicole.

- les deux actions suivantes (permettre l'implantation d'une grande surface commerciale en entrée de bourg et développer une zone d'activités centrée sur les produits issus de la valorisation et de la transformation de la production locale) engendre des **impacts mitigés** sur l'environnement : en effet, cela implique de consommer des terres agricoles ou naturelles pour implanter ces structures, et ensuite, de manière indirecte, elles pourront engendre un apport supplémentaire de personnes sur le territoire si leur attractivité est importante, ce qui crée des flux de circulation supplémentaires, et du coup des émissions de gaz à effet de serre plus importantes. Cependant, l'implantation de la grande surface commerciale en entrée de bourg et à proximité de la gare routière pourrait inciter les personnes à venir en transports en commun.

De plus, cela devrait favoriser la mise en place de circuits courts de transformation et de distribution, ce qui limiterait les déplacements routiers pour les produits.

3.2. Un tourisme « vert, jaune et bleu » (montagne, plaine, océan et nature, campagne et balnéaire)

Incidences positives

L'objectif de valoriser les sites touristiques (EAT, Pointe Chaudière, Pointe Athanase) va avoir des effets positifs sur l'environnement en termes de mise en valeur et de préservation. Ces espaces vont pouvoir bénéficier d'un aménagement particulier qui va améliorer la gestion de ces sites.

Incidences mitigées

La valorisation des sites touristiques entraîne cependant des effets négatifs dans la mesure où une certaine pression pourrait s'exercer sur ces espaces et l'apport d'une population plus importante pourrait avoir des conséquences néfastes si elles ne sont pas bien gérées.

Il est proposé de mettre en place un circuit touristique desservant les principaux sites remarquables du territoire. Cela va induire une fréquentation plus importante du territoire et il peut donc y avoir un impact négatif sur la qualité des sites.

De même, le développement d'un tourisme « sport, nature, santé » (thalassothérapie) entraînera une fréquentation plus importante et exercera du coup une certaine pression sur les milieux naturels.

2.2 Synthèse des orientations du PADD

Les tableaux ci-dessous présentent les réponses du PADD aux mesures envisagées.

		Orientation 1 : Favoriser un développement durable qui préserve les richesses du territoire	
		1. Organiser le développement du bourg autour des polarités urbaines	**2.** Préserver les richesses naturelles et les paysages
Protéger les habitants et assurer leur bien être	Prendre en compte les risques naturels existants		++
	Préserver le cadre de vie	+	+
Protéger le paysage et les espaces naturels et agricoles	Protéger les terres agricoles	+/-	++
	Préserver et valoriser le paysage		++
	Protéger les espaces littoraux (50 pas géométriques)		++
	Permettre à la biodiversité de se maintenir		++
Bien gérer les ressources et les énergies	Promouvoir une gestion alternative des eaux pluviales	+	
	Préserver la qualité de l'eau	+/-	+
	Promouvoir l'utilisation des ressources locales et des énergies renouvelables		

-	Incidence négative sur les enjeux environnementaux
?	Incidence non clairement établie
+ à ++	Incidence positive sur les enjeux environnementaux

		Orientation 2 : Répondre aux besoins de tous et améliorer la qualité de vie des Vauclinois		
		1. Répondre aux besoins en logements	**2.** Faciliter et sécuriser les déplacements	**3.** Maintenir un niveau d'équipements adapté en anticipant l'évolution de la population
Protéger les habitants et assurer leur bien être	Prendre en compte les risques naturels existants			
	Préserver le cadre de vie	++	+	+/-
Protéger le paysage et les espaces naturels et agricoles	Protéger les terres agricoles	+/-		
	Préserver et valoriser le paysage			
	Protéger les espaces littoraux (50 pas géométriques)			
	Permettre à la biodiversité de se maintenir			
Bien gérer les ressources et les énergies	Promouvoir une gestion alternative des eaux pluviales	++		
	Préserver la qualité de l'eau			
	Promouvoir l'utilisation des ressources locales et des énergies renouvelables	++		

-	Incidence négative sur les enjeux environnementaux
?	Incidence non clairement établie
+ à ++	Incidence positive sur les enjeux environnementaux

		Orientation 3 : Soutenir le développement économique du Vauclin en se basant sur les atouts du territoire et le savoir-faire des habitants	
		1. Développer une économie basée sur l'exploitation des richesses locales et favoriser leur interaction	**2.** Un tourisme « vert, jaune et bleu » (montagne, plaine, océan et nature, campagne et balnéaire)
Protéger les habitants et assurer leur bien être	Prendre en compte les risques naturels existants		
	Préserver le cadre de vie		
Protéger le paysage et les espaces naturels et agricoles	Protéger les terres agricoles	+	
	Préserver et valoriser le paysage	+	+
	Protéger les espaces littoraux (50 pas géométriques)		+/-
	Permettre à la biodiversité de se maintenir		
Bien gérer les ressources et les énergies	Promouvoir une gestion alternative des eaux pluviales		
	Préserver la qualité de l'eau		
	Promouvoir l'utilisation des ressources locales et des énergies renouvelables		

- Incidence négative sur les enjeux environnementaux

? Incidence non clairement établie

+ à ++ Incidence positive sur les enjeux environnementaux

Ce tableau met en évidence que :

- l'enjeu de la protection des habitants et de leur bien-être est un thème récurrent du PADD, et le thème le mieux pris en compte est la préservation du cadre de vie.
- l'enjeu de protection du paysage et des espaces naturels et agricoles est surtout abordé dans les axes 1 et 3 du PADD, avec une volonté claire de protéger les espaces naturels et agricoles.
- L'enjeu de bonne gestion des ressources et des énergies est essentiellement abordé dans les axes 1 et 2.

3. Evaluation des orientations d'aménagement

Les orientations d'aménagement sont au nombre de 2 :

- le bourg
- l'entrée du bourg

Le bourg

Cette orientation se décline en trois enjeux : la requalification des espaces urbains et la préservation et la confortation de l'identité du bourg, le renforcement et le développement des centralités, et enfin la création de lien entre les polarités.

1. La requalification des espaces urbains et la préservation et la confortation de l'identité du bourg

Incidences positives

Le premier enjeu insiste sur la volonté de mettre en valeur le petit patrimoine, ce qui permet de préserver une partie du cadre de vie et de l'identité de la commune (enjeu 1.2)

Un des autres enjeux est la requalification du front de mer, ce qui passe par l'identification d'espaces mutables et de dents creuses, afin de favoriser une évolution dans une logique de cohérence urbaine. Ceci aura un impact positif sur l'environnement dans la mesure où il est préconisé de reconstruire sur des sites urbains existantes ou des dents creuses, ce qui limite la consommation de terres agricoles ou naturelles. Par ailleurs, il est aussi proposé de dégager des espaces paysagers et des vues entre le front de mer et la pointe Athanase, ce qui permet de mettre en valeur le paysage communal (enjeu 2.2).

Enfin, il est proposé de réaliser une transition paysagée entre le front de mer et la pointe Faula, ce qui rentre aussi dans l'enjeu de mettre en valeur le paysage communal.

2. Le renforcement et le développement des centralités

Incidences positives

L'orientation propose de renforcer le cœur de bourg autour de la mairie et de l'église en conquérant les dents creuses, ce qui engendre un impact positif sur l'environnement dans la mesure où l'on limite la consommation de terres agricoles ou naturelles.

L'aménagement de la Pointe Athanase prévoir la redéfinition des espaces (jardins, commerces, espaces modulables), ce qui permet une vraie requalification de cet espace et de ce fait, lui redonner une identité propre. Cet aménagement va permettre d'améliorer le cadre de vie des habitants (enjeu 1.2).

Incidence mitigée

L'aménagement de la Pointe Athanase va engendrer une fréquentation plus importante du site, ce qui peut être nuisible à l'environnement. Cependant, cet aménagement doit permettre la conservation d'un espace de stationnement de grande ampleur lors de grandes manifestations, ce qui va permettre aux visiteurs de se garer sur un même lieu et se rendre ensuite à pied aux manifestations, limitant ainsi la circulation et du coup l'émission de gaz à effet de serre et les nuisances sonores.

3. La création de lien entre les polarités

Incidences positives

Cette dernière orientation prévoit la création de traversées piétonnes entre le cœur de bourg et la Pointe Athanase et entre la Pointe Athanase et le front de mer, ce qui a un double enjeu de sécuriser les déplacements des habitants et de permettre de diminuer l'utilisation des véhicules motorisés, limitant ainsi les nuisances sonores et les pollutions de l'air. Ceci a donc un impact positif sur l'enjeu 1 de protection des habitants et de leur assurer leur bien-être.

L'entrée du bourg

Cette orientation développe un véritable projet d'entrée de bourg, avec la création d'une zone commerciale, d'un port à sec, d'une zone d'habitat et la requalification d'entrée de bourg depuis la RN

Incidences positives

Cette orientation d'aménagement prévoit la création de liaisons piétonnes entre le bourg, le futur centre commercial et le port à sec, ce qui permet d'une part de sécuriser les déplacements des piétons, et d'autre part de limiter l'utilisation de la voiture pour faire ses courses par exemple, ce qui a des impacts positifs sur la qualité de l'air et les nuisances sonores.

Par ailleurs, afin de permettre une bonne intégration du parking du centre commercial, il sera paysagé et les franges entre le centre commercial et le bourg seront traitées.

Il est aussi prévu la requalification de l'entrée de bourg, ce qui améliorera encore l'image de la commune. Enfin, une grande partie du terrain concerné sera aménagé en espace naturel de loisirs. Ce terrain se situe en limite de la rivière du Vauclin et permet donc une protection du milieu naturel.

Incidences mitigées

Le projet prévoit la création d'un centre commercial, de logements et d'un port à sec, ce qui va entraîner la consommation d'espaces naturels ou agricoles. Cependant, ces espaces sont en zone orange du PPR, et en continuité directe du bourg, et seront reconquis pour permettre une meilleure liaison entre le bourg et le quartier de Château Paille. N peut donc considérer que même si l'on consomme des terres, ceci se fait en continuité de l'urbanisation existante, et dans le but d'améliorer la qualité de vie des habitants.

La création d'un centre commercial pourra avoir des incidences négatives car cela va engendre une fréquentation plus importante de cette partie du territoire. Cependant, il faut aussi noter la proximité de la gare routière, qui pourrait inciter certaines personnes à utiliser les transports en commun pour faire leurs courses.

4. Evaluation des orientations du plan de zonage

La délimitation des zones urbaines a été faite selon un travail fin d'analyse des formes urbaines des différents quartiers, de l'équilibre entre le bâti et le non bâti, de la morphologie du bâti (notamment des emprises et des hauteurs) et de la plus ou moins grande aptitude des différents quartiers à évoluer vers une certaine forme de densification.

Le découpage en zones reflète l'équilibre entre :

- D'une part, l'objectif de permettre une utilisation du potentiel à l'intérieur des zones urbanisées afin de répondre aux besoins actuels ou futurs d'extension du bâti et de construction de nouveaux logements,

- D'autre part, la volonté de préserver les espaces naturels et agricoles, qui constituent une composante importante du territoire, tant au niveau paysager qu'au niveau économique. Ces éléments participent au cadre de vie de la commune et doivent être préservés.

TYPE DE ZONE	ZONE	Secteur	Vocation
URBAINE	**U1**		Centre-bourg historique, valorisation de l'habitat traditionnel existant
	U2		Zones d'habitat dense (habitat collectif en majorité) : Opérations Sigy et habitat collectif de Château Paille
	U3	U3a	Zones d'habitat un peu moins dense, en continuité sud du bourg, quartiers Château Paille et Baie des Mulets. Le secteur U3a correspond aux espaces urbains de Macabou, au lotissement Belle Etoile ainsi qu'à une zone au nord, en continuité du François. Ces secteurs différents par leurs articles 7 et 9.
	U4	U4a	Zones d'habitat peu dense, correspondant aux différents quartiers sur les mornes et dans la plaine, issues des zones NB du POS en grande majorité. Les secteurs U4a diffèrent par leurs articles 7 et 9.
	UE		Zone d'activités (port de pêche et zone d'activités en entrée de bourg)

	UP		Zones d'équipements
	UT		Zones d'aménagement touristique (Pointe Faula et Macabou)
A URBANISER	**1AUe**		Zone de projet identifiée en tant qu'orientation d'aménagement et de programmation
	2AU		Zones d'urbanisation future
NATURELLE	**N**	N1	Zones naturelles strictes
		N2	Zones naturelles dans lesquelles l'urbanisation existante est reconnue et pour lesquelles il est permis une extension très modérée des constructions
		N2c	Zone naturelle à usage de carrière d'exploitation
		N2e	Zone naturelle accueillant des éoliennes
		N2f	Zone naturelle à destination d'un cimetière paysager
		N2m	Zone naturelle des 50 pas géométriques de la baie des Mulets, avec un règlement spécifique au site
		N2t	Zone naturelle à vocation de tourisme
AGRICOLE	**A**	A1	Zone agricole à protection très forte
		A2	Zone agricole à protection moins forte

Ces zones sont complétées par des emplacements réservés et des Espaces Boisés Classés (EBC – art L. 130-1 du Code de l'urbanisme).

4.1 Prise en compte du PPRN

Le découpage des zones a tout d'abord pris en compte le PPRN, en reclassant toutes les zones rouges et orange en espaces naturels ou agricoles selon leur localisation. Seules quelques zones orange et rouges du PPRN ont été intégrées dans le zonage urbain, et les zones U qui sont concernées sont indicées d'un « r ».

Cette intégration du PPRN dans le plan de zonage a un **impact positif** sur l'enjeu 1.1, car il permet d'assurer la sécurité des habitants en ne permettant pas de construire dans des zones à risques.

Ces zones sont complétées par des emplacements réservés et des Espaces Boisés Classés, (EBC – art L. 130-1 du Code de l'urbanisme).

4.2 Préservation des zones naturelles et agricoles

Le Vauclin compte 75% d'espaces naturels ou agricoles sur l'ensemble de son territoire.

Les enjeux identifiés dans le diagnostic sont de :

- Préserver et faire découvrir la mangrove et les espaces littoraux fragiles en aménageant des points d'information éducatifs
- Maintenir la couverture boisée des mornes
- Mettre en valeur le grand paysage de la commune en préservant les vues depuis les hauteurs et en réfléchissant à une bonne intégration paysagère des projets urbains
- Pérenniser le paysage agricole, élément fort de l'identité communale.

Au regard du POS, une évolution est à souligner, puisque le plan de zonage du PLU intègre des zones N plus nombreuses, notamment les espaces littoraux qui bénéficient aujourd'hui d'une protection stricte, ce qui n'était pas le cas pour tous dans le POS. Ce classement a un impact positif sur l'enjeu 2.3 notamment.

Par ailleurs, les espaces boisés en zone agricole ont été reclassés en zone naturelle et non agricole comme dans le POS, ce qui permet une meilleure protection de ces espaces. De plus, des espaces naturels participant à la trame verte et bleue du territoire, ou présentant un intérêt en termes de biodiversité ont été identifiés en zone N1 : abords des cours d'eau, zones humides…

De plus, les espaces agricoles ont été classés en deux zones : les zones A1 de protection forte (identifiées au SAR et au SMVM et les terres agricoles de classe 1,2 ou 3 dans le classement des potentialités agricoles), et les zones A2.

L'incidence est positive pour les enjeux 2.1, 2.2 et 2.4, mais aussi pour l'enjeu 1 « protéger les habitants et assurer leur bien-être » : la présence des espaces boisés est une ressource déterminante pour les habitants qui se sont appropriés ces lieux.

4.3 Evolution des surfaces mutables

Dans le POS, les zones à urbaniser étaient classées en zone NAU. Il se trouve que la plupart de ces secteurs ont été urbanisés, et du coup repassent en zone U dans le PLU.

Dans le PLU, plusieurs secteurs sont identifiés en zones à urbaniser :

- une zone 1AUe qui correspond au projet d'entrée de bourg, de centre commercial et de port à sec, qui fait l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation.
- Trois zone 2AU (fermées pour l'instant, et qui nécessiteront une révision du PLU pour être ouvertes à l'urbanisation). Deux de ces zones se situent en continuité de l'espace urbain du bourg, et permettront à terme de conforter encore plus la place du bourg dans la commune et même au-delà. La dernière zone 2AU se situe au nord du territoire, en continuité du quartier de l'Union.

Ce classement a une **incidence mitigée** sur l'environnement car il engendre une consommation de terres agricoles ou naturelles aujourd'hui, mais il faut aussi voir que cette consommation de l'espace est phasée dans le temps : la première zone à être urbanisée sera la zone 1AUe, qui se situe en continuité directe du bourg et qui va permettre de recréer du lien entre le bourg et Château Paille. Les zones 2AU seront ouvertes à l'urbanisation dans une temporalité plus importante, et en fonction des besoins de la commune, ce qui fait que l'utilisation de ces zones va être raisonnée.

5. Evaluation des orientations du règlement

Ces règles sont analysées au regard des objectifs de compacité urbaine, de création de cœur d'îlots calmes, notamment à proximité des axes ou infrastructures de transports bruyantes, de création de logements salubres, ventilés naturellement et optimisant les apports solaires pour une sobriété énergétique, de création d'espaces végétalisés de qualité et de proximité dans tous les quartiers et de gestion alternative des eaux pluviales par la préservation des espaces de pleine terre. Elles s'entendent sur la base des questionnements suivants :

- Quelle est la capacité du PLU à favoriser la construction d'immeubles et de maisons en bande, pour limiter les pignons non mitoyens, sources de déperdition thermique, à protéger les cœurs d'îlots du bruit de la rue et à permettre la constitution d'un « deuxième rideau » de construction au sein des îlots ?

- Peut-il ainsi contribuer aux enjeux d'économie de ressources naturelles (énergie et sols) et de protection des habitants contre le bruit ?

- Tout en garantissant une distance suffisante entre les bâtiments, nécessaire à l'éclairement et la ventilation des logements, en favorisant l'aménagement d'espaces végétalisés de qualité et en permettant la gestion à la parcelle des eaux pluviales ?

5.1 Article 1 et 2 : Occupations et utilisations du sol interdites / Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Zones U

Les articles 1 et 2 des zones U définissent les conditions d'occupation du sol, en affirmant la mixité des fonctions et l'équilibre entre habitat et activités économiques. Ils sont rédigés de manière similaire pour les différentes zones.

Les articles 1 et 2 remplissent leur rôle en interdisant les activités et occupations du sol potentiellement nuisibles voire dangereuses pour les riverains (carrières, dépôts sauvages…). L'implantation d'Installations Classées pour l'Environnement est soumise à conditions, le but étant là encore de limiter les nuisances sonores, olfactives, visuelles, les risques technologiques et sanitaires, conformément aux enjeux de protection de la santé et du cadre de vie des habitants.

De plus, le règlement des zones interdit les constructions de toute nature à moins de 10m de la crête des berges des rivières, d'une part afin de protéger ces espaces et d'autre part afin de limiter les risques d'effondrement des berges.

Enfin, dans les zones concernées, il est rappelé à l'article 2 que certains secteurs sont concernés par le PPRN.

Ces mesures ont donc une **incidence positive sur l'enjeu 1.**

Zone N

Zones N1

La zone N1 est inconstructible. Elle permet seulement, dans les secteurs N1a, l'aménagement de points de vue, ainsi que les aménagements légers dans le respect des orientations du PADD. Les emprises au sol de ces aménagements est très limités (20m²) afin de respecter le caractère naturel et paysager de la zone.

Zones N2

La zone N2 comprend plusieurs sous-secteurs orientés vers des destinations spécifiques : cimetière, éoliennes, hébergement touristique, carrières. Dans ces secteurs sont autorisées les constructions à condition qu'elles soient en accord avec la destination du secteur.

Les articles 1 et 2 du règlement de PLU répondent aux enjeux définis dans le diagnostic environnemental de protection des habitants (santé et cadre de vie) et d'adaptation au contexte physique et au climat local.

Incidence positive sur l'enjeu 2.

Les zones A

Zone A1

Il s'agit d'une zone de protection forte dans laquelle seules les constructions destinées au fonctionnement des activités agricoles sont autorisées.

Zone A2

Cette zone autorise, en plus de ce qui est autorisé en zone A1, la construction d'habitations à condition d'être liées au fonctionnement des activités agricoles, et dans la limite de 150m² d'emprise au sol et la construction de structures d'hébergement hôtelier à condition d'être réalisées dans un rayon de 100m maximum du siège d'exploitation, et d'être exclusivement réservés à des gîtes à caractère agrotouristique.

Ces règles garantissent une protection maximale des espaces agricoles, tout en permettant de lier le volet touristique au volet économique et paysager. En effet, les constructions à vocation touristique sont autorisées dans certains secteurs, mais leur localisation est telle qu'elle ne devrait pas empiéter sur l'espace agricole et du coup ne pas créer de mitage.

Ceci a donc un impact positif sur les enjeux 2.1, 2.2 et 2.4.

5.2 Article 3 : Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

L'article 3 est rédigé de la même manière pour l'ensemble des zones :

Deux principaux aspects sont pris en compte :

- **Les caractéristiques des voies nouvelles** : afin d'assurer une bonne circulation des véhicules, et notamment des véhicules dédiés à la collecte des déchets et des ordures ménagères, le, ou les points de collectes doivent être accessibles par camion, large d'au moins 3m, et disposer d'une raquette de retournement si la voie est en impasse. Cette mesure répond à la fois aux attentes actuelles du ramassage des ordures ménagères mais permet aussi d'assurer le ramassage des conteneurs de tri sélectif. De plus, les voies doivent permettre de garantir la sécurité des piétons et des cycles.

- **Les accès** : les accès sont impératifs afin de permettre l'urbanisation d'un terrain enclavé. Par ailleurs, le dimensionnement des accès doit être suffisant au regard du nombre de logements ou du nombre de m² de surface de plancher, et doit garantir la sécurité de habitants. En plus d'être aménagés pour apporter une moindre gêne à la circulation publique, la localisation des accès automobile doit être choisie de façon à ne pas compromettre les plantations, espaces verts publics, alignements d'arbres…existants.

Ceci a un impact positif sur l'enjeu 1

5.3 Article 4 : Les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité, d'assainissement, de télécommunications

Eaux usées :

L'article 4 rappelle les obligations de se raccorder au réseau d'assainissement collectif lorsque celui-ci existe. Par ailleurs, dans le cas d'un assainissement non collectif, le propriétaire des constructions doit prévoir un dispositif d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement, avec la possibilité de se raccorder au réseau d'assainissement collectif quand celui-ci sera mis en place.

Ceci a un impact positif sur la qualité de l'eau (enjeu 3.2)

Eaux pluviales :

L'article 4 incite fortement à la recherche de techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales (puits d'infiltration, drains, fossés ou noues…) ; les dispositifs à mettre en œuvre pour gérer au mieux les eaux de ruissellement étant précisés. Le système doit être adapté au contexte physique et urbain local (à l'échelle de l'opération d'aménagement et non de la zone).

Des dispositions permettent de diminuer les pollutions par les hydrocarbures des eaux pluviales. Ainsi est-il imposé que pour les surfaces imperméabilisées, notamment des aires de stationnement, les eaux pluviales seront traitées avant infiltration.

De même, afin d'assurer une protection efficace du milieu naturel, les eaux pluviales de toute installation industrielle, artisanale ou commerciale, seront traitées par un dispositif adapté à l'importance et la nature de l'activité.

Ceci a un impact positif sur l'enjeu 3.

Déchets :

L'article 4 précise qu'une surface et des emplacements doivent être prévus pour assurer le stockage des déchets et que ces dispositions soient adaptés à la nature et à l'importance de la construction. Pour les locaux à usage de commerce, un espace de stockage des ordures ménagères spécifique doit être prévu, afin de limiter les pollutions visuelles et olfactives et de garantir la propreté des lieux, mais également de permettre de réaliser le tri sélectif.

Incidence positive sur l'enjeu 1.2

5.4 Article 5 : Les superficies minimales des terrains constructibles

Cet article n'est pas règlementé dans le PLU.

5.5 Article 6 : L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

Sur l'ensemble des zones U (excepté la zone U1), la règle générale d'implantation à l'article 6 impose que les constructions s'implantent en retrait de l'alignement de quelques mètres. Le recul imposé varie suivant les zones : en U2 : 4 m de retrait, en U3 et U4 : 5 m minimum, en UE, UP et UT : retrait de 5 m minimum. Seule en U1 la règle diffère par une implantation à l'alignement.

L'obligation de l'implantation à l'alignement en zone U1 permet de conserver la forme urbaine actuelle, avec les constructions à l'alignement et avec une certaine densité.

Les retraits imposés dans les autres zones sont adaptés à la morphologie actuelle des quartiers, en réponse à l'objectif de conforter les quartiers, tout en conservant leurs caractéristiques. Notamment, dans les zones moins denses, cela permet de conserver un espace de jardin devant la maison.

Ces règles ont un **impact positif sur l'enjeu 1.2** car elles permettent une certaine préservation du cadre de vie

5.6 Article 7 : L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

En zone U1 et U2, les constructions peuvent s'implanter en limite séparative ou en retrait (3m minimum pour la zone U1 et 4m minimum en zone U2). Dans ces quartiers un peu denses, le retrait permet de maintenir des espaces de respiration entre les constructions.

Pour les autres zones U, les constructions doivent s'implanter en retrait des limites séparatives, afin de conserver des espaces de jardin généreux, et la morphologie actuelle des quartiers.

Ces règles ont un **impact positif sur l'enjeu 1.2** car elles permettent une certaine préservation du cadre de vie

5.7 Article 8 : L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

La construction de plusieurs propriétés sur une même parcelle (article 8) est autorisée sur l'ensemble des zones U. Cette disposition répond aux objectifs de densification et d'économie de la ressource sol en accord avec la loi SRU.

Un dispositif réglementaire permet de prescrire une distance d'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur la même parcelle en fonction de la création ou non de vues directes avec un minimum de 2m en zone U1 et U2, 4m en zone UP et UT, 5m en zone U3 et UE, 6m en zone U4.

L'éloignement des constructions sur une même parcelle permet un bon éclairement et une ventilation naturelle des bâtiments, bien que la lumière directe puisse éventuellement être interceptée par d'autres constructions, tout en permettant des densités relativement importantes et donc une bonne utilisation de la superficie de la propriété. L'objectif est également d'assurer le « vivre ensemble » dans les quartiers denses, afin de préserver l'intimité des jardins, mais aussi de préserver le cadre naturel dans les quartiers moins denses.

Ceci a un impact positif sur l'enjeu 1.2.

5.8 Article 9 : L'emprise au sol des constructions

L'emprise au sol des constructions est dégressive, au fur et à mesure que l'on se situe dans des zones moins denses, ceci afin de favoriser l'équilibre entre l'espace bâti et l'espace non bâti, en fonction des caractéristiques actuelles des quartiers. En effet, dans les zones les moins denses, l'objectif n'est pas de permettre une densification excessive, mais plutôt de conserver les espaces non bâtis, éléments importants sur le plan paysager mais aussi sur le plan écologique (trame verte et bleue).

L'emprise au sol dans les zones U1 et U2 est plus importante, pour permettre une densification de ces quartiers (bourg et extensions collectives).

Ceci a un **impact positif sur l'enjeu 1.2** dans la mesure où la préservation des espaces de jardin permet de conserver un certain cadre de vie. Par ailleurs, ceci a un **impact positif sur l'enjeu 2.4,** en permettant de conserver des espaces verts ou naturels au sein des quartiers, et permettre ainsi à la biodiversité de se maintenir, en offrant des habitats propices à la biodiversité.

5.9 Article 10 : La hauteur maximale des constructions

Zones	Hauteur	Explication et impact sur l'environnement
U1, U2	11,5m	La hauteur des constructions est relativement élevée pour prendre en compte l'existant et pour permettre une certaine densification de ces quartiers, afin de limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles.
U3, U4	8,5m	Dans ces zones un peu moins denses, la hauteur des constructions est plus faible, afin de permettre de conserver l'aspect de ces quartiers et de limite l'impact paysager des constructions.
UE, UP	12m	Dans ces zones, la hauteur est un peu plus élevée, mais adaptée aux caractéristiques et aux besoins des bâtiments qui seront construits.
UT	11,5m et 8,5m	Dans cette zone, les constructions à destination d'hébergement hôtelier bénéficient d'une hauteur plus importante que les autres constructions, et ceci afin d'inciter à créer des ensembles un peu denses, et limiter ainsi la consommation d'espaces.
1AUe	12m	Cette zone mixte accueillera des activités et des équipements, qui nécessiteront une hauteur de bâtiment relativement importante. Cette règle va permettre à des activités et commerces de s'implanter en entrée de bourg, offrant ainsi aux habitants la possibilité d'aller faire leurs courses à pied, ce qui a un impact indirect positif sur l'environnement, dans le sens où les gens utiliseront moins leur voiture.
A1, A2	8,5m	Les hauteurs des bâtiments sont limitées afin de réduire l'impact paysager de ces constructions dans le paysage communal.
N1	5m	Les hauteurs des bâtiments sont très limitées afin de réduire l'impact paysager de ces constructions dans le paysage communal.
N2	6,5m N2e : 55m	Les hauteurs des bâtiments sont limitées afin de réduire l'impact paysager de ces constructions dans le paysage communal. En zone N2e, la hauteur permet d'implanter des éoliennes, ce qui a un impact positif sur l'environnement car cela permet d'utiliser les ressources locales afin de promouvoir les énergies renouvelables.

5.10 Article 11 : L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords ainsi que les prescriptions de nature à assurer la protection des éléments de paysages, des quartiers, ilots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger

L'article 11 est rédigé de la même manière pour l'ensemble des zones :

L'article 11 insiste sur la qualité des clôtures dans les zones à usage d'habitation, qui participent fortement à la qualité des espaces urbains et du cadre de vie. Dans les zones A et N, afin de participer à la préservation des corridors écologiques, la réalisation de clôtures ne comportant pas de partie pleine et largement ajourée est imposée.

Il incite à l'intégration de dispositifs permettant de produire des énergies renouvelables.

« Les surfaces destinées à la captation d'énergie solaire doivent être intégrés dans la composition architecturale d'ensemble de la construction et notamment la pente de la toiture dans le cas où ils sont posés en toiture, elles peuvent être réalisées :

- en toiture, dès lors qu'elles sont intégrées à la volumétrie de la construction et qu'elles ne réfléchissent pas la lumière ;
- en façade, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le dessin général de la façade ou des éléments qui la composent.

De la même façon, les chauffe-eau solaires doivent être implantés de façon la plus discrète possible dans le volume de la construction et leur impact visuel doit être limité depuis l'espace public. »

En cela, il répond aux enjeux environnementaux 1.2, 2.4, et 3.3.

5.11 Article 12 : Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement

Les dispositions de l'article 12 doivent permettre d'intégrer, dans tous les projets de construction, la réalisation des places de stationnement nécessaires au bon fonctionnement de la construction en fonction de sa destination.

Pour l'ensemble des zones, les dispositions relatives au nombre de places exigées en fonction de la nature de la construction sont harmonisées.

Eléments relatifs à l'article 12	Commentaires
<u>Pour les constructions à destination d'habitation :</u> ▪ 2 places de stationnement par logement - 1 place en U1 et U2 <u>Pour les constructions à destination de bureaux :</u> ▪ 1 place de stationnement par tranche de **40 m²** de *surface de plancher.* <u>Pour les constructions à destination de commerce et d'artisanat:</u> ▪ 1 place de stationnement par tranche de **60 m²** de *surface de plancher.* <u>Pour les constructions à destination d'hébergement hôtelier :</u> ▪ 1 place de stationnement par chambre ou studios ▪ 2 places pour les villas en location saisonnière et les bungalows de plus de 30m² de *surface de plancher* <u>Pour les constructions à destination d'entrepôt :</u> ▪ 1 place par tranche de **100 m²** de *surface de plancher*. <u>Pour les constructions et installation nécessaires aux équipements publics ou d'intérêt collectif :</u> ▪ Le nombre de places de stationnement à réaliser doit être adapté à la nature de l'équipement, à son mode de fonctionnement, à sa localisation sur le territoire communal (proximité des transports en commun, existence de parcs publics de stationnement à proximité, etc.) et au nombre et au type d'utilisateurs concernés.	Les dispositions réglementaires ont été adaptées à chacune des catégories présentées ci-contre. Le PLU définit des règles communes pour toutes les zones. L'article 12 définit le nombre de places de stationnement sans ambition particulière. Pour les habitations il est préconisé 2 places de stationnement par logement sans référence aux surfaces habitées. Seul en zone U1 et U2 est exigée une place de stationnement, afin de ne pas empêcher la construction de nouvelles opérations dans ces quartiers denses, et où les problèmes de stationnement se posent plus facilement. Ceci va donc inciter les habitants à utiliser les transports en commun, ce qui a un impact positif sur l'environnement.

5.12 Article 13 : Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations

L'article 13 définit un pourcentage d'espaces de pleine terre à préserver, ajusté en fonction des caractéristiques des quartiers.

Intitulé des zones concernées	% d'espaces libres traités en espaces de pleine terre
U1	30%
U2	40%
U3	50%
U4	60%
UE	20%
UP	20%
UT	50%
1AUe	30%
N2, N2b, N2m et N2t	60%

De plus, les aires de stationnement de plus de 4 places devront être plantées, et les délaissés pourront être engazonnés et/ou plantés.

Ces mesures permettent d'une part de conserver l'identité des différents quartiers de la commune, mais aussi d'autre part de préserver des espaces verts ou naturels qui participent au cadre de vie, mais qui servent aussi de réservoir de biodiversité. Par ailleurs, la conservation d'espaces de pleine terre favorise l'infiltration des eaux pluviales, et limite donc les risques d'inondation.

Ces mesures ont donc un **impact positif sur les enjeux 1, 2.4 et 3.2**

5.13 Article 14 : Le Coefficient d'Occupation du Sols (C.O.S)

Le COS n'est pas réglementé dans le PLU. Il a été décidé de réfléchir en notion de gabarit, et les articles précédents permettent de répondre aux objectifs du PADD : densification du bourg et de ses abords, confortation des quartiers dans les mornes tout en préservant le caractère paysager…

5.14 Conclusion

Au terme de l'évaluation environnementale, il ressort que la plupart des articles du règlement comportent des dispositions concrètes des orientations retenues par le PADD en faveur de la préservation de l'environnement.

Si l'on peut noter que le règlement des zones U3 et U4 ne permet pas une densification importante, cela s'explique par le fait que ces quartiers sont dans des espaces relativement naturels, et qu'il a été privilégié de permettre la densification dans le bourg et ses abords.

6. Evaluation des Emplacements Réservés / Espaces paysagers remarquables / Espaces boisés classés

6.1 Emplacements Réservés

Le PLU du Vauclin désigne des emplacements réservés au titre de l'art. L. 123-1-5 8° du Code de l'urbanisme pour permettre la réalisation de projets

- pour la réalisation d'équipements publics d'intérêt public collectif (cimetière, station d'épuration…)
- pour la création d'espaces publics paysagers
- pour voie ou passage public à créer ou à élargir

La réalisation d'une retenue d'eau un **impact positif** sur l'environnement, car cela va permettre de mieux gérer les ressources en eau (enjeu 3).

La création d'espaces publics paysagers a un **double impact positif** sur l'environnement : cela va permettre d'une part d'améliorer le cadre de vie des habitants (enjeu 1) mais aussi de permettre à la biodiversité de se maintenir (enjeu 2.4) en créant des espaces relais et d'accueil entre des espaces naturels plus importants.

La création de voies ou de passages publics va permettre d'améliorer l'accessibilité à certains sites et de fait les désenclaver. Ceci a un **impact mitigé** car cela va entraîner une fréquentation plus importante de ces sites (notamment Macabou), mais cette fréquentation devrait être maîtrisée par le fait que l'on est dans un EAT. Par contre, la création de voies piétonnes, notamment dans le bourg, ainsi que d'une piste cyclable le long de la RD 5 va permettre de faciliter les modes de déplacements doux, et ainsi limiter l'usage de la voiture, ce qui a un **impact positif** sur l'environnement.

6.2 Espaces Boisés Classés (EBC)

La ville du Vauclin dispose d'importants espaces forestiers classés en EBC : la Montagne du Vauclin, les espaces boisés littoraux, et aussi un certain nombre d'espaces boisés au sein de l'espace agricole, notamment au sud du territoire.

Ces espaces sont importants car ils participent de manière importante au paysage et à l'identité du territoire. En effet, la Montagne du Vauclin et ses flancs boisés sont des éléments identitaires importants du territoire.

Les espaces boisés littoraux sont très importants au niveau paysager, mais surtout au niveau écologique, car c'est là que l'on trouve les milieux humides fragiles tels que les mangroves. Ils ont aussi un rôle physique dans la mesure où ils permettent de limiter l'avancée de la mer et l'érosion de la côte.

Les espaces boisés au sud du territoire se situent en majorité sur les hauteurs, dans les espaces les plus pentus, et permettent ainsi de limiter l'érosion des sols et les glissements de terrains. Ils se situent pour une partie autour de zones aujourd'hui urbanisées, et servent aussi d'accompagnement et d'éléments favorisant l'intégration de l'urbanisation dans les mornes.

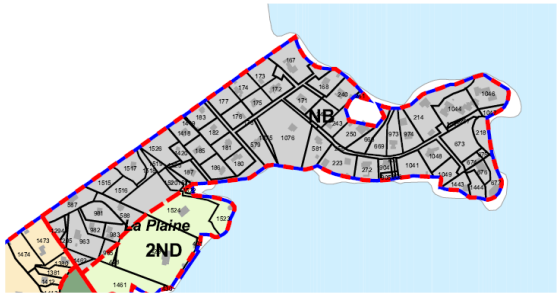
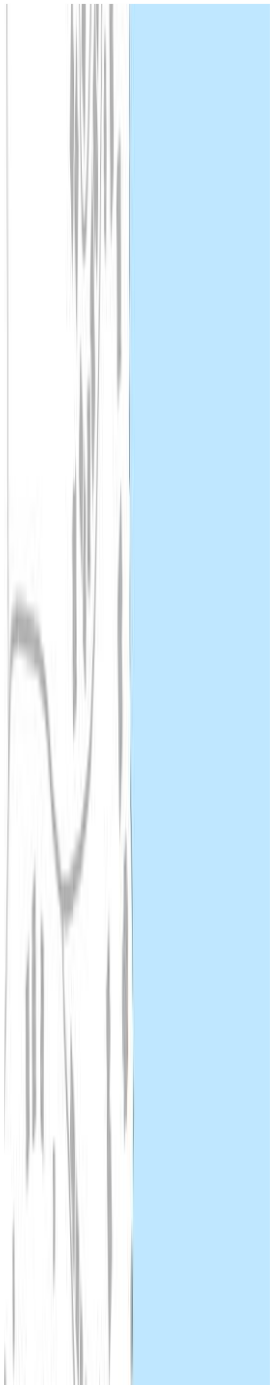
Enfin, on trouve quelques espaces boisés au sein de l'espace agricole. Ces espaces permettent d'avoir une certaine diversité de paysages.

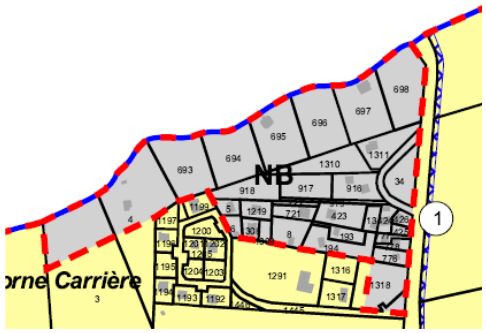
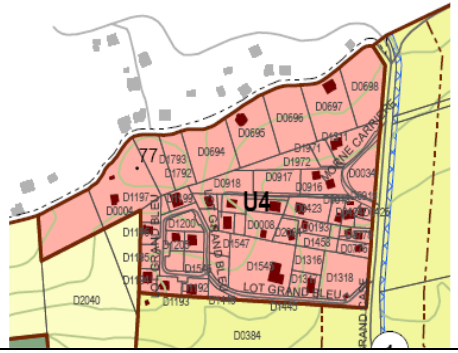
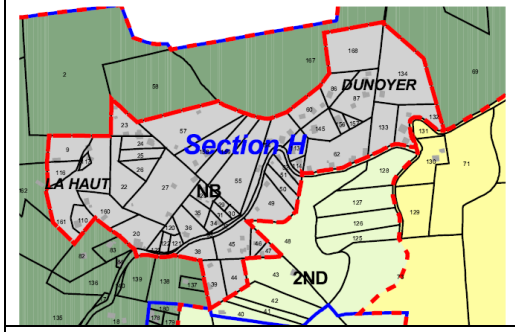
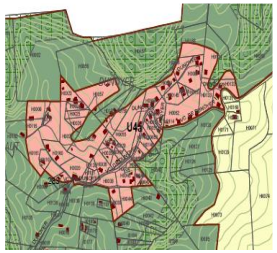
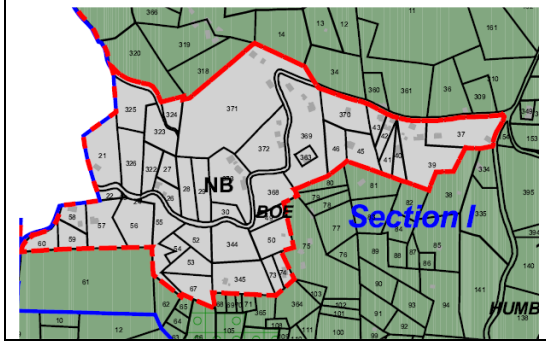
V ANALYSE DES DECLASSEMENTS DES ZONES NB

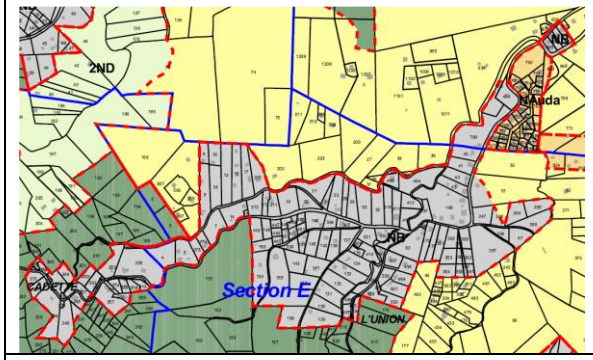
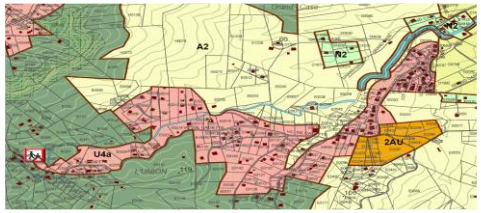
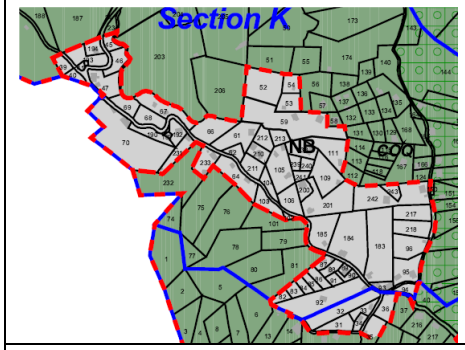
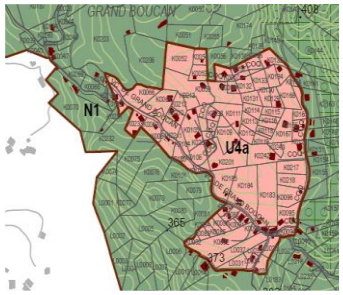
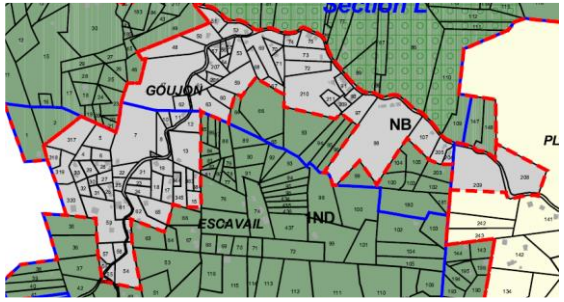
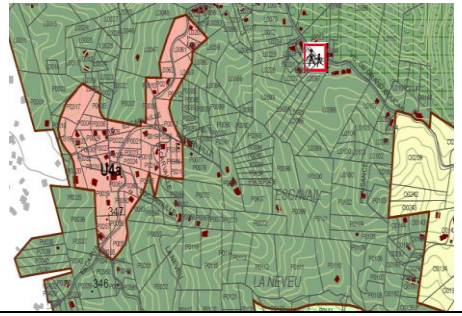
Cette évaluation environnementale a été motivée par le fait que la commune déclasse plus de 50ha de terres, dans une commune littorale. En effet, au total, ce sont environ 165 ha qui ont été déclassés.

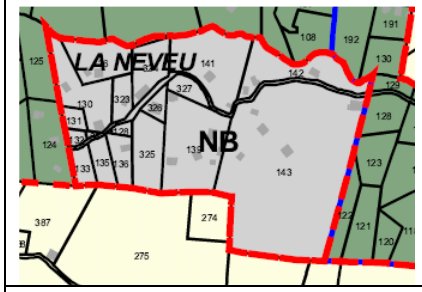
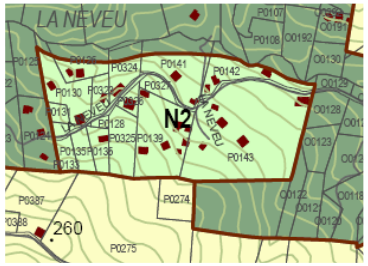
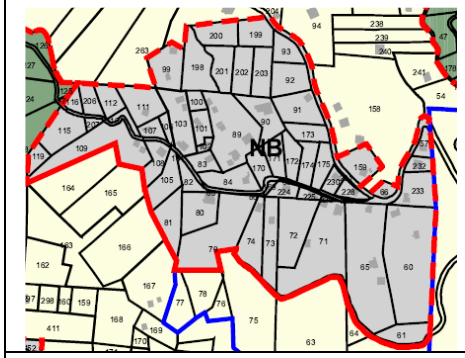
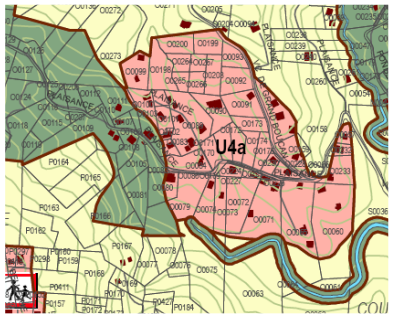
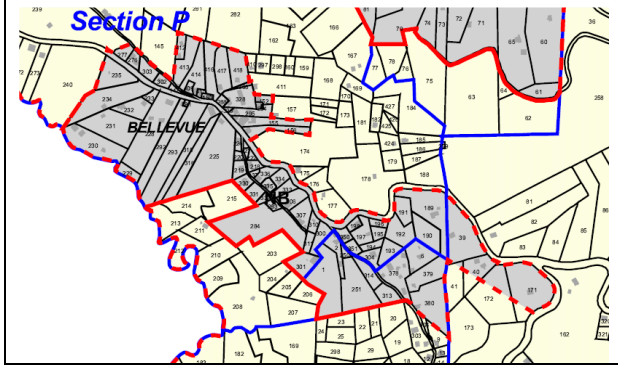
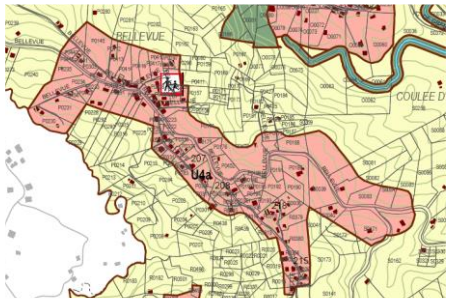
L'analyse qui suit porte sur chacune des zones NB du POS et explique pourquoi elle a été reclassée en zone N, A ou U.

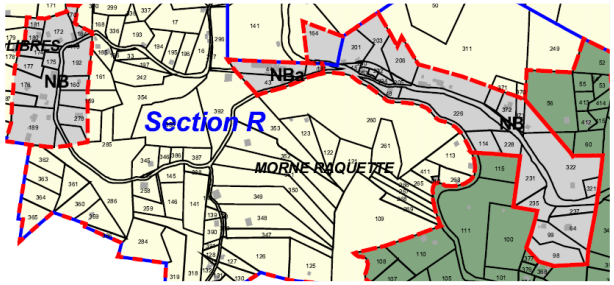
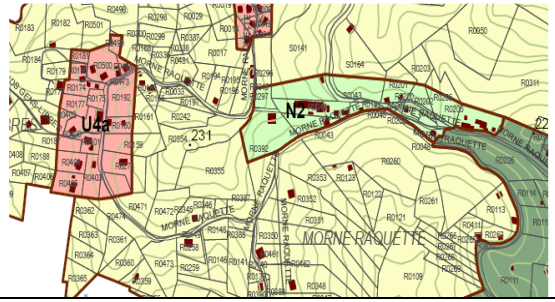
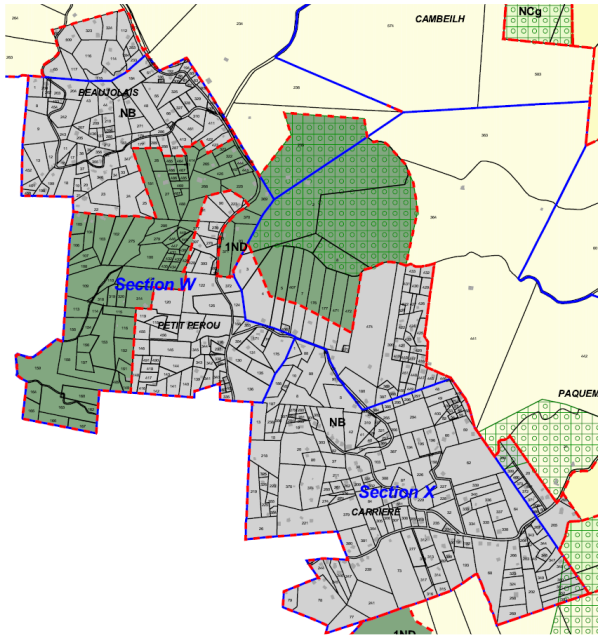
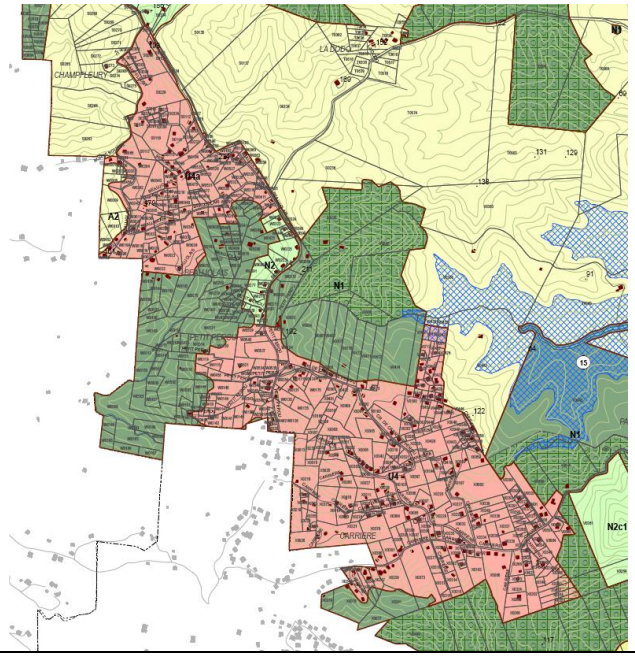
Zone du POS	Zone du PLU	Explication du zonage

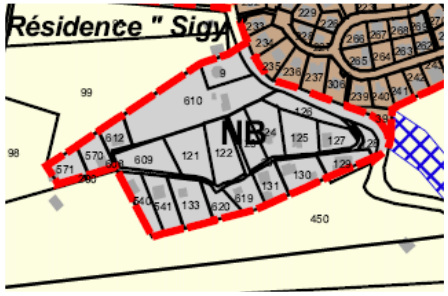
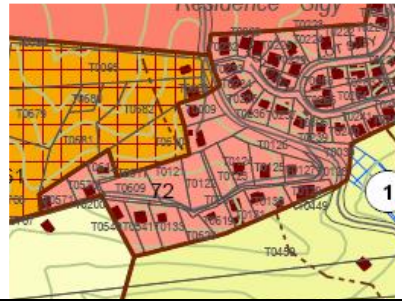
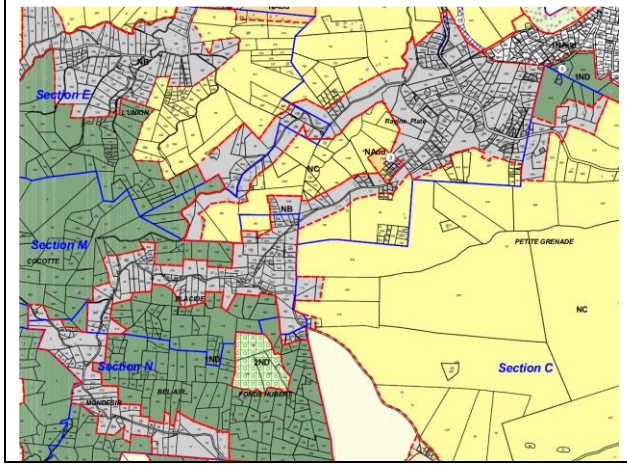
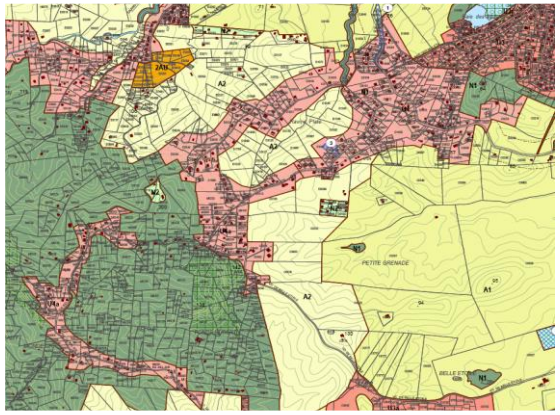
		Cette zone, en limite du François est aujourd'hui réellement urbanisée, et pour être en cohérence avec le PLU du François, cette zone est classée en zone urbaine peu dense (U4). L'impact sur l'environnement est limité car cette zone est déjà urbanisée.

		L'explication du zonage est la même que précédemment. Cependant, on note que la zone U4 est plus étendue que la zone NB, ceci afin de prendre en compte les constructions existantes en continuité au sud, qui ne sont pas des constructions liées à l'agriculture.
		Cette zone, relativement urbanisée, a été confortée en tant que quartier. Cependant, sa délimitation a été ajustée pour prendre en compte les zones orange et rouges du PPRN qui sont repassées en zone N1.
		Cette zone, peu dense, à proximité d'une ZNIEFF et dans le périmètre du PNR a été basculée en zone N2, zone naturelle dans lesquelles les extensions modérées sont admises. Les contours de cette zone N2 ont été affinés afin de prendre en compte le PPRN.

		La zone a été confortée en tant que quartier urbanisé. Cependant, les contours ont été adaptés en fonction du PPRN, et la zone au nord-est est repassée en zone N2. Une partie de l'ancienne zone NB, non construite aujourd'hui, mais que la commune souhaite voir se développer afin de conforter ce quartier, est classée en zone 2AU.
		Cette zone, relativement urbanisée, a été confortée en tant que quartier. Cependant, sa délimitation a été ajustée pour prendre en compte les zones orange et rouges du PPRN qui sont repassées en zone N1, mais aussi l'urbanisation existante qui n'est pas concernée par des risques.
		Seule la partie bien urbanisée de cette zone est confortée en tant que zone urbaine (U4a). Le reste de la zone est repassé en zone N ou A, et les zones orange et rouges du PPRN ont été prises en compte dans la nouvelle délimitation.

		Cette zone, éloignée d'un véritable quartier, est classée en zone N2, et ses contours sont ajustés en fonction du PPRN et dans un objectif de limitation de la consommation de l'espace naturel (petite pointe au sud qui est repassée en zone N1).
		Une partie de cette zone est confortée en tant que zone urbanisée, mais la partie à l'ouest est repassée en zone N1 car elle est très peu urbanisée et présente encore un caractère fortement naturel.
		Cette zone qui représente un quartier important du Vauclin, est confortée en zone urbaine (U4a). Ses contours sont un peu agrandis afin de prendre en compte l'urbanisation récente et de permettre une certaine extension, tout en respectant les zones oranges et rouges du PPRN.

		La zone NB à l'ouest est confortée en tant que zone urbaine. La zone NB à l'est est repassée en zone N, car elle est peu urbanisée. Une partie a été reclassée en zone N1 (protection stricte), et l'autre en zone N2 (extensions modérées des constructions autorisée).
		Ces deux zones, bien urbanisées, ont été confortées en tant que quartiers. La zone au nord a même été étendue. Une petite partie entre les deux zones NB a été reclassée en zone N2 car elle est peu urbanisée aujourd'hui et qu'elle se situe entre deux zones naturelles. Les délimitations de ces zones ont été faites dans le respect des zones orange et rouges du PPRN.

		Cette zone NB urbanisée et en continuité directe du bourg est passée en zone U3. Seule la parcelle non urbanisée est classée en zone 2AU.
		Cette zone NB est en grande partie rebasculée en zone U4 et U4a car il s'agit d'un quartier important de la commune. Une partie de la zone NB en zone N est rebasculée en zone N1 (et une partie en zone N2) car elle n'est pas urbanisée ou très peu. La partie de la zone NB la plus à l'ouest est reclassée en zone U4a, mais ses contours sont ajustés en fonction des zones oranges et rouges du PPR.

Le déclassement des zones NB répond en partie à l'axe 1.1 du PADD qui préconise une confortation des quartiers existants dans les mornes, tout en prenant en compte les risques existants et les réseaux.

L'impact de cette mesure sur l'environnement est mitigé, car il entraîne a priori une consommation des espaces naturels et agricoles. Cependant, les espaces consommés ne sont plus, en l'état actuel, des zones agricoles, mais il s'agit surtout de zones en friche ou déjà urbanisées. De plus, les contours des zones urbaines sont définis de manière stricte et ne touchent pas aux zones agricoles à très fort potentiel (zones A1).

VI INDICATEURS DE SUIVI

Un indicateur quantifie et agrège des données pouvant être mesurées et surveillées pour déterminer si un changement est en cours. Ainsi afin de comprendre le processus de changement, l'indicateur doit aider le décideur à comprendre pourquoi ce changement s'opère.

Pour évaluer le projet de PLU sur le court et moyen terme, plusieurs types d'indicateurs sont définis : d'état, de pression et de réponse.

- Les indicateurs d'état. En termes d'environnement, ils décrivent l'état de l'environnement du point de vue de la qualité du milieu ambiant, des émissions et des déchets produits. *Exemple: Taux de polluant dans les eaux superficielles, indicateurs de qualité du sol, etc.*

- Les indicateurs de pression. Ils décrivent les pressions naturelles ou anthropiques qui s'exercent sur le milieu. *Exemple : Évolution démographique, Captage d'eau, Déforestation*

- Les indicateurs de réponse. Ils décrivent les politiques mises en œuvre pour limiter les impacts négatifs. *Exemple : Développement transports en commun, réhabilitation réseau assainissement…*

Le tableau ci-après liste, pour les différentes thématiques environnementales étudiées, une première série d'indicateurs identifiés comme étant intéressant pour le suivi de l'état de l'environnement du territoire communal, du fait qu'ils permettent de mettre en évidence des évolutions en termes d'amélioration ou de dégradation de l'environnement de la commune, sous l'effet notamment de l'aménagement urbain.

Il est proposé que ces indicateurs soient mis à jour selon une périodicité annuelle à tous les 5 ans.

Avant la mise en place effective d'un tel tableau de bord, il sera important de valider le choix des indicateurs finalement les plus pertinents à conserver (ou à rajouter) et à mettre à jour, en fonction de leur utilité en termes de description des évolutions mais aussi en fonction de leur disponibilité. Il est d'autre part important de nommer une personne spécifiquement chargée de cette tâche de façon à disposer effectivement ultérieurement de ces données de suivi, importants pour la mise en évidence d'éventuels impacts environnementaux et utiles aux futurs travaux d'évaluation.

		Variable	Indicateurs	Sources
Protéger les habitants et assurer leur bien-être	**Prendre en compte les risques naturels existants**	L'urbanisation dans les zones à risques	Nombre d'habitations nouvelles dans les zones à risques Nombre de constructions actuelles dans les zones à risques	Commune
	Préserver le cadre de vie	La qualité de l'air	Indice ATMO	Madininair
		Le bruit (nuisances sonores)	Nombre d'actions réalisées pour réduire les nuisances	Commune, CG, CR…
Protéger le paysage et les espaces naturels	**Protéger les terres agricoles**	Les terres agricoles	hectares de terres agricoles hectares de terres agricoles en ZAP SAU	Commune, DAAF
	Préserver et valoriser le paysage	Les espaces naturels protégés	Hectares des sites naturels protégés (ZNIEFF, forêt départementale, forêt départemantalo-domaniale…) Nombre de monuments protégés Superficie forestière par habitant (m²/hab)	Commune, DEAL, ONF
		Les espaces paysagers	Nombre de points de vue aménagés	Commune
	Protéger les espaces littoraux	Les espaces littoraux	Hectares d'espaces littoraux en zone N Hectares d'espaces littoraux en EBC Superficie des mangroves et des zones humides (ha)	Commune, DEAL
	Permettre à la biodiversité de se maintenir	Les espaces libres, les espaces verts	Superficie d'espaces libres dans les projets d'urbanisme/ Superficie des projets	Commune

		Variable	Indicateurs	Sources
Bien gérer les ressources et les énergies	**Promouvoir une gestion alternative des eaux pluviales**	Les surfaces perméables	Surface imperméabilisée par projet/surface totale du projet	Commune, DEAL
	Préserver la qualité de l'eau	Le réseau d'assainissement	Nombre de constructions ou de personnes raccordées au réseau d'assainissement collectif	Commune et syndicat de gestion
		Les stations d'épuration	Nombre de stations d'épuration sur le territoire, ainsi que leur capacité Conformité des stations d'épuration	Commune et syndicat de gestion
	Promouvoir l'utilisation des ressources locales et des énergies renouvelables	Les énergies renouvelables	Nombre de bâtiments équipés d'installations énergétiques bénéficiant de subventions de l'ADEME	ADEME

VII MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION OU DE COMPENSATION

Les mesures compensatoires visent à réduire les incidences négatives des options d'urbanisme. Ainsi, elles sont envisageables lorsqu'un effet dommageable ne peut être suffisamment réduit ou lorsque les dommages causés sont irréversibles. Les mesures compensatoires du PLU sont liées à des actions ayant un impact négatif sur l'environnement. Elles caractérisent les mesures envisagées dans le but de réduire, éviter et éventuellement compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre du PLU.

Selon la circulaire UHC/PA2 n°2006-16 du 06 mars 2006 relative à l'évaluation des incidences de certains documents d'urbanisme sur l'environnement : « l'évaluation environnementale figure dans le rapport de présentation du document d'urbanisme […] Le rapport de présentation devra comporter les éléments suivants : […]

- Une présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document d'urbanisme sur l'environnement et le rappel que ce document fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de son approbation.

- Il convient d'abord de prévoir les mesures permettant d'éviter ou de réduire les conséquences dommageables sur l'environnement de la mise en œuvre du document, le recours aux mesures compensatoires ne devant être que supplétif et non systématique.

- Les mesures compensatoires éventuelles peuvent résulter du projet lui-même. Elles ne peuvent être envisagées que dans les domaines que réglemente le document d'urbanisme, et non dans d'autres domaines, tels que la production agricole ou forestière ;

[…] »

Les mesures d'évitement ou de réduction des impacts négatifs et mitigés du projet ont été intégrées dans la réflexion, au passage du PADD au règlement et au zonage. En effet, pour chaque enjeu environnemental, il a été identifié la traduction règlementaire la plus adaptée, permettant d'éviter ou de réduire les impacts mitigés ou négatifs identifiés dans le cadre de l'évaluation du PADD et des OAP.

Le tableau ci-dessous présente les mesures règlementaires prises pour chaque enjeu environnemental.

Enjeux environnementaux	**Mesures règlementaire (zonage ou règlement)**
Protéger les terres agricoles	- les terres à protéger strictement ont été classées en zone A1 (protection stricte) - les terres ou les espaces pouvant s'orienter vers l'agro-tourisme ont été classées en zone A2 (permettant la construction de gîtes liés à l'agrotourisme notamment)
Protéger les espaces littoraux	- Les espaces littoraux ont été classés en zone N1 (protection stricte) dans la majeure partie des cas. Cette protection est souvent doublée d'un classement en EBC (forêt du littoral) - Les zones naturelles, déjà construites ou pouvant évoluer de manière maîtrisée ont été classées en zone

	N2 (Pointe Chaudière), N2m (Anse Maroquet) et N2t (Pointe Faula) - Les zones déjà urbaines ou à urbaniser dans le cadre d'un projet touristique sont classées en zone U
Prendre en compte les risques naturels existants	- Dans la délimitation du zonage, la prise en compte du PPR a été faite en classant en zone N ou A les zones oranges ou rouges du PPRN - Dans les zones déjà urbanisées, afin de rappeler la présence du risque, les zones concernées sont indicées d'un « r » et dans le règlement, le PPRN est rappelé à l'article 2
Préserver et valoriser le paysage	- La délimitation générale du zonage permet de conserver un équilibre entre les zones naturelles, urbaines et agricoles - La zone N1a permet la création de points de vue, avec l'implantation de structures légères qui peuvent être liées au point de vue
Permettre à la biodiversité de se maintenir	- Les espaces boisés classés (EBC) sont ajustés à la réalité du terrain. - Afin de confirmer le caractère boisé de certains espaces, les EBC en zone agricole ont été classés en zone N. - Les abords des cours d'eau ainsi que les zones humides ont été identifiées en zone N1
Préserver le cadre de vie	- Les zones urbaines sont confortées par un zonage U, même les cœurs de quartier dans les mornes, et les zones à urbaniser sont limitées : 1 zone 1AUe à l'entrée du bourg, deux zones 2AU en continuité directe du bourg et une zone 2Au en continuité du quartier l'Union. - L'article 2 des zones urbaines autorise la création de commerces, ce qui permet de créer une mixité des fonctions. - Certains emplacements réservés, notamment les ER 6 et 13, sont destinés à des liaisons douces.
Promouvoir l'utilisation des ressources locales et des énergies renouvelables	- Les articles 9, 10 et 11 des zones urbaines permettent, en adaptant l'emprise au sol notamment, de développer un type d'habitat adapté au climat local. Les dispositifs d'énergies renouvelables ou alternatives sont favorisés.
Préserver la qualité de l'eau	- Les articles 4 et 13 gèrent cette problématique : l'article 4 en définissant les conditions de raccordement aux réseaux et en incitant à la gestion alternative des eaux pluviales, et l'article 13 en imposant un pourcentage d'espace de pleine terre, favorisant l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle.

Les opérations d'aménagement futures mises en place dans le cadre des nouvelles règles du PLU devront faire l'objet d'études d'impact qui détermineront les mesures compensatoires éventuelles affectées à chaque projet, tels que dans les secteurs de Château-Paille et au sud de Sigy (zones 2AU), mais aussi l'aménagement des zones UT, à vocation touristique. Pour les zones 2AU, les impacts paysagers notamment devront être traités, car les deux sites sont en entrée de ville le long de la RN 6. Les questions

de gestion des eaux pluviales, notamment avec la limitation de l'imperméabilisation devront être abordées. Pour les zones UT, il faudra surtout s'attacher à étudier les conséquences sur les milieux fragiles et la biodiversité.

VIII METHODE DE REALISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le bureau d'études réalisant l'évaluation environnementale est aussi celui qui a réalisé le PLU, mais un chargé d'études, spécialisé en environnement et paysage, a été dédié à la mission d'évaluation environnementale, afin d'apporter un véritable regard critique envers le projet de PLU.

La méthodologie de travail pour l'élaboration du document d'évaluation environnementale suit les étapes suivantes :

- Une analyse de l'état initial de l'environnement, qui se base sur les thèmes environnementaux mis en place dans le rapport de présentation du PLU ;
- Une description de l'articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme et les plans et programmes soumis à l'évaluation environnementale en application du code de l'environnement ;
- Conformément aux textes de loi, notamment au texte de la circulaire du 06 mars 2006, une analyse des incidences du PLU sur l'environnement a été menée afin de déterminer les effets du projet du PLU sur l'environnement de la commune. De ce fait cette analyse a été menée sur trois axes fondamentaux :
    - l'analyse des incidences du PLU sur le PADD ;
    - l'analyse des incidences du PLU sur les secteurs définis comme étant stratégiques dans la commune (OAP)
    - l'analyse des incidences du PLU sur la traduction règlementaire (zonage, règlement et outils complémentaires) ;

  Cette analyse permet de mettre en évidence les éventuelles incidences défavorables à l'environnement. L'analyse des incidences consiste à reprendre tous les thèmes environnementaux et les règles du projet de PLU et à examiner quelles sont les incidences favorables ou défavorables du PLU sur l'environnement.
- L'élaboration d'une grille d'indicateurs de suivi du projet du PLU afin de connaître l'évolution de la situation durant toute la durée d'exploitation du document.
- La mise en place de mesures compensatoires afin de compenser les effets du PLU sur l'environnement.
- Un résumé non technique permettant de synthétiser toutes les données de l'évaluation environnementale du PLU.

L'évaluation environnementale a été menée en parallèle de l'élaboration du PLU. De plus, une AEU® a été réalisée, ce qui montre une volonté forte de prendre en compte l'environnement dans ce PLU.

Durant les différentes étapes d'élaboration du PLU, les intervenants pour le PLU et pour l'évaluation environnementale étaient présents, et les échanges ont mené à une bonne prise en compte de l'environnement. Au moment de la phase règlementaire, des réunions de terrain avec les élus et les services de l'Etat ont eu lieu afin de préciser

certains points, notamment l’ajustement des espaces boisés en zone agricole, mais aussi des réunions spécifiques sur les zones littorales, et plus spécifiquement les zones des 50 pas géométriques.

IX RESUME NON TECHNIQUE

Introduction

Depuis quelques années, le principe de l'évaluation dans les politiques territoriales, notamment dans le domaine de l'environnement, est apparu à travers diverses réglementations européennes et françaises. Ainsi deux textes majeurs ont mis en avant l'évaluation environnementale comme un outil indispensable de l'aménagement urbain :

- La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (loi SRU du 13 décembre 2000) qui introduit dans le code de l'urbanisme le principe de l'évaluation environnementale (art. R123-2) ;
- La directive européenne 2001/42/CE (du 27 juin 2001) a pour but l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment concernant les documents de planification territoriale. L'ordonnance du 3 juin 2004 (n°2004-489) retranscrit cette directive européenne dans le droit français.

L'évaluation environnementale s'adresse d'abord aux élus et aux services municipaux, puis au grand public en tant qu'outil d'information. Ce document doit permettre aux décideurs d'avoir une approche globale et de disposer d'informations objectives facilitant la prise en compte de l'environnement dans les documents de planification territorial.

La ville du Vauclin a réalisé une évaluation environnementale de son Plan Local d'Urbanisme.

Le présent résumé non technique constitue une des pièces du rapport de présentation du PLU et permet de comprendre la démarche de l'évaluation environnementale qui a pour but d'identifier, de décrire et d'évaluer les incidences probables de la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme de la ville du Vauclin sur l'environnement.

A terme, l'évaluation environnementale doit permettre de :

-cerner les impacts environnementaux possibles ;

-proposer des mesures compensatoires afin de réduire voir annuler les impacts négatifs ;

-prévoir les incidences environnementales importantes malgré la mise en place des mesures compensatoires.

Ainsi, l'évaluation environnementale a pour buts principaux de :

-minimiser ou soustraire les impacts environnementaux négatifs avant qu'ils ne se produisent ;

-Intégrer les préoccupations environnementales dans les prises de décision.

L'évaluation environnementale est un moyen de contrôle des documents d'urbanisme. L'évaluation s'appuie sur divers critères généraux tels que :

- la cohérence du document du PLU ;
- la conformité à l'égard des règles juridiques en vigueur dans le domaine de l'environnement ;
- la pertinence des objectifs poursuivis dans le PLU (notamment dans le PADD) ;
- l'efficacité, c'est-à-dire vérifier que le PLU atteint les objectifs qu'il s'est fixé.

Méthode d'évaluation

L'évaluation environnementale du plan local d'urbanisme est une évaluation préalable, en ce sens elle mesure les impacts prévisibles, probables du plan et de sa mise en œuvre, sur l'environnement, pour les années à venir. Etant réalisée pendant l'élaboration du document, c'est également un outil d'aide à la décision. Cette évaluation ne peut être exhaustive car les données concernant l'évolution de l'environnement ne sont ni toutes connues ni toutes maîtrisables.

L'évaluation vise à expliciter les enjeux environnementaux du PLU en définissant les orientations stratégiques en matière d'environnement, Elles fixent les modalités nécessaires au suivi à l'évaluation environnementale à travers les grandes thématiques :

- consommation d'espace et biodiversité,
- paysages et patrimoines bâtis
- qualité de l'air et consommation d'énergie
- ressources en eau
- risques naturels, technologiques et nuisances sonores
- gestion des déchets.

L'évaluation environnementale du PLU du Vauclin prend en compte l'analyse de l'état initial de l'environnement comme l'état actuel de la commune à l'instant « t », avant d'y appliquer, d'une façon prospective, l'ensemble des projets en intégrant des enjeux environnementaux.

Au regard des enjeux environnementaux ont été analysés les orientations du PADD, des OAP, du plan de zonage et du règlement.

La méthodologie utilisée pour évaluer les effets du projet sur l'environnement s'inscrit dans le cadre de textes législatifs et réglementaires en vigueur et s'inspire de la méthodologie appliquée dans les services de l'Etat. Elle est fondée sur des visites de terrain, sur la consultation de divers services administratifs dont ceux de la DEAL. Elle fait également appel à des ouvrages et études spécifiques.

Analyse des données et enjeux environnementaux

Le rapport de présentation intègre un état des lieux actualisé reprenant toutes les thèmes généraux et spécifiques au territoire et mettant en exergue ces particularités : milieu physique, patrimoine naturel et paysager, eau, énergie et déchets, risques, pollutions, nuisances.

Milieu physique

Un climat tropical, très sec pendant 3 mois → une gestion de l'eau pluviale à améliorer, et un potentiel de réutilisation de cette eau à étudier

Patrimoine naturel et paysager

Des espaces agricoles très présents (plus de 60% du territoire), à préserver et valoriser en tant que support de paysage, mais aussi d'économie

Des espaces boisés, très importants notamment dans les mornes

Des espaces littoraux très fragiles ; milieux réservoirs de biodiversité menacés par de l'urbanisation illégale

Des espaces naturels bénéficiant de protections, à conforter

Un paysage varié, découlant du relief et de l'occupation du sol de la commune. Des points de vue remarquables, à mettre en valeur.

Eau

Une eau potable de bonne qualité

Un assainissement qui n'est pas toujours aux normes et insuffisant

Energie et déchets

Un ramassage des déchets dont la fréquence a été adaptée aux besoins réels

Une politique de sensibilisation au tri sélectif

Une déchetterie est présente sur le territoire

Un traitement des déchets permettant entre autres une valorisation de ceux-ci

Un habitat récent, pas toujours adapté au climat local, notamment dans les ensembles collectifs (peu d'espaces ouverts couverts, par exemple)

Une utilisation des énergies renouvelables encore faible, qui mérite d'être renforcée

Risques, pollutions et nuisances

Des nuisances sonores limitées, touchant peu d'habitations

Des risques technologiques très limitées, n'impactant pas les habitants

Des risques naturels nombreux et prégnants, identifiés dans le PPR, mais dont la prise en compte doit être améliorée, car ils concernent une partie de la population aujourd'hui

Les enjeux environnementaux définis sont au nombre de 3 :

Le diagnostic environnemental de la commune a été analysé afin de déterminer, d'une part, les atouts et les faiblesses de la commune, et d'autre part, les opportunités et les menaces existantes.

Suite à cette analyse du diagnostic environnemental et des documents de références existants actuellement (réglementation, document de planification et/ou de gestion), les enjeux du territoire ont été identifiés pour chaque composante environnementale étudiée au préalable. Par suite, la hiérarchisation des enjeux a été effectuée :

ENJEU 1 : Protéger les habitants et assurer leur bien-être

- 1.1 Prendre en compte les risques naturels existants
- 1.2 Préserver le cadre de vie

ENJEU 2 : Protéger le paysage et les espaces naturels et agricoles

- 2.1 Protéger les terres agricoles
- 2.2 Préserver et valoriser le paysage
- 2.3 Protéger les espaces littoraux
- 2.4 Permettre à la biodiversité de se maintenir

ENJEU 3 : Bien gérer les ressources et les énergies

- 3.1 Promouvoir une gestion alternative des eaux pluviales
- 3.2 Préserver la qualité de l'eau
- 3.3 Promouvoir l'utilisation des ressources locales et des énergies renouvelables

Evaluation du PADD et des orientations d'aménagement

Le PADD exprime fortement les enjeux environnementaux à l'échelle de l'ensemble du territoire communal et notamment la protection des espaces agricoles et naturels, et l'amélioration de la qualité du cadre de vie des habitants.

Un tableau de synthèse des impacts de chaque orientation du PADD a été réalisé.

		Orientation 1 : Favoriser un développement durable qui préserve les richesses du territoire	
		1. Organiser le développement du bourg autour des polarités urbaines	**2.** Préserver les richesses naturelles et les paysages
Protéger les habitants et assurer leur bien être	Prendre en compte les risques naturels existants		++
	Préserver le cadre de vie	+	+
Protéger le paysage et les espaces naturels et agricoles	Protéger les terres agricoles	+/-	++
	Préserver et valoriser le paysage		++
	Protéger les espaces littoraux (50 pas géométriques)		++
	Permettre à la biodiversité de se maintenir		++
Bien gérer les ressources et les énergies	Promouvoir une gestion alternative des eaux pluviales	+	
	Préserver la qualité de l'eau	+/-	+
	Promouvoir l'utilisation des ressources locales et des énergies renouvelables		

		Orientation 2 : Répondre aux besoins de tous et améliorer la qualité de vie des Vauclinois		
		1. Répondre aux besoins en logements	**2.** Faciliter et sécuriser les déplacements	**3.** Maintenir un niveau d'équipements adapté en anticipant l'évolution de la population
Protéger les habitants et assurer leur bien être	Prendre en compte les risques naturels existants			
	Préserver le cadre de vie	++	+	+/-
Protéger le paysage et les espaces naturels et agricoles	Protéger les terres agricoles	+/-		
	Préserver et valoriser le paysage			
	Protéger les espaces littoraux (50 pas géométriques)			
	Permettre à la biodiversité de se maintenir			
Bien gérer les ressources et les énergies	Promouvoir une gestion alternative des eaux pluviales	++		
	Préserver la qualité de l'eau			
	Promouvoir l'utilisation des ressources locales et des énergies renouvelables	++		

		Orientation 3 : Soutenir le développement économique du Vauclin en se basant sur les atouts du territoire et le savoir-faire des habitants	
		1. Développer une économie basée sur l'exploitation des richesses locales et favoriser leur interaction	**2.** Un tourisme « vert, jaune et bleu » (montagne, plaine, océan et nature, campagne et balnéaire)
Protéger les habitants et assurer leur bien être	Prendre en compte les risques naturels existants		
	Préserver le cadre de vie		
Protéger le paysage et les espaces naturels et agricoles	Protéger les terres agricoles	+	
	Préserver et valoriser le paysage	+	+
	Protéger les espaces littoraux (50 pas géométriques)		+/-
	Permettre à la biodiversité de se maintenir		
Bien gérer les ressources et les énergies	Promouvoir une gestion alternative des eaux pluviales		
	Préserver la qualité de l'eau		
	Promouvoir l'utilisation des ressources locales et des énergies renouvelables		

-	Incidence négative sur les enjeux environnementaux
?	Incidence non clairement établie
+ à ++	Incidence positive sur les enjeux environnementaux

Les orientations d'aménagement préconisent la création de liaisons douces, la requalification des espaces bâtis et non bâtis, la protection du patrimoine…Une des orientations d'aménagement propose de requalifier le front de mer en reconstruisant à la place de l'existant, aujourd'hui dégradé, et en recréant des espaces publics de qualité, ce qui permet de limiter l'utilisation des terres naturelles ou agricoles, et qui va améliorer le cadre de vie des habitants.

Evaluation du volet réglementaire

L'ensemble des dispositions du volet réglementaire : plan de zonage, règlements et dispositions réglementaires, à savoir, emplacement réservés et espaces boisés classés (EBC) permettent de mettre en œuvre les orientations du PADD ainsi que les orientations particulières d'aménagement

Au terme de l'évaluation environnementale, il ressort que la plupart des articles du règlement comportent des dispositions concrètes des orientations retenues par le PADD en faveur de la préservation de l'environnement.

La délimitation des zones N et A et des EBC contribue à protéger et mettre en valeur les espaces naturels et agricoles.

Les emplacements réservés sont à destination d'équipements publics d'intérêt public collectif (station d'épuration par exemple), d'espaces publics paysagers ou de voies ou passages publics à créer ou à élargir, ce qui permet d'avoir une meilleure qualité des eaux, de renforcer la trame verte et bleue, et de conforter les liaisons, notamment les liaisons douces.

Le règlement reprend les orientations du PADD. Il s'attache à proposer :

- des outils de maintien et de confortation des quartiers d'habitat (densification du bourg, extension en continuité du bourg, confortation des quartiers dans les mornes…)
- des moyens de protéger l'agriculture (zones agricoles strictes A1)
- des bâtis mitoyens permettant une bonne compacité (bourg)

L'article 4 valorise une gestion alternative des eaux pluviales dans la majorité des parcelles.

Les implantations du bâti (art. 6 et 7) sont aussi cohérence avec les enjeux environnementaux (économie de ressources naturelles et santé).

Les articles 11 et 13 sont favorables à une sobriété énergétique. En effet l'article 13 favorise la préservation des espaces verts et la gestion des eaux pluviales.

Les indicateurs de suivi

Au titre du décret du 27 mai 2005 : l'évaluation environnementale doit intégrer la présentation des mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du document et une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de son approbation. Il est donc indispensable de prévoir un dispositif de suivi de la mise en œuvre du PLU qui permettra une telle analyse des résultats de celle-ci.

Le suivi environnemental garantit l'application correcte des mesures compensatoires et permet de connaître les effets réels du projet du PLU. Si on constate des impacts plus importants que prévus, le suivi environnemental peut proposer des corrections ou des améliorations judicieuses.

Les indicateurs représentent des outils de mesure des éléments ou des paramètres environnementaux. Ils fournissent tout d'abord la mesure de l'état actuel des différents éléments de l'environnement et permettent par la suite d'estimation des impacts induits par le projet dans les différents domaines environnementaux.

Protéger les habitants et assurer leur bien-être	- nombre d'habitations nouvelles dans les zones à risques - nombre de constructions actuelles dans les zones à risques - indice ATMO - nombre d'actions réalisées pour réduire les nuisances
Protéger le paysage et les espaces naturels	- hectares de terres agricoles - hectares de terres agricoles en ZAP - SAU - hectares des sites naturels protégés (ZNIEFF, forêt départementale, forêt départementalo-domaniale…) - nombre de monuments protégés - superficie forestière par habitant (m^2/hab) - nombre de points vue aménagés - hectares d'espaces littoraux en EBC - superficie des mangroves et des zones humides (ha) - superficie d'espaces libres dans les projets d'urbanisme / superficie des projets

Bien gérer les ressources et les énergies	**-** surface imperméabilisée par projet / surface totale du projet - nombre de constructions ou de personnes raccordées au réseau d'assainissement collectif - nombre de stations d'épuration sur le territoire, ainsi que leur capacité - conformité des stations d'épuration - nombre de bâtiments équipés bénéficiant de subventions de l'ADEME

Les mesures compensatoires

Des mesures réductrices et compensatoires liées à chaque incidence ont été mise en place. Le terme de « mesures compensatoires » recouvre les mesures envisagées pour éviter, réduire, voire compenser si possible, les incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement. La problématique des mesures compensatoires est abordée dans l'évaluation environnementale au sein de chaque thématique analysée.

Les mesures compensatoires visent à compenser ou contrebalancer les effets négatifs pour l'environnement. Elles doivent donc théoriquement rétablir une situation d'une qualité globale proche de la situation antérieure ou un état de l'environnement jugé fonctionnellement « *normal* ou *idéal »*.

La prise en compte des questions environnementales, et particulièrement dans le cadre du PADD et dans les Orientations d'Aménagement, a permis au PLU d'intégrer ses propres mesures compensatoires sous forme de préconisations et de prescriptions. Toutefois, certaines mesures compensatoires ne peuvent être révélées par une analyse des impacts du projet du PLU. De plus d'autres mesures ne pourront être précisées que lors de la réalisation des projets.

GLOSSAIRE

ADUAM : Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique

ANPE : Agence Nationale Pour l'Emploi

CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie

CESM : Communauté de l'Espace Sud Martinique

DCE : Directive Cadre Eau

DEAL : Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

DIREN : Direction Régionale de l'Environnement

DRIRE : Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

INSEE : Institut National de Statistiques et d'Etudes Economiques

IGN : Institut National Géographique

Loi UH : Loi Urbanisme et Habitat

Loi SRU : Loi Solidarité et Renouvellement Urbain

ONF : Office National des Forêts

PADD : Projet d'Aménagement et de Développement Durables

PDU : Plan de Déplacement Urbain

PISE : Périmètre d'Irrigation du Sud Est

PLH : Programme Local de l'Habitat

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PNR : Parc Naturel Régional

POS : Plan d'Occupation des Sols

PPRN : Plan de Prévention des Risques Naturels

RGA : Recensement Général Agricole

RGP : Recensement Général de la Population

SAR : Schéma d’Aménagement Régional

SDAGE : Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux

SCOT : Schéma de Cohérence territoriale

SIG : Système d’Information Géographique

SMVM : Schéma de Mise en Valeur de la Mer

UCPA : Union nationale des centres sportifs de plein Air

ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique